

C-80

First Session, Thirty-sixth Parliament,
46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-80

An Act to revise and consolidate certain Acts respecting food, agricultural commodities, aquatic commodities and agricultural inputs, to amend the Canadian Food Inspection Agency Act, the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act, the Health of Animals Act, the Plant Protection Act and the Plant Breeders' Rights Act, and to repeal and amend other Acts in consequence

First reading, April 22, 1999

C-80

Première session, trente-sixième législature,
46-47-48 Elizabeth II, 1997-98-99

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-80

Loi refondant la législation fédérale en ce qui concerne les aliments, les produits agricoles, les produits aquatiques et les intrants agricoles, modifiant la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments, la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur la protection des obtentions végétales, et modifiant et abrogeant d'autres lois en conséquence

Première lecture le 22 avril 1999

THE MINISTER OF AGRICULTURE AND AGRI-FOOD

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'AGROALIMENTAIRE

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “An Act to revise and consolidate certain Acts respecting food, agricultural commodities, aquatic commodities and agricultural inputs, to amend the Canadian Food Inspection Agency Act, the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act, the Health of Animals Act, the Plant Protection Act and the Plant Breeders’ Rights Act, and to repeal and amend other Acts in consequence”.

SUMMARY

PART 1

Part 1 sets out the administrative framework of the *Canada Food Safety and Inspection Act*. It lays the groundwork for a regime for licensing persons to engage in or to operate establishments to engage in import, export and interprovincial trade in agricultural and aquatic commodities and agricultural inputs.

PART 2

Part 2 prohibits acts and omissions that negatively affect the safety of, and confidence in, food, agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs. It also prohibits deceptive labelling practices and regulates trade in food, agricultural and aquatic commodities and agricultural inputs.

PART 3

Part 3 authorises the making of regulations and orders that are necessary for the operation of the Act.

PART 4

Offences, penalties and rules of evidence are set out in Part 4.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi refondant la législation fédérale en ce qui concerne les aliments, les produits agricoles, les produits aquatiques et les intrants agricoles, modifiant la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments, la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur la protection des obtentions végétales, et modifiant et abrogeant d'autres lois en conséquence ».

SOMMAIRE

PARTIE 1

La partie 1 établit le régime administratif de la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada* par lequel le ministre contrôle la commercialisation des produits agricoles, des produits aquatiques et des intrants agricoles au moyen d'une licence.

PARTIE 2

La partie 2 crée des infractions pour les cas où la salubrité des aliments est en cause et pour réguler la commercialisation des aliments, des produits agricoles, des produits aquatiques et des intrants agricoles.

PARTIE 3

La partie 3 autorise le gouverneur à prendre des règlements pour l'application de la loi et le ministre à agir par arrêté dans des circonstances bien précises.

PARTIE 4

La partie 4 prévoit les peines auxquelles s'exposent les personnes qui contreviennent à la loi et aux règlements.

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:
<http://www.parl.gc.ca>

PART 5

Part 5 continues the Board of Arbitration for dealers who deal in prescribed agricultural and aquatic commodities for import, export or interprovincial trade.

PART 6

Part 6 amends the *Canadian Food Inspection Agency Act*. It sets out the powers and duties of inspectors, sets out offences and penalties for breaches of the Act, allows the Agency to release information that is in the public interest and allows the Minister to designate points of entry. Part 6 also allows the Governor in Council to make regulations for the administration of the Act and allows documents to be incorporated by reference.

PART 7

Part 7 amends the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* to continue the Review Tribunal. It also provides for the facts of violations to be published.

PART 8

Part 8 amends the *Health of Animals Act* by allowing for documents to be incorporated by reference and amending the offence and penalty provisions to make them consistent with other Agency legislation.

PART 9

Part 9 amends the *Plant Protection Act* by allowing for documents to be incorporated by reference and amending the offence and penalty provisions to make them consistent with other Agency legislation.

PART 10

Part 10 amends the *Plant Breeders' Rights Act*. It amends the rights enjoyed by plant breeders under the Act. The amendments also make changes to the application procedure and to the duties and powers of the Commissioner of Plant Breeders' Rights.

PART 11

Part 11 makes the necessary consequential amendments, transitional provisions and repeals and allows the Governor in Council to fix the date for the coming into force of the provisions of the *Canada Food Safety and Inspection Act*.

PARTIE 5

La partie 5 proroge le Conseil d'arbitrage existant pour arbitrer les plaintes entre marchands de produits agricoles ou aquatiques.

PARTIE 6

La partie 6 modifie la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*. Elle prévoit les pouvoirs et les fonctions des inspecteurs, ainsi que les infractions et les peines pour les contraventions à cette loi et permet à l'Agence de divulguer l'information qu'elle juge d'intérêt public. Elle autorise en outre le ministre à désigner des points d'entrée et le gouverneur en conseil à prendre des règlements pour l'administration de la loi. Enfin, elle permet l'incorporation par renvoi de documents.

PARTIE 7

La partie 7 modifie la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire* pour proroger la Commission de révision. Elle prévoit la possibilité de publier les faits liés à la perpétration d'une violation.

PARTIE 8

La partie 8 modifie la *Loi sur la santé des animaux*, notamment en ce qui touche les dispositions relatives aux infractions et peines, et ce afin de permettre une certaine uniformisation avec d'autres lois. Elle permet l'incorporation par renvoi de documents.

PARTIE 9

La partie 9 modifie la *Loi sur la protection des végétaux*, notamment en ce qui touche les dispositions relatives aux infractions et peines, et ce afin de permettre une certaine uniformisation avec d'autres lois. Elle permet l'incorporation par renvoi de documents.

PARTIE 10

La partie 10 modifie la *Loi sur la protection des obtentions végétales*. Elle modifie les droits dont jouissent les obtenteurs en vertu de cette loi. Les modifications portent également sur la procédure de demande et sur les fonctions et pouvoirs du Commissaire à la protection des obtentions végétales.

PARTIE 11

La partie 11 renferme les modifications corrélatives, les dispositions transitoires et les abrogations. Elle permet également au gouverneur en conseil de fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions de la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada*.

TABLE OF PROVISIONS

TABLE ANALYTIQUE

AN ACT TO REVISE AND CONSOLIDATE CERTAIN ACTS RESPECTING FOOD, AGRICULTURAL COMMODITIES, AQUATIC COMMODITIES AND AGRICULTURAL INPUTS, TO AMEND THE CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY ACT, THE AGRICULTURE AND AGRI-FOOD ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES ACT, THE HEALTH OF ANIMALS ACT, THE PLANT PROTECTION ACT AND THE PLANT BREEDERS' RIGHTS ACT, AND TO REPEAL AND AMEND OTHER ACTS IN CONSEQUENCE

LOI REFOONDANT LA LÉGISLATION FÉDÉRALE EN CE QUI CONCERNE LES ALIMENTS, LES PRODUITS AGRICOLES, LES PRODUITS AQUATIQUES ET LES INTRANTS AGRICOLES, MODIFIANT LA LOI SUR L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS, LA LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET D'AGROALIMENTAIRE, LA LOI SUR LA SANTÉ DES ANIMAUX, LA LOI SUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES, ET MODIFIANT ET ABROGEANT D'AUTRES LOIS EN CONSÉQUENCE

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1. Short title

1. Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

2. Definitions

2. Définitions

PURPOSE

OBJET

3. Purpose

3. Objet

ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT

PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

4. Responsibility of Agency

4. Rôle de l'Agence

5. Responsibility of Minister of Health

5. Rôle du ministre de la Santé

HER MAJESTY

SA MAJESTÉ

6. Binding on Her Majesty

6. Obligation de Sa Majesté

PART 1

PARTIE 1

ADMINISTRATIVE REGIME

RÉGIME ADMINISTRATIF

Licences

Licences

7. Minister may issue licences

7. Activités assujetties à une licence

8. Unlicensed activities prohibited

8. Interdiction : activités sans licence

9. Presumption

9. Présomption de compétence fédérale

10. Minister may attach licence conditions

10. Conditions de la licence

11. Licence suspension or revocation

11. Suspension ou révocation

12. Review of Minister's decision

12. Révision de la décision du ministre

Intellectual Property

Propriété intellectuelle

13. National trade-marks

13. Sceau d'inspection et nom de catégorie

14. Use of similar mark or grade name

14. Interdiction d'utiliser une indication semblable

PART 2

PROHIBITIONS

Food Safety

15. Prohibited sales of food
16. Unsafe manufacture, etc., of food

Tampering

17. Tampering with food or inputs
18. Claims of tampering with food or inputs

Deceptive Practices

19. Deceptive preparation or sale

Trade in Food, Agricultural or Aquatic Commodities and Agricultural Inputs

20. Presentation of imports
21. Import of food, commodities or inputs
22. Export of commodities
23. Preparation or sale of commodities
24. Tainted commodities
25. Feeds
26. Seeds
27. Fertilizer

PART 3

REGULATIONS, ORDERS AND CERTIFICATES

Regulations

28. Regulations made on recommendation of Minister

Incorporation by Reference

29. Incorporation by reference of externally produced material
30. Defence

Ministerial Orders and Certificates

31. Emergency order
32. Emergency exemptions
33. Order not a statutory instrument
34. Minister to determine weeds
35. Certificates for imported seeds

PARTIE 2

RÉGIME PÉNAL

Salubrité des aliments

15. Interdiction : aliénation d'un aliment dangereux
16. Interdictions multiples : aliments

Altération d'un aliment ou d'un intrant agricole

17. Interdiction : altération d'un aliment ou intrant
18. Infraction : affirmation

Actes trompeurs

19. Interdiction : fausse représentation

Commercialisation d'aliments, de produits agricoles ou aquatiques ou d'intrants agricoles

20. Obligation de l'importateur
21. Interdiction : importation
22. Interdiction : exportation
23. Interdiction : conditionnement et vente d'un produit non conforme
24. Interdiction : produits avariés
25. Interdictions multiples : aliments pour animaux de ferme
26. Interdictions multiples : semences
27. Interdiction : engrais et suppléments

PARTIE 3

RÈGLEMENTS, ARRÊTÉS ET CERTIFICATS

Règlements

28. Règlements du gouverneur en conseil sur recommandation du ministre

Incorporation par renvoi

29. Incorporation par renvoi
30. Moyen de défense

Arrêtés et certificats

31. Arrêtés d'urgence
32. Cas d'exemptions
33. Dérogation à la Loi sur les textes réglementaires
34. Mauvaises herbes et variétés de semences
35. Certificats

PART 4

PENAL PROVISIONS

Offences and Penalties

- 36. Food safety offences
- 37. Continuing offences
- 38. Limitation period
- 39. Offences by corporate officers, etc.
- 40. Offences by employees, agents or mandataries
- 41. Place of trial
- 42. Additional fine
- 43. Revoking licences, etc.
- 44. Orders of court
- 45. Suspended sentence
- 46. Publication of facts of offence
- 47. Debt due to Her Majesty
- 48. Contravention of order
- 49. Recovery of fines

Evidence

- 50. Presumption
- 51. Evidence of identification
- 52. Certificates and reports

PART 5

ARBITRATION AMONG DEALERS

Board of Arbitration

- 53. Board of Arbitration continued
- 54. Contractual assistance
- 55. Absence or incapacity of members
- 56. Head office
- 57. Remuneration
- 58. Court of record
- 59. Consultations
- 60. Definition of “dealer”

Review

- 61. Application for review
- 62. Filing in Federal Court
- 63. Review by Federal Court
- 64. Jurisdiction over applications for review

PARTIE 4

INFRACTIONS ET PEINES

Application des peines

- 36. Infractions multiples
- 37. Infractions continues
- 38. Prescription
- 39. Dirigeants des personnes morales
- 40. Employés ou mandataires
- 41. Ressort
- 42. Amende supplémentaire
- 43. Révocation ou suspension d’une licence
- 44. Ordonnance du tribunal
- 45. Sursis
- 46. Publication
- 47. Créance de Sa Majesté
- 48. Ordonnance : contravention
- 49. Recouvrement

Preuve

- 50. Présomption de contravention
- 51. Preuve d’origine
- 52. Déclaration, certificat ou rapport

PARTIE 5

ARBITRAGE ENTRE MARCHANDS

Conseil d’arbitrage

- 53. Prorogation du Conseil
- 54. Assistance contractuelle
- 55. Absence ou empêchement
- 56. Siège
- 57. Indemnités
- 58. Cour d’archives
- 59. Consultations
- 60. Définition de « marchand »

Révision de la décision du Conseil

- 61. Recours en révision
- 62. Dépôt
- 63. Révision en Cour fédérale
- 64. Compétence

Transitional Provisions

65. Definitions
 66. Chairperson
 67. Other members
 68. Pending proceedings

Repeal

69. Repeal by order of Governor in Council

PART 6

CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY ACT

- 70-79. Amendments to the *Canadian Food Inspection Agency Act*

PART 7

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD ADMINISTRATIVE
MONETARY PENALTIES ACT

- 80-85. Amendments to the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*
 86-89. Transitional Provisions

PART 8

HEALTH OF ANIMALS ACT

- 90-114. Amendments to the *Health of Animals Act*

PART 9

PLANT PROTECTION ACT

- 115-133. Amendments to the *Plant Protection Act*

PART 10

PLANT BREEDERS' RIGHTS ACT

- 134-157. Amendments to the *Plant Breeders' Rights Act*

PART 11

REPEALS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS,
TRANSITIONAL PROVISIONS AND COMING INTO FORCE*Repeals*

158. *Canada Agricultural Products Act*
 159. *Feeds Act*

Dispositions transitoires

65. Définitions
 66. Président
 67. Autres membres
 68. Affaires pendantes

Abrogation

69. Abrogation par décret

PARTIE 6

LOI SUR L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES
ALIMENTS

- 70-79. Modification de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*

PARTIE 7

LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES
PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D'AGRICULTURE ET
D'AGROALIMENTAIRE

- 80-85. Modification de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*
 86-89. Dispositions transitoires

PARTIE 8

LOI SUR LA SANTÉ DES ANIMAUX

- 90-114. Modification de la *Loi sur la santé des animaux*

PARTIE 9

LOI SUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX

- 115-133. Modification de la *Loi sur la protection des végétaux*

PARTIE 10

LOI SUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

- 134-157. Modification de la *Loi sur la protection des obtentions végétales*

PARTIE 11

ABROGATIONS, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES,
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN VIGUEUR*Abrogations*

158. *Loi sur les produits agricoles au Canada*
 159. *Loi relative aux aliments du bétail*

- 160. *Fertilizers Act*
- 161. *Fish Inspection Act*
- 162. *Meat Inspection Act*
- 163. *Seeds Act*

Consequential Amendments

- 164. *Canadian Wheat Board Act*
- 165. *Competition Act*
- 166-171. *Consumer Packaging and Labelling Act*
- 172-173. *Contraventions Act*
- 174. *Excise Act*
- 175. *Federal Court Act*
- 176-187. *Food and Drugs Act*
- 188-189. *Canada Grain Act*
- 190. *An Act to amend the Canada Grain Act and the Agricultural and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act*
- 191-192. *Hazardous Products Act*
- 193-195. *Pest Control Products Act*
- 196. *Tobacco Act*

Transitional Provisions

- 197. Regulations remain in force
- 198. Existing licences and registrations
- 199. Issuance of new licences and registrations
- 200. Deeming — licences
- 201. Deeming — registrations
- 202. Regulations

Coming into Force

- 203. Coming into force
- 204. Authority to substitute actual date

- 160. *Loi sur les engrais*
- 161. *Loi sur l'inspection du poisson*
- 162. *Loi sur l'inspection des viandes*
- 163. *Loi sur les semences*

Modifications corrélatives

- 164. *Loi sur la Commission canadienne du blé*
- 165. *Loi sur la concurrence*
- 166-171. *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits*
- 172-173. *Loi sur les contraventions*
- 174. *Loi sur l'accise*
- 175. *Loi sur la Cour fédérale*
- 176-187. *Loi sur les aliments et drogues*
- 188-189. *Loi sur les grains du Canada*
- 190. *Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme*
- 191-192. *Loi sur les produits dangereux*
- 193-195. *Loi sur les produits antiparasitaires*
- 196. *Loi sur le tabac*

Dispositions transitoires

- 197. Ancien règlement
- 198. Agréments et enregistrements existants
- 199. Délivrance de nouveaux agréments
- 200. Agréments réputés en vigueur
- 201. Enregistrements réputés en vigueur
- 202. Règlements

Entrée en vigueur

- 203. Entrée en vigueur
- 204. Pouvoir de remplacer des renvois

BILL C-80

An Act to revise and consolidate certain Acts respecting food, agricultural commodities, aquatic commodities and agricultural inputs, to amend the Canadian Food Inspection Agency Act, the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act, the Health of Animals Act, the Plant Protection Act and the Plant Breeders' Rights Act, and to repeal and amend other Acts in consequence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the *Canada Food Safety and Inspection Act*.

INTERPRETATION

Definitions

2. (1) The definitions in this subsection apply in this section, sections 3 to 5 and Parts 1 to 5.

“advertise”
« publicité »

“advertise” means to make a representation by any means whatever for the purpose of promoting directly or indirectly the sale of a food, an agricultural or aquatic commodity or an agricultural input.

“Agency”
« Agence »

“Agency” means the Canadian Food Inspection Agency established by section 3 of the *Canadian Food Inspection Agency Act*.

“agricultural input”
« intrant agricole »

“agricultural input” means seed, a feed, a fertilizer or a supplement.

“agricultural or aquatic commodity”
« produit agricole ou aquatique »

“agricultural or aquatic commodity” means

PROJET DE LOI C-80

Loi refondant la législation fédérale en ce qui concerne les aliments, les produits agricoles, les produits aquatiques et les intrants agricoles, modifiant la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments, la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire, la Loi sur la santé des animaux, la Loi sur la protection des végétaux et la Loi sur la protection des obtentions végétales, et modifiant et abrogeant d'autres lois en conséquence

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada.*

Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article, aux articles 3 à 5 et aux parties 1 à 5.

Définitions

« Agence » L'Agence canadienne d'inspection des aliments constituée par l'article 310 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

« Agence »
“Agency”

« agent des douanes » Toute personne affectée à l'exécution ou au contrôle d'application de la *Loi sur les douanes*. Sont inclus les membres de la Gendarmerie royale du Canada.

« agent des douanes »
“customs officer”

« aliment » Désigne notamment tout article fabriqué, vendu ou présenté comme pouvant servir de nourriture ou de boisson à l'être humain, ainsi que la gomme à mâcher et tout ingrédient pouvant être mélangé

« aliment »
“food”

	(a) an animal, including its embryo, fertilized egg or ovum, or a plant, or an animal or plant product;		avec tout autre aliment à quelque fin que ce soit.	
	(b) a product, including food or drink, wholly or partly derived from an animal or a plant; and	5	« aliments pour animaux de ferme » Les substances ou mélanges de substances fabriqués ou vendus aux fins ci-après — ou présentés comme y servant — ou les substances pouvant être ajoutées à ces substances ou mélanges de substances :	« aliments pour animaux de ferme » “feed”
	(c) anything prescribed to be an agricultural or aquatic commodity.		a) la consommation par les bovins, les ovins, les porcins, les chèvres, la volaille, les poissons, les lapins et tout autre animal éventuellement désigné comme animal de ferme par règlement;	10
“container” « emballage »	“container” means any type of receptacle, baggage, package or cage and includes a wrapper or confining band.	10	b) la satisfaction des besoins nutritionnels de ces animaux;	15
“customs officer” « agent des douanes »	“customs officer” means a person employed in the administration or enforcement of the <i>Customs Act</i> and includes any member of the Royal Canadian Mounted Police.	15	c) la prévention ou le traitement des troubles nutritionnels chez ces animaux.	
“establishment” « établissement »	“establishment” means any place, including a means of transportation, where food or an agricultural or aquatic commodity or agricultural input is prepared or sold.		« Commission » La Commission de révision prorogée par l’article 27 de la <i>Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire</i> .	« Commission » “Tribunal”
“feed” « aliments pour animaux de ferme »	“feed” means any substance or mixture of substances that is manufactured, sold or represented for use	20	« conditionnement » La transformation d’un produit agricole ou aquatique ou d’un intrant agricole ainsi que les opérations suivantes : l’abattage, l’assemblage, la manutention, l’emballage, l’étiquetage, l’achat et l’acheminement de ce produit ou intrant en vue de le conditionner, ainsi que la fixation du prix.	« conditionnement » “prepare”
	(a) for consumption by cattle, sheep, goats, swine, fish, rabbits, poultry or any other animals prescribed as livestock;	25	« emballage » L’action d’emballer et par extension son résultat, y compris un emballage, un élastique ou une attache.	« emballage » “container” or “packaging”
	(b) for providing the nutritional requirements of an animal referred to in paragraph (a); or		« engrais » Substance ou mélange de substances fabriqué ou vendu à titre d’élément nutritif des plantes ou présenté comme contenant un élément nutritif.	« engrais » “fertilizer”
	(c) for preventing or correcting nutritional disorders of an animal referred to in paragraph (a).	30	« établissement » Lieu — qui peut être un moyen de transport — de conditionnement ou de vente d’un aliment, d’un produit agricole ou aquatique ou d’un intrant agricole.	« établissement » “establishment”
	It includes any substance for use in any such substance or mixture of substances.		« établissement agréé » Établissement pour lequel une personne a obtenu une licence au titre de l’article 7.	« établissement agréé » “licensed establishment”
“fertilizer” « engrais »	“fertilizer” means any substance or mixture of substances that is manufactured, sold or represented for use as a source of plant nutrients.	35		
“food” « aliment »	“food” includes any article manufactured, sold or represented for use as food or drink for human beings, chewing gum, and any ingredient that may be mixed with food for any purpose whatever.	40		
“grade name” « nom de catégorie »	“grade name” means a prescribed name, mark or designation of an agricultural or aquatic commodity or an agricultural input.	45		

"inspection mark" « sceau d'inspection »	"inspection mark" means a prescribed mark, stamp, seal, product legend, word or design or any combination of those things.	« étiquette » ou « étiquetage » Toute indication — estampille, mot, marque, dessin, signe, empreinte, ou combinaison de ceux-ci — destinée à un aliment, à un produit agricole ou aquatique, à un intrant agricole ou à l'emballage de ceux-ci.	« étiquette » ou « étiquetage » "label"
"label" « étiquette » ou « étiquetage »	"label" includes a product legend, word, mark, design, imprint, stamp, brand, ticket or tag or any combination of those things that is or is to be applied or attached to or included in, or that accompanies or is to accompany, any food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input or its container.	« intrant agricole » Aliment pour animaux de ferme, semence, engrais ou supplément.	« intrant agricole » "agricultural input"
"licensed establishment" « établissement agréé »	"licensed establishment" means an establishment to which a licence issued under section 7 relates.	« ministre » Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.	« ministre » "Minister"
"Minister" « ministre »	"Minister" means the Minister of Agriculture and Agri-Food.	« nom de catégorie » Toute appellation, marque ou désignation réglementaire d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole.	« nom de catégorie » "grade name"
"packaging" « emballage »	"packaging" means the process of packing food, agricultural or aquatic commodities or agricultural inputs in a container.	« personne » Personne morale ou physique, ainsi qu'une société de personnes ou un organisme.	« personne » "person"
"person" « personne »	"person" means an individual, partnership, corporation, cooperative, association or organization.	« point d'entrée » Point d'entrée désigné par le ministre aux termes de l'article 18.2 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments.	« point d'entrée » "point of entry"
"point of entry" « point d'entrée »	"point of entry" means a point of entry designated by the Minister under section 18.2 of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i> .	« produit agricole ou aquatique » La plante ou l'animal proprement dit, y compris ses embryons ainsi que ses oeufs et ovules fécondés, le produit végétal ou animal — ou d'origine végétale ou animale —, y compris les aliments et boissons, qui en proviennent en tout ou en partie, ainsi que tout produit désigné comme tel par règlement.	« produit agricole ou aquatique » "agricultural or aquatic commodity"
"prepare" « conditionnement »	"prepare" means to slaughter, process, store, package, handle, assemble, grade, price, code or label an agricultural or aquatic commodity or agricultural input and includes the purchase or conveying of the commodity or input for preparation.	« publicité » S'entend de la présentation, par tout moyen, d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole en vue d'en stimuler directement ou indirectement la vente.	« publicité » "advertise"
"prescribed" Version anglaise seulement	"prescribed" means prescribed by regulation.	« sceau d'inspection » Les marques, cachets, estampilles, mots, dessins, impressions, ou combinaison de ceux-ci, prévus par règlement.	« sceau d'inspection » "inspection mark"
"seed" « semences »	"seed" means any plant part represented, sold or used to grow a plant.	« semences » Tout organe ou fragment de végétal qui est offert, mis en vente ou utilisé pour produire un nouvel individu.	« semences » "seed"
"sell" « vente »	"sell" means to distribute or dispose of, or agree to distribute or dispose of, to a person in any manner for consideration, and includes (a) to agree to sell; (b) to offer, advertise, keep, expose, possess, send, convey or deliver for sale or to display in such manner as to lead to a reasonable belief that the thing so	« supplément » Substance ou mélange de substances, autre qu'un engrais, fabriqué ou vendu pour amender les sols ou favoriser la croissance des plantes ou la productivité des récoltes, ou présenté comme pouvant servir à ces fins.	« supplément » "supplement"

displayed is intended for sale or distribution;

(c) to exchange or agree to exchange; and

(d) to sell by consignment.

« vente » Toute forme d'aliénation à titre onéreux. Y sont assimilés le consentement à la vente et l'offre, la possession, l'exposition d'une manière qui laisse supposer que le produit est à vendre, la publicité, la transmission, l'acheminement ou la livraison en vue de la vente, l'échange ou le consentement à l'échange, ainsi que la vente en consignment.

« vente »
"sell"

"supplement"
« supplément »

"supplement" means a substance or mixture of substances, other than a fertilizer, that is manufactured, sold or represented for use in the improvement of the physical condition of soils or to aid plant growth or crop yields.

"Tribunal"
« Commission »

"Tribunal" means the Review Tribunal continued by section 27 of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*.

Meaning of
"agricultural
or aquatic
commodity"

(2) For greater certainty, "agricultural or aquatic commodity" includes

- (a) the following meat products:
 - (i) a carcass of a mammal, bird or any prescribed animal,
 - (ii) the blood of an animal referred to in subparagraph (i) or a product or by-product of the animal's carcass, and
 - (iii) a product containing anything described in subparagraph (ii);
- (b) fish, including
 - (i) parts of fish,
 - (ii) shellfish, crustaceans, marine animals and parts of any of those things, and
 - (iii) fish products or by-products; and
- (c) marine plants, including Irish moss, kelp and other salt water plants and any of their products or by-products.

(2) Il est entendu que sont compris dans les produits agricoles et aquatiques :

- a) les produits de viande suivants :
 - (i) le cadavre d'un animal de la classe des mammifères ou des oiseaux, ou désigné par règlement,
 - (ii) le sang de cet animal ou les produits ou sous-produits de son cadavre,
 - (iii) les produits dans la composition desquels entre un des éléments visés au sous-alinéa (ii);
- b) les poissons proprement dits, en tout ou en partie, et, par assimilation, les mollusques, les crustacés et les animaux marins ainsi que leurs parties, leurs produits et sous-produits;
- c) les plantes marines, notamment la mousse d'Irlande, le varech et les autres plantes d'eau salée, de même que leurs produits et sous-produits.

Interprétation de
« produit agricole ou aquatique »

PURPOSE

OBJET

Purpose

3. The purpose of this Act is to contribute to food safety and to regulate food, agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs.

3. La présente loi vise à favoriser la salubrité des aliments et à réglementer les aliments, les produits agricoles ou aquatiques et les intrants agricoles.

Objet

ADMINISTRATION AND ENFORCEMENT

PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

Responsibility of Agency

4. The Agency is responsible for the enforcement of this Act and its administration, except for the establishment of policies and standards referred to in section 5.

4. L'Agence est chargée d'assurer et de contrôler l'application de la présente loi, sauf pour ce qui est prévu à l'article 5.

Rôle de l'Agence

Responsibility of Minister of Health

5. The Minister of Health is responsible for establishing policies and standards respecting any matter that may affect the safety and nutritional quality of food.

5. Le ministre de la Santé est chargé de l'élaboration des politiques et des normes portant sur toute question relative à la salubrité et à la valeur nutritionnelle des aliments.

Rôle du ministre de la Santé

HER MAJESTY

SA MAJESTÉ

Binding on Her Majesty

6. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

6. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Obligation de Sa Majesté

PART 1

PARTIE 1

ADMINISTRATIVE REGIME

RÉGIME ADMINISTRATIF

*Licences**Licences*

Minister may issue licences

7. The Minister may issue to any person a licence of a prescribed class to authorize the person to engage in or to operate an establishment to engage in any of the following activities:

7. Le ministre peut délivrer à toute personne une licence d'une catégorie réglementaire l'autorisant à faire les activités suivantes ou à exploiter un établissement à ces fins :

Activités assujetties à une licence

(a) to import an agricultural or aquatic commodity or agricultural input;

a) importer un produit agricole ou aquatique ou un intrant agricole;

(b) to prepare or sell an agricultural or aquatic commodity for import, export or interprovincial trade; or

b) conditionner ou vendre — en vue du commerce interprovincial, de l'importation ou de l'exportation — un produit agricole ou aquatique;

(c) to prepare or sell an agricultural input.

c) conditionner ou vendre un intrant agricole.

Unlicensed activities prohibited

8. (1) No person shall engage in or operate an establishment to engage in an activity referred to in section 7 without a licence of a prescribed class.

8. (1) Il est interdit d'exploiter un établissement aux fins prévues à l'article 7 ou d'exercer les activités qui y sont prévues sans être titulaire de la licence de la catégorie réglementaire.

Interdiction : activités sans licence

Requirements for licensed establishments

(2) No person who holds a licence issued under section 7 shall operate a licensed establishment unless it meets the requirements of the regulations.

(2) Il est interdit d'exploiter un établissement agréé en contravention des règlements.

Interdiction : établissement non conforme

Presumption

9. All agricultural or aquatic commodities in a licensed establishment are presumed, in the absence of proof to the contrary, to be for export or interprovincial trade and to be subject to the application of this Act and the regulations.

9. Les produits agricoles ou aquatiques qui se trouvent dans un établissement agréé sont, sauf preuve contraire, réputés destinés au commerce interprovincial ou à l'exportation et assujettis à la présente loi et à ses règlements.

Présomption de compétence fédérale

Minister may attach licence conditions	10. (1) Subject to the regulations, the Minister may attach any conditions to a licence that the Minister considers necessary.	10. (1) Une licence peut comporter les conditions que le ministre juge indiquées, outre celles prévues par règlement.	Conditions de la licence
Types of conditions	(2) Any condition may be precedent or subsequent to the issuance of a licence and may be of general or particular application.	(2) Les conditions peuvent être préalables ou résolutives et d'application générale ou particulière.	Types de conditions
Change of conditions	(3) The Minister may modify, rescind or add to any condition that the Minister attaches to a licence.	(3) Le ministre peut supprimer ou modifier les conditions dont il a assorti la licence ou en ajouter de nouvelles.	Modification des conditions
Standard licence condition	(4) It is a condition of every licence that the holder shall comply with this Act and the regulations.	(4) Le respect de la loi et des règlements est une condition de toute licence.	Condition automatique
Licence suspension or revocation	11. The Minister may suspend or revoke a person's licence if the person contravenes a condition of the licence.	11. Le ministre peut suspendre ou révoquer la licence du titulaire qui a contrevenu à une condition de celle-ci.	Suspension ou révocation
Review of Minister's decision	12. (1) If the Minister refuses to issue a licence to a person, or suspends or revokes a person's licence, the person may request the Tribunal to review the Minister's decision.	12. (1) L'intéressé peut demander à la Commission de réviser la décision du ministre de refuser de délivrer la licence, de la suspendre ou de la révoquer.	Révision de la décision du ministre
Tribunal recommendations	(2) The Tribunal shall review the decision and provide its findings and recommendations to the Minister.	(2) La Commission révisé la décision du ministre et lui présente ses conclusions et ses recommandations.	Rapport de la Commission
Final decision	(3) After considering the Tribunal's findings and recommendations, the Minister may confirm, reverse or modify the original decision.	(3) Le ministre peut, après examen du rapport de la Commission, confirmer ou modifier sa décision originale.	Pouvoirs du ministre

Intellectual Property

Propriété intellectuelle

National trade-marks	13. Every inspection mark and grade name is a trade-mark and the exclusive property in the trade-mark and the right to its use are vested in Her Majesty in right of Canada.	13. Le sceau d'inspection et le nom de catégorie sont des marques de commerce dont la propriété exclusive et le droit d'utilisation sont dévolus à Sa Majesté du chef du Canada.	Sceau d'inspection et nom de catégorie
Use of similar mark or grade name	14. No person shall (a) use anything that resembles an inspection mark or a grade name; or (b) possess or sell a food, an agricultural or aquatic commodity or an agricultural input in connection with which there is used anything that resembles an inspection mark or a grade name.	14. Il est interdit : a) d'utiliser une indication qui ressemble à un sceau d'inspection ou à un nom de catégorie; b) de vendre un aliment, un produit agricole ou aquatique ou un intrant agricole ou de l'avoir en sa possession s'il porte, ou si est utilisée en rapport avec celui-ci, une indication visée à l'alinéa a).	Interdiction d'utiliser une indication semblable

PART 2

PARTIE 2

PROHIBITIONS

RÉGIME PÉNAL

*Food Safety**Salubrité des aliments*

Prohibited sales of food

15. No person shall sell food, or distribute free of charge any food, that

(a) has in or on it a poisonous or harmful substance;

(b) is injurious to health;

(c) is adulterated; or

(d) was manufactured, preserved, packaged or stored under conditions that may render the food injurious to health or without adequate facilities, equipment, procedures and controls to prevent the food from being injurious to health.

5

15. Il est interdit de vendre ou d'aliéner à titre gratuit un aliment qui, selon le cas :

a) contient une substance toxique ou délétère;

b) est nocif pour la santé;

c) est altéré;

d) a été fabriqué, emballé, conservé ou emmagasiné soit dans des conditions susceptibles de le rendre nocif pour la santé, soit sans l'équipement, les installations, les procédures et les contrôles nécessaires pour l'empêcher d'être nocif pour la santé.

5

Interdiction : aliénation d'un aliment dangereux

Unsafe manufacture, etc., of food

16. No person shall manufacture, preserve, package or store for sale any food under conditions that may render the food injurious to health or without adequate facilities, equipment, procedures and controls to prevent the food from being injurious to health.

15

16. Il est interdit de fabriquer, d'emballer, de conserver ou d'emmagasiner un aliment en vue de le vendre soit dans des conditions susceptibles de le rendre nocif pour la santé, soit sans l'équipement, les installations, les procédures et les contrôles nécessaires pour l'empêcher d'être nocif pour la santé.

15

Interdictions multiples : aliments

*Tampering**Altération d'un aliment ou d'un intrant agricole*

Tampering with food or inputs

17. (1) No person shall tamper with any food or agricultural input or the label or container of a food or agricultural input with intent to

(a) render the food injurious to health or cause any person to believe that it is injurious to health; or

(b) render the input less useful, reduced in market value, injurious to animal or human health or harmful to plants or the environment.

25

17. (1) Il est interdit d'altérer un aliment ou un intrant agricole, son emballage ou son étiquette dans le but :

a) s'agissant d'un aliment, de le rendre nocif pour la santé ou de le faire passer pour tel;

b) s'agissant d'un intrant agricole, de réduire sa valeur marchande ou son efficacité ou de le rendre nocif pour l'être humain, les animaux, les plantes ou l'environnement.

25

30

Interdiction : altération d'un aliment ou intrant

Selling food or inputs that have been tampered with

(2) No person shall sell any food or agricultural input, or distribute free of charge any food, that the person knows or suspects has been tampered with so as to

(a) render the food injurious to health; or

(b) render the input less useful, reduced in market value, injurious to animal or human

30

(2) Il est interdit à quiconque de vendre un intrant agricole ou d'aliéner à titre gratuit un aliment dont il sait ou soupçonne :

a) s'agissant d'un aliment, être nocif pour la santé parce qu'il a été altéré;

35

Interdiction : aliénation d'un aliment ou intrant altéré

	health or harmful to plants or the environment.	b) s'agissant d'un intrant agricole, être d'une valeur marchande ou d'une efficacité réduite ou être nocif pour l'être humain, les animaux, les plantes ou l'environnement parce qu'il a été altéré.	5	
Threats	(3) No person shall threaten to (a) render a food injurious to health; or (b) render the input less useful, reduced in market value, injurious to animal or human health or harmful to plants or the environment.	(3) Il est interdit de menacer : a) soit de rendre un aliment nocif pour la santé; b) soit de réduire la valeur marchande d'un intrant agricole ou son efficacité ou de le rendre nocif pour l'être humain, les animaux, les plantes ou l'environnement.	5 10	Interdiction : menaces
Claims of tampering with food or inputs	18. (1) No person shall intentionally cause any person to believe that a food or an agricultural input has been tampered with so as to (a) render the food injurious to health; or (b) render the input less useful, reduced in market value, injurious to animal or human health or harmful to plants or the environment.	18. (1) Il est interdit à quiconque d'affirmer, en vue de faire croire à autrui, qu'un aliment ou un intrant agricole a été altéré de telle sorte que : a) s'agissant d'un aliment, il est nocif pour la santé parce qu'il a été altéré; b) s'agissant d'un intrant agricole, il est d'une efficacité réduite ou nocif pour l'être humain, les animaux, les plantes ou l'environnement parce qu'il a été altéré.	10 15 20	Infraction : affirmation
Defence	(2) No person commits an offence under subsection (1) if the claim is made in good faith for the purpose of warning another person.	(2) Toutefois, la personne qui fait de bonne foi une telle affirmation dans le but d'alerter un tiers n'est pas visée par le paragraphe (1).	20 25	Moyen de défense
	<i>Deceptive Practices</i>	<i>Actes trompeurs</i>		
Deceptive preparation or sale	19. (1) No person shall label, package, treat, process or sell any food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input, or distribute any food free of charge, in a manner that is false, misleading or deceptive or that is likely to create an erroneous impression.	19. (1) Il est interdit d'étiqueter, d'emballer, de traiter, de transformer ou de vendre un aliment, un produit agricole ou aquatique ou un intrant agricole — ou d'aliéner à titre gratuit un aliment — d'une manière fautive, trompeuse ou mensongère ou susceptible de créer une fausse impression.	25 30	Interdiction : fausse représentation
Food labelling and packaging	(2) Any food that is labelled or packaged contrary to the regulations is deemed to be labelled or packaged in a manner that contravenes subsection (1).	(2) L'aliment qui n'est pas emballé et étiqueté réglementairement est réputé contrevenir au paragraphe (1).	30 35	Présomption de contravention

*Trade in Food, Agricultural or Aquatic
Commodities and Agricultural Inputs*

*Commercialisation d'aliments, de produits
agricoles ou aquatiques ou d'intrants
agricoles*

Presentation
of imports

20. (1) A person who imports into Canada any food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input or other thing used in respect of the food, commodity or input shall before or at the time of importation present it to a customs officer or an inspector or officer, as defined in section 2 of the *Canadian Food Inspection Agency Act*, in the manner specified by the customs officer, inspector or officer.

20. (1) L'importateur d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole les présente, ainsi que toute autre chose s'y rattachant, au plus tard à l'importation, à un inspecteur ou à un agent d'exécution, au sens que donne à ces termes l'article 2 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*, ou à un agent des douanes, selon les modalités précisées par ceux-ci.

Obligation de
l'importateur

Compliance

(2) A person complies with subsection (1) if the person, when authorized to do so by an inspector, officer or customs officer, provides the inspector or officer, in the manner that he or she specifies, with information relating to an imported food, agricultural or aquatic commodity, agricultural input or thing required to be presented that is satisfactory to the inspector or officer.

(2) Toutefois, l'importateur autorisé par une des personnes visées au paragraphe (1) peut satisfaire à l'obligation prévue à ce paragraphe en communiquant à cette personne, selon les modalités qu'elle précise, les renseignements désirés.

Autre moyen

Order
requiring
importation at
points of entry

(3) The Minister may, by order, require persons importing food, agricultural or aquatic commodities or agricultural inputs specified in the order to import them at a point of entry specified in the order or at any point of entry.

(3) Le ministre peut, par arrêté, exiger de l'importateur d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole — que le ministre précise — qu'il l'importe par le point d'entrée qu'il précise ou n'importe quel point d'entrée.

Pouvoir du
ministre

Publication or
notice
required for
conviction

(4) No person may be convicted of an offence for contravening an order made under subsection (3) unless, before the alleged contravention,

(4) Nul ne peut être condamné pour violation d'un arrêté qui, à la date du fait reproché, n'était pas publié dans la *Gazette du Canada*, sauf s'il est établi que l'arrêté avait été porté à sa connaissance ou que des mesures raisonnables avaient été prises pour en informer les personnes susceptibles d'être touchées.

Violation
d'un arrêté
non publié

- (a) the order was published in the *Canada Gazette*; or
(b) the person was notified of the order or reasonable steps were taken to ensure that it was accessible to persons likely to be affected by it.

Order not a
statutory
instrument

(5) An order made under subsection (3) is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act*, but it must be published in the *Canada Gazette* within 23 days after it is made.

(5) Les arrêtés pris au titre du paragraphe (3) sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* et publiés dans la *Gazette du Canada* dans les vingt-trois jours suivant leur prise.

Dérogation à
la *Loi sur les
textes
réglementaires*

Import of
food,
commodities
or inputs

21. (1) No person shall import a food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input unless

21. (1) Est interdite l'importation d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole :

Interdiction :
importation

- (a) the person does so in accordance with the regulations; and

- a) effectuée en contravention avec les règlements;

	(b) the food, commodity or input meets the requirements of the regulations.	b) qui ne satisfait pas aux exigences des règlements.	
Inter-provincial trade in food and commodities	(2) No person shall send or convey a food or agricultural or aquatic commodity from one province to another unless the food or commodity meets the requirements of the regulations.	(2) Est interdit l'acheminement d'une province à une autre d'un aliment ou d'un produit agricole ou aquatique qui ne satisfait pas aux exigences des règlements.	Interdiction : acheminement d'une province à une autre
Possession	(3) No person shall possess a food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input that has been imported or sent or conveyed to another province in contravention of subsection (1) or (2).	(3) Est interdite la possession d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole importé ou acheminé en contravention des paragraphes (1) ou (2).	Interdiction : possession
Defence	(4) No person may be convicted of an offence for the contravention of subsection (1) or (2) if the food or agricultural or aquatic commodity is for the person's own consumption.	(4) Nul ne peut être déclaré coupable aux termes des paragraphes (1) ou (2) si les aliments ou les produits agricoles ou aquatiques sont destinés à sa propre consommation.	Exemption pour consommation personnelle
Export of commodities	22. No person shall export an agricultural or aquatic commodity unless the commodity meets the requirements of the regulations.	22. Est interdite l'exportation d'un produit agricole ou aquatique qui ne satisfait pas aux exigences des règlements.	Interdiction : exportation
Preparation or sale of commodities	23. (1) No person shall prepare or sell an agricultural or aquatic commodity for export or interprovincial trade unless (a) the person does so in accordance with the regulations; and (b) the commodity meets the requirements of the regulations.	23. (1) Sont interdits le conditionnement et la vente — liés au commerce interprovincial ou à l'exportation — d'un produit agricole ou aquatique : a) effectués en contravention avec les règlements; b) qui ne satisfont pas aux exigences des règlements.	Interdiction : conditionnement et vente d'un produit non conforme
Preparation or sale of inputs	(2) No person shall prepare or sell an agricultural input unless the person does so in accordance with the regulations.	(2) Sont interdits le conditionnement et la vente d'un intrant agricole qui n'est pas conforme aux règlements.	Interdiction : conditionnement et vente d'un intrant non conforme
Possession of commodities or inputs	(3) No person shall possess an agricultural or aquatic commodity or agricultural input that has been prepared in contravention of subsection (1) or (2).	(3) Est interdite la possession d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole conditionné en contravention avec les paragraphes (1) ou (2).	Interdiction : possession
Tainted commodities	24. No person shall prepare or sell for import, export or interprovincial trade an agricultural or aquatic commodity for human consumption that is tainted, decomposed or unwholesome, as defined in the regulations, or that contains dirt or filth, as defined in the regulations.	24. Sont interdits le conditionnement et la vente — liés au commerce interprovincial, à l'importation ou à l'exportation — d'un produit agricole ou aquatique destiné à l'alimentation humaine qui est sale, avarié, pourri ou malsain au sens prévu par règlement.	Interdiction : produits avariés

Feeds	<p>25. (1) No person shall manufacture, sell or import any feed unless it meets the prescribed standards and is registered, packaged and labelled as prescribed.</p>	<p>25. (1) Sont interdites la fabrication, la vente et l'importation d'aliments pour animaux de ferme qui ne sont pas enregistrés, emballés et étiquetés réglementairement, et qui ne sont pas conformes aux normes réglementaires.</p>	Interdictions multiples : aliments pour animaux de ferme
Release of novel feeds	<p>(2) No person shall release into the environment any novel feed, as defined in the regulations, unless it meets the requirements of the regulations and is registered as prescribed.</p>	<p>(2) Est interdite la dissémination dans l'environnement d'aliments nouveaux pour animaux de ferme qui ne sont pas enregistrés réglementairement et qui ne sont pas conformes aux normes réglementaires.</p>	Interdiction : dissémination d'aliments nouveaux pour animaux de ferme
Feed injurious to health	<p>(3) No person shall manufacture, sell or import any feed that may be injurious to animal or human health or harmful to the environment.</p>	<p>(3) Sont interdites la fabrication, la vente et l'importation d'aliments pour animaux de ferme qui peuvent être nocifs pour l'être humain, les animaux ou l'environnement.</p>	Interdictions multiples : aliments pour animaux de ferme nocifs
Seeds	<p>26. (1) No person shall sell, import or export any seed unless it meets the prescribed standards and is packaged and labelled as prescribed.</p>	<p>26. (1) Sont interdites la vente, l'importation et l'exportation de semences qui ne sont pas emballées et étiquetées réglementairement, et qui ne sont pas conformes aux normes réglementaires.</p>	Interdictions multiples : semences
Release of seeds with a novel trait	<p>(2) No person shall release any seed with a novel trait, as defined in the regulations, into the environment unless it meets the requirements of the regulations.</p>	<p>(2) Il est interdit de disséminer dans l'environnement des semences présentant un caractère nouveau, au sens prévu par règlement, en contravention des règlements.</p>	Interdiction : dissémination de semences présentant un caractère nouveau
Varieties of seeds	<p>(3) No person shall sell or import any seed unless the seed variety is registered as prescribed.</p>	<p>(3) Sont interdites la vente et l'importation de semences de variétés qui ne sont pas enregistrées réglementairement.</p>	Interdictions : vente et importation
Fertilizer	<p>27. (1) No person shall sell or import any fertilizer or supplement unless it meets the prescribed standards and is registered, packaged and labelled as prescribed.</p>	<p>27. (1) Sont interdites la vente et l'importation d'un engrais ou d'un supplément qui ne sont pas enregistrés, emballés et étiquetés réglementairement, et qui ne sont pas conformes aux normes réglementaires.</p>	Interdiction : engrais et suppléments
Release of novel supplements	<p>(2) No person shall release any novel supplement, as defined in the regulations, into the environment, unless it meets the requirements of the regulations and is registered as prescribed.</p>	<p>(2) Il est interdit de disséminer dans l'environnement un supplément nouveau, au sens prévu par règlement, qui n'est pas enregistré réglementairement et qui n'est pas conforme aux normes réglementaires.</p>	Interdiction : dissémination d'un supplément nouveau
Sale of harmful fertilizer	<p>(3) No person shall sell any fertilizer or supplement that may be injurious to animal or human health or harmful to plants or the environment when used according to the directions that appear on its label.</p>	<p>(3) Il est interdit de vendre un engrais ou un supplément qui, utilisé en conformité avec le mode d'emploi, est nocif pour l'être humain, les animaux, les plantes ou l'environnement.</p>	Interdiction : vente d'engrais nuisibles

PART 3

PARTIE 3

REGULATIONS, ORDERS AND
CERTIFICATESRÈGLEMENTS, ARRÊTÉS ET
CERTIFICATS*Regulations**Règlements*

Regulations
made on
recommenda-
tion of
Minister

28. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act, including regulations

(a) prescribing standards for food, agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs; 5

(b) respecting the packaging of, and the containers used for, food, agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs; 10

(c) respecting the advertising and labelling of food, agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs, including registration of their labels; 15

(d) regulating or prohibiting the importation of food, agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs and respecting documents related to them and the presentation of such food, commodities, inputs and documents at points of entry; 20

(e) regulating or prohibiting substances that may be present in food;

(f) declaring that any food is adulterated if a prescribed substance is present in the food or exceeds a prescribed limit or has been added to or extracted or omitted from the food; 25

(g) respecting the manufacture, preservation, testing, storage, transportation and handling of food; 30

(h) respecting the sale or distribution free of charge of any food and the collection of information relating to the food after it is sold or distributed free of charge; 35

(i) respecting the assessment of the effect of any food on the environment or health;

(j) prescribing the classes of licences that the Minister may issue, establishing conditions to be attached to any class of licence and respecting the information to be submitted by an applicant for a licence; 40

28. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre, prendre les mesures nécessaires pour l'application de la présente loi, notamment :

a) établir des normes pour les aliments, les produits agricoles ou aquatiques et les intrants agricoles; 5

b) régir l'emballage des aliments, des produits agricoles ou aquatiques ou des intrants agricoles; 10

c) régir l'étiquetage, y compris l'enregistrement des étiquettes, et la publicité des aliments, des produits agricoles ou aquatiques ou des intrants agricoles;

d) régir l'importation des aliments, des produits agricoles ou aquatiques ou des intrants agricoles — ainsi que tout document s'y rapportant — et leur présentation à un point d'entrée, ou interdire leur importation; 20

e) régir la présence de toute substance dans un aliment ou l'interdire;

f) déclarer qu'un aliment est altéré si une substance prévue par règlement s'y trouve, excède la limite réglementaire, y a été ajoutée ou en a été extraite, ou en est absente; 25

g) régir la fabrication, la conservation, l'emmagasinage, la manutention, le transport et l'examen d'aliments; 30

h) régir la vente ou l'aliénation à titre gratuit de tout aliment et la collecte de données après la vente ou l'aliénation;

i) évaluer l'impact d'un aliment sur la santé ou sur l'environnement; 35

j) régir les catégories de licences que peut délivrer le ministre, les conditions afférentes à chaque catégorie et prévoir les renseignements que doit fournir le demandeur d'une licence; 40

Règlements
du
gouverneur
en conseil sur
recommenda-
tion du
ministre

- (k) establishing the requirements for quality management, quality control and other similar programs;
- (l) respecting the design, construction, hygiene, sanitation, maintenance and operation of establishments and the equipment and facilities in them; 5
- (m) prescribing inspection marks and grade names and regulating or prohibiting their use; 10
- (n) respecting systems to ascertain the places of origin or destination of agricultural or aquatic commodities;
- (o) respecting the manner of disposal or destruction of agricultural or aquatic commodities, or things in an establishment, that may be injurious to health and prohibiting their disposal or destruction in any manner other than the manner prescribed; 15
- (p) regulating or prohibiting the sale of agricultural or aquatic commodities; 20
- (q) defining the terms “tainted”, “decomposed”, “unwholesome”, “dirt”, “filth”, “release”, “novel feed”, “novel supplement” and “novel trait”; 25
- (r) regulating or prohibiting the slaughtering, processing, assembling or conveying of agricultural or aquatic commodities and agricultural inputs and respecting their grading, pricing, coding, storing and handling; 30
- (s) regulating or prohibiting the exportation of agricultural or aquatic commodities and seeds;
- (t) respecting the registration of feeds, varieties of seeds, fertilizers and supplements, including 35
- (i) the information to be submitted by an applicant for registration,
 - (ii) the powers of the Minister to refuse, suspend or cancel registrations, 40
 - (iii) the terms and conditions of registration, and
 - (iv) the procedure for review of cases of refusal, suspension or cancellation of registration; 45
- k) prévoir les exigences en matière de gestion de la qualité ou de contrôle de la qualité ou de semblables programmes;
- l) régir les conditions d'exploitation d'un établissement, sa configuration, sa construction, son entretien, son système sanitaire, ses équipements et ses installations; 5
- m) établir des sceaux d'inspection et des noms de catégorie et régir ou interdire leur utilisation; 10
- n) prévoir des méthodes pour déterminer avec précision les lieux d'origine et de destination des produits agricoles ou aquatiques;
- o) prévoir les méthodes dont il peut être disposé, notamment par destruction, d'un produit agricole ou aquatique ou de toute autre chose se trouvant dans un établissement qui présentent un risque pour la santé et interdire toute autre méthode pour ce faire; 15
- p) régir ou interdire la vente de produits agricoles ou aquatiques; 20
- q) définir les termes « aliments nouveaux pour animaux de ferme », « suppléments nouveaux », « semences présentant un caractère nouveau », « dissémination », « sale », « avarié », « pourri » et « malsain »; 25
- r) régir l'abattage, la transformation, l'assemblage, la fixation des prix, le chiffrage, la manutention, l'acheminement, l'emmagasinage ou la classification d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole, ou en interdire l'abattage, la transformation ou l'assemblage; 30
- s) régir ou interdire l'exportation de produits agricoles ou aquatiques ou de semences;
- t) régir l'enregistrement des aliments pour animaux de ferme, des variétés de semences et des engrais et suppléments, en particulier : 35
- (i) les renseignements que doit fournir le demandeur, 40
 - (ii) les pouvoirs de refus, de suspension et d'annulation du ministre, 45

- (u) regulating or prohibiting the use of variety names of seeds;
- (v) regulating or prohibiting the testing of agricultural inputs;
- (w) respecting the implementation, in relation to fertilizers or supplements, of
- (i) Article 1711 of the North American Free Trade Agreement, referred to in the definition “Agreement” in subsection 2(1) of the *North American Free Trade Agreement Implementation Act*, and
- (ii) paragraph 3 of Article 39 of the Agreement on Trade-related Aspects of Intellectual Property Rights set out in Annex 1C to the Agreement Establishing the World Trade Organization, referred to in the definition “Agreement” in subsection 2(1) of the *World Trade Organization Agreement Implementation Act*;
- (x) exempting any of the following from the application of any or all of the provisions of this Act or the regulations and prescribing the conditions of the exemption:
- (i) a person, establishment, food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input,
- (ii) a class of food, commodity or input, or
- (iii) a container or document or thing used in respect of any food, commodity or input;
- (y) permitting the Minister to exempt from any of the requirements of this Act or the regulations, and prescribing the conditions of the exemption, the preparation or sale of any fresh or processed fruit or vegetable and its products
- (i) for export trade, or
- (ii) for import or interprovincial trade, if the Minister considers that it is necessary to do so in order to alleviate a shortage in Canada of the fruit or vegetable or its products or an equivalent fruit, vegetable or product; and
- (z) prescribing anything that is to be prescribed under this Act.
- (iii) les conditions rattachées à l’enregistrement,
- (iv) la procédure de révision en cas de refus, de suspension ou d’annulation de l’enregistrement d’une semence et d’un engrais;
- u) régir ou interdire l’utilisation des noms de variété de semences;
- v) régir ou interdire l’essai des intrants agricoles;
- w) mettre en oeuvre, en ce qui touche les engrais et les suppléments, d’une part, l’article 1711 de l’Accord, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord de libre-échange nord-américain*, et, d’autre part, le paragraphe 3 de l’article 39 de l’Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce figurant à l’annexe 1C de l’Accord, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord sur l’Organisation mondiale du commerce*;
- x) exempter toute personne, tout établissement, agréé ou non, tout aliment, produit agricole ou aquatique ou intrant agricole — à titre individuel ou catégoriel —, son emballage ou tout autre objet accessoire de l’application des dispositions de la présente loi ou des règlements et fixer les conditions de l’exemption;
- y) permettre au ministre de soustraire aux obligations de la présente loi ou des règlements — et de fixer les conditions de l’exemption — le conditionnement et la vente de tous fruits et légumes frais ou transformés, ou d’un produit dérivé :
- (i) en vue de leur exportation,
- (ii) en vue de leur importation ou de leur commercialisation interprovinciale si le ministre l’estime nécessaire pour prévenir une pénurie au Canada de certaines de ces denrées ou de denrées semblables;
- z) prendre toute mesure réglementaire prévue par la présente loi.

Regulations made on recommendation of Minister of Health

(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Health, make regulations respecting any matter referred to in any of paragraphs (1)(a) to (z) in relation to which the Minister of Health has responsibilities under section 5.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, sur recommandation du ministre de la Santé, prendre les mesures nécessaires pour l'application des alinéas (1)a) à z) dans le cadre des attributions de celui-ci prévues à l'article 5.

Recommandation du ministre de la Santé

Governor in Council may identify regulation as necessary to ensure safety

(3) The Governor in Council may, in any regulation made under subsection (2), identify a provision of the regulation as being necessary to protect health. The contravention of 10 any provision so identified is subject to the penalties provided by subsection 36(2).

(3) Le gouverneur en conseil peut spécifier dans le règlement pris au titre du paragraphe (2) qu'une disposition de celui-ci est nécessaire à la prévention d'un préjudice à la santé, 10 auquel cas la contravention de cette disposition est punissable de la peine prévue au paragraphe 36(2).

Précision du gouverneur en conseil

Incorporation by Reference

Incorporation by reference of externally produced material

29. (1) A regulation may incorporate by reference material produced by a person or body other than the Agency or the Department 15 of Health, including

Incorporation par renvoi

29. (1) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit par une 15 personne ou un organisme autre que l'Agence ou le ministère de la Santé, notamment par :

Incorporation par renvoi

- (a) an organization established for the purpose of writing standards;
- (b) an industrial or trade organization; and
- (c) a government, government agency or 20 international body.

- a) un organisme de normalisation;
- b) une organisation commerciale ou industrielle; 20
- c) un gouvernement, un organisme gouvernemental ou une organisation internationale.

Reproduced or translated material

(2) A regulation may incorporate by reference material that the Agency or the Department of Health reproduces or translates from material produced by the other person or body 25

(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document qui résulte de la 25 reproduction ou de la traduction, par l'Agence ou le ministère de la Santé, d'un document produit par l'autre personne ou organisme et qui comporte, selon le cas :

Documents reproduits ou traduits

- (a) with any adaptations of form and reference that will facilitate the incorporation of the material in the regulation; or
- (b) in a form that sets out only the parts of the material that apply for the purposes of 30 the regulation.

- a) des adaptations quant à la forme et aux 30 renvois destinées à en faciliter l'incorporation;
- b) seulement les passages pertinents pour l'application du règlement.

Jointly produced material

(3) A regulation may incorporate by reference material that the Agency or the Department of Health produces jointly with another government or government agency for the 35 purpose of harmonizing the regulation with other laws.

(3) Peut être incorporé par renvoi dans un 35 règlement tout document produit conjointement par l'Agence ou le ministère de la Santé et un autre gouvernement ou organisme gouvernemental en vue d'assurer l'harmonisation avec d'autres règles de droit. 40

Documents produits conjointement

Internally produced standards

(4) A regulation may incorporate by reference technical or explanatory material that the Agency or the Department of Health pro- 40 duces, such as

(4) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document technique ou explicatif produit par l'Agence ou le ministère de la Santé, notamment :

Normes techniques dans des documents internes

- (a) specifications, classifications, illustrations, graphs and other information of a technical nature; and

- a) des spécifications, classifications, illus- 45 trations, graphiques ou toute autre information de nature technique;

(b) test methods, procedures, operational standards, safety standards and performance standards of a technical nature.

b) des méthodes d'essai, des procédures ou des normes d'exploitation, de rendement ou de sécurité de nature technique.

Incorporation as amended from time to time

(5) A regulation may incorporate by reference material as amended from time to time.

(5) L'incorporation par renvoi peut viser le document avec ses modifications successives.

Portée de l'incorporation

Incorporated material is not a regulation

(6) Material that is incorporated by reference in a regulation is not a regulation for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.

(6) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*, valeur de règlement.

Nature du document incorporé

Defence

30. No person may be convicted of an offence or subjected to a penalty for the contravention of a provision of a regulation that incorporates material by reference, unless it is proved that, before the alleged contravention,

30. Aucune sanction ne peut découler du non-respect d'une disposition d'un règlement dans laquelle un document est incorporé par renvoi, sauf s'il est prouvé que, au moment du fait reproché, le contrevenant avait facilement accès au document, des mesures raisonnables avaient été prises pour que les intéressés puissent y avoir accès ou celui-ci était publié dans la *Gazette du Canada*.

Moyen de défense

(a) the material was reasonably accessible to the person;

(b) reasonable steps were taken to ensure that the material was accessible to persons likely to be affected by the regulation; or

(c) the material was published in the *Canada Gazette*.

Ministerial Orders and Certificates

Arrêtés et certificats

Emergency order

31. (1) The Minister of Health may make an emergency order to establish standards for food if the Minister of Health believes that

31. (1) Le ministre de la Santé peut, par arrêté d'urgence, établir des normes concernant un aliment s'il estime qu'une intervention immédiate s'impose afin de parer au danger grave qu'il pose pour la santé et la sécurité publiques et que les règlements le concernant n'offrent pas la protection nécessaire.

Arrêtés d'urgence

(a) a food poses a serious danger to public health and safety;

(b) the regulations are inadequate to protect the public; and

(c) immediate action is required to protect the public.

(2) An emergency order has effect from the time that it is made but ceases to have effect on the earliest of

(2) L'arrêté est exécutoire dès sa prise et cesse d'avoir effet :

Prise et cessation d'effet

(a) 14 days after it is made, unless it is approved by the Governor in Council,

(b) the day it is repealed,

(c) the day a regulation made under this Act governing the subject-matter of the order comes into force, and

(d) six months after the order is made.

a) soit quatorze jours plus tard, sauf agrément du gouverneur en conseil;

b) soit le jour de sa révocation;

c) soit à l'entrée en vigueur d'un règlement sur la question;

d) soit au plus tard six mois après sa prise.

When emergency order is in effect

Contra-
ven-
tion of
unpublished
order

(3) No person may be convicted of an offence for contravening an emergency order unless, before the alleged contravention,

(a) the order was published in the *Canada Gazette*; or

(b) the person was notified of the order or reasonable steps were taken to ensure that it was accessible to persons likely to be affected by it.

(3) Nul ne peut être condamné pour violation d'un arrêté qui, à la date du fait reproché, n'était pas publié dans la *Gazette du Canada*, sauf s'il est établi que l'arrêté avait été porté à sa connaissance ou que des mesures raison-
5 nables avaient été prises pour l'en informer.

Contra-
ven-
tion d'un
arrêté non
publié

Emergency
exemptions

32. In order to provide relief from the effects of a natural disaster or public emergency, the Minister may, by order, exempt any person or class of persons from the application of any provision of this Act or the regulations for such period as is necessary if

(a) the Minister is of the opinion that the exemption does not pose a risk to animal or plant health; and

(b) the Minister of Health is of the opinion that the exemption does not pose a risk to
20 human health.

32. Le ministre peut, en réponse à une situation d'urgence ou à une catastrophe naturelle, exempter, par arrêté, pour la durée nécessaire, toute personne ou catégorie de
10 personnes de l'application d'une disposition de la présente loi ou d'un règlement s'il est d'avis que l'exemption ne présente aucun risque pour la santé des animaux ou des végétaux et est nécessaire en vue de permettre
15 la production ou la fourniture d'aliments ou de produits agricoles ou aquatiques et que le ministre de la Santé est d'avis qu'elle ne présente aucun risque pour la santé humaine.

Cas
d'exemptions

Order not a
statutory
instrument

33. An order made under subsection 31(1) or section 32 is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act*, but it must be published in the *Canada Gazette* within 23 days after it is made.

33. Les arrêtés pris au titre du paragraphe
20 31(1) ou de l'article 32 sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* et publiés dans la *Gazette du Canada* dans les vingt-trois jours suivant leur prise.
25

Dérogation à
la *Loi sur les
textes
réglementai-
res*

Minister to
determine
weeds

34. The Minister may, by order, determine the species of plants the seeds of which the Minister deems to be weed seeds for the
30 purpose of establishing grades under this Act.

34. Le ministre peut par arrêté, dans le cadre de l'établissement de catégories aux termes de la présente loi, déterminer les espèces de plantes dont les graines sont, selon lui, des semences de mauvaises herbes.
30

Mauvaises
herbes et
variétés de
semences

Certificates
for imported
seeds

35. The Minister may, for the purposes of subparagraph 46(b.1)(iii) of the *Canadian Wheat Board Act*, issue certificates certifying that the applicable provisions of this Act and
35 the regulations have been complied with in respect of seeds imported into Canada.

35. Pour l'application du sous-alinéa
46b.1)(iii) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, le ministre délivre des certificats attestant l'observation des dispositions de la présente loi et des règlements qui
35 sont applicables à l'importation de semences au Canada.

Certificats

PART 4

PARTIE 4

PENAL PROVISIONS

INFRACTIONS ET PEINES

Offences and Penalties

Application des peines

Food safety offences

36. (1) Every person who contravenes subsection 17(1) or (2) commits an offence and is liable

36. (1) Quiconque contrevient aux paragraphes 17(1) ou (2) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Infractions multiples

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding \$150,000 or to imprisonment for a term not exceeding eighteen months or to both; or

a) par procédure sommaire, une amende maximale de 150 000 \$ et un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou l'une de ces peines;

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$500,000 or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.

b) par mise en accusation, une amende maximale de 500 000 \$ et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

Other offences

(2) Every person who contravenes subsection 8(1) or (2), section 14, 15 or 16, subsection 17(3), 18(1), 19(1) or 20(1), an order made under subsection 20(3), subsection 21(1), (2) or (3), section 22, subsection 23(1), (2) or (3), section 24, subsection 25(1), (2) or (3), 26(1), (2) or (3) or 27(1), (2) or (3), any provision identified by the Governor in Council under subsection 28(3) or an order made under subsection 31(1) commits an offence and is liable

(2) Quiconque contrevient aux paragraphes 8(1) ou (2), aux articles 14, 15 ou 16, aux paragraphes 17(3), 18(1), 19(1) ou 20(1), à l'arrêté pris au titre du paragraphe 20(3), aux paragraphes 21(1), (2) ou (3), à l'article 22, aux paragraphes 23(1), (2) ou (3), à l'article 24, aux paragraphes 25(1), (2) ou (3), 26(1), (2) ou (3) ou 27(1), (2) ou (3), à une disposition spécifiée par le gouverneur en conseil au titre du paragraphe 28(3) ou à l'arrêté pris au titre du paragraphe 31(1) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Autres infractions

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year or to both; or

a) par procédure sommaire, une amende maximale de 100 000 \$ et un emprisonnement maximal d'une année, ou l'une de ces peines;

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.

b) par mise en accusation, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Summary conviction offences

(3) Every person who contravenes the regulations commits an offence and is liable on summary conviction to a fine not exceeding \$20,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both.

(3) Quiconque contrevient aux règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 20 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines.

Infractions aux règlements

Continuing offences

37. A contravention of this Act or the regulations committed or continued on more than one day is deemed to constitute a separate offence for each day on which the contravention is committed or continued.

37. Il est compté une infraction distincte à la présente loi ou aux règlements pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute contravention à l'une de leurs dispositions.

Infractions continues

Limitation period

38. Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act shall be instituted

38. Les poursuites par procédure sommaire visant une infraction à la présente loi ou aux règlements se prescrivent :

Prescription

	<p>(a) for a contravention of subsection 19(1) in respect of the variety name or purity of a variety of a seed, within three years after the time the subject-matter of the proceedings arose; or</p> <p>(b) for any other offence, within two years after the time the subject-matter of the proceedings arose.</p>	<p>a) lorsque l'infraction consiste en de fausses déclarations sur le nom de variété ou la pureté de variété de semences en contravention du paragraphe 19(1), par trois ans à compter de la date de la perpétration de l'infraction;</p> <p>b) dans les autres cas, par deux ans à compter de cette date.</p>	
Offences by corporate officers, etc.	<p>39. If a corporation commits an offence under this Act, an officer, director, agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted.</p>	<p>39. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée ou qui y ont consenti ou participé sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourrent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie.</p>	Dirigeants des personnes morales
Offences by employees, agents or mandataries	<p>40. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.</p>	<p>40. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour établir la responsabilité pénale de l'accusé, d'établir que l'infraction a été commise par son employé ou son mandataire, que celui-ci ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant qu'il avait pris les mesures nécessaires pour empêcher l'infraction.</p>	Employés ou mandataires
Place of trial	<p>41. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where</p> <p>(a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;</p> <p>(b) the accused was apprehended; or</p> <p>(c) the accused happens to be, or is carrying on business.</p>	<p>41. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.</p>	Ressort
Additional fine	<p>42. A court that convicts a person for an offence under this Act may, if satisfied that the person acquired monetary benefits or that monetary benefits accrued to the person as a result of committing the offence, order the person to pay an additional fine above the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed, in an amount equal to the court's finding of the amount of those monetary benefits.</p>	<p>42. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il est convaincu que le contrevenant a tiré des avantages financiers de la perpétration, lui infliger à titre d'amende supplémentaire, indépendamment de l'amende maximale qui peut être infligée en vertu de la présente loi, le montant qu'il juge égal à ces avantages.</p>	Amende supplémentaire
Revoking licences, etc.	<p>43. If a person is convicted of an offence under this Act in respect of the person's activities or operations under a licence, the court may, by order, in addition to any punishment imposed,</p>	<p>43. En cas de déclaration de culpabilité pour une infraction à la présente loi commise dans l'exercice d'activités régies par une licence, le tribunal peut, par ordonnance, en sus de toute autre peine infligée :</p>	Révocation ou suspension d'une licence

(a) revoke the licence or suspend it for a period that the court considers appropriate; and

(b) prohibit the person from applying for any licence issued under this Act during a period that the court considers appropriate.

44. If a person is convicted of an offence under this Act, the court may, in addition to any punishment imposed, and having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order having any or all of the following effects:

(a) prohibiting the person from doing an act or engaging in an activity that may, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence;

(b) directing the person to compensate the Agency, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or on behalf of the Agency as a result of the commission of the offence;

(c) directing the person to perform community service in accordance with any conditions that may be specified in the order;

(d) requiring the person to comply with any other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good conduct and for preventing the person from repeating the offence or committing other offences;

(e) directing the person to take any action that the court considers appropriate to remedy or avoid any contamination to a food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input that resulted or may result from the commission of the offence;

(f) directing the person to provide security or pay into court an amount of money that the court considers appropriate for the purpose of ensuring compliance with a prohibition, direction or requirement mentioned in this section; and

(g) directing the person to submit to the Agency, on request by the Agency within three years after the date of the conviction, any information respecting the activities of the person that the court considers appropriate in the circumstances.

a) révoquer la licence ou la suspendre pour la période qu'il estime indiquée;

b) interdire au titulaire de présenter une nouvelle demande de licence sous le régime de la présente loi pendant la période qu'il estime indiquée.

44. En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant à la personne déclarée coupable tout ou partie des obligations suivantes :

a) s'abstenir de tout acte ou toute activité risquant d'entraîner, à son avis, la continuation de l'infraction ou la récidive;

b) indemniser l'Agence, en tout ou en partie, des frais exposés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou susceptibles de résulter de la perpétration de l'infraction;

c) exécuter des travaux d'intérêt collectif aux conditions qu'il précise;

d) satisfaire aux autres exigences qu'il estime justifiées pour assurer sa bonne conduite et empêcher toute récidive ou perpétration d'autres infractions;

e) prendre les mesures qu'il estime justes pour réparer ou éviter l'altération d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole résultant ou susceptible de résulter de la perpétration de l'infraction;

f) en garantie de l'acquittement des obligations imposées au titre du présent article, fournir le cautionnement ou déposer de lui le montant qu'il estime indiqué;

g) fournir à l'Agence, sur demande présentée par celle-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements relatifs à ses activités que le tribunal estime justifiés en l'occurrence.

Orders of court

Ordonnance du tribunal

Suspended sentence

45. (1) If a person is convicted of an offence under this Act and the court suspends the passing of sentence under paragraph 731(1)(a) of the *Criminal Code*, the court may, in addition to making a probation order under that paragraph, make an order directing the person to comply with a prohibition, direction or requirement mentioned in section 44.

45. (1) Le tribunal qui, en vertu de l'alinéa 731(1)a) du *Code criminel*, surseoit au prononcé de la peine contre la personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, en plus de toute ordonnance de probation rendue au titre de cet alinéa, peut, par ordonnance, enjoindre à cette personne de se conformer à l'une ou plusieurs des obligations mentionnées à l'article 44.

Sursis

Imposition of sentence

(2) If a person whose sentence has been suspended fails to comply with an order made under subsection (1) or is convicted, within three years after the day on which the order was made, of another offence under this Act, the court may, on the application of the Attorney General of Canada, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.

(2) Sur demande du procureur général du Canada, le tribunal peut, lorsqu'une personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ne se conforme pas aux modalités de celle-ci ou est déclarée coupable d'une autre infraction à la présente loi dans les trois ans qui suivent la date de l'ordonnance, infliger à cette personne la peine qui aurait pu lui être infligée s'il n'y avait pas eu de sursis.

Inobservation de l'ordonnance

Publication of facts of offence

46. If a person is convicted of an offence under this Act, the Agency may publish the facts relating to the offence and recover the costs of publication from the person who committed it.

46. L'Agence peut, lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, procéder à la publication des faits liés à la perpétration de l'infraction et en recouvrer les frais auprès de cette personne.

Publication

Debt due to Her Majesty

47. (1) If the court makes an order under section 44 or 45 directing a person to pay an amount of money or the Agency pays publication costs under section 46, the amount and any interest payable on it constitute a debt due to Her Majesty in right of Canada and may be recovered as such in a court of competent jurisdiction.

47. (1) Les sommes dont le paiement est ordonné aux termes d'une ordonnance rendue en vertu des articles 44 ou 45 et les frais de publication exposés par l'Agence au titre de l'article 46, ainsi que les intérêts afférents, constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente.

Créance de Sa Majesté

Limitation on recovery

(2) A debt due to Her Majesty under this section may be recovered at any time within five years after the time that the debt became due.

(2) Le recouvrement des créances de Sa Majesté visées au présent article se prescrit par cinq ans à compter de la date où elles ont pris naissance.

Prescription

Contravention of order

48. Every person convicted of an offence under this Act who subsequently contravenes an order made under section 44 or 45 is

(a) guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on summary conviction for the original offence; or

(b) guilty of an indictable offence and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on conviction on indictment for the original offence.

48. Quiconque est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi et contrevient par la suite à une ordonnance rendue en vertu des articles 44 ou 45 commet une infraction et est passible, sur déclaration de culpabilité, par procédure sommaire ou par mise en accusation, de la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne coupable de l'infraction originale.

Ordonnance : contravention

Recovery of fines

49. If a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada 10 against the person in that court in civil proceedings.

49. Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du 10 chef du Canada par le même tribunal en matière civile.

Recouvrement

Evidence

Presumption

50. (1) In any proceedings for a contravention of paragraph 14(b), subsection 23(1) or (2) or section 24, an accused found in 15 possession of a food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input is deemed, in the absence of evidence to the contrary, to have had possession of it in order to prepare or sell it.

50. (1) Dans les poursuites pour contravention à l'alinéa 14b), aux paragraphes 23(1) ou (2) ou à l'article 24, la personne qui était en 15 possession d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou d'un intrant agricole est réputée, sauf preuve contraire, l'avoir eu en sa possession en vue de le conditionner ou de le 20 vendre.

Présomption de contravention

Exception

(2) The presumption under subsection (1) does not apply to a person in possession of a food or agricultural or aquatic commodity for the person's own consumption.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la personne qui a en sa possession un aliment ou un produit agricole ou aquatique pour sa propre consommation.

Non-application de la présomption

Evidence of identification

51. In a prosecution for an offence under 25 this Act, proof that a food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input or its label or container bore a name and address purporting to be that of the person who imported, prepared or sold it or a licence 30 number issued under this Act purporting to be that of the establishment where it was prepared or sold is proof, in the absence of evidence to the contrary, that the food, commodity or input was imported, prepared 35 or sold by that person or at that establishment.

51. Dans les poursuites pour infraction à la 25 présente loi, il suffit, pour établir, sauf preuve contraire, l'identité de la personne ou le nom de l'établissement à l'origine du conditionnement, de la vente ou de l'importation d'un aliment, d'un produit agricole ou aquatique ou 30 d'un intrant agricole ou aquatique ou 30 d'un intrant agricole que la chose, son emballage ou son étiquette portait :

Preuve d'origine

a) soit un nom ou une adresse présentés comme ceux de la personne;

b) soit un numéro de licence présenté 35 comme celui de l'établissement.

Certificates and reports

52. (1) In proceedings for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister, the President of the Agency or an inspector, analyst, officer 40 or grader as defined in section 2 of the *Canadian Food Inspection Agency Act*, purporting to have been signed by that person is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person 45 appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

52. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi ou à ses règlements, la déclaration, le certificat, le rapport ou tout autre document apparemment signé par le 40 ministre, le président de l'Agence, l'inspecteur, l'analyste, le classificateur ou l'agent d'exécution, au sens que donne à ces termes l'article 2 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*, est admissible en 45 preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée

Déclaration, certificat ou rapport

		ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.	
Copies and extracts	(2) In proceedings for an offence under this Act, a copy of or an extract from a record or other document that is made by the Minister, the President of the Agency or an inspector, analyst, officer or grader purporting to have been certified under the signature of that person as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.	(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis au titre du paragraphe (1) et apparemment certifiée conforme par une des personnes visées à ce paragraphe est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.	Copies ou extraits
Presumed date of issue	(3) A document referred to in subsection (1) or (2) is, in the absence of evidence to the contrary, deemed to have been issued on the date that it bears.	(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent.	Date
Notice	(4) No declaration, certificate, report, copy, extract or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has given the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.	(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.	Préavis

PART 5

PARTIE 5

ARBITRATION AMONG DEALERS

ARBITRAGE ENTRE MARCHANDS

*Board of Arbitration**Conseil d'arbitrage*

Board of Arbitration continued	53. (1) The Board of Arbitration, continued by subsection 4(1) of the <i>Canada Agricultural Products Act</i> , chapter 20 of the 4th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985, is hereby continued.	53. (1) Est prorogé le Conseil d'arbitrage prorogé par la <i>Loi sur les produits agricoles au Canada</i> , chapitre 20 du 4 ^e supplément des Lois révisées du Canada (1985).	Prorogation du Conseil
Composition	(2) The Board of Arbitration shall consist of the members appointed by the Minister, one of whom shall be appointed as Chairperson and one as Vice-Chairperson.	(2) Le Conseil est composé des membres, dont le président et le vice-président, nommés par le ministre.	Composition du Conseil
Tenure	(3) Each member shall be appointed for a term of not more than five years and shall hold office during good behaviour, but may be removed by the Minister for cause.	(3) Les membres occupent leur poste à titre inamovible pour un mandat maximal de cinq ans, sous réserve de révocation motivée prononcée par le ministre.	Mandat

Re- appointment	(4) Each member may be re-appointed as a member in the same or another capacity.	(4) Les membres peuvent recevoir un nouveau mandat, aux fonctions identiques ou non.	Nouveau mandat
Contractual assistance	54. The Board of Arbitration may, for specific projects, enter into contracts for the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Board to advise and assist it in the exercise of its powers or the performance of its duties and functions under this Act.	54. Le Conseil peut, pour des travaux déterminés, engager à contrat des experts dans 5 les domaines relevant de son champ d'activité.	Assistance contractuelle
Absence or incapacity of members	10 55. (1) If a member of the Board of Arbitration is absent or unable to act or the member's office becomes vacant, the Minister may appoint a person to act in the member's place and, in the case of the Chairperson of the Board, the Vice-Chairperson of the Board 15 shall act as Chairperson.	10 55. (1) En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre du Conseil, ou de vacance de son poste, le ministre peut confier les attributions du titulaire du poste à toute personne compétente. Le vice-président assure l'intérim de la présidence.	Absence ou empêchement
Duties of Chairperson	(2) The Chairperson of the Board of Arbitration is its chief executive officer and shall apportion work among its members.	(2) Le président du Conseil en est le premier dirigeant; à ce titre, il en assure la direction et 15 répartit les tâches entre les membres.	Fonctions du président
Head office	20 56. (1) The head office of the Board of Arbitration shall be in the National Capital Region, as described in the schedule to the <i>National Capital Act</i> .	20 56. (1) Le siège du Conseil est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i> .	Siège
Sittings	(2) The Board of Arbitration may sit at the places in Canada that it considers appropriate. 25	(2) Le Conseil peut siéger en tout lieu du 20 Canada qui lui semble indiqué.	Réunions
Quorum	(3) Three members of the Board of Arbitration constitute a quorum.	(3) Le quorum du Conseil est de trois membres.	Quorum
Staff and facilities	(4) The Minister may provide the Board of Arbitration with officers and employees from within the public service of Canada and any 30 facilities and advisers that are necessary for the proper conduct of its business.	(4) Le ministre peut mettre à la disposition du Conseil les cadres et agents de l'adminis- 25 tration publique fédérale, les conseillers ainsi que les installations et fournitures nécessaires à son bon fonctionnement.	Personnel et installations
Remunera- tion	35 57. (1) Each full-time member of the Board of Arbitration shall be paid any remuneration that is fixed by the Governor in Council and 35 each part-time member is entitled to be paid such fees for that member's services as are fixed by the Governor in Council.	30 57. (1) Les membres à temps plein du Conseil reçoivent le traitement, et les autres 30 membres reçoivent les honoraires ou toute autre rémunération, que fixe le gouverneur en conseil.	Indemnités
Travel and living expenses	(2) Each member of the Board of Arbitration is entitled to be paid reasonable travel and 40 living expenses incurred by the member in the course of the member's duties under this Act while absent from, in the case of a full-time member, the member's ordinary place of work and, in the case of a part-time member, the 45 member's ordinary place of residence.	(2) Les membres ont droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'ac- 35 complissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel.	Frais

Court of record

58. (1) The Board of Arbitration is a court of record and shall have an official seal that shall be judicially noticed.

58. (1) Le Conseil est une cour d'archives; il a un sceau officiel dont l'authenticité est admise d'office.

Cour d'archives

Examination of witnesses, etc.

(2) In addition to the powers conferred by subsection (1), the Board of Arbitration has, with respect to the appearance, swearing and examination of witnesses, the production and inspection of documents, the enforcement of its orders and other matters necessary or proper for the due exercise of its jurisdiction, all the powers, rights and privileges that are vested in a superior court of record and, without limiting the generality of the foregoing, the Board may

(2) Il a en outre, pour la comparution, la prestation de serment et l'interrogatoire des témoins, ainsi que pour la production et l'examen des pièces, l'exécution de ses décisions et toutes autres questions relevant de sa compétence, les pouvoirs et attributions d'une juridiction supérieure d'archives. Il peut notamment :

Interrogatoire des témoins

(a) issue a summons requiring a person 15

(i) to appear at the time and place stated in the summons to testify to all matters within the person's knowledge relative to any subject-matter before the Board, and

(ii) to bring and produce any document, 20 book or paper in the person's possession or under the person's control relative to that subject-matter;

(b) administer oaths and examine any person on oath; and 25

(c) during a hearing, receive the evidence that it considers relevant and trustworthy.

a) enjoindre aux personnes ayant connaissance de faits se rapportant à l'affaire dont il est saisi de comparaître comme témoins aux date, heure et lieu indiqués et d'apporter et produire tous documents, livres ou pièces utiles à l'affaire, dont elles ont la possession;

b) faire prêter serment et interroger sous serment; 20

c) recevoir en cours d'audience les éléments de preuve supplémentaires qu'il estime utiles et dignes de foi.

Rules

(3) The Board of Arbitration may, with the approval of the Governor in Council, make rules governing 30

(3) Le Conseil peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, établir des règles régissant : 25

Règles

(a) the practice and procedure in respect of hearings;

(b) the time and manner in which applications and notices must be made or given; and 35

(c) the work of the Board.

a) la tenue et la procédure des audiences;

b) les modalités, y compris les délais, d'établissement des demandes et des avis;

c) de façon générale, l'exercice de ses 30 activités.

Rules of evidence do not apply

(4) The Board of Arbitration is not bound by any legal or technical rules of evidence in conducting a matter that comes before it, and shall deal with the matters as informally and expeditiously as the circumstances and considerations of fairness and natural justice permit. 40

(4) Le Conseil n'est pas lié par les règles juridiques ou techniques applicables en matière de preuve lors des audiences. Dans la mesure où les circonstances, l'équité et la justice naturelle le permettent, il lui appartient d'agir rapidement et sans formalités. 35

Audiences

Privileged evidence not receivable

(5) The Board of Arbitration may not receive or accept as evidence anything that would be inadmissible in a court by reason of any privilege under the law of evidence.

(5) Le Conseil ne peut recevoir ni admettre en preuve les éléments protégés par le droit de la preuve et rendus, de ce fait, inadmissibles en justice devant un tribunal judiciaire.

Exception en matière de preuve

Consultations

59. The members of the Board of Arbitration may consult with other members of the Board in respect of any matter before it.

59. Les membres peuvent, dans le cadre des affaires dont le Conseil est saisi, consulter d'autres membres.

5 Consultations

Definition of "dealer"

60. (1) In this section, "dealer" means a person who

60. (1) Pour l'application du présente article, un marchand est une personne qui, selon le cas :

Définition de « marchand »

(a) is engaged in the business of purchasing and selling prescribed agricultural or aquatic commodities for import, export or inter-provincial trade;

a) se livre à l'achat ou à la vente — liés au commerce interprovincial, à l'importation ou à l'exportation — des produits agricoles ou aquatiques déterminés par règlement;

(b) negotiates consignments, sales, purchases or other transactions involving such commodities;

b) négocie des consignations, ventes, achats ou autres opérations concernant ces produits;

(c) receives or handles such commodities on commission; or

c) moyennant commission, reçoit ou manutentionne ces produits;

(d) is prescribed as a dealer.

d) est désignée comme telle par règlement.

Complaints against dealers

(2) A dealer may, within the prescribed time, file with the Board of Arbitration a written complaint against a dealer licensed under this Act for failure to comply with the regulations respecting grades, standards or the preparation of prescribed agricultural or aquatic commodities.

(2) Tout marchand peut, dans le délai fixé par règlement, déposer contre un marchand agréé sous le régime de la présente loi une plainte pour inobservation des règlements en ce qui touche la commercialisation de produits agricoles ou aquatiques déterminés par règlement ainsi que leurs normes et leur classification.

Plainte

Board to hear complaints

(3) The Board of Arbitration shall hear a complaint and

(3) Le Conseil est tenu d'instruire les plaintes et, sur demande, de motiver ses décisions; il rejette celles qu'il juge non fondées ou rend la décision qu'il estime indiquée pour réparer — y compris, au besoin, sous forme d'indemnité et d'intérêts — le tort causé par l'inobservation.

Instruction

(a) if it finds that the complaint is not well founded, the Board shall dismiss it;

(b) if it finds that the complaint is well founded, the Board shall make the order that it considers will provide adequate relief from the activity complained of, including, if necessary, an order for the payment of compensation and interest; and

(c) the Board shall give reasons for its decision where reasons are requested by any party to the proceedings.

Exclusive jurisdiction

(4) The Board of Arbitration has sole and exclusive jurisdiction to hear and determine all questions of fact or law in relation to a matter over which the Board is given jurisdiction under this section.

(4) Le Conseil a compétence exclusive pour entendre tout litige sur les questions mentionnées au paragraphe (2).

Compétence du Conseil

Review

Révision de la décision du Conseil

Application
for review

61. (1) A party to any complaint proceedings may apply to the Tribunal for a review of the decision of the Board of Arbitration in accordance with subsection (2), and the application shall be brought within 30 days after the Board made the decision or within any longer period that the Tribunal may allow, either before or after the expiry of the 30 days.

61. (1) Toute partie à une procédure de plainte peut, dans les trente jours qui suivent la décision du Conseil, demander à la Commission de réviser celle-ci conformément au paragraphe (2). La Commission peut proroger ce délai avant ou après son expiration.

Recours en
révisionNature of
review

(2) A review referred to in subsection (1) shall be based on the record of the Board of Arbitration's proceedings and be limited to the grounds of fairness, natural justice or error of law, but the Tribunal may hear evidence not previously available if it considers it necessary for the purposes of the review.

(2) L'examen porte sur le dossier du Conseil et vise à contrôler le respect des principes de l'équité et de la justice naturelle ainsi que toute erreur de droit. Toutefois, la Commission peut prendre en considération tout élément de preuve non disponible lors de l'instruction de la plainte.

Nature de
l'examenConsulta-
tions

(3) The members of the Tribunal may consult with other members of the Tribunal in respect of a review referred to in subsection (1).

(3) Les membres peuvent, dans le cadre de l'instruction d'une plainte, consulter d'autres membres.

Consulta-
tionsDisposition of
review

(4) After concluding a review referred to in subsection (1), the Tribunal may, by order, confirm the decision, make the decision that in its opinion the Board of Arbitration should have made or direct that the Board re-hear the matter, and the Tribunal shall, in accordance with its rules, notify the parties of an order made under this subsection.

(4) À la conclusion de l'affaire, la Commission peut, par ordonnance, confirmer la décision du Conseil, y substituer la décision qu'à son avis il aurait dû rendre ou encore lui demander de reprendre l'affaire. Elle notifie l'ordonnance aux parties conformément à ses règles.

Décision

Filing in
Federal Court

62. (1) Subject to subsection (3), a person affected by a decision or order of the Board of Arbitration made under subsection 60(3), if it is final, or an order of the Tribunal made under subsection 61(4), may file in the Federal Court for immediate registration a copy of the decision or order, exclusive of any reasons given for it, but the decision or order shall not be filed until at least 30 days after the day on which the decision or order was made.

62. (1) La personne visée par la décision du Conseil rendue au titre du paragraphe 60(3), si elle est définitive, ou par l'ordonnance de la Commission rendue au titre du paragraphe 61(4) peut, à l'expiration des trente jours qui suivent la date de l'une ou l'autre, en déposer, pour enregistrement immédiat, copie à la Cour fédérale, sans l'exposé des motifs.

Dépôt

Effect of
filing

(2) On filing in the Federal Court, a decision or order shall be registered in that Court and, when registered, it shall have the same force and effect, and all proceedings may be taken, as if the decision or order were a judgment obtained in that Court.

(2) La décision ou l'ordonnance est dès lors assimilée à un jugement de la Cour fédérale, notamment en ce qui concerne la procédure d'exécution.

Force de
jugement

35

Staying filing	(3) The Tribunal may make an order staying the filing in the Federal Court of an order pending review by the Tribunal.	(3) La Commission peut cependant retarder le dépôt d'une décision du Conseil devant la Cour fédérale tant qu'elle ne l'a pas révisée.	Délai de dépôt
Definition of "order of the Board of Arbitration"	(4) In subsection (1), the expression "order of the Board of Arbitration" includes an order as varied by the Tribunal but does not include an order made by a decision that has been cancelled by the Tribunal.	(4) Pour l'application du paragraphe (1), toute décision du Conseil modifiée par la Commission — mais non celle annulée par celle-ci — vaut décision du Conseil.	Équivalence
Review by Federal Court	63. Subject to section 61, a decision or order of the Board of Arbitration may only be reviewed under the <i>Federal Court Act</i> .	63. Sous réserve de l'article 61, les décisions du Conseil ne sont susceptibles de révision qu'au titre de la <i>Loi sur la Cour fédérale</i> .	Révision en Cour fédérale
Jurisdiction over applications for review	64. The jurisdiction of the Tribunal in relation to complaints under subsection 60(2) shall be exercised by (a) the Chairperson of the Tribunal; or (b) a member of the Tribunal with the legal qualifications described in section 28 of the <i>Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act</i> whom the Chairperson directs to exercise it.	64. Peuvent instruire les plaintes déposées au titre du paragraphe 60(2) le président de la Commission ou le membre possédant la formation juridique précisée à l'article 28 de la <i>Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire</i> qu'il désigne à cette fin.	Compétence

Transitional Provisions

Dispositions transitoires

Definitions	65. The definitions in this section apply in sections 66 to 68.	65. Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 66 à 68.	Définitions
"commencement day" « date d'entrée en vigueur »	"commencement day" means the day on which section 53 of this Act comes into force.	« ancien Conseil » Le Conseil d'arbitrage prorogé par le paragraphe 4(1) de la <i>Loi sur les produits agricoles au Canada</i> , dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 53 de la présente loi.	« ancien Conseil » "former Board"
"former Board" « ancien conseil »	"former Board" means the Board of Arbitration continued by subsection 4(1) of the <i>Canada Agricultural Products Act</i> , as that subsection read immediately before the coming into force of section 53 of this Act.	« date d'entrée en vigueur » La date à laquelle l'article 53 de la présente loi entre en vigueur.	« date d'entrée en vigueur » "commencement day"
"new Board" « nouveau conseil »	"new Board" means the Board of Arbitration continued by section 53 of this Act.	« nouveau Conseil » La Conseil d'arbitrage prorogé par l'article 53 de la présente loi.	« nouveau Conseil » "new Board"
Chairperson	66. The persons who hold the offices of Chairperson and Vice-Chairperson of the former Board immediately before the commencement day continue in office as the Chairperson and Vice-Chairperson, respectively, of the new Board for the remainder of the term for which they were appointed.	66. La personne qui occupe la charge de président de l'ancien Conseil avant la date d'entrée en vigueur continue d'exercer ses fonctions, à titre de président du nouveau Conseil, jusqu'à l'expiration de son mandat.	Président

Other members

67. Each person who holds office as a member of the former Board immediately before the commencement day continues in office as a member of the new Board for the remainder of the term for which the person was appointed. 5

67. La présente loi ne change rien à la situation des personnes qui sont membres ou employés de l'ancien Conseil avant la date d'entrée en vigueur.

Autres membres

Pending proceedings

68. Proceedings pending before the former Board immediately before the commencement day shall be taken up and continued before the new Board. 10

68. Les affaires pendantes devant l'ancien Conseil avant la date d'entrée en vigueur sont poursuivies devant le nouveau Conseil. 5

Affaires pendantes

Repeal

Abrogation

Repeal by order of Governor in Council

69. This Part is repealed on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

69. La présente partie est abrogée à la date fixée par décret. 10

Abrogation par décret

PART 6

PARTIE 6

1997, c. 6

CANADIAN FOOD INSPECTION AGENCY ACT

LOI SUR L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS

1997, ch. 6

70. Section 2 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* is amended by adding the following in alphabetical order: 15

70. L'article 2 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« agricultural input »
« intrant agricole »

« agricultural input » means an agricultural input as defined in subsection 2(1) of the *Canada Food Safety and Inspection Act*.

« agent d'exécution » Personne désignée à ce titre en application du paragraphe 13(3). 15

« agent d'exécution »
« officer »

« agricultural or aquatic commodity »
« produit agricole ou aquicole »

« agricultural or aquatic commodity » means an agricultural or aquatic commodity with- 20 in the meaning of section 2 of the *Canada Food Safety and Inspection Act*.

« aliment » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada*.

« aliment »
« food »

« analyst »
« analyste »

« analyst » means a person designated as an analyst under subsection 13(3).

« analyste » Personne désignée à ce titre en 20 application du paragraphe 13(3).

« analyste »
« analyst »

« animal »
« animal »

« animal » includes its embryo and its fertil- 25 ized egg or ovum.

« animal » Sont assimilés aux animaux leurs embryons ainsi que leurs oeufs et ovules fécondés.

« animal »
« animal »

« container »
« emballage »

« container » means any type of receptacle, baggage, package or cage and includes a wrapper or confining band.

« certificat d'inspection » Certificat délivré 25 en vertu de l'article 40 établissant qu'un produit réglementé satisfait aux exigences d'une des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou de ses règlements.

« certificat d'inspection »
« inspection certificate »

« conveyance »
« véhicule »

« conveyance » means any vessel, aircraft, 30 train, motor vehicle, cargo container, trailer or thing used to move persons, regulated products or things.

« classificateur » Personne désignée à ce titre 30 en application du paragraphe 13(3).

« classificateur »
« grader »

« dispose »
Version anglaise seulement

« dispose » includes destroy.

« Commission » La Commission de révision prorogée par l'article 27 de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*. 35

« Commission »
« Tribunal »

« food »
« aliment »

« food » means food as defined in subsection 35 2(1) of the *Canada Food Safety and Inspection Act*.

« emballage » Tout genre de récipient, empaquetage, bagage ou cage; y sont assimilés les élastiques ou attaches.

« emballage »
« container »

"grade name" « nom de catégorie »	"grade name" means a grade name as defined in subsection 2(1) of the <i>Canada Food Safety and Inspection Act</i> .	« inspecteur » Personne désignée à ce titre en application du paragraphe 13(3) ainsi que tout vétérinaire-inspecteur.	« inspecteur » "inspector"
"grader" « classificateur »	"grader" means a person designated as a grader under subsection 13(3). 5	« intrant agricole » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada</i> .	« intrant agricole » "agricultural input"
"inspection certificate" « certificat d'inspection »	"inspection certificate" means a certificate issued under section 40 certifying that a regulated product meets the requirements of an Act mentioned in subsection 11(1) or its regulations. 10	« nom de catégorie » S'entend au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada</i> .	« nom de catégorie » "grade name"
"inspection mark" « sceau d'inspection »	"inspection mark" means an inspection mark as defined in subsection 2(1) of the <i>Canada Food Safety and Inspection Act</i> .	« parasite » S'entend au sens de l'article 3 de 10 la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> .	« parasite » "pest"
"inspector" « inspecteur »	"inspector" means a person designated as an inspector under subsection 13(3) and includes a veterinary inspector. 15	« personne » Personne morale ou physique, ainsi qu'une société de personnes ou un organisme.	« personne » "person"
"officer" « agent d'exécution »	"officer" means a person designated as an officer under subsection 13(3).	« produit agricole ou aquatique » S'entend au 15 sens de l'article 2 de la <i>Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada</i> .	« produit agricole ou aquatique » "agricultural or aquatic commodity"
"penalty" « sanction »	"penalty" means an administrative monetary penalty imposed for a violation. 20	« produit réglementé » Toute chose à laquelle s'applique une des lois énumérées au paragraphe 11(1), notamment les aliments, pro-20	« produit réglementé » "regulated product"
"person" « personne »	"person" means an individual, partnership, corporation, cooperative, association or organization.	« produit agricole ou aquatique » S'entend au 15 sens de l'article 2 de la <i>Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada</i> , les animaux auxquels s'applique la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et les végétaux 25 auxquels s'applique la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> .	« produit agricole ou aquatique » "agricultural or aquatic commodity"
"pest" « parasite »	"pest" means a pest as defined in section 3 of the <i>Plant Protection Act</i> . 25	« sanction » Sanction administrative pécuniaire infligée pour une violation.	« sanction » "penalty"
"plant" « végétal » "prescribed" Version anglaise seulement	"plant" includes a part of a plant.	« sceau d'inspection » S'entend au sens du pa-30 ragraphe 2(1) de la <i>Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada</i> .	« sceau d'inspection » "inspection mark"
"regulated product" « produit réglementé »	"regulated product" means any thing to which any Act mentioned in subsection 11(1) applies, including any food, agricul-30 tural or aquatic commodity or agricultural input to which the <i>Canada Food Safety and Inspection Act</i> applies, any animal to which the <i>Health of Animals Act</i> applies and any plant to which the <i>Plant Protection Act</i> ap-35 plies.	« végétal » Y sont assimilées ses parties.	« végétal » "plant"
"Tribunal" « Commission »	"Tribunal" means the Review Tribunal con-40 tinued by section 27 of the <i>Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act</i> .	« véhicule » Aéronef, véhicule automobile, train, navire, remorque, conteneur ou autre 35 moyen servant à déplacer des personnes, des produits réglementés ou des choses.	« véhicule » "conveyance"
"veterinary inspector" « vétérinaire-inspecteur »	"veterinary inspector" means a veterinarian designated as a veterinary inspector under subsection 13(3). 40	« vétérinaire-inspecteur » Vétérinaire désigné à ce titre en application du paragraphe 13(3). 40	« vétérinaire-inspecteur » "veterinary inspector"
		« violation » Violation punissable sous le régime de la <i>Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire</i> .	« violation » "violation"

“violation”
« violation »

“violation” means a violation that may be proceeded with in accordance with the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*.

71. Subsection 4(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The Minister may delegate to any person any power, duty or function conferred on the Minister under any Act mentioned in subsection 11(1), except the power to make regulations and the power to delegate under this subsection.

72. Section 11 of the Act is replaced by the following:

11. (1) The Agency is responsible for the administration and enforcement of this Act, the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, the *Health of Animals Act*, the *Plant Breeders' Rights Act*, the *Plant Protection Act* and the *Canada Food Safety and Inspection Act*, except that the Minister of Health is, by virtue of section 5 of the *Canada Food Safety and Inspection Act*, responsible for the establishment of policies and standards respecting any matter that may affect the safety and nutritional quality of food.

(2) The Minister of Health is responsible for assessing the effectiveness of the Agency's activities related to food safety.

73. The heading before section 12 of the Act is replaced by the following:

HUMAN RESOURCES, EQUIPMENT AND
FACILITIES

74. Subsection 13(3) of the Act is replaced by the following:

(3) The President may, in relation to any matter, designate any person or class of persons as inspectors, veterinary inspectors, analysts, graders or officers for the enforcement or administration of any Act mentioned in subsection 11(1) and shall provide each inspector and veterinary inspector with a certificate of the person's designation.

71. Le paragraphe 4(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Le ministre peut déléguer à toute personne les attributions qui lui sont conférées sous le régime des lois énumérées au paragraphe 11(1), sauf le pouvoir de prendre des règlements et le pouvoir de délégation prévu au présent paragraphe.

72. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

11. (1) L'Agence est chargée d'assurer et de contrôler l'application de la présente loi et des lois suivantes : la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur la protection des obtentions végétales*, la *Loi sur la protection des végétaux* et la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada*, sauf en ce qui a trait à l'élaboration des politiques et des normes relatives à la salubrité et à la valeur nutritive des aliments, qui relève du ministre de la Santé en vertu de l'article 5 de cette dernière loi.

(2) Le ministre de la Santé est chargé d'évaluer l'efficacité des activités de l'Agence en matière de salubrité des aliments.

73. L'intertitre précédant l'article 12 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIEL ET
INSTALLATIONS

74. Le paragraphe 13(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le président peut, aux fins qu'il précise, désigner des personnes, à titre individuel ou au titre de leur appartenance à une catégorie déterminée, à titre d'inspecteurs, de vétérinaires-inspecteurs, d'analystes, de classificateurs ou d'agents d'exécution pour assurer ou contrôler l'application des lois énumérées au paragraphe 11(1); il remet aux inspecteurs et vétérinaires-inspecteurs un certificat attestant leur qualité.

Delegation by
Minister

Délégation
par le
ministre

Adminis-
tration and
enforcement

Application
de certaines
lois

Assessment of
Agency's
activities

Évaluation
des activités
de l'Agence

Designation
of inspectors,
analysts,
graders and
officers

Désignation
d'inspecteurs,
d'analystes,
etc.

Limits on powers

(4) The President may set terms and conditions on the exercise of any of the powers of any person or class of persons designated under subsection (3).

(4) Le président peut préciser les modalités d'exercice des pouvoirs de toute personne ainsi désignée; cette précision peut notamment être faite en fonction de son appartenance à une catégorie déterminée.

Limitation des pouvoirs

5

75. The Act is amended by adding the following after section 13:

75. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 13, de ce qui suit :

Designation of methods and equipment

13.1 The President, or any person authorized by the President, may designate methods and equipment to be used by the persons designated under subsection 13(3) in carrying out their duties and functions.

13.1 Le président, ou toute personne qu'il autorise à cette fin, peut procéder à la désignation de méthodes et de matériel pour la mise en oeuvre des attributions des personnes désignées en vertu du paragraphe 13(3).

Désignation de méthodes et de matériel

Operation, etc., of services and facilities

13.2 The Agency may operate, provide, approve or accredit any diagnostic, research, laboratory or other services or facilities required for the purposes of any Act mentioned in subsection 11(1), or engage the services of a laboratory accreditation or standards organization to accredit them.

13.2 L'Agence peut fournir, approuver, exploiter ou agréer les services ou installations de diagnostic, de recherche, de laboratoire ou autres qui sont nécessaires pour l'application des lois énumérées au paragraphe 11(1). Elle peut également retenir les services d'un organisme chargé de l'élaboration de normes ou de l'agrément de laboratoires pour agréer ces services ou installations.

Services et installations

76. The Act is amended by adding the following after section 14:

76. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 14, de ce qui suit :

Release of information

14.1 The Agency may release any information to the public or to an inspection agency or a governmental body in Canada or abroad with responsibilities similar to its own, or cause it to be so released, if the President is of the opinion that the release is in the public interest for health and safety reasons or to protect consumers or the reputation of regulated products exported from Canada.

14.1 L'Agence peut communiquer ou faire communiquer tout renseignement au grand public, ou à un organisme d'inspection ou à un organisme gouvernemental national ou étranger, ayant une mission analogue si le président l'estime dans l'intérêt du public pour des raisons de santé et de sécurité ou encore pour protéger les intérêts des consommateurs ou la réputation de produits réglementés canadiens qui sont exportés.

Communication de renseignements

77. Sections 17 and 18 of the Act are replaced by the following:

77. Les articles 17 et 18 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Intellectual property

17. The Agency may license, sell or otherwise make available any patent, copyright, industrial design, trade-mark or other similar property right that is vested in Her Majesty in right of Canada under any Act mentioned in subsection 11(1).

17. L'Agence peut rendre disponibles, notamment par vente ou attribution de licence, les brevets, droits d'auteur, dessins industriels, marques de commerce ou titres de propriété analogues dévolus à Sa Majesté du chef du Canada sous le régime des lois énumérées au paragraphe 11(1).

Brevets, droits d'auteur, etc.

Injunctions

18. The Agency may apply to a judge of a court of competent jurisdiction for an injunction, interim or permanent, enjoining any person from contravening any Act mentioned in subsection 11(1) or its regulations, whether

18. L'Agence peut demander à un juge d'une juridiction compétente une ordonnance même provisoire interdisant toute contravention à une des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou à ses règlements — que des poursui-

Injonction

or not a prosecution has been instituted in respect of that contravention.

tes aient été engagées ou non sous le régime de celle-ci.

REGISTRY

REGISTRE

Registry

18.1 The Agency shall establish a registry of all contracts, memoranda of understanding, agreements and arrangements it enters into under section 14 and of every other document it considers appropriate for public information and shall provide the public with reasonable access to the registry.

18.1 L'Agence tient un registre pour chacun des contrats, ententes ou autres accords qu'elle conclut en vertu de l'article 14 ainsi que pour tout document qu'elle juge utile de porter à la connaissance du public, et ce de manière que ces renseignements soient commodément accessibles à tout individu.

Registre

POINTS OF ENTRY

POINTS D'ENTRÉE

Points of entry

18.2 (1) The Minister may, by order, designate any place as a point of entry for the importation of regulated products.

18.2 (1) Le ministre peut, par arrêté, désigner des points d'entrée pour l'importation au Canada de produits réglementés.

Désignation des points d'entrée

Order not a statutory instrument

(2) An order made under subsection (1) is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act*, but it must be published in the *Canada Gazette* within 23 days after it is made.

(2) Les arrêtés pris au titre du paragraphe (1) sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* et publiés dans la *Gazette du Canada* dans les vingt-trois jours suivant leur prise.

Dérogation à la *Loi sur les textes réglementaires*

78. Subsection 19(1) of the Act is replaced by the following:

78. Le paragraphe 19(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Recall order

19. (1) If the Minister believes on reasonable grounds that a product regulated under an Act mentioned in subsection 11(1) poses a risk to public, animal or plant health, the Minister may, by notice served on any person preparing, selling or distributing, as those terms are defined, where applicable, in the relevant Act, the product, order that the product be recalled or sent to a place designated by the Minister.

19. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un produit régi par une des lois énumérées au paragraphe 11(1) présente un risque pour la santé publique ou celle des animaux ou des végétaux, le ministre peut, par avis signifié à la personne chargée du conditionnement, de la vente ou de la distribution — au sens prévu, le cas échéant, par la loi visée — de ce produit, en ordonner le rappel ou son envoi à l'endroit qu'il désigne.

Rappel

79. The heading before section 32.1 and sections 32.1 to 93 of the Act are replaced by the following:

79. L'intertitre précédant l'article 32.1 et les articles 32.1 à 93 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

POWERS, RIGHTS AND OBLIGATIONS OF INSPECTORS

POUVOIRS, DROITS ET OBLIGATIONS DES INSPECTEURS

Protection

Protection

Protection

33. For the purposes of this Act, inspectors have the protections provided by subsections 25(1) and (2) of the *Criminal Code*, subject to subsection 25(3) of that Act.

33. Pour l'application de la présente loi, l'inspecteur jouit, sous réserve du paragraphe 25(3) du *Code criminel*, de la protection accordée par les paragraphes 25(1) et (2) de cette loi.

Protection

Powers

Inspections

34. (1) For the purpose of ensuring compliance with any Act mentioned in subsection 11(1), or for detecting diseases or toxic substances as defined in subsection 2(1) of the *Health of Animals Act* or pests, an inspector may

(a) enter and inspect any place, including a conveyance, in which the inspector believes on reasonable grounds there is a regulated product or any information, record, book of account or other document or electronic data relevant to the administration of any Act mentioned in subsection 11(1);

(b) open any container that the inspector believes on reasonable grounds contains anything referred to in paragraph (a);

(c) require any person to present anything referred to in paragraph (a) for inspection in the manner and under any conditions that the inspector considers necessary to carry out the inspection;

(d) require any person to present any document or thing that the inspector believes on reasonable grounds may serve to establish the identity of the person or a regulated product;

(e) examine a regulated product or any other thing and take samples of it;

(f) examine any record, book of account or other document or electronic data that the inspector believes on reasonable grounds contains information that is relevant to the administration of any Act mentioned in subsection 11(1) and make copies of any of those things;

(g) conduct tests or analyses and take measurements; and

(h) administer oaths and take and receive affidavits, declarations and solemn affirmations.

(2) In exercising any of the powers mentioned in subsection (1), an inspector may

(a) use any computer or data processing system to examine any data contained in or available to the computer or system;

Inspections

34. (1) Pour assurer ou contrôler l'application des lois énumérées au paragraphe 11(1), détecter la présence de maladies ou de substances toxiques au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la santé des animaux* ou de parasites, l'inspecteur peut :

a) procéder à l'inspection de tout lieu — y compris un véhicule — s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des produits réglementés ou des renseignements, données électroniques, registres ou documents comptables ou autres utiles à l'application d'une des lois énumérées au paragraphe 11(1);

b) ouvrir tout emballage pour les mêmes motifs raisonnables;

c) exiger d'une personne la présentation des produits et des renseignements visés à l'alinéa a), pour inspection, selon les modalités et conditions qu'il juge nécessaires à cette fin;

d) exiger d'une personne la présentation de tout document ou de toute autre chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils peuvent lui permettre d'établir son identité ou d'identifier un produit réglementé;

e) examiner des produits réglementés ou toute autre chose et en prélever des échantillons;

f) examiner des registres ou des documents comptables ou autres — de même que des données électroniques — dont il a des motifs raisonnables de croire qu'ils contiennent des renseignements utiles à l'application d'une des lois énumérées au paragraphe 11(1), et en faire des copies;

g) effectuer des essais ou des analyses ou prendre des mesures;

h) faire prêter serment et recevoir les affidavits, déclarations et affirmations solennelles.

(2) L'inspecteur peut, dans le cadre de l'exercice des pouvoirs prévus au paragraphe (1) :

Pouvoirs d'inspecteur

Operation of computer and copying equipment

Usage d'ordinateurs et de photocopieurs

	<p>(b) reproduce any record from the data, in the form of a print-out or other intelligible output, and remove the print-out or other output for examination or copying; and</p> <p>(c) use any equipment at the place to make copies of any electronic data or any record, book of account or other document.</p>	<p>a) utiliser tout ordinateur ou système informatique pour examiner les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;</p> <p>b) obtenir ces données sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible et les emporter aux fins d'examen ou de reproduction;</p> <p>c) utiliser le matériel se trouvant sur place pour faire des copies de données électroniques ou de tous registres, documents comptables ou autres documents.</p>	
<p>Warrant required to enter dwelling-place</p>	<p>35. (1) An inspector may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant or under the authority of a warrant.</p>	<p>35. (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ne peut toutefois procéder à la visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.</p>	<p>Mandat pour local d'habitation</p>
<p>Authority to issue warrant</p>	<p>(2) On an <i>ex parte</i> application, a provincial court judge or a justice of the peace may issue a warrant, subject to any conditions specified in it, authorizing an inspector or a peace officer named in the warrant to enter a dwelling-place, if the judge or justice is satisfied by information on oath</p> <p>(a) that the conditions for entry described in paragraph 34(1)(a) exist in relation to the dwelling-place;</p> <p>(b) that entry to the dwelling-place is necessary for any purpose related to the carrying out of an inspection or examination; and</p> <p>(c) that entry to the dwelling-place has been refused or that there are reasonable grounds for believing that it will be refused.</p>	<p>(2) Sur demande <i>ex parte</i>, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix peut délivrer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur ou l'agent de la paix qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :</p> <p>a) les circonstances prévues à l'alinéa 34(1)a) existent;</p> <p>b) la visite est nécessaire pour effectuer une inspection;</p> <p>c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.</p>	<p>Délivrance du mandat</p>
<p>Form of warrant</p>	<p>(3) A warrant issued under subsection (2) may be in any form that the provincial court judge or the justice of the peace considers appropriate.</p>	<p>(3) Le mandat peut être rédigé selon la formule que le juge de la cour provinciale ou le juge de paix estime indiquée.</p>	<p>Formule</p>
<p>Telewarrant</p>	<p>(4) If an inspector or a peace officer believes that the conditions for entry described in paragraph 34(1)(a) exist in relation to a dwelling-place and that it would be impracticable to appear personally before a provincial court judge or a justice of the peace to make application for a warrant under subsection (2), a warrant may be issued under</p>	<p>(4) L'inspecteur ou l'agent de la paix qui croit que les circonstances visées à l'alinéa 34(1)a) existent en ce qui a trait à un local d'habitation et qui considère qu'il serait difficile d'obtenir en personne le mandat visé au paragraphe (2) peut demander qu'il lui soit décerné, sous le régime du présent article, par téléphone ou autre moyen de télécommunication</p>	<p>Télémandats</p>

	<p>this section by telephone or other means of telecommunication on a request submitted by telephone or other means of telecommunication and, for that purpose, section 487.1 of the <i>Criminal Code</i> applies, with any modifications that the circumstances require. 5</p>	<p>tion; l'article 487.1 du <i>Code criminel</i> s'applique alors avec les adaptations nécessaires.</p>	
Use of force	<p>(5) The inspector or peace officer may not use force to execute the warrant unless its use is specifically authorized in the warrant.</p>	<p>(5) L'inspecteur ou l'agent de la paix ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage. 5</p>	Usage de la force
Meaning of "dwelling-place"	<p>(6) In this section, "dwelling-place" means any private dwelling-place or part of a place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling-place. 10</p>	<p>(6) Dans le présent article, « local d'habitation » s'entend d'un logement privé ou de tout local destiné à servir et servant effectivement de logement privé permanent ou provisoire. 10</p>	Définition de « local d'habitation »
Stopping conveyance	<p>36. (1) An inspector may stop a conveyance or direct that it be moved to a place where an inspection may be carried out. 15</p>	<p>36. (1) L'inspecteur peut ordonner l'immobilisation de tout véhicule ou le rediriger vers un lieu où pourra être effectuée une inspection.</p>	Transport
Stopping mechanisms	<p>(2) An inspector may stop the operation of any mechanism used in relation to a regulated product in order to carry out an inspection. 20</p>	<p>(2) L'inspecteur peut, afin d'effectuer une inspection, ordonner l'immobilisation de tout mécanisme utilisé pour des produits réglementés. 15</p>	Immobilisation de mécanisme
Certificate to be produced	<p>37. When exercising any powers under section 34, an inspector must, on request, show his or her certificate of designation.</p>	<p>37. Lorsqu'il exerce les pouvoirs visés à l'article 34, l'inspecteur présente, sur demande, le certificat attestant sa qualité. 20</p>	Production du certificat
Entry	<p>38. An inspector or any person acting under the authority of an inspector may, while exercising any powers under section 34, enter on and pass through or over private property without being liable for trespass or any other action in relation to the property. 25</p>	<p>38. L'inspecteur et les personnes agissant sous son autorité peuvent, dans le cadre de l'exercice des pouvoirs visés à l'article 34, pénétrer dans une propriété privée et y circuler sans encourir de poursuites pour violation du droit de propriété. 25</p>	Droit de passage
Duty to assist	<p>39. The owner or person in charge of a place, including a conveyance, that is entered by an inspector, and every person found in the place, shall</p> <p>(a) give the inspector and any other person acting under the authority of the inspector all reasonable assistance to enable each of them to carry out their powers and duties; and</p> <p>(b) provide any information relevant to the administration of any Act mentioned in 40</p>	<p>39. Le propriétaire ou le responsable du lieu ou du véhicule visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur, de même qu'à toute personne agissant sous son autorité, toute l'assistance possible dans l'exercice de leurs pouvoirs et fonctions et de leur donner les renseignements qu'ils exigent pour l'application des lois énumérées au paragraphe 11(1). 30</p>	Obligation du responsable

	<p>subsection 11(1) that the inspector or that other person requires to be provided.</p>		
<p>Inspection certificate, etc.</p>	<p>40. An inspector who is satisfied that a regulated product meets the requirements of an Act mentioned in subsection 11(1) or its regulations may</p> <p>(a) issue an inspection certificate in respect of the regulated product;</p> <p>(b) in the case of any food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input, apply or allow to be applied to it an inspection mark; or</p> <p>(c) in the case of any agricultural or aquatic commodity or agricultural input, allow a grade name to be used in respect of it.</p>	<p>40. L'inspecteur peut, s'il estime qu'un produit réglementé satisfait aux exigences prévues à son égard dans les lois énumérées au paragraphe 11(1) ou leurs règlements :</p> <p>a) délivrer un certificat d'inspection;</p> <p>b) s'il s'agit de produits agricoles ou aquatiques ou d'intrants agricoles, apposer un sceau d'inspection ou en permettre l'apposition;</p> <p>c) s'il s'agit de produits agricoles ou aquatiques ou d'intrants agricoles, permettre l'utilisation à leur égard d'un nom de catégorie.</p>	<p>Certificat d'inspection</p>
<p>Reinspection</p>	<p>41. A person who is dissatisfied with a decision of an inspector taken as a result of an inspection, other than a decision that is based on health and safety, may request a reinspection in accordance with the regulations.</p>	<p>41. L'intéressé peut, s'il n'est pas satisfait de la décision de l'inspecteur rendue à la suite d'une inspection, demander une nouvelle inspection en conformité avec les règlements, sauf dans les cas où la décision est motivée par des préoccupations de santé et de sécurité.</p>	<p>Droit de faire inspecter de nouveau</p>
<p>Removal of unlawful importations</p>	<p><i>Order to Remove Unlawful Importation</i></p> <p>42. (1) An inspector who believes on reasonable grounds that food or an agricultural or aquatic commodity or agricultural input has been imported in contravention of any Act mentioned in subsection 11(1) or its regulations may require its owner or the person having the possession, care or control of the food, commodity or input to remove it from Canada.</p>	<p><i>Ordre de retrait d'importations illégales</i></p> <p>42. (1) L'inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'un aliment, intrant agricole ou un produit agricole ou aquatique a été importé en contravention d'une des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou de ses règlements peut ordonner à leur propriétaire ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge de le retirer du Canada.</p>	<p>Retrait d'importations illégales</p>
<p>Notice</p>	<p>(2) The requirement shall be communicated by sending, including by personal delivery, a notice to the owner or person having the possession, care or control of the food, agricultural or aquatic commodity or agricultural input. The notice may specify the period within which and the manner in which it is to be removed from Canada.</p>	<p>(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.</p>	<p>Avis</p>

	<i>Restricting or Prohibiting Movement</i>	<i>Droit de prohiber ou restreindre le déplacement</i>	
Restricting or prohibiting movement	43. (1) An inspector may, during an inspection or at any other time, restrict or prohibit the movement of a regulated product in order to determine whether the regulated product meets the requirements of the Acts mentioned in subsection 11(1) and their regulations. 5	43. (1) L'inspecteur peut, notamment au cours d'une inspection, prohiber ou restreindre le déplacement d'un produit réglementé afin de vérifier si ce produit satisfait aux exigences des lois énumérées au paragraphe 11(1) et de leurs règlements. 5	Immobilisation
Notice of restriction or prohibition	(2) The restriction or prohibition shall be communicated by sending, including by personal delivery, a notice to the owner or person having the possession, care or control of the regulated product. 10	(2) Un avis de la prohibition ou de la restriction est signifié — soit à personne, soit par envoi postal ou autre — au propriétaire du produit réglementé ou à la personne qui en a la possession, la responsabilité ou la charge. 10	Avis de la prohibition ou de la restriction
Rescission	(3) The inspector shall without delay rescind the restriction or prohibition if the inspector determines that the regulated product meets those requirements. 15	(3) L'inspecteur annule la prohibition ou la restriction dès qu'il établit que le produit réglementé satisfait aux exigences. 15	Annulation
Notice of rescission	(4) The rescission shall be communicated by sending, including by personal delivery, a notice to the person to whom the notice mentioned in subsection (2) was delivered or given. 20	(4) Un avis de l'annulation est signifié, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, au destinataire de l'avis prévu au paragraphe (2). 15	Avis de l'annulation
	<i>Seizure</i>	<i>Saisie</i>	
Power to seize	44. (1) In the course of exercising any powers under section 34, an inspector may seize and detain any regulated product or other thing if the inspector believes on reasonable grounds it is a thing by means of or in relation to which an offence against an Act mentioned in subsection 11(1), or a violation, was committed or it affords evidence of such an offence or violation. 25	44. (1) L'inspecteur peut, dans le cadre de l'exercice des pouvoirs prévus à l'article 34, saisir et retenir tout produit réglementé ou toute autre chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont servi ou donné lieu à une violation ou à une infraction à une des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou qu'ils peuvent servir à la prouver. 25	Pouvoir de saisie
Limitation	(2) An inspector shall not seize any thing under subsection (1) unless the thing is required as evidence or for purposes of analysis or the inspector is of the opinion that the seizure is otherwise necessary for the administration or enforcement of any Act mentioned in subsection 11(1). 30	(2) Il ne peut toutefois procéder à la saisie qu'aux fins d'analyse ou de preuve ou s'il l'estime nécessaire pour assurer ou contrôler l'application des lois énumérées au paragraphe 11(1). 30	Restriction

Seizure when movement restricted or prohibited	<p>45. If the movement of a regulated product is restricted or prohibited under subsection 43(1) and an inspector determines that the regulated product does not meet the requirements of the Acts mentioned in subsection 11(1) or their regulations, the inspector may seize the regulated product without delay.</p>	<p>45. L'inspecteur peut saisir un produit réglementé dont le déplacement est prohibé ou restreint en application du paragraphe 43(1) dès qu'il établit que le produit réglementé ne satisfait pas aux exigences des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou de leurs règlements.</p>	Produit ou objet immobilisé
Searches	<p style="text-align: center;"><i>Searches</i></p> <p>46. (1) An inspector or a peace officer with a warrant issued under this section may enter and search any place, including a conveyance, in which the inspector or peace officer believes on reasonable grounds there is a regulated product or other thing by means of or in relation to which an offence against an Act mentioned in subsection 11(1) has been committed or that will afford evidence of such an offence.</p>	<p style="text-align: center;"><i>Perquisition</i></p> <p>46. (1) L'inspecteur ou l'agent de la paix muni du mandat décerné en vertu du présent article, peut procéder à la visite de tous lieux — y compris un véhicule — et y effectuer des perquisitions, s'il a des motifs raisonnables de croire que s'y trouvent des produits réglementés ou d'autres objets qui ont servi ou donné lieu à une infraction à une des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou qui serviront à prouver l'infraction.</p>	Mandat
Authority to issue warrant	<p>(2) If on <i>ex parte</i> application a provincial court judge or a justice of the peace is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place, including a conveyance, a regulated product or other thing referred to in subsection (1), the judge or justice may issue a warrant authorizing the inspector or peace officer named in the warrant to enter and search the place for the regulated product or other thing, subject to any conditions specified in the warrant.</p>	<p>(2) Sur demande <i>ex parte</i>, le juge de la cour provinciale ou le juge de paix peut, s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu — y compris un véhicule —, de produits réglementés ou d'autres objets visés au paragraphe (1), décerner un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur ou l'agent de la paix qui y est nommé à perquisitionner dans le lieu pour y rechercher ces objets.</p>	Mandat de perquisition
Form of warrant	<p>(3) A warrant issued under subsection (2) may be in any form that the provincial court judge or the justice of the peace considers appropriate.</p>	<p>(3) Le mandat peut être rédigé selon la formule que le juge de la cour provinciale ou le juge de paix estime indiquée.</p>	Formule
Telewarrant	<p>(4) If an inspector or a peace officer believes on reasonable grounds that there is in any place, including a conveyance, a regulated product or other thing by means of or in relation to which an offence against an Act mentioned in subsection 11(1) has been committed or that will afford evidence of such an offence and that it would be impracticable to appear personally before a provincial court judge or a justice of the peace to make application for a warrant under subsection (2), a warrant may be issued under this section by</p>	<p>(4) S'il a des motifs raisonnables de croire que se trouvent dans un lieu quelconque — y compris un véhicule — des produits réglementés ou d'autres objets qui ont servi ou donné lieu à une infraction à une des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou qui serviront à prouver l'infraction et qu'il considère qu'il serait difficile d'obtenir en personne le mandat visé au paragraphe (2), l'inspecteur ou l'agent de la paix peut demander qu'il lui soit délivré, sous le régime du présent article, sur le fondement d'une dénonciation transmise</p>	Télémandats

	<p>telephone or other means of telecommunication on an information submitted by telephone or other means of telecommunication and, for that purpose, section 487.1 of the <i>Criminal Code</i> applies, with any modifications that the circumstances require.</p>	<p>par téléphone ou autre moyen de télécommunication; l'article 487.1 du <i>Code criminel</i> s'applique alors avec les adaptations nécessaires.</p>
<p>When warrant not necessary</p>	<p>(5) An inspector may exercise the power of search referred to in subsection (1) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but by reason of exigent circumstances it would not be practical to obtain one.</p>	<p>(5) L'inspecteur peut exercer sans mandat le pouvoir de perquisition visé au paragraphe (1) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.</p>
<p>Execution of search warrant</p>	<p>(6) A warrant shall be executed by day unless the judge or justice authorizes its execution by night.</p>	<p>(6) Le mandat ne peut, sauf autorisation spéciale du juge de la cour provinciale ou, le cas échéant, du juge de paix, être exécuté de nuit.</p>
<p>Powers during search</p>	<p>(7) In carrying out a search of a place or conveyance under this section, an inspector may exercise any power mentioned in section 34, 36, 38 or 44.</p>	<p>(7) L'inspecteur peut, dans le cadre d'une perquisition effectuée en vertu du présent article, exercer les pouvoirs mentionnés aux articles 34, 36, 38 ou 44.</p>
	<p>DISPOSITION OF THINGS SEIZED</p>	<p>MESURES CONSÉCUTIVES À LA SAISIE</p>
<p>Notice of reason for seizure</p>	<p>47. An inspector who seizes a regulated product or any other thing under this Act shall, as soon as is practicable, advise the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure of the reason for the seizure.</p>	<p>47. Dans les meilleurs délais, l'inspecteur porte les motifs de la saisie à la connaissance du propriétaire des produits réglementés, ou d'autres choses visées, ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge.</p>
<p>Storage, removal, disposal, etc.</p>	<p>48. (1) An inspector who seizes a regulated product or any other thing under this Act, or any person authorized to do so by the inspector, may</p> <p>(a) store, treat or quarantine it at the place where it was seized or remove it to any other place for storage, treatment or quarantine;</p> <p>(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure to store, treat or quarantine it at the place where it was seized or to remove it to any other place and to store, treat or quarantine it; or</p> <p>(c) dispose of it if it is perishable or susceptible to deterioration or is an animal or a plant or a thing that is a pest, is suspected of being a pest, is infested with a</p>	<p>48. (1) L'inspecteur — ou la personne qu'il autorise à cette fin — peut, dans le cas des produits réglementés ou autres choses saisis :</p> <p>a) soit les entreposer sur le lieu même de la saisie, soit les transférer dans un autre lieu et les y entreposer, et, dans l'un ou l'autre de ces lieux, les traiter ou les mettre en quarantaine;</p> <p>b) ordonner à son propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge de le faire;</p> <p>c) prendre toute mesure de disposition, notamment de destruction, à l'égard de choses périssables ou susceptibles de se détériorer, des animaux ou des végétaux ou d'une chose qui est un parasite ou est</p>

	pest, is suspected of being infested with a pest or that constitutes a biological obstacle to the control of a pest.	parasitée ou soupçonnée de l'être ou encore d'une chose qui est un obstacle biologique à la lutte contre les parasites.	
Proceeds	(2) The net proceeds from a disposition under paragraph (1)(c) are to be paid to the Receiver General.	(2) En cas d'aliénation en vertu de l'alinéa (1)c), le produit net est versé au receveur général.	Produit net
Notice	(3) A requirement under paragraph (1)(b) shall be communicated by sending, including by personal delivery, a notice to the owner or person having the possession, care or control of the seized thing. The notice may specify, as the case may be, the period within which the seized thing is to be removed, the period for which it is to be stored, treated or quarantined and the manner in which it is to be removed, stored, treated or quarantined.	(3) Le cas échéant, l'ordre donné au titre de l'alinéa (1)b) est signifié soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.	Avis
Notice for removal or disposal	49. If an inspector believes on reasonable grounds that a regulated product seized or the movement of which is restricted or prohibited under this Act does not meet the requirements of an Act mentioned in subsection 11(1) or its regulations, the inspector may (a) in the case of food or an agricultural or aquatic commodity or agricultural input that has been imported, send a notice to its owner or the person having the possession, care or control of the food, commodity or input to remove it from Canada, or to dispose of it, in the manner and within the period specified in the notice; or (b) in any other case, send a notice to the owner of the regulated product requiring the owner to dispose of it in the manner and within the period specified in the notice.	49. Lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que des produits réglementés saisis ou dont le déplacement a été prohibé ou restreint ne satisfont pas aux exigences d'une des lois énumérées au paragraphe 11(1) ou de ses règlements, l'inspecteur peut : a) dans le cas d'aliments, d'intrants agricoles ou de produits agricoles ou aquatiques importés, exiger du propriétaire ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge, au moyen d'un avis, qu'il les retire du Canada ou qu'il en dispose dans le délai et de la manière qu'il fixe; b) dans tout autre cas, exiger du propriétaire, au moyen d'un avis, qu'il dispose de ces produits dans le délai et de la manière qu'il fixe.	Avis de retrait ou de disposition
Re-delivery on deposit of security	50. The court in which proceedings are brought for an offence against any Act mentioned in subsection 11(1) may order the return of any thing seized under this Act or of the net proceeds from its disposition to the person from whom it was seized if the person provides the Agency with security in a form and in an amount satisfactory to the court. The Tribunal may make a similar order in the case of a violation.	50. Le tribunal compétent pour toute infraction à l'une des lois énumérées au paragraphe 11(1) peut ordonner la restitution au saisi de l'objet de la saisie ou du produit net de son aliénation moyennant le dépôt auprès de l'Agence d'une sûreté dont il détermine le montant et la nature. La Commission peut agir de la même façon dans le cas d'une violation.	Remise en possession

Duration of detention	<p>51. (1) Subject to subsection (2), any thing seized under this Act or the net proceeds from its disposition may not be detained after</p> <p>(a) an inspector determines that the thing meets the requirements of the Acts mentioned in subsection 11(1) and their regulations; or</p> <p>(b) the expiry of one hundred and eighty days after the day of seizure or any longer period that may be prescribed.</p>	<p>51. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la rétention des choses saisies ou du produit net de leur aliénation prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur, de leur conformité aux lois énumérées au paragraphe 11(1) — ou leurs règlements — qui leur sont applicables, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie ou du délai supérieur fixé par règlement.</p>	Durée de la rétention
Exception	<p>(2) If proceedings are instituted in relation to any thing seized under this Act, the seized thing or the net proceeds from its disposition may be detained until the proceedings are concluded.</p>	<p>(2) En cas de poursuite, la rétention peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire.</p>	Cas de poursuite
Application for return	<p>(3) If proceedings are instituted in relation to any thing seized under this Act and the seized thing has not been disposed of or forfeited under this Act, its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure may apply, in the case of a violation, to the Tribunal, and in the case of an offence, to the court before which the proceedings are being held, for an order that it be returned.</p>	<p>(3) La restitution des choses saisies peut être demandée, selon qu'il s'agit d'une violation ou d'une infraction, à la Commission ou au tribunal saisi de l'affaire par leur propriétaire ou par la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge, si elles n'ont pas été détruites ou confisquées ou s'il n'en a pas encore été disposé.</p>	Demande de restitution
Order	<p>(4) After hearing the application, the Tribunal or court may order the seized thing to be returned, subject to any conditions necessary to ensure its preservation for any purpose for which it may subsequently be required, if the Tribunal or the court is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without further detaining it and</p> <p>(a) in the case of an animal, it is not or is not suspected of being affected or contaminated by a disease or toxic substance as defined in subsection 2(1) of the <i>Health of Animals Act</i>; or</p> <p>(b) in the case of a plant, it is not or is not suspected of being a pest, it is not or is not suspected of being infested with a pest and it does not constitute a biological obstacle to the control of a pest.</p>	<p>(4) Le tribunal ou la Commission, selon le cas, peut faire droit à la demande, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer leur conservation dans un but ultérieur, s'il est convaincu, d'une part, qu'il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention des choses visées et, d'autre part, que celles-ci soit ne sont pas contaminées par une maladie ou une substance toxique au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> ni soupçonnées de l'être, soit ne sont pas des parasites, ne sont pas parasitées, ni soupçonnées de l'être, et ne constituent pas un obstacle biologique à la lutte contre les parasites.</p>	Ordonnance de restitution

	FORFEITURE	CONFISCATION	
Unclaimed goods	52. (1) Any thing seized under this Act is, despite section 51, forfeited to Her Majesty in right of Canada if the owner or the person entitled to its possession does not claim it within sixty days after the date of its seizure. 5	52. (1) Les choses saisies dans le cadre de la présente loi et qui ne sont pas réclamées par leur propriétaire ou la personne qui en a la possession légitime dans les soixante jours sont, malgré l'article 51, confisquées au profit de Sa Majesté du chef du Canada. 5	Choses abandonnées
Exception	(2) Subsection (1) does not apply if proceedings have commenced in relation to the violation or offence in respect of which the thing was seized.	(2) Toutefois, le paragraphe (1) ne s'applique pas si des procédures ont déjà été engagées relativement à la violation ou à l'infraction ayant donné lieu à la saisie. 10	Procédures engagées
Non-compliance with removal or disposal notice	53. If a person who is given a removal or disposal notice under section 42 or 49 does not comply with the notice within the period specified in it, the regulated product to which the notice relates is, despite section 51, forfeited to Her Majesty in right of Canada. 15	53. Si le destinataire de l'avis visé aux articles 42 ou 49 ne s'y conforme pas dans le délai qui lui est imparti, les produits visés par l'avis sont, malgré l'article 51, confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada. 15	Défaut
Ownership not ascertainable	54. If the ownership of any thing seized under this Act cannot be ascertained within a reasonable time despite reasonable attempts to find the owner, the thing is, despite section 51, forfeited to Her Majesty in right of Canada. 20	54. Lorsqu'on ne peut, dans un délai raisonnable, déterminer la propriété des choses saisies en vertu de la présente loi, et ce malgré des efforts raisonnables en ce sens, les biens sont, malgré l'article 51, confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada. 20	Propriétaire inconnu
Forfeiture certificate	55. When a thing is forfeited under section 52, 53 or 54, the Agency shall provide its former owner or the person having the possession, care or control of it at the time it was seized with a forfeiture certificate. 25	55. Dans les cas de confiscation visés aux articles 52, 53 et 54, l'Agence remet au propriétaire des biens confisqués ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge un certificat de confiscation. 25	Certificat
Commission of offence or violation — regulated products	56. (1) If the Tribunal or the Minister, after conducting a review, decides that a person has committed a violation, or if a person is convicted of an offence against an Act mentioned in subsection 11(1), any regulated product seized under this Act by means of or in relation to which the violation or offence was committed or the net proceeds from its disposition is forfeited to Her Majesty in right of Canada. 35	56. (1) En cas d'imputation d'une violation par la Commission ou le ministre, à la suite d'une révision, ou de déclaration de culpabilité pour infraction à l'une des lois énumérées au paragraphe 11(1), les produits réglementés saisis en vertu de la présente loi qui ont servi ou donné lieu à l'infraction ou à la violation, ou le produit net de leur aliénation sont confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada. 35	Déclaration de culpabilité — produits réglementés
Commission of offence or violation — other things	(2) If the Tribunal or the Minister, after conducting a review, decides that a person has committed a violation, or if a person is convicted of an offence under any Act mentioned in subsection 11(1), the Tribunal, the	(2) En cas d'imputation d'une violation par la Commission ou le ministre, à la suite d'une révision, ou de déclaration de culpabilité pour infraction à l'une des lois énumérées au paragraphe 11(1), la Commission, le ministre	Autres objets

	<p>Minister or the convicting court may, on their own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any penalty or punishment imposed, order the forfeiture to Her Majesty in right of Canada of any thing seized under this Act, other than a regulated product, by means of or in relation to which the violation or offence was committed or of the net proceeds realized from its disposition.</p>	<p>ou le tribunal, selon le cas, peut d'office ou sur demande ordonner, en sus de la sanction ou de la peine infligée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada de tout objet autre qu'un produit réglementé ayant servi ou donné lieu à la violation ou à l'infraction, ou du produit de son aliénation.</p>	
<p>Consensual forfeiture</p>	<p>57. If the owner of a thing seized under this Act consents, at any time, to its forfeiture, the thing is forfeited to Her Majesty in right of Canada.</p>	<p>57. Le propriétaire de biens saisis en vertu de la présente loi peut consentir, en tout temps, à leur confiscation. Le cas échéant, les biens sont confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada.</p>	<p>Confiscation</p>
<p>Disposal of forfeited things</p>	<p>58. A thing that is forfeited under this Act may be disposed of in the manner that the President considers appropriate.</p>	<p>58. Lorsque des biens sont confisqués en vertu de la présente loi, il en est disposé suivant les instructions du président.</p>	<p>Restitution ou aliénation</p>
<p>Return of thing seized if no forfeiture ordered</p>	<p>59. (1) If a thing seized under this Act is not ordered forfeit under subsection 56(2), the thing or the net proceeds from its disposition or any security given for it must be returned to the person from whom it was seized.</p>	<p>59. (1) À défaut de l'ordonnance de confiscation visée au paragraphe 56(2), les biens ainsi que le produit net de leur aliénation et la sûreté sont restitués au saisi.</p>	<p>Restitution</p>
<p>Exception</p>	<p>(2) If the Tribunal or the Minister, after conducting a review, decides that the owner of a thing seized under this Act or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure has committed a violation, or the owner of a thing seized under this Act or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is convicted of an offence under any Act mentioned in subsection 11(1), and a penalty or fine, as the case may be, is imposed,</p> <p>(a) the thing, the net proceeds from its disposition or any security given for it may be retained until the penalty or fine is paid;</p> <p>(b) the thing may be sold in satisfaction of the penalty or fine; or</p> <p>(c) the net proceeds or the security or any part of it may be applied in payment of the penalty or fine.</p>	<p>(2) En cas d'imputation d'une violation par la Commission ou le ministre, à la suite d'une révision, ou de déclaration de culpabilité du saisi pour une infraction à l'une des lois énumérées au paragraphe 11(1) et de l'imposition d'une sanction ou d'une amende :</p> <p>a) la rétention des biens, du produit net de leur aliénation ou de la sûreté peut être prolongée jusqu'au paiement du montant de la sanction ou de l'amende infligée;</p> <p>b) les biens peuvent être aliénés par adjudication forcée;</p> <p>c) le produit net de l'aliénation ou la sûreté peuvent, en tout ou en partie, être affectés au paiement de la sanction ou de l'amende.</p>	<p>Exception</p>

	SAMPLES	PRÉLÈVEMENTS	
Disposition of samples	60. (1) A sample taken under this Act may be disposed of in any manner that the Agency considers appropriate.	60. (1) Il peut être disposé d'échantillons prélevés au titre de la présente loi de la façon que l'Agence juge indiquée.	Réalisation
Agency not liable	(2) The Agency is not liable for any costs, loss or damage resulting from the taking or disposition of a sample under this Act.	(2) L'Agence n'est pas tenue des pertes, dommages ou frais liés aux prélèvements d'échantillons ou à leur aliénation ou destruction.	Non-responsabilité de l'Agence
	LIABILITY	RESPONSABILITÉ	
Liability for costs	61. (1) The owner and any person entitled to possession of any thing the movement of which is restricted or prohibited under this Act, or of any thing that is seized, detained, recalled, forfeited or disposed of under this Act, are jointly and severally, or solidarily, liable for all the costs relating to the restriction, prohibition, seizure, detention, recall, forfeiture or disposition incurred by Her Majesty in right of Canada in excess of the net proceeds of disposition, if any.	61. (1) Le propriétaire et la personne qui a la possession légitime d'une chose dont le déplacement est prohibé ou restreint, ou d'une chose saisie, détenue, confisquée, aliénée ou détruite ou qui a fait l'objet d'un rappel sont solidairement responsables de l'excédent des coûts liés à ces mesures supportés par Sa Majesté du chef du Canada sur le produit net éventuel de l'aliénation.	Responsabilité solidaire
Debt due to Her Majesty	(2) The costs referred to in subsection (1) are debts due to Her Majesty and proceedings to recover them may be instituted in a court of competent jurisdiction at any time within five years after the time they were incurred.	(2) Les coûts visés au paragraphe (1) constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente dans les cinq ans qui suivent la date à laquelle ils ont été exposés.	Créances de Sa Majesté
Her Majesty or Agency not liable	62. Her Majesty or the Agency is not liable for any costs, loss or damage resulting from a person being required to do anything to comply with this Act or the regulations.	62. Sa Majesté ou l'Agence n'est pas tenue des pertes, dommages ou frais entraînés par l'exécution des obligations découlant de la présente loi ou de ses règlements.	Non-responsabilité de Sa Majesté et de l'Agence
Protection from civil proceeding or from prosecution	63. Despite any other Act of Parliament, no civil or criminal proceedings lie against Her Majesty, the Agency or any person acting on behalf or under the direction of the Agency for the disclosure in good faith of any information or for any consequences that flow from that disclosure.	63. Malgré toute autre loi fédérale, Sa Majesté, l'Agence et les personnes qui agissent en son nom ou sous son autorité bénéficient de l'immunité en matière civile ou pénale, pour la communication d'information faite de bonne foi dans le cadre de la présente loi ainsi que pour les conséquences qui en découlent.	Immunité

	GENERAL	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
Assistance of peace officer	64. A peace officer shall provide any assistance that an inspector or officer may request for the purpose of administering or enforcing any Act mentioned in subsection 11(1).	64. L'agent de la paix prête à l'inspecteur ou à l'agent d'exécution, sur demande de ceux-ci, l'assistance nécessaire en vue d'assurer ou de contrôler l'application des lois énumérées au paragraphe 11(1).	Agent de la paix 5
Certificates	65. The form of certificates issued under this Act shall be established by the President.	65. Les certificats délivrés en vertu de la présente loi sont établis en la forme prescrite par le président.	Forme des certificats
	REGULATIONS	RÈGLEMENTS	
Regulations	66. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations (a) requiring persons to keep and provide to the Agency information, records, books of account or other documents in respect of regulated products and activities in respect of which the Acts mentioned in subsection 11(1) apply; (b) respecting the information, records, books of account or other documents to be kept under paragraph (a) and the period of time they are to be retained; (c) respecting electronic means to create, collect, receive, store, transfer, distribute, publish or otherwise deal with documents or information referred to in or required to be kept by any Act mentioned in subsection 11(1), including regulations (i) specifying terms and conditions under which the electronic means may be used and the means that may be used to electronically sign the documents or authenticate them, and (ii) respecting the admissibility as evidence of any document created or received using electronic means; (d) respecting the functions and duties of inspectors, analysts, graders and officers; (e) respecting the inspection of places, including conveyances, and of regulated products and other things and the stopping of conveyances;	66. Le gouverneur en conseil peut par règlement prendre toute mesure d'application de la présente loi, et notamment prendre des règlements : a) exigeant de certaines personnes qu'elles tiennent des renseignements, registres ou documents comptables ou autres relatifs aux produits réglementés ou aux activités régies par les lois énumérées au paragraphe 11(1) et qu'elles les fournissent à l'Agence; b) concernant les renseignements, registres ou documents comptables ou autres visés à l'alinéa a), ainsi que la période pendant laquelle ceux-ci doivent être conservés; c) concernant les moyens électroniques permettant de créer, recueillir, recevoir, mettre en mémoire, transférer, diffuser, publier ou traiter de quelque autre façon des documents ou de l'information visés par une des lois énumérées au paragraphe 11(1), notamment en ce qui touche leur admissibilité en preuve et pour préciser les modalités de leur emploi ainsi que les moyens pouvant servir à apposer une signature électronique à ces documents ou à les authentifier; d) concernant les fonctions des inspecteurs, des analystes, des classificateurs et des agents d'exécution; e) régissant l'inspection des lieux — y compris des véhicules —, des produits réglementés ou de toute autre chose et l'immobilisation des véhicules;	Règlements 10 15 20 25 30 35 40

- (f) respecting the taking of samples, the conducting of tests and the making of analyses;
- (g) respecting the restriction or prohibition of the movement of regulated products; 5
- (h) respecting the seizure and forfeiture of regulated products and other things under this Act;
- (i) respecting the detention, storage, treatment, quarantine, removal and transportation of regulated products and other things seized under this Act; 10
- (j) establishing criteria and procedures for reinspections;
- (k) respecting the grading of regulated 15 products;
- (l) governing the collection of information and statistics, the publication of studies and the conduct of surveys on any matter related to any Act mentioned in subsection 11(1) or 20 its regulations;
- (m) establishing a mechanism for dealing with complaints from employees of the Agency and members of the public relating to public health and safety with respect to 25 regulated products; and
- (n) prescribing anything that is to be prescribed under this Act.

67. (1) A regulation may incorporate by reference material produced by a person or 30 body, other than the Agency or the Department of Health, including

- (a) an organization established for the purpose of writing standards;
- (b) an industrial or trade organization; and 35
- (c) a government, government agency or international body.

- f) concernant les prélèvements d'échantillons, les essais et les analyses;
- g) concernant la prohibition et la restriction relatives au déplacement des produits réglementés; 5
- h) régissant la saisie et la confiscation de produits réglementés ou de toute autre chose au titre de la présente loi;
- i) régissant la rétention, l'entreposage, le traitement, la mise en quarantaine, le transfert et le transport des produits réglementés ou de toute autre chose saisis en vertu de la présente loi; 10
- j) établissant les critères donnant lieu à une nouvelle inspection ainsi que la procédure 15 à suivre;
- k) concernant la classification de produits réglementés;
- l) régissant la collecte de données — statistiques et autres —, la publication d'études 20 et la réalisation d'enquêtes ou de sondages concernant toute question liée aux lois énumérées au paragraphe 11(1) ou à leurs règlements;
- m) établissant un mécanisme d'étude des 25 plaintes formulées par les employés de l'Agence ou le public en matière de santé et de sécurité publiques en ce qui touche les produits réglementés;
- n) concernant toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi. 30

67. (1) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit par une personne ou un organisme autre que l'Agence ou le ministère de la Santé, notamment par : 35

- a) un organisme de normalisation;
- b) une organisation commerciale ou industrielle;
- c) un gouvernement, un organisme gouvernemental ou une organisation internationale. 40

Incorporation by reference of externally produced material

Documents externes

<p>Reproduced or translated material</p>	<p>(2) A regulation may incorporate by reference material that the Agency or the Department of Health reproduces or translates from material produced by the other person or body</p> <p>(a) with any adaptations of form and reference that will facilitate the incorporation of the material in the regulation; or</p> <p>(b) in a form that sets out only the parts of the material that apply for the purposes of the regulation.</p>	<p>(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document qui résulte de la reproduction ou de la traduction, par l'Agence ou le ministère de la Santé, d'un document produit par l'autre personne ou organisme et qui comporte, selon le cas :</p> <p>a) des adaptations quant à la forme et aux renvois destinées à en faciliter l'incorporation;</p> <p>b) seulement les passages pertinents pour l'application du règlement.</p>	<p>Documents reproduits ou traduits</p>
<p>Jointly produced material</p>	<p>(3) A regulation may incorporate by reference material that the Agency or the Department of Health produces jointly with another government or government agency for the purpose of harmonizing the regulation with other laws.</p>	<p>(3) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit conjointement par l'Agence ou le ministère de la Santé et un autre gouvernement ou organisme gouvernemental en vue d'assurer l'harmonisation avec d'autres règles de droit.</p>	<p>Documents produits conjointement</p>
<p>Internally produced standards</p>	<p>(4) A regulation may incorporate by reference technical or explanatory material that the Agency or the Department of Health produces, such as</p> <p>(a) specifications, classifications, illustrations, graphs and other information of a technical nature; and</p> <p>(b) test methods, procedures, operational standards, safety standards and performance standards of a technical nature.</p>	<p>(4) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document technique ou explicatif produit par l'Agence ou le ministère de la Santé, notamment :</p> <p>a) des spécifications, classifications, illustrations, graphiques ou toute autre information de nature technique;</p> <p>b) des méthodes d'essai, des procédures ou des normes d'exploitation, de rendement ou de sécurité, qui sont de nature technique.</p>	<p>Normes techniques dans des documents internes</p>
<p>Incorporation as amended from time to time</p>	<p>(5) A regulation may incorporate by reference material as amended from time to time.</p>	<p>(5) L'incorporation par renvoi peut viser le document avec ses modifications successives.</p>	<p>Portée de l'incorporation</p>
<p>Incorporated material is not a regulation</p>	<p>(6) Material that is incorporated by reference in a regulation is not a regulation for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i>.</p>	<p>(6) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i>, valeur de règlement.</p>	<p>Nature du document incorporé</p>
<p>Defence</p>	<p>68. No person may be convicted of an offence or subjected to a penalty for the contravention of a provision of a regulation that incorporates material by reference, unless it is proved that, at the time of the alleged contravention,</p> <p>(a) the material was reasonably accessible to the person;</p> <p>(b) reasonable steps had been taken to ensure that the material was accessible to</p>	<p>68. Aucune sanction ne peut découler du non-respect d'une disposition d'un règlement dans laquelle un document est incorporé par renvoi, sauf s'il est prouvé que, au moment du fait reproché, le contrevenant avait facilement accès au document, des mesures raisonnables avaient été prises pour que les intéressés puissent y avoir accès ou celui-ci était publié dans la <i>Gazette du Canada</i>.</p>	<p>Moyen de défense</p>

	OFFENCES AND PUNISHMENT	INFRACTIONS	
	persons likely to be affected by the regulation; or (c) the material had been published in the <i>Canada Gazette</i> .		
Forging, etc., of inspection certificates	69. No person shall forge, alter or tamper with an inspection certificate. 5	69. Nul ne peut contrefaire, altérer ou falsifier un certificat d'inspection.	Altération ou falsification
Obstruction	70. No person shall obstruct or interfere with any person who is exercising any powers or carrying out any functions or duties under an Act mentioned in subsection 11(1) or with any person acting under the authority of such a person. 10	70. Il est interdit de gêner ou d'entraver l'action d'une personne exerçant des pouvoirs et fonctions qui lui sont assignés sous le régime d'une des lois énumérées au paragraphe 11(1), ou d'une personne agissant sous son autorité. 5	Entrave
False statements	71. No person shall make any false or misleading statement to any person who is exercising any powers or carrying out any functions or duties under an Act mentioned in subsection 11(1) or to any person acting under the authority of such a person. 15	71. Il est interdit de faire une déclaration fausse ou trompeuse à une personne agissant dans le cadre des pouvoirs et fonctions qui lui sont assignés sous le régime d'une des lois énumérées au paragraphe 11(1), ou à une personne agissant sous son autorité. 10	Déclaration fausse ou trompeuse
False records	72. No person shall produce for examination or copying by any person who is exercising any powers or carrying out any functions or duties under an Act mentioned in subsection 11(1), or by any person acting under the authority of such a person, any record, book of account or other document, or any electronic data, that the person knows contains false or misleading information. 20	72. Nul ne peut remettre à une personne visée à l'article 71, pour examen ou reproduction, un registre, un document comptable ou autre, ou des données électroniques qu'il sait contenir des renseignements faux ou trompeurs. 20	Faux registres
Interference	73. Except as authorized by an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with any thing seized and detained under this Act or the movement of which is restricted or prohibited under this Act. 30	73. Il est interdit, sans l'autorisation de l'inspecteur, de modifier l'état ou l'emplacement des choses saisies ou dont le déplacement a été prohibé ou restreint en application de la présente loi. 25	Intervention
Offences	74. Every person who fails to comply with a notice sent to the person under section 42 or 49 or who contravenes any of sections 69 to 73 or any provision of the regulations is guilty of an offence and liable (a) on summary conviction to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; 40 or	74. Quiconque ne se conforme pas à l'avis visé aux articles 42 ou 49 ou contrevient à l'un des articles 69 à 73 ou à un règlement pris en vertu de la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité : 30 a) par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;	Infractions

Continuing offences	<p>(b) on conviction on indictment to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.</p>	<p>b) par mise en accusation, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.</p>	Infractions continues
Offences by corporate officers, etc.	<p>75. A contravention of this Act or the regulations that is committed or continued on more than one day is deemed to constitute a separate offence for each day on which the contravention is committed or continued.</p>	<p>75. Il est compté une infraction distincte à la présente loi ou à ses règlements pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute contravention à l'une de leurs dispositions.</p>	Infractions continues
Offences by corporate officers, etc.	<p>76. If a corporation commits an offence under this Act, any officer, director, agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted.</p>	<p>76. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie.</p>	Dirigeants des personnes morales
Offences by employees, agents or mandataries	<p>77. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.</p>	<p>77. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour établir la responsabilité pénale de l'accusé, d'établir que l'infraction a été commise par son employé ou son mandataire, que celui-ci ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant qu'il avait pris les mesures nécessaires pour empêcher l'infraction.</p>	Employés ou mandataires
Place of trial	<p>78. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where</p> <p>(a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;</p> <p>(b) the accused was apprehended; or</p> <p>(c) the accused happens to be, or is carrying on business.</p>	<p>78. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.</p>	Ressort
Additional fine	<p>79. A court that convicts a person for an offence under this Act may, if satisfied that the person acquired monetary benefits or that monetary benefits accrued to the person as a result of committing the offence, order the person to pay an additional fine above the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed, in an amount equal to the court's finding of the amount of those monetary benefits.</p>	<p>79. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il est convaincu que le contrevenant a tiré des avantages financiers de la perpétration, lui infliger à titre d'amende supplémentaire, indépendamment de l'amende maximale qui peut être infligée en vertu de cette loi, le montant qu'il juge égal à ces avantages.</p>	Amende supplémentaire

Orders of
court

80. If a person is convicted of an offence under this Act, the convicting court may, in addition to any punishment imposed, and having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an order having any or all of the following effects:

(a) prohibiting the person from doing any act or engaging in any activity that may, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence;

(b) directing the person to compensate the Agency, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or on behalf of the Agency as a result of the commission of the offence;

(c) directing the person to perform community service in accordance with any conditions that may be specified in the order;

(d) requiring the person to comply with any other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good conduct and for preventing the person from repeating the offence or committing other offences;

(e) directing the person to provide security in a form and in an amount satisfactory to the court for the purpose of ensuring compliance with any prohibition, direction or requirement mentioned in this section; and

(f) directing the person to submit to the Agency, on application by the Agency within three years after the date of the conviction, any information respecting the activities of the person that the court considers appropriate in the circumstances.

81. (1) If a person is convicted of an offence under this Act and the court suspends the passing of sentence under paragraph 731(1)(a) of the *Criminal Code*, the court may, in addition to making a probation order under that paragraph, make an order directing the person to comply with any prohibition, direction or requirement mentioned in section 80.

Suspended
sentence

80. En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant à la personne déclarée coupable tout ou partie des obligations suivantes :

a) s'abstenir de tout acte ou toute activité risquant d'entraîner, à son avis, la continuation de l'infraction ou la récidive;

b) indemniser l'Agence, en tout ou en partie, des frais exposés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou susceptibles de résulter de la perpétration de l'infraction;

c) exécuter des travaux d'intérêt collectif aux conditions précisées dans l'ordonnance;

d) satisfaire aux autres exigences qu'il estime justifiées pour assurer sa bonne conduite et empêcher toute récidive ou perpétration d'autres infractions;

e) en garantie de l'acquittement des obligations imposées au titre du présent article, fournir la sûreté dont il détermine le montant ou la nature;

f) fournir à l'Agence, sur demande présentée par celle-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements relatifs à ses activités que le tribunal estime justifiés en l'occurrence.

Ordonnance
du tribunal

Sursis

Imposition of sentence	<p>(2) If a person whose sentence has been suspended fails to comply with an order made under subsection (1) or is convicted, within three years after the day on which the order was made, of another offence under this Act, the court may, on the application of the Attorney General of Canada, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended.</p>	<p>(2) Sur demande du procureur général du Canada, le tribunal peut, lorsqu'une personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ne se conforme pas aux modalités de celle-ci ou est déclarée coupable d'une autre infraction à la présente loi dans les trois ans qui suivent la date de l'ordonnance, infliger à cette personne la peine qui aurait pu lui être infligée s'il n'y avait pas eu de sursis.</p>	Inobservation de l'ordonnance
Contravention of order	<p>82. Every person convicted of an offence under this Act who subsequently contravenes an order made under section 80 or 81 is</p> <p>(a) guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on summary conviction for the original offence; or</p> <p>(b) guilty of an indictable offence and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on conviction on indictment for the original offence.</p>	<p>82. Quiconque est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi et contrevient par la suite à une ordonnance rendue en vertu des articles 80 ou 81 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :</p> <p>a) par procédure sommaire, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne coupable de l'infraction originale;</p> <p>b) par mise en accusation, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne qui est coupable de l'infraction originale.</p>	Ordonnance : contravention
Limitation period	<p>83. No proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted more than two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.</p>	<p>83. Les procédures visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter du fait en cause.</p>	Prescription
Publication of facts of offence	<p>84. If a person is convicted of an offence under this Act, the Agency may publish the facts of the offence and recover the costs of publication from the person.</p>	<p>84. Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, l'Agence peut procéder à la publication des faits liés à la perpétration de l'infraction et en recouvrer les frais auprès de la personne.</p>	Publication
Recovery of fines	<p>85. If a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings.</p>	<p>85. Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même tribunal en matière civile.</p>	Recouvrement

Debt due to Her Majesty	<p>86. (1) If the court makes an order under section 80 or 81 directing a person to pay an amount of money or the Agency pays publication costs under section 84, the amount and any interest payable on it constitute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in a court of competent jurisdiction.</p>	<p>86. (1) Les sommes dont le paiement est ordonné aux termes d'une ordonnance rendue en vertu des articles 80 ou 81 et les frais de publication qu'expose l'Agence au titre de l'article 84, ainsi que les intérêts afférents, constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente.</p>	Créances de Sa Majesté
Limitation on recovery	<p>(2) A debt due to Her Majesty under this section may be recovered at any time within the five-year period following the time when the debt became due.</p>	<p>(2) Le recouvrement des créances de Sa Majesté visées au présent article se prescrit par cinq ans à compter de la date où elles ont pris naissance.</p>	Prescription
EVIDENCE		PREUVE	
Certificates and reports	<p>87. (1) In proceedings for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or President, or of an inspector, analyst, grader or officer, purporting to have been signed by that person is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.</p>	<p>87. (1) Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, la déclaration, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant signé par le ministre, le président, l'inspecteur, l'analyste, le classificateur ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.</p>	Déclaration, certificat ou rapport
Copies and extracts	<p>(2) In any proceedings for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record, book of account or other document that is made by the Minister or President, or by an inspector, analyst, grader or officer, and that appears to have been certified under the signature of that person as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.</p>	<p>(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis par le ministre, le président, l'inspecteur, l'analyste, le classificateur ou l'agent d'exécution et paraissant certifiée conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.</p>	Copies ou extraits
Presumed date of issue	<p>(3) A document referred to in this section is, in the absence of evidence to the contrary, deemed to have been issued on the date that it bears.</p>	<p>(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent.</p>	Date
Notice	<p>(4) No document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together</p>	<p>(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en joignant une copie de ceux-ci.</p>	Préavis

with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.

PART 7

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES ACT

1995, c. 40; 1997, c. 21; 1998, c. 22

Amendments

80. The long title of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* is replaced by the following:

1997, c. 21, s. 29

An Act to establish a system of administrative monetary penalties for the enforcement of the Farm Debt Mediation Act, the Canada Grain Act, the Health of Animals Act, the Pest Control Products Act and the Plant Protection Act

81. The definitions “agri-food Act” and “Tribunal” in section 2 of the Act are replaced by the following:

1997, c. 21, s. 30

“agri-food Act” « loi agroalimentaire »

“agri-food Act” means the *Farm Debt Mediation Act*, the Canada Grain Act, the *Health of Animals Act*, the *Pest Control Products Act* or the *Plant Protection Act*;

“Tribunal” « Commission »

“Tribunal” means the Review Tribunal continued by section 27;

82. The Act is amended by adding the following after section 11:

PUBLICATION OF FACTS

Publication of facts

11.1 If a person has committed a violation, the Minister may publish the facts of the violation and recover the costs of publication from the person.

83. The Act is amended by adding the following before section 14:

Review by single member

13.1 A review by the Tribunal under this Act shall be heard by a single member of the Tribunal who has the legal qualifications described in section 28.

PARTIE 7

LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D’AGRICULTURE ET D’AGROALIMENTAIRE

1995, ch. 40; 1997, ch. 21; 1998, ch. 22

Modifications

80. Le titre intégral de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire* est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 21, art. 29

Loi établissant un régime de sanctions administratives pécuniaires pour l’application de la Loi sur la médiation en matière d’endettement agricole, de la Loi sur les grains du Canada, de la Loi sur la santé des animaux, de la Loi sur les produits antiparasitaires et de la Loi sur la protection des végétaux

81. Les définitions de « Commission » et de « loi agroalimentaire », à l’article 2 de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :

1997, ch. 21, art. 30

« Commission » La Commission de révision prorogée par l’article 27.

« Commission » “Tribunal”

« loi agroalimentaire » La *Loi sur la médiation en matière d’endettement agricole*, la *Loi sur les grains du Canada*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur les produits antiparasitaires* ou la *Loi sur la protection des végétaux*.

« loi agroalimentaire » “agri-food Act”

82. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 11, de ce qui suit :

PUBLICATION

Publication

11.1 Si une violation a été commise par une personne, le ministre peut procéder à la publication des faits liés à la perpétration et en recouvrer les frais auprès de la personne.

83. La même loi est modifiée par adjonction, avant l’article 14, de ce qui suit :

13.1 Les demandes de révision formées au titre de la présente loi sont entendues par un membre seul de la Commission, doté de la compétence juridique prévue à l’article 28.

Révision par un membre seul

84. (1) Subsection 15(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (c):

(c.1) the amount of the publication costs of the Minister under section 11.1 and any interest payable on those costs;

(2) Subsection 15(3) of the Act is replaced by the following:

(3) A debt referred to in subsection (1) is final and not subject to review or to be restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with except to the extent and in the manner provided by sections 9 to 14.

85. The headings before section 27 and sections 27 to 90 of the Act are replaced by the following:

84. (1) Le paragraphe 15(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui suit :

c.1) le montant des frais de publication qu'expose le ministre en vertu de l'article 11.1, ainsi que les intérêts afférents;

(2) Le paragraphe 15(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) La créance est définitive et n'est susceptible de contestation ou de révision que dans la mesure et selon les modalités prévues aux articles 9 à 14.

85. Les intertitres précédant l'article 27 et les articles 27 à 90 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Debt final

Conditions de révision

Review Tribunal continued

Composition

Qualifications

Membership

REVIEW TRIBUNAL

Composition

27. (1) The Review Tribunal, continued by subsection 4.1(1) of the *Canada Agricultural Products Act*, chapter 20 of the 4th Supplement to the Revised Statutes of Canada, 1985, 20 is hereby continued.

(2) The Tribunal shall consist of such members as are appointed by the Governor in Council, one of whom shall be appointed as Chairperson. 25

28. A person is not eligible to be appointed a member of the Tribunal unless the person is knowledgeable about or has experience related to agriculture or agri-food and the Chairperson of the Tribunal and at least one 30 other member of the Tribunal must, in addition, be a barrister or advocate of at least ten years standing at the bar of any province or a notary of at least ten years standing at the Chambre des notaires du Québec. 35

29. The Chairperson of the Tribunal shall be appointed as a full-time member and the other members shall be appointed as either full-time members or part-time members of the Tribunal. 40

COMMISSION DE RÉVISION

Composition

27. (1) Est prorogée la Commission de révision prorogée par la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, chapitre 20 du 4^e supplément des Lois révisées du Canada (1985). 20

(2) La Commission est composée des membres, dont le président, nommés par le gouverneur en conseil.

28. Les membres sont nommés en raison de leurs connaissances et de leur expérience dans 25 le domaine de l'agriculture ou de l'agroalimentaire et au moins le président et un autre membre sont obligatoirement choisis parmi les avocats ou notaires inscrits respectivement, depuis au moins dix ans, au barreau 30 d'une province ou à la Chambre des notaires du Québec.

29. Le président exerce ses fonctions à temps plein; les autres membres, à temps plein ou à temps partiel. 35

Prorogation de la Commission

Composition de la Commission

Compétences

Exercice des fonctions

Tenure	<p>30. (1) Each member of the Tribunal shall be appointed for a term of not more than five years and shall hold office during good behaviour, but may be removed by the Governor in Council for cause.</p>	<p>30. (1) Les membres occupent leur poste à titre inamovible pour un mandat maximal de cinq ans, sous réserve de révocation motivée prononcée par le gouverneur en conseil.</p>	Mandat
Re-appointment	<p>(2) Each member of the Tribunal may be re-appointed as a member in the same or another capacity.</p>	<p>(2) Les membres peuvent recevoir un nouveau mandat, aux fonctions identiques ou non.</p>	Nouveau mandat
No other public service	<p>31. A member of the Tribunal shall not hold any other office in the public service of Canada.</p>	<p>31. La charge de membre est incompatible avec d'autres fonctions dans l'administration publique fédérale.</p>	Incompatibilité de fonctions
Conflict of interest	<p>32. A member of the Tribunal shall not accept or hold any office or employment that is inconsistent with the member's duties or take part in any matter before the Tribunal in which the member has an interest.</p>	<p>32. Les membres ne peuvent accepter ni occuper de charge ou d'emploi incompatibles avec leurs fonctions, ni se saisir d'une affaire dans laquelle ils ont un intérêt.</p>	Conflits d'intérêts
Duties of Chairperson	<p><i>Chairperson</i></p>	<p><i>Président</i></p>	Fonctions du président
	<p>33. (1) The Chairperson of the Tribunal is its chief executive officer and shall apportion work among its members.</p>	<p>33. (1) Le président de la Commission en est le premier dirigeant; à ce titre, il en assure la direction et répartit les tâches entre les membres.</p>	
Absence or incapacity of Chairperson	<p>(2) If the Chairperson is absent or unable to act or the Chairperson's position becomes vacant, the members of the Tribunal shall designate a member of the Tribunal with the legal qualifications described in section 28 to act as Chairperson pending the appointment of a replacement, but no person may so act for a period exceeding sixty days without the approval of the Governor in Council.</p>	<p>(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président de la Commission, ou de vacance de son poste, les autres membres confient l'intérim à l'un des membres dotés de la compétence juridique prévue à l'article 28. Cependant, l'intérim ne peut dépasser soixante jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.</p>	Absence ou empêchement
Remuneration	<p><i>Remuneration</i></p>	<p><i>Indemnités et frais</i></p>	Indemnités
	<p>34. (1) Each full-time member of the Tribunal shall be paid the salary that is fixed by the Governor in Council and each part-time member of the Tribunal is entitled to be paid the fees or other remuneration for that member's services that may be fixed by the Governor in Council.</p>	<p>34. (1) Les membres à temps plein de la Commission reçoivent le traitement, et les autres membres reçoivent les honoraires ou toute autre rémunération, que fixe le gouverneur en conseil.</p>	

Travel and living expenses	<p>(2) The members of the Tribunal are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them in the course of their duties under this Act while absent from, in the case of full-time members, their ordinary place of work and, in the case of part-time members, their ordinary place of residence.</p>	<p>(2) Les membres de la Commission ont droit au remboursement des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement, hors de leur lieu habituel soit de travail, s'ils sont à temps plein, soit de résidence, s'ils sont à temps partiel, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.</p>	Frais
<p><i>Staff</i> / <i>Personnel</i></p>			
Staff and facilities	<p>35. The Minister may provide the Tribunal with officers and employees from within the public service of Canada and any facilities and advisers that are necessary for the proper conduct of the business of the Tribunal.</p>	<p>35. Le ministre peut mettre à la disposition de la Commission les cadres et agents de l'administration publique fédérale, les conseillers, ainsi que les installations et fournitures nécessaires à son bon fonctionnement.</p>	Personnel et installations
Contractual assistance	<p>36. The Tribunal may, for specific projects, enter into contracts for the services of persons having technical or specialized knowledge of any matter relating to the work of the Tribunal to advise and assist it in the exercise of its powers or the performance of its duties and functions under this Act.</p>	<p>36. La Commission peut, pour des travaux déterminés, engager à contrat des experts dans les domaines relevant de son champ d'activité.</p>	Assistance contractuelle
<p><i>Head Office</i> / <i>Siège</i></p>			
Head office	<p>37. (1) The head office of the Tribunal shall be in the National Capital Region, as described in the schedule to the <i>National Capital Act</i>.</p>	<p>37. (1) Le siège de la Commission est fixé dans la région de la capitale nationale définie à l'annexe de la <i>Loi sur la capitale nationale</i>.</p>	Siège
Sittings	<p>(2) The Tribunal may sit at any place in Canada that may be specified by the Governor in Council.</p>	<p>(2) La Commission siège en tout lieu du Canada fixé par le gouverneur en conseil.</p>	Réunions
<p><i>Powers</i> / <i>Pouvoirs</i></p>			
Exclusive jurisdiction	<p>38. The Tribunal has sole and exclusive jurisdiction to hear and determine all questions of fact or law in relation to any matter over which it is given jurisdiction by this Act or any other Act of Parliament.</p>	<p>38. La Commission a compétence exclusive pour les affaires relevant des domaines qui lui sont attribués en vertu de la présente loi ou de toute autre loi fédérale.</p>	Exclusivité de la compétence
Court of record	<p>39. (1) The Tribunal is a court of record and shall have an official seal that shall be judicially noticed.</p>	<p>39. (1) La Commission est une cour d'archives; elle a un sceau officiel, dont l'authenticité est admise d'office.</p>	Cour d'archives

Examination of witnesses, etc.

(2) In addition to the powers conferred by subsection (1), the Tribunal has, with respect to the appearance, swearing and examination of witnesses, the production and inspection of documents, the enforcement of its orders and other matters necessary or proper for the due exercise of its jurisdiction, all the powers, rights and privileges that are vested in a superior court of record and, without limiting the generality of the foregoing, it may

- (a) issue a summons requiring a person
 - (i) to appear at the time and place stated in the summons to testify to all matters within the person's knowledge relative to any subject-matter before the Tribunal, and
 - (ii) to bring and produce any document, book or paper in the person's possession or under the person's control relative to that subject-matter;
- (b) administer oaths and examine any person on oath; and
- (c) during a hearing, receive any evidence that it considers relevant and trustworthy.

Rules

40. The Tribunal may, with the approval of the Governor in Council, make rules governing

- (a) the practice and procedure in respect of hearings;
- (b) the time and manner in which applications and notices must be made or given; and
- (c) the work of the Tribunal under this or any other Act of Parliament.

General

41. The members of the Tribunal may consult with other members of the Tribunal in respect of any matter before it.

Rules

Consultations

(2) En outre, la Commission a, pour la comparution, la prestation de serment et l'interrogatoire des témoins, ainsi que pour la production et l'examen des pièces, l'exécution de ses décisions et toutes autres questions relevant de sa compétence, les pouvoirs et attributions d'une juridiction supérieure d'archives. Elle peut notamment :

- a) par citation adressée aux personnes ayant connaissance de faits se rapportant à l'affaire dont elle est saisie, leur enjoindre de comparaître comme témoins aux date, heure et lieu indiqués et d'apporter et de produire tous documents, livres ou pièces utiles à l'affaire, dont elles ont la possession ou la responsabilité;
- b) faire prêter serment et interroger sous serment;
- c) recevoir en cours d'audition les éléments de preuve supplémentaires qu'elle estime utiles et dignes de foi.

Règles

40. La Commission peut, avec l'agrément du gouverneur en conseil, établir des règles régissant :

- a) la pratique et la procédure des audiences;
- b) les modalités, y compris les délais, d'établissement des demandes et des avis à donner;
- c) de façon générale, l'exercice de ses activités sous le régime de la présente loi ou de toute autre loi fédérale.

Généralités

41. Les membres peuvent, dans le cadre des affaires dont la Commission est saisie, consulter d'autres membres.

Interrogatoire des témoins

Règles

Consultations

Rules of evidence do not apply

42. The Tribunal is not bound by any legal or technical rules of evidence in conducting any matter that comes before it, and shall deal with matters that come before it as informally and expeditiously as the circumstances and considerations of fairness and natural justice permit.

42. La Commission n'est pas liée par les règles juridiques ou techniques applicables en matière de preuve lors des audiences. Dans la mesure où les circonstances, l'équité et la justice naturelle le permettent, il lui appartient d'agir rapidement et sans formalités.

Audiences

Privileged evidence not receivable

43. The Tribunal may not receive or accept as evidence anything that would be inadmissible in a court by reason of any privilege under the law of evidence.

43. La Commission ne peut recevoir ni admettre en preuve les éléments protégés par le droit de la preuve et rendus, de ce fait, inadmissibles en justice devant un tribunal judiciaire.

Exception en matière de preuve

Transitional Provisions

Dispositions transitoires

Definitions

86. The definitions in this section apply in sections 87 to 89.

86. Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 87 à 89.

Définitions

“commencement day”
« date d'entrée en vigueur »

“commencement day” means the day on which section 27 of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, as enacted by section 85 of this Act, comes into force.

« ancienne Commission » La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 158 de la présente loi.

« ancienne Commission »
“former Tribunal”

“former Tribunal”
« ancienne Commission »

“former Tribunal” means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the *Canada Agricultural Products Act* as that subsection read immediately before the coming into force of section 158 of this Act.

« date d'entrée en vigueur » La date à laquelle l'article 27 de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, dans sa version édictée par l'article 85 de la présente loi, entre en vigueur.

« date d'entrée en vigueur »
“commencement date”

“new Tribunal”
« nouvelle Commission »

“new Tribunal” means the Review Tribunal continued by section 27 of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, as enacted by section 85 of this Act.

« nouvelle Commission » La Commission de révision prorogée par l'article 27 de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, dans sa version édictée par l'article 85 de la présente loi.

« nouvelle Commission »
“new Tribunal”

Chairperson

87. The person who holds the office of Chairperson of the former Tribunal immediately before the commencement day continues in office as the Chairperson of the new Tribunal for the remainder of the term for which that person was appointed Chairperson.

87. La personne qui occupe la charge de président de l'ancienne Commission avant la date d'entrée en vigueur continue d'exercer ses fonctions, à titre de président de la nouvelle Commission, jusqu'à l'expiration de son mandat.

Président

Other members

88. Each person who holds office as a member of the former Tribunal immediately before the commencement day continues in office as a member of the new Tribunal for the remainder of the term for which the person was appointed.

88. La présente loi ne change rien à la situation des personnes qui sont membres ou employés de l'ancienne Commission avant la date d'entrée en vigueur.

Autres membres

Pending proceedings

89. Proceedings pending before the former Tribunal immediately before the commencement day shall be taken up and continued before the new Tribunal.

89. Les affaires pendantes devant l'ancienne Commission avant la date d'entrée en vigueur sont poursuivies devant la nouvelle Commission.

Affaires pendantes

PART 8

PARTIE 8

HEALTH OF ANIMALS ACT

LOI SUR LA SANTÉ DES ANIMAUX

1990, c. 21; 1992, c. 47; 1993, c. 34; 1994, c. 38; 1995, c. 40; 1997, c. 6

1990, ch. 21; 1992, ch. 47; 1993, ch. 34; 1994, ch. 38; 1995, ch. 40; 1997, ch. 6

90. (1) The definitions “justice” and “peace officer” in subsection 2(1) of the *Health of Animals Act* are repealed.

90. (1) Les définitions de « agent de la paix » et « juge de paix », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la santé des animaux*, sont abrogées.

(2) The definitions “atelier d'équarrissage” and “usine de traitement” in subsection 2(1) of the French version of the Act are repealed.

(2) Les définitions de « atelier d'équarrissage » et « usine de traitement », au paragraphe 2(1) de la version française de la même loi, sont abrogées.

(3) The definitions “analyst”, “animal”, “Assessor”, “inspector”, “officer”, “Tribunal” and “veterinary inspector” in subsection 2(1) of the Act are replaced by the following:

(3) Les définitions « agent d'exécution », « analyste », « animal », « Commission », « évaluateur », « inspecteur » et « vétérinaire-inspecteur », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :

1995, c. 40, s. 54; 1997, c. 6, s. 67

1995, ch. 40, art. 54; 1997, ch. 6, art. 67

“analyst”
« *analyste* »

“analyst” means a person designated as an analyst under subsection 13(3) of the *Canadian Food Inspection Agency Act*;

« agent d'exécution » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

« agent d'exécution »
“officer”

“animal”
« *animal* »

“animal” includes its embryo and its fertilized egg or ovum;

« analyste » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

« analyste »
“analyst”

“Assessor”
« *évaluateur* »

“Assessor” means the Chairperson of the Tribunal or, if the Chairperson is absent or unable to act or the Chairperson’s position is vacant, the member of the Tribunal designated under subsection 33(2) of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* to act as Chairperson pending the appointment of a replacement;

« animal » Sont assimilés aux animaux leurs embryons ainsi que leurs oeufs et ovules fécondés.

« animal »
“animal”

“inspector”
« *inspecteur* »

“inspector” means a person designated as an inspector under subsection 13(3) of the *Canadian Food Inspection Agency Act*;

« Commission » La Commission de révision prorogée par l'article 27 de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

« Commission »
“Tribunal”

“officer”
« *agent d'exécution* »

“officer” means a person designated as an officer under subsection 13(3) of the *Canadian Food Inspection Agency Act*;

« évaluateur » Le président de la Commission ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, ou de vacance de son poste, le membre auquel est confié l'intérim en vertu du paragraphe 33(2) de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.

« évaluateur »
“Assessor”

“Tribunal”
« *Commission* »

“Tribunal” means the Review Tribunal continued by section 27 of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*;

<p>“veterinary inspector” « vétérinaire-inspecteur »</p>	<p>“veterinary inspector” means a veterinarian designated as a veterinary inspector under subsection 13(3) of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i>;</p>	<p>« inspecteur » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la <i>Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments</i>.</p>	<p>« inspecteur » “inspector”</p>
	<p>(4) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:</p>	<p>« vétérinaire-inspecteur » Vétérinaire désigné à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la <i>Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments</i>.</p>	<p>5 « vétérinaire-inspecteur » “veterinary inspector”</p>
<p>“Agency” « Agence »</p>	<p>“Agency” means the Canadian Food Inspection Agency established by section 3 of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i>;</p>	<p>(4) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :</p> <p>« Agence » L’Agence canadienne d’inspection des aliments constituée par l’article 3 de la <i>Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments</i>.</p>	<p>10 « Agence » “Agency”</p>
<p>“point of entry” « point d’entrée »</p>	<p>“point of entry” means a point of entry designated under section 18.2 of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i>;</p>	<p>« point d’entrée » Point d’entrée désigné en vertu de l’article 18.2 de la <i>Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments</i>.</p>	<p>15 « point d’entrée » “point of entry”</p>
<p>“President” « président »</p>	<p>“President” means the President of the Agency;</p>	<p>« président » Le président de l’Agence.</p>	<p>15 « président » “President”</p>
	<p>(5) Subsection 2(1) of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:</p>	<p>(5) Le paragraphe 2(1) de la version française de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :</p>	<p>20</p>
<p>« dépôt d’équarrissage » “animal deadyard”</p>	<p>« dépôt d’équarrissage » Lieu où sont transportés soit des sous-produits animaux, soit les animaux infirmes, malades ou morts, non destinés à la consommation humaine.</p>	<p>« dépôt d’équarrissage » Lieu où sont transportés soit des sous-produits animaux, soit les animaux infirmes, malades ou morts, non destinés à la consommation humaine.</p>	<p>25 « dépôt d’équarrissage » “animal deadyard”</p>
<p>« usine d’équarrissage » “rendering plant”</p>	<p>« usine d’équarrissage » Lieu où s’effectuent l’une ou l’autre des opérations suivantes :</p> <p>a) la transformation de sous-produits animaux en engrais ou aliments pour animaux ou en graisses ou huiles non destinées à la consommation humaine ou bien leur préparation ou traitement à de telles fins;</p> <p>b) le stockage, l’emballage ou le marquage des substances résultant de l’une des opérations visées à l’alinéa a);</p> <p>c) l’expédition de ces substances.</p>	<p>« usine d’équarrissage » Lieu où s’effectuent l’une ou l’autre des opérations suivantes :</p> <p>a) la transformation de sous-produits animaux en engrais ou aliments pour animaux ou en graisses ou huiles non destinées à la consommation humaine ou bien leur préparation ou traitement à de telles fins;</p> <p>b) le stockage, l’emballage ou le marquage des substances résultant de l’une des opérations visées à l’alinéa a);</p> <p>c) l’expédition de ces substances.</p>	<p>30 « usine d’équarrissage » “rendering plant”</p>
	<p>(6) Paragraph 2(3)(b) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>(6) Le paragraphe 2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	<p>35</p>
	<p>(b) by reference to substances, or to the quantity or concentration in which substances are contained in other substances,</p>	<p>(3) La désignation des substances toxiques peut se faire en fonction de la quantité ou concentration de certains de leurs compo-</p>	<p>40 Incorporation par renvoi</p>

specified in any published document, as amended from time to time.

sants; en outre, il peut être précisé, dans les règlements ministériels incorporant par renvoi des listes de substances toxiques ou des quantités ou concentrations de certains de leurs composants, qu'elles sont incorporées avec leurs modifications successives.

91. Subsection 16(1) of the Act is replaced by the following:

91. Le paragraphe 16(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Importation into Canada

16. (1) If a person imports into Canada any animal, animal product, animal by-product, animal food or veterinary biologic, or any other thing used in respect of animals or contaminated by a disease or toxic substance, the person shall, either before or at the time of importation, present the animal, animal product, animal by-product, animal food, veterinary biologic or other thing to an inspector, officer or customs officer who may inspect it or restrict or prohibit its movement until it has been inspected or otherwise dealt with by an inspector or officer.

16. (1) L'importateur d'animaux, de produits ou sous-produits de ceux-ci, d'aliments pour animaux ou de produits vétérinaires biologiques, ainsi que de toute autre chose soit se rapportant aux animaux, soit contaminée par une maladie ou une substance toxique, les présente, au plus tard à l'importation, à un inspecteur, à un agent d'exécution ou à un agent des douanes qui peut les examiner lui-même ou prohiber ou restreindre leur déplacement jusqu'à ce qu'un inspecteur ou un agent d'exécution s'en charge.

Présentation pour inspection

Deemed compliance

(1.1) A person is deemed to have complied with subsection (1) if the person, when authorized to do so by an inspector, officer or customs officer, provides, in the manner specified by the inspector, officer or customs officer, information relating to the animal or thing required to be presented that is satisfactory to the inspector, officer or customs officer.

(1.1) Il est aussi réputé s'être conformé au paragraphe (1) s'il communique à l'agent d'exécution, l'agent des douanes ou l'inspecteur qui l'y autorise, selon les modalités que celui-ci précise, des renseignements sur les animaux ou choses à présenter que ce dernier estime suffisants.

Présentation de documents

92. The Act is amended by adding the following after section 16:

92. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16, de ce qui suit :

Order requiring importation and presentation at points of entry

16.1 (1) The Minister may, by order, require persons importing any of the following that are specified in the order to import them at any point of entry specified in the order, or at any point of entry: animals, animal products, animal by-products, animal food, veterinary biologics or other thing used in respect of animals or contaminated by a disease or toxic substance.

16.1 (1) Le ministre peut, par arrêté, exiger que les importateurs d'animaux ou de produits ou sous-produits de ceux-ci, d'aliments pour animaux ou de produits vétérinaires biologiques ou de toute autre chose soit se rapportant aux animaux, soit contaminée par une maladie ou une substance toxique qui sont précisés dans l'arrêté les importent soit à un point d'entrée quelconque, soit au point d'entrée précisé dans l'arrêté.

Arrêté relatif à la présentation à des points d'entrée

Prohibition

(2) No person shall import any animal, animal product, animal by-product, animal food, veterinary biologic or other thing in contravention of an order made under subsection (1).

(2) Il est interdit d'importer les produits, sous-produits, aliments, animaux ou choses visés au paragraphe (1) en contravention de l'arrêté.

Prohibition

Publication or notice required for conviction

(3) No person may be convicted of an offence for contravening subsection (2) unless, before the alleged contravention,

(a) the order was published in the *Canada Gazette*; or

(b) the person was notified of the order or reasonable steps were taken to ensure that it was accessible to persons likely to be affected by it.

(3) Nul ne peut être déclaré coupable d'une infraction au paragraphe (2) si, à la date du fait reproché, l'arrêté n'était pas publié dans la *Gazette du Canada*, sauf s'il est établi qu'à cette date l'arrêté avait été porté à sa connaissance ou que des mesures raisonnables avaient été prises pour en informer les personnes susceptibles d'être touchées.

Exception

Order not a statutory instrument

(4) An order made under subsection (1) is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act*, but it must be published in the *Canada Gazette* within 23 days after it is made.

(4) Les arrêtés pris au titre du paragraphe (1) sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* et publiés dans la *Gazette du Canada* dans les vingt-trois jours suivant leur prise.

Dérogation à la *Loi sur les textes réglementaires*

93. Subsection 18(4) of the Act is replaced by the following:

93. Le paragraphe 18(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Forfeiture if non-compliance

(4) If the animal or thing is not removed from Canada as required under this section, it shall, despite section 51 of the *Canadian Food Inspection Agency Act*, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.

(4) En cas d'inexécution de l'ordre, l'animal ou la chose visés sont, malgré l'article 51 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*, confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Confiscation

94. Subsection 19(3) of the Act is replaced by the following:

94. Le paragraphe 19(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Presentation and delivery of certificate

(3) A person who exports an animal from Canada by vessel or aircraft shall

(a) present the certificate referred to in paragraph (1)(b), or a copy of it, to an inspector or customs officer on request; and

(b) deliver a copy of the certificate to

(i) the master or agent of the vessel or the pilot in command or operator of the aircraft; and

(ii) the chief officer of customs of the port or airport from which the vessel or aircraft is to depart.

(3) L'exportateur doit, sur demande, présenter le certificat ou une copie de celui-ci à un inspecteur ou à un agent des douanes; il doit aussi en remettre une copie soit au capitaine ou mandataire du navire, soit au pilote ou à l'exploitant de l'aéronef, selon le cas, ainsi qu'au préposé en chef des douanes du port ou de l'aéroport qu'il s'apprête à quitter.

Présentation et remise du certificat

95. Section 29 of the Act is repealed.

95. L'article 29 de la même loi est abrogé.

96. Section 32 of the Act is repealed.

96. L'article 32 de la même loi est abrogé.

1997, ch. 6, art. 68

97. Sections 35 and 36 of the Act are repealed.

97. Les articles 35 et 36 de la même loi sont abrogés.

1995, c. 40,
ss. 55 to 59

98. The heading before section 38 and sections 38 to 47 of the Act are repealed.

98. L'intertitre précédant l'article 38 et les articles 38 à 47 de la même loi sont abrogés.

1995, ch. 40,
art. 55 à 59

99. Subsections 51(3) and (4) of the Act are replaced by the following:

99. Les paragraphes 51(3) et (4) de la même loi sont remplacés par ce qui suit : 5

Additional compensation

(3) In addition to the amount calculated under subsection (2), compensation may include such costs related to the controlling of diseases and the disposal of animals and things as are specified by the regulations. 5

(3) L'indemnisation s'étend en outre, lorsque les règlements le prévoient, aux frais de disposition, y compris de destruction, et aux coûts relatifs à la lutte contre des maladies.

Indemnité supplémentaire

Maximum

(4) The amount of compensation payable to an owner of an animal under this section may not exceed any maximum amount established under the regulations. 10

(4) L'indemnité payable au propriétaire de l'animal en vertu du présent article ne peut dépasser le maximum réglementaire. 10

Plafond

1995, c. 40,
s. 60

100. Subsection 54(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (b): 15

100. Le paragraphe 54(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1995, ch. 40,
art. 60

(b.1) the animal or thing in respect of which compensation is claimed was in contact with or in close proximity to an animal or thing referred to in paragraph (a) or (b); 20

54. (1) L'indemnité peut être retenue, même en partie, si, de l'avis du ministre, les animaux ou les choses visés par celle-ci soit ont servi ou donné lieu à une violation ou à une infraction à la présente loi par leur propriétaire ou la personne en ayant la possession, la responsabilité ou la charge, soit étaient contaminés par une maladie ou une substance toxique lors de leur importation au Canada, soit encore ont été en contact avec de tels animaux ou choses — ou dans leur voisinage immédiat —, soit enfin sont des substances toxiques, des vecteurs ou des agents causant des maladies. 15 20 25

Rétention de l'indemnité

1997, c. 6,
s. 71

101. Paragraphs 55(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

101. Les alinéas 55b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1997, ch. 6,
art. 71

(b) establishing maximum amounts, or the manner of calculating maximum amounts, for the purpose of compensation under sections 51 and 52; and 25

b) fixer les plafonds de l'indemnité visée aux articles 51 et 52 ou leur mode de calcul; 30

(c) specifying the costs related to the controlling of diseases and the disposal of animals and things for which compensation may be paid. 30

c) prévoir, dans le cas d'animaux ou de choses, les frais de disposition — notamment par destruction — et les coûts relatifs à la lutte contre des maladies pouvant faire l'objet d'une indemnisation. 35

102. Subsection 58(2) of the Act is replaced by the following:

102. Le paragraphe 58(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Travel allowances and expenses

(2) The Assessor is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in the course of the Assessor's duties under this Act while absent from the Assessor's ordinary place of work. 35

(2) Il a droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de ses fonctions en vertu de la présente loi hors de son lieu habituel de travail. 40

Frais

103. Subsections 59(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Staff

(2) The functions of any person necessary to carry out the purposes of sections 56 to 58 shall be carried out by the persons who carry out similar functions in respect of the Tribunal.

104. The heading before section 60 of the Act is replaced by the following:

COSTS

105. (1) Subsection 60(1) of the Act is replaced by the following:

Recovery of costs for inspections, etc.

60. (1) Her Majesty, and any person who has entered into an agreement with the Minister under section 34, may recover from any person referred to in subsection (2) any costs incurred by Her Majesty or the other person, as the case may be, in relation to anything required or authorized under this Act or the regulations, including, without restricting the generality of the foregoing,

(a) the inspection, treatment, segregation, quarantine, testing or analysis of a place, animal or thing, as the case may be, or the identification, storage, removal, disposal or return of an animal or thing, required or authorized under this Act or the regulations; and

(b) the forfeiture, disposal or detention of an animal or thing under this Act or the regulations.

(2) Subsection 60(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

Persons liable

(2) The costs are recoverable jointly and severally, or solidarily, from the owner or occupier of the place or the owner of the animal or thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, segregation, detention, forfeiture, quarantine, testing, analysis, identification, storage, removal, return or disposal.

106. (1) Subsection 61(1) of the Act is replaced by the following:

103. Les paragraphes 59(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Personnel

(2) Les fonctions du personnel nécessaire à l'application des articles 56 à 58 sont exercées par les titulaires de fonctions équivalentes de la Commission.

104. L'intertitre précédant l'article 60 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

FRAIS

105. (1) Le paragraphe 60(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Créance de Sa Majesté

60. (1) Sa Majesté ou toute personne ayant conclu avec le ministre un accord en application de l'article 34 peut recouvrer les frais liés aux mesures prises sous le régime de la présente loi et des règlements, notamment l'inspection, le traitement, l'isolation ou la mise en quarantaine, selon le cas, de lieux, d'animaux ou de choses, — ainsi que les tests ou analyses afférents — au titre de la présente loi ou des règlements, ou encore l'identification, le renvoi, l'entreposage, le transfert, la confiscation, la rétention ou la disposition, notamment par destruction, au même titre, de ces animaux ou choses.

(2) Le paragraphe 60(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Persons liable

(2) The costs are recoverable jointly and severally, or solidarily, from the owner or occupier of the place or the owner of the animal or thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, segregation, detention, forfeiture, quarantine, testing, analysis, identification, storage, removal, return or disposal.

106. (1) Le paragraphe 61(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Costs related to control areas

61. (1) Her Majesty may recover from any person mentioned in subsection (2) any costs incurred by Her Majesty in relation to taking any measures under section 27 in respect of a control area.

5

61. (1) Sa Majesté peut recouvrer les frais liés aux mesures prises sous le régime de l'article 27.

Créance de Sa Majesté

(2) Subsection 61(2) of the English version of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 61(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

5

Persons liable

(2) The costs are recoverable from any persons who through their fault or negligence, or that of others for whom in law they are responsible, caused or contributed to the causation of the existence or spread of the disease or toxic substance in respect of which the control area was declared.

(2) The costs are recoverable from any persons who through their fault or negligence, or that of others for whom in law they are responsible, caused or contributed to the causation of the existence or spread of the disease or toxic substance in respect of which the control area was declared.

Persons liable

107. Section 62 of the Act is repealed.

15

107. L'article 62 de la même loi est abrogé.

15

1993, c. 34, s. 75

108. Section 63 of the English version of the Act is replaced by the following:

108. L'article 63 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 34, art. 75

Unpaid costs

63. Any costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.

20

63. Any costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.

Unpaid costs

109. (1) Subsection 64(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):

109. (1) Le paragraphe 64(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

(a.1) respecting the presentation of animals and things, including documents, at points of entry;

a.1) régir la présentation d'animaux ou de choses, dont des documents, aux points d'entrée;

(2) Paragraphs 64(1)(u) and (v) of the French version of the Act are replaced by the following:

(2) Les alinéas 64(1)u) et v) de la version française de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

u) régir la construction, l'exploitation et l'entretien des dépôts d'équarrissage et des usines d'équarrissage ou d'aliments pour animaux;

u) régir la construction, l'exploitation et l'entretien des dépôts d'équarrissage et des usines d'équarrissage ou d'aliments pour animaux;

v) régir l'importation, la préparation, la fabrication, la conservation, le conditionnement, le stockage, la distribution, la vente — y compris les conditions de celle-ci et la publicité afférente — des produits de ces dépôts et usines;

v) régir l'importation, la préparation, la fabrication, la conservation, le conditionnement, le stockage, la distribution, la vente — y compris les conditions de celle-ci et la publicité afférente — des produits de ces dépôts et usines;

1993, c. 34, s. 76(2)

(3) Paragraphs 64(1)(z.2) to (z.4) of the Act are repealed.

(3) Les alinéas 64(1)z.2) à z.4) de la même loi sont abrogés.

1993, ch. 34, par. 76(2)

	110. The Act is amended by adding the following after section 64:	110. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 64, de ce qui suit :	
Incorporation by reference of externally produced material	<p>64.1 (1) A regulation may incorporate by reference material produced by a person or body other than the Agency, including</p> <p>(a) an organization established for the purpose of writing standards;</p> <p>(b) an industrial or trade organization; and</p> <p>(c) a government, government agency or international body.</p>	<p>64.1 (1) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit par une personne ou un organisme autre que l'Agence, notamment par :</p> <p>a) un organisme de normalisation;</p> <p>b) une organisation commerciale ou industrielle;</p> <p>c) un gouvernement, un organisme gouvernemental ou une organisation internationale.</p>	Documents externes
Reproduced or translated material	<p>(2) A regulation may incorporate by reference material that the Agency reproduces or translates from material produced by the other person or body</p> <p>(a) with any adaptations of form and reference that will facilitate the incorporation of the material in the regulation; or</p> <p>(b) in a form that sets out only the parts of the material that apply for the purposes of the regulation.</p>	<p>(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document qui résulte de la reproduction ou de la traduction, par l'Agence, d'un document produit par l'autre personne ou organisme et qui comporte, selon le cas :</p> <p>a) des adaptations quant à la forme et aux renvois destinées à en faciliter l'incorporation;</p> <p>b) seulement les passages pertinents pour l'application du règlement.</p>	Documents reproduits ou traduits
Jointly produced material	<p>(3) A regulation may incorporate by reference material that the Agency produces jointly with another government or government agency for the purpose of harmonizing the regulation with other laws.</p>	<p>(3) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit conjointement par l'Agence et un autre gouvernement ou organisme gouvernemental en vue d'assurer l'harmonisation avec d'autres règles de droit.</p>	Documents produits conjointement
Internally produced standards	<p>(4) A regulation may incorporate by reference technical or explanatory material that the Agency produces, such as</p> <p>(a) specifications, classifications, illustrations, graphs and other information of a technical nature; and</p> <p>(b) test methods, procedures, operational standards, safety standards and performance standards of a technical nature.</p>	<p>(4) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document technique ou explicatif produit par l'Agence, notamment :</p> <p>a) des spécifications, classifications, illustrations, graphiques ou toute autre information de nature technique;</p> <p>b) des méthodes d'essai, des procédures ou des normes d'exploitation, de rendement ou de sécurité, qui sont de nature technique.</p>	Normes techniques dans des documents internes
Incorporation as amended from time to time	<p>(5) A regulation may incorporate by reference material as amended from time to time.</p>	<p>(5) L'incorporation par renvoi peut viser le document avec ses modifications successives.</p>	Portée de l'incorporation

Incorporated material is not a regulation

(6) Material that is incorporated by reference in a regulation is not a regulation for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.

(6) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la *Loi sur les textes réglementaires*, valeur de règlement.

Nature du document incorporé

Defence

64.2 No person may be convicted of an offence or subjected to a penalty for the contravention of a provision of a regulation that incorporates material by reference, unless it is proved that, at the time of the alleged contravention,

64.2 Aucune sanction ne peut découler du non-respect d'une disposition d'un règlement dans laquelle un document est incorporé par renvoi, sauf s'il est prouvé que, au moment du fait reproché, le contrevenant avait facilement accès au document, des mesures raisonnables avaient été prises pour que les intéressés puissent y avoir accès ou celui-ci était publié dans la *Gazette du Canada*.

Moyen de défense

(a) the material was reasonably accessible to the person;

(b) reasonable steps had been taken to ensure that the material was accessible to persons likely to be affected by the regulation; or

(c) the material had been published in the *Canada Gazette*.

111. The portion of section 66 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

111. Le passage de l'article 66 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Failure to comply with notices or conditions

66. Every person who fails to comply with a notice delivered to the person under section 18, 25, 27, 37 or 48 or the regulations or who fails to comply with a condition of a permit or licence issued under the regulations is guilty of

66. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a été signifié au titre des articles 18, 25, 27, 37 ou 48 ou des règlements, ou aux conditions d'une licence ou d'un permis délivrés en vertu des règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Autres contraventions

1995, c. 40, s. 63

112. Sections 68 to 74 of the Act are replaced by the following:

112. Les articles 68 à 74 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 40, art. 63

Continuing offences

68. A contravention of this Act or the regulations that is committed or continued on more than one day is deemed to constitute a separate offence for each day on which the contravention is committed or continued.

68. Il est compté une infraction distincte à la présente loi ou à ses règlements pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute contravention à l'une de leurs dispositions.

Infractions continues

Offences by corporate officers, etc.

69. If a corporation commits an offence under this Act, any officer, director, agent or mandatary of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted.

69. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie.

Dirigeants des personnes morales

Offences by employees, agents or mandataries

70. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

70. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour établir la responsabilité pénale de l'accusé, d'établir que l'infraction a été commise par son employé ou son mandataire, que celui-ci ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant qu'il avait pris les mesures nécessaires pour empêcher l'infraction.

Employés ou mandataires

Place of trial

71. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where

(a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;

(b) the accused was apprehended; or

(c) the accused happens to be, or is carrying on business.

71. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

Ressort

Additional fine

72. A court that convicts a person for an offence under this Act may, if satisfied that the person acquired monetary benefits or that monetary benefits accrued to the person as a result of committing the offence, order the person to pay an additional fine above the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed, in an amount equal to the court's finding of the amount of those monetary benefits.

72. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il est convaincu que le contrevenant a tiré des avantages financiers de la perpétration de celle-ci, lui infliger, à titre d'amende supplémentaire, indépendamment de l'amende maximale qui peut être infligée en vertu de la présente loi, le montant qu'il juge égal à ces avantages.

Amende supplémentaire

Revoking licences, etc.

73. If a person is convicted of an offence under this Act in respect of any matter relating to any activity under a licence, permit or other document issued under this Act, the convicting court may, by order, in addition to any punishment imposed,

(a) revoke the licence, permit or other document or suspend it for any period that the court considers appropriate; and

(b) prohibit the person to whom the licence, permit or other document was issued from applying for any licence, permit or other document under this Act during any period that the court considers appropriate.

73. En cas de déclaration de culpabilité pour une infraction à la présente loi commise dans l'exercice d'activités régies par une licence, un permis ou un autre document délivré sous le régime de la présente loi, le tribunal peut par ordonnance, en sus de toute autre peine infligée :

a) révoquer la licence, le permis ou tout autre document ou les suspendre pour la période qu'il estime indiquée;

b) interdire au titulaire de présenter une nouvelle demande de licence, de permis ou d'autre document sous le régime de la présente loi pendant la période qu'il estime indiquée.

Révocation ou suspension des permis, licences

Orders of court

74. If a person is convicted of an offence under this Act, the court may, in addition to any punishment imposed, and having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an

74. En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant à la personne déclarée coupable tout ou partie des obligations suivantes :

Ordonnance du tribunal

order having any or all of the following effects:

(a) prohibiting the person from doing any act or engaging in any activity that may, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence; 5

(b) directing the person to compensate the Minister or the Agency, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or on behalf of the Minister 10 or the Agency as a result of the commission of the offence;

(c) directing the person to perform community service in accordance with any conditions that may be specified in the order; 15

(d) requiring the person to comply with any other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good conduct and for preventing the person from repeating the offence or committing other 20 offences;

(e) directing the person to provide security in a form and in an amount satisfactory to the court for the purpose of ensuring compliance with any prohibition, direction 25 or requirement mentioned in this section; and

(f) directing the person to submit to the Agency, on application by the Agency within three years after the date of the 30 conviction, any information respecting the activities of the person that the court considers appropriate in the circumstances.

Suspended sentence

74.1 (1) If a person is convicted of an offence under this Act and the court suspends 35 the passing of sentence under paragraph 731(1)(a) of the *Criminal Code*, the court may, in addition to making a probation order under that paragraph, make an order directing the person to comply with any prohibition, direc- 40 tion or requirement mentioned in section 74.

Imposition of sentence

(2) If a person whose sentence has been suspended fails to comply with an order made under subsection (1) or is convicted, within three years after the day on which the order 45

a) s'abstenir de tout acte ou toute activité risquant d'entraîner, à son avis, la continuation de l'infraction ou la récidive;

b) indemniser le ministre ou l'Agence, selon le cas, en tout ou en partie, des frais 5 exposés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou susceptibles de résulter de la perpétration de l'infraction;

c) exécuter des travaux d'intérêt collectif aux conditions qui figurent dans l'ordon- 10 nance;

d) satisfaire aux autres exigences qu'il estime justifiées pour assurer sa bonne conduite et empêcher toute récidive ou perpétration d'autres infractions; 15

e) en garantie de l'acquittement des obligations imposées au titre du présent article, fournir la sûreté dont il détermine le montant ou la nature;

f) fournir à l'Agence, sur demande présen- 20 tée par celle-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements relatifs à ses activités que le tribunal estime justifiés en l'occurrence.

74.1 (1) Le tribunal qui, en vertu de l'alinéa 25 Sursis 731(1)a) du *Code criminel*, surseoit au prononcé de la peine contre la personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, en plus de toute ordonnance de probation rendue au titre de cet alinéa, peut, par ordonnance, 30 enjoindre à cette personne de se conformer à l'une ou plusieurs des obligations mentionnées à l'article 74.

(2) Sur demande du procureur général du 35 Inobservation de l'ordonnance Canada, le tribunal peut, lorsqu'une personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ne se conforme pas aux

	<p>was made, of another offence under this Act, the court may, on the application of the Attorney General of Canada, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended. 5</p>	<p>modalités de celle-ci ou est déclarée coupable d'une autre infraction à la présente loi dans les trois ans qui suivent la date de l'ordonnance, infliger à cette personne la peine qui aurait pu lui être infligée s'il n'y avait pas eu de sursis. 5</p>	
Contravention of order	<p>74.2 Every person convicted of an offence under this Act who subsequently contravenes an order made under section 74 or 74.1 is</p> <p>(a) guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on summary conviction for the original offence; or</p> <p>(b) guilty of an indictable offence and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on conviction on indictment for the original offence. 10 15</p>	<p>74.2 Quiconque est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi et contrevient par la suite à une ordonnance rendue en vertu des articles 74 ou 74.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :</p> <p>a) par procédure sommaire, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne coupable de l'infraction originale;</p> <p>b) par mise en accusation, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne qui est coupable de l'infraction originale. 10 15</p>	Ordonnance : contravention
Limitation period	<p>74.3 No proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted more than two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose. 20</p>	<p>74.3 Les procédures visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter du fait en cause. 20</p>	Prescription
Publication of facts of offence	<p>74.4 If a person is convicted of an offence under this Act, the Minister or the Agency may publish the facts of the offence and recover the costs of publication from the person. 25</p>	<p>74.4 Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, le ministre ou l'Agence peut procéder à la publication des faits liés à la perpétration de l'infraction et en recouvrer les frais auprès de la personne. 25</p>	Publication
Recovery of fines	<p>74.5 If a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings. 30 35 40</p>	<p>74.5 Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même tribunal en matière civile. 30 35 40</p>	Recouvrement
Debt due to Her Majesty	<p>74.6 (1) If the court makes an order under section 74 directing a person to pay an amount of money or the Minister or the Agency pays publication costs under section 74.4, the amount and any interest payable on it consti- 45</p>	<p>74.6 (1) Les sommes dont le paiement est ordonné aux termes d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 74 et les frais de publication qu'expose le ministre ou l'Agence au titre de l'article 74.4, ainsi que les intérêts 45</p>	Créances de Sa Majesté

tute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in a court of competent jurisdiction.

afférents, constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente.

Limitation on recovery

(2) A debt due to Her Majesty under this section may be recovered at any time within the five-year period following the time when the debt became due.

(2) Le recouvrement des créances de Sa Majesté visées au présent article se prescrit par cinq ans à compter de la date où elles ont pris naissance. 5 Prescription

EVIDENCE

PREUVE

Certificates and reports

74.7 (1) In proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or President, or of an inspector, analyst or officer, purporting to have been signed by that person is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it. 10

74.7 (1) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction à la présente loi, la déclaration, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant signé par le ministre, le président, l'inspecteur, l'analyste ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu. 15

Déclaration, certificat ou rapport

Copies and extracts

(2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record, book of account or other document that is made by the Minister or President, or by an inspector, analyst or officer, and that appears to have been certified under the signature of that person as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way. 20

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis par le ministre, le président, l'inspecteur, l'analyste ou l'agent d'exécution et paraissant certifiée conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle. 25

Copies ou extraits

Presumed date of issue

(3) A document referred to in this section is, in the absence of evidence to the contrary, deemed to have been issued on the date that it bears. 35

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent. 30

Date

Notice

(4) No document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has given the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract. 40

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en joignant une copie de ceux-ci. y 35

Préavis

Transitional — rules

113. Until rules made under subsection 59(1) of the *Health of Animals Act* come into force, the rules respecting the conduct of appeals mentioned in section 56 of that Act and the procedure for bringing those appeals are the rules made under section 18 of the *Pesticide Residue Compensation Act* respecting the procedure for bringing appeals to the Assessor under that Act and the conduct of those appeals, to the extent that those rules are not inconsistent with sections 56 to 58 of the *Health of Animals Act*.

113. Jusqu'à l'entrée en vigueur des règles édictées sous le régime du paragraphe 59(1) de la *Loi sur la santé des animaux*, les règles en matière de formation et de procédure d'appel édictées en vertu de l'article 18 de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides* s'appliquent aux appels formés sous le régime de l'article 56 de la *Loi sur la santé des animaux*, dans la mesure où elles sont compatibles avec les articles 56 à 58 de cette loi.

Disposition transitoire : règles

Transitional — pending appeals

114. An appeal brought under section 56 of the *Health of Animals Act* before the day on which subsection 90(3) of this Act comes into force shall be heard by the Assessor, within the meaning of subsection 2(1) of that Act on the day on which subsection 90(3) of this Act comes into force, unless the Assessor, within the meaning of subsection 2(1) of that Act, had, before that day, commenced to hear it, in which case it will continue to be heard by that Assessor.

114. Les appels interjetés en vertu de l'article 56 de la *Loi sur la santé des animaux* avant la date d'entrée en vigueur du paragraphe 90(3) de la présente loi sont poursuivis devant l'évaluateur, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la santé des animaux* à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 90(3) de la présente loi, à moins que l'évaluateur, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la santé des animaux*, avant cette date, n'ait commencé l'audition de l'affaire; dans ce cas, ce dernier doit poursuivre l'affaire.

Disposition transitoire : appel

PART 9

PARTIE 9

PLANT PROTECTION ACT

LOI SUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX

1990, c. 22; 1992, c. 47; 1993, c. 34; 1994, c. 38; 1995, c. 40; 1997, c. 6

1990, ch. 22; 1992, ch. 47; 1993, ch. 34; 1994, ch. 38; 1995, ch. 40; 1997, ch. 6

115. (1) The definitions "justice" and "peace officer" in section 3 of the *Plant Protection Act* are repealed.

115. (1) Les définitions de « agent de la paix » et « juge de paix », à l'article 3 de la *Loi sur la protection des végétaux*, sont abrogées.

(2) The definitions "Assessor", "inspector" and "Tribunal" in section 3 of the Act are replaced by the following:

(2) Les définitions de « Commission », « évaluateur » et « inspecteur », à l'article 3 de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :

1995, c. 40, s. 75; 1997, c. 6, s. 81

1995, ch. 40, art. 75; 1997, ch. 6, art. 81

"Assessor" « évaluateur »

"Assessor" means the Chairperson of the Tribunal or, if the Chairperson is absent or unable to act or the Chairperson's position is vacant, the member of the Tribunal designated under subsection 33(2) of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* to act as Chairperson pending the appointment of a replacement;

« Commission » La Commission de révision prorogée par l'article 27 de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*.
« évaluateur » Le président de la Commission ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, ou de vacance de son poste, le membre auquel est confié l'intérim en vertu

« Commission » "Tribunal"

« évaluateur » "Assessor"

<p>“inspector” « inspecteur »</p>	<p>“inspector” means a person designated as an inspector under subsection 13(3) of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i>;</p>	<p>du paragraphe 33(2) de la <i>Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire</i>.</p>	
<p>“Tribunal” « Commission »</p>	<p>“Tribunal” means the Review Tribunal continued by section 27 of the <i>Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act</i>;</p>	<p>« inspecteur » Personne désignée à ce titre en vertu du paragraphe 13(3) de la <i>Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments</i>.</p>	<p>« inspecteur » “inspector”</p>
<p>(3) Section 3 of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:</p>		<p>(3) L’article 3 de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :</p>	
<p>“Agency” « Agence »</p>	<p>“Agency” means the Canadian Food Inspection Agency established by section 3 of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i>;</p>	<p>« Agence » L’Agence canadienne d’inspection des aliments constituée par l’article 3 de la <i>Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments</i>.</p>	<p>« Agence » “Agency”</p>
<p>“customs officer” « agent des douanes »</p>	<p>“customs officer” means a person employed in the administration or enforcement of the <i>Customs Act</i> and includes any member of the Royal Canadian Mounted Police.</p>	<p>« agent des douanes » Toute personne affectée à l’exécution ou au contrôle d’application de la <i>Loi sur les douanes</i>. Sont inclus les membres de la Gendarmerie royale du Canada.</p>	<p>« agent des douanes » “customs officer”</p>
<p>“point of entry” « point d’entrée »</p>	<p>“point of entry” means a point of entry designated under section 18.2 of the <i>Canadian Food Inspection Agency Act</i>;</p>	<p>« point d’entrée » Point d’entrée désigné en vertu de l’article 18.2 de la <i>Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments</i>.</p>	<p>« point d’entrée » “point of entry”</p>
<p>“President” « président »</p>	<p>“President” means the President of the</p>	<p>« point d’entrée » Point d’entrée désigné en vertu de l’article 18.2 de la <i>Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments</i>.</p> <p>« président » Le président de l’Agence.</p>	<p>« point d’entrée » “point of entry”</p> <p>« président » “President”</p>
<p>116. The Act is amended by adding the following before section 7:</p>		<p>116. La même loi est modifiée par adjonction, avant l’article 7, de ce qui suit :</p>	
<p>Order requiring importation and presentation at points of entry</p>	<p>6.1 (1) The Minister may, by order, require persons importing things that are specified in the order to import them at any point of entry specified in the order, or at any point of entry, and to present them at the point of entry to an inspector or customs officer for inspection.</p>	<p>6.1 (1) Le ministre peut, par arrêté, exiger que les importateurs de choses qui sont précisées dans l’arrêté les importent soit à un point d’entrée quelconque, soit au point d’entrée précisé dans l’arrêté et les y présentent à un agent des douanes ou à un inspecteur pour inspection.</p>	<p>Arrêté relatif à la présentation à des points d’entrée</p>
<p>Prohibition</p>	<p>(2) No person shall import any thing in contravention of an order made under subsection (1).</p>	<p>(2) Il est interdit d’importer les choses visées au paragraphe (1) en contravention de l’arrêté.</p>	<p>Prohibition</p>
<p>Publication or notice required for conviction</p>	<p>(3) No person may be convicted of an offence for contravening subsection (2) unless, before the alleged contravention,</p> <p>(a) the order was published in the <i>Canada Gazette</i>; or</p> <p>(b) the person was notified of the order or reasonable steps were taken to ensure that it was accessible to persons likely to be affected by it.</p>	<p>(3) Nul ne peut être déclaré coupable d’une infraction au paragraphe (2) si, à la date du fait reproché, l’arrêté n’était pas publié dans la <i>Gazette du Canada</i>, sauf s’il est établi qu’à cette date l’arrêté avait été porté à sa connaissance ou que des mesures raisonnables avaient été prises pour en informer les personnes susceptibles d’être touchées.</p>	<p>Exception</p>

Order not a
statutory
instrument

(4) An order made under subsection (1) is exempt from the application of sections 3, 5 and 11 of the *Statutory Instruments Act*, but it must be published in the *Canada Gazette* within 23 days after it is made.

(4) Les arrêtés pris au titre du paragraphe (1) sont soustraits à l'application des articles 3, 5 et 11 de la *Loi sur les textes réglementaires* et publiés dans la *Gazette du Canada* dans les 23 jours suivant leur prise.

Dérogation à
la *Loi sur les
textes
réglementaires*

117. Subsection 8(3) of the Act is replaced by the following:

117. Le paragraphe 8(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Forfeiture if
non-
compliance

(3) If a thing is not removed from Canada as required under this section, it shall, despite section 51 of the *Canadian Food Inspection Agency Act*, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.

(3) En cas d'inexécution de l'ordre, la chose visée est, malgré l'article 51 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*, confisquée au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Confiscation

1997, c. 6,
s. 82

118. Section 21 of the Act is repealed.

118. L'article 21 de la même loi est abrogé.

1997, ch. 6,
art. 82

119. Section 23 of the Act is repealed.

119. L'article 23 de la même loi est abrogé.

1995, c. 40,
ss. 76 to 80

120. The heading before section 25 and sections 25 to 34 of the Act are repealed.

120. L'intertitre précédant l'article 25 et les articles 25 à 34 de la même loi sont abrogés.

1995, ch. 40,
art. 76 à 80

121. Section 37 of the Act and the heading before it are repealed.

121. L'article 37 de la même loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.

122. Subsection 42(2) of the Act is replaced by the following:

122. Le paragraphe 42(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Travel
allowances
and expenses

(2) The Assessor is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred in the course of the Assessor's duties under this Act while absent from the Assessor's ordinary place of work.

(2) Il a droit aux frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de ses fonctions en vertu de la présente loi hors de son lieu habituel de travail.

Frais

123. Subsections 43(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

123. Les paragraphes 43(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Staff

(2) The functions of any person necessary to carry out the purposes of sections 40 to 42 shall be carried out by the persons who carry out similar functions in respect of the Tribunal.

(2) Les fonctions du personnel nécessaire à l'application des articles 40 à 42 sont exercées par les titulaires de fonctions équivalentes de la Commission.

Personnel

124. The heading before section 44 is replaced by the following:

124. L'intertitre précédant l'article 44 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

COSTS

FRAIS

125. (1) Subsection 44(1) of the Act is replaced by the following:**125. (1) Le paragraphe 44(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Recovery of costs for inspections, etc.

44. (1) Her Majesty may recover from any person referred to in subsection (2) any costs incurred by Her Majesty in relation to anything required or authorized under this Act or the regulations, including, without limiting the generality of the foregoing,

44. (1) Sa Majesté peut recouvrer les frais liés à l'inspection ou au traitement de lieux ou de choses — ainsi qu'aux tests ou analyses afférents — effectués sous le régime de la présente loi ou des règlements, et à toutes autres mesures — notamment mise en quarantaine, renvoi, disposition, entreposage, transfert, confiscation automatique aux termes de l'article 35, confiscation ou disposition, notamment par destruction, des choses — prises sous ce même régime.

Créance de Sa Majesté

(a) the inspection, treatment, testing or analysis of a place or thing, or the quarantine, storage, removal, disposal or return of a thing, required or authorized under this Act or the regulations; and

(b) the confiscation, forfeiture or disposal of a thing under this Act or the regulations.

(2) Subsection 44(2) of the English version of the Act is replaced by the following:**(2) Le paragraphe 44(2) de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

Persons liable

(2) The costs are recoverable jointly and severally, or solidarily, from the owner or occupier of the place or owner of the thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, testing, analysis, quarantine, storage, removal, return or disposal or, in the case of a thing confiscated, forfeited or disposed of under this Act or the regulations, immediately before its confiscation, forfeiture or disposal.

(2) The costs are recoverable jointly and severally, or solidarily, from the owner or occupier of the place or owner of the thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, testing, analysis, quarantine, storage, removal, return or disposal or, in the case of a thing confiscated, forfeited or disposed of under this Act or the regulations, immediately before its confiscation, forfeiture or disposal.

Persons liable

126. Section 45 of the Act is repealed.**126. L'article 45 de la même loi est abrogé.**

1993, c. 34, s. 102

127. Section 46 of the English version of the Act is replaced by the following:**127. L'article 46 de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

1993, ch. 34, art. 102

Unpaid costs

46. Any costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.

46. Any costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.

Unpaid costs

128. (1) Paragraph 47(e) of the Act is replaced by the following:**128. (1) L'alinéa 47e) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(e) respecting the presentation of things, including documents, for the purposes of this Act at points of entry;

e) régir la présentation, pour l'application de la présente loi, de choses, dont des documents, aux points d'entrée;

(2) Paragraph 47(m) of the Act is replaced by the following:**(2) L'alinéa 47m) de la même loi est remplacé par ce qui suit :**

(m) respecting the disposition of things forfeited or confiscated under this Act;

m) régir la destruction ou toute autre forme de disposition des choses confisquées en application de la présente loi;

1993, c. 34,
s. 103

(3) Section 47 of the Act is amended by adding the word “and” after paragraph (p) and by repealing paragraphs (r) and (s).

(3) Les alinéas 47r) et s) de la même loi sont abrogés.

1993, ch. 34,
art. 103

129. The Act is amended by adding the following after section 47:

129. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 47, de ce qui suit :

Incorporation by reference of externally produced material

47.1 (1) A regulation may incorporate by reference material produced by a person or body other than the Agency, including

- (a) an organization established for the purpose of writing standards;
- (b) an industrial or trade organization; and
- (c) a government, government agency or international body.

47.1 (1) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit par une personne ou un organisme autre que l'Agence, notamment par :

- a) un organisme de normalisation, y compris tout organisme agréé par le Conseil canadien des normes;
- b) une organisation commerciale ou industrielle;
- c) un gouvernement, un organisme gouvernemental ou une organisation internationale.

5 Documents externes

Reproduced or translated material

(2) A regulation may incorporate by reference material that the Agency reproduces or translates from material produced by the other person or body

- (a) with any adaptations of form and reference that will facilitate the incorporation of the material in the regulation; or
- (b) in a form that sets out only the parts of the material that apply for the purposes of the regulation.

(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document qui résulte de la reproduction ou de la traduction, par l'Agence, d'un document produit par l'autre personne ou organisme et qui comporte, selon le cas :

- a) des adaptations quant à la forme et aux renvois destinées à en faciliter l'incorporation;
- b) seulement les passages pertinents pour l'application du règlement.

Documents reproduits ou traduits

Jointly produced material

(3) A regulation may incorporate by reference material that the Agency produces jointly with another government or government agency for the purpose of harmonizing the regulation with other laws.

(3) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document produit conjointement par l'Agence et un autre gouvernement ou organisme gouvernemental en vue d'assurer l'harmonisation avec d'autres règles de droit.

Documents produits conjointement

Internally produced standards

(4) A regulation may incorporate by reference technical or explanatory material that the Agency produces, such as

- (a) specifications, classifications, illustrations, graphs and other information of a technical nature; and
- (b) test methods, procedures, operational standards, safety standards and performance standards of a technical nature.

(4) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document technique ou explicatif produit par l'Agence, notamment :

- a) des spécifications, classifications, illustrations, graphiques ou toute autre information de nature technique;
- b) des méthodes d'essai, des procédures ou des normes d'exploitation, de rendement ou de sécurité, qui sont de nature technique.

Normes techniques dans des documents internes

Incorporation as amended from time to time	(5) A regulation may incorporate by reference material as amended from time to time.	(5) L'incorporation par renvoi peut viser le document avec ses modifications successives.	Portée de l'incorporation
Incorporated material is not a regulation	(6) Material that is incorporated by reference in a regulation is not a regulation for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i> .	(6) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> , valeur de règlement.	Nature du document incorporé
Defence	<p>47.2 No person may be convicted of an offence or subjected to a penalty for the contravention of a provision of a regulation that incorporates material by reference, unless it is proved that, at the time of the alleged contravention,</p> <p>(a) the material was reasonably accessible to the person;</p> <p>(b) reasonable steps had been taken to ensure that the material was accessible to persons likely to be affected by the regulation; or</p> <p>(c) the material had been published in the <i>Canada Gazette</i>.</p>	<p>47.2 Aucune sanction ne peut découler du non-respect d'une disposition d'un règlement dans laquelle un document est incorporé par renvoi, sauf s'il est prouvé que, au moment du fait reproché, le contrevenant avait facilement accès au document, des mesures raisonnables avaient été prises pour que les intéressés puissent y avoir accès ou celui-ci était publié dans la <i>Gazette du Canada</i>.</p>	Moyen de défense
Failure to comply with notices	<p>130. The portion of section 49 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:</p> <p>49. Every person who fails to comply with a notice communicated to the person under section 6, 8, 24, or 36 or the regulations is guilty of</p>	<p>130. Le passage de l'article 49 de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :</p> <p>49. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a été signifié au titre des articles 6, 8, 24 ou 36 ou des règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :</p>	Contraventions autres
1995, c. 40, s. 85	131. Sections 51 to 57 of the Act are replaced by the following:	131. Les articles 51 à 57 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :	1995, ch. 40, art. 85
Continuing offences	51. A contravention of this Act or the regulations that is committed or continued on more than one day is deemed to constitute a separate offence for each day on which the contravention is committed or continued.	51. Il est compté une infraction distincte la présente loi ou à ses règlements pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute contravention à l'une de leurs dispositions.	Infractions continues
Offences by corporate officers, etc.	52. If a corporation commits an offence under this Act, any officer, director, agent or mandatory of the corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted.	52. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie.	Dirigeants des personnes morales

Offences by employees, agents or mandataries

53. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee, agent or mandatary of the accused, whether or not the employee, agent or mandatary is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

53. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour établir la responsabilité pénale de l'accusé, d'établir que l'infraction a été commise par son employé ou son mandataire, que celui-ci ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant qu'il avait pris les mesures nécessaires pour empêcher l'infraction.

Employés ou mandataires

Place of trial

54. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where

(a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;

(b) the accused was apprehended; or

(c) the accused happens to be, or is carrying on business.

54. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

Ressort

Additional fine

55. A court that convicts a person for an offence under this Act may, if satisfied that the person acquired monetary benefits or that monetary benefits accrued to the person as a result of committing the offence, order the person to pay an additional fine above the maximum amount of any fine that may otherwise be imposed, in an amount equal to the court's finding of the amount of those monetary benefits.

55. Le tribunal saisi d'une poursuite pour infraction à la présente loi peut, s'il est convaincu que le contrevenant a tiré des avantages financiers de la perpétration de celle-ci, lui infliger, à titre d'amende supplémentaire, indépendamment de l'amende maximale qui peut être infligée en vertu de cette loi, le montant qu'il juge égal à ces avantages.

Amende supplémentaire

Revoking permits, etc.

56. If a person is convicted of an offence under this Act in respect of any matter relating to any activity under a permit, certificate or other document issued under this Act, the convicting court may, by order, in addition to any punishment imposed,

(a) revoke the permit, certificate or other document or suspend it for any period that the court considers appropriate; and

(b) prohibit the person to whom the permit, certificate or other document was issued from applying for any permit, certificate or other document under this Act during any period that the court considers appropriate.

56. En cas de déclaration de culpabilité pour une infraction à la présente loi commise dans l'exercice d'activités régies par un certificat, un permis ou autre document délivrés sous le régime de la présente loi, le tribunal peut par ordonnance, en sus de toute autre peine infligée :

a) révoquer le certificat, permis ou autre document ou les suspendre pour la période qu'il estime indiquée;

b) interdire au titulaire de présenter une nouvelle demande de certificat, permis ou autre document sous le régime de la présente loi pendant la période qu'il estime indiquée.

Révocation ou suspension des certificats, permis

Orders of court

57. If a person is convicted of an offence under this Act, the court may, in addition to any punishment imposed, and having regard to the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission, make an

57. En plus de toute peine infligée et compte tenu de la nature de l'infraction ainsi que des circonstances de sa perpétration, le tribunal peut rendre une ordonnance imposant à la personne déclarée coupable tout ou partie des obligations suivantes :

Ordonnance du tribunal

order having any or all of the following effects:

(a) prohibiting the person from doing any act or engaging in any activity that may, in the opinion of the court, result in the continuation or repetition of the offence; 5

(b) directing the person to compensate the Minister or the Agency, in whole or in part, for the cost of any remedial or preventive action taken by or on behalf of the Minister 10 or the Agency as a result of the commission of the offence;

(c) directing the person to perform community service in accordance with any conditions that may be specified in the order; 15

(d) requiring the person to comply with any other conditions that the court considers appropriate for securing the person's good conduct and for preventing the person from repeating the offence or committing other 20 offences;

(e) directing the person to provide security in a form and in an amount satisfactory to the court for the purpose of ensuring compliance with any prohibition, direction 25 or requirement mentioned in this section; and

(f) directing the person to submit to the Agency, on application by the Agency within three years after the date of the 30 conviction, any information respecting the activities of the person that the court considers appropriate in the circumstances.

Suspended sentence

57.1 (1) If a person is convicted of an offence under this Act and the court suspends 35 the passing of sentence under paragraph 731(1)(a) of the *Criminal Code*, the court may, in addition to making a probation order under that paragraph, make an order directing the person to comply with any prohibition, direc- 40 tion or requirement mentioned in section 57.

Imposition of sentence

(2) If a person whose sentence has been suspended fails to comply with an order made under subsection (1) or is convicted, within three years after the day on which the order 45

a) s'abstenir de tout acte ou toute activité risquant d'entraîner, à son avis, la continuation de l'infraction ou la récidive;

b) indemniser le ministre ou l'Agence, selon le cas, en tout ou en partie, des frais 5 exposés pour la réparation ou la prévention des dommages résultant ou susceptibles de résulter de la perpétration de l'infraction;

c) exécuter des travaux d'intérêt collectif aux conditions précisées dans l'ordonnan- 10 ce;

d) satisfaire aux autres exigences qu'il estime justifiées pour assurer sa bonne conduite et empêcher toute récidive ou perpétration d'autres infractions; 15

e) en garantie de l'acquittement des obligations imposées au titre du présent article, fournir la sûreté dont il détermine le montant ou la nature;

f) fournir à l'Agence, sur demande présen- 20 tée par celle-ci dans les trois ans suivant la déclaration de culpabilité, les renseignements relatifs à ses activités que le tribunal estime justifiés en l'occurrence.

57.1 (1) Le tribunal qui, en vertu de l'alinéa 25 Sursis 731(1)a) du *Code criminel*, surseoit au prononcé de la peine contre la personne déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, en plus de toute ordonnance de probation rendue au titre de cet alinéa, peut, par ordonnance, 30 enjoindre à cette personne de se conformer à l'une ou plusieurs des obligations mentionnées à l'article 57.

(2) Sur demande du procureur général du 35 Inobservation de l'ordonnance Canada, le tribunal peut, lorsqu'une personne visée par une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) ne se conforme pas aux

	was made, of another offence under this Act, the court may, on the application of the Attorney General of Canada, impose any sentence that could have been imposed if the passing of sentence had not been suspended. 5	modalités de celle-ci ou est déclarée coupable d'une autre infraction à la présente loi dans les trois ans qui suivent la date de l'ordonnance, infliger à cette personne la peine qui aurait pu lui être infligée s'il n'y avait pas eu de sursis. 5	
Contravention of order	<p>57.2 Every person convicted of an offence under this Act who subsequently contravenes an order made under section 57 or 57.1 is</p> <p>(a) guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on summary conviction for the original offence; or</p> <p>(b) guilty of an indictable offence and liable to a punishment not exceeding the maximum punishment to which a person is liable on conviction on indictment for the original offence. 10</p>	<p>57.2 Quiconque est déclaré coupable d'une infraction à la présente loi et contrevient par la suite à une ordonnance rendue en vertu des articles 57 ou 57.1 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :</p> <p>a) par procédure sommaire, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne coupable de l'infraction originale;</p> <p>b) par mise en accusation, la peine maximale qui peut être infligée par la même procédure à la personne qui est coupable de l'infraction originale. 15</p>	Ordonnance : contravention
Limitation period	<p>57.3 No proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted more than two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose. 20</p>	<p>57.3 Les procédures visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter du fait en cause. 20</p>	Prescription
Publication of facts of offence	<p>57.4 If a person is convicted of an offence under this Act, the Minister or the Agency may publish the facts of the offence and recover the costs of publication from the person. 25</p>	<p>57.4 Lorsqu'une personne est déclarée coupable d'une infraction à la présente loi, le ministre ou l'Agence peut procéder à la publication des faits liés à la perpétration de l'infraction et en recouvrer les frais auprès de la personne. 25</p>	Publication
Recovery of fines	<p>57.5 If a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as a punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings. 30</p>	<p>57.5 Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même tribunal en matière civile. 30</p>	Recouvrement
Debt due to Her Majesty	<p>57.6 (1) If the court makes an order under section 57 directing a person to pay an amount of money or the Minister or the Agency pays publication costs under section 57.4, the amount and any interest payable on it consti- 45</p>	<p>57.6 (1) Les sommes dont le paiement est ordonné aux termes d'une ordonnance rendue en vertu de l'article 57 et les frais de publication qu'expose le ministre ou l'Agence au titre de l'article 57.4, ainsi que les intérêts 45</p>	Créances de Sa Majesté

tute a debt due to Her Majesty and may be recovered as such in a court of competent jurisdiction.

afférents, constituent des créances de Sa Majesté dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant toute juridiction compétente.

Limitation on recovery

(2) A debt due to Her Majesty under this section may be recovered at any time within the five-year period following the time when the debt became due.

(2) Le recouvrement des créances de Sa Majesté visées au présent article se prescrit par cinq ans à compter de la date où elles ont pris naissance.

5 Prescription

EVIDENCE

PREUVE

Certificates and reports

57.7 (1) In proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or President, or of an inspector, purporting to have been signed by that person is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

57.7 (1) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction à la présente loi, la déclaration, le certificat, le rapport ou tout autre document paraissant signé par le ministre, le président ou l'inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

10 Déclaration, certificat ou rapport

Copies and extracts

(2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record, book of account or other document that is made by the Minister or President, or by an inspector, and that appears to have been certified under the signature of that person as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis par le ministre, le président ou l'inspecteur et paraissant certifiée conforme par lui est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

20 Copies ou extraits

Presumed date of issue

(3) A document referred to in this section is, in the absence of evidence to the contrary, deemed to have been issued on the date that it bears.

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent.

25 Date

Notice

(4) No document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has given the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.

30 Préavis

Transitional — rules

132. Until rules made under subsection 43(1) of the *Plant Protection Act* come into force, the rules respecting the conduct of appeals mentioned in section 40 of that Act

132. Jusqu'à l'entrée en vigueur des règles édictées sous le régime du paragraphe 43(1) de la *Loi sur la protection des végétaux*, les règles en matière de formation

45 Disposition transitoire : règles

and the procedure for bringing those appeals are the rules made under section 18 of the *Pesticide Residue Compensation Act* respecting the procedure for bringing appeals to the Assessor under that Act and the conduct of those appeals, to the extent that those rules are not inconsistent with sections 40 to 42 of the *Plant Protection Act*.

et de procédure d'appel édictées en vertu de l'article 18 de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides* s'appliquent aux appels formés sous le régime de l'article 40 de la *Loi sur la protection des végétaux*, dans la mesure où elles sont compatibles avec les articles 40 à 42 de cette loi.

Transitional —
pending
appeals

133. An appeal brought under section 40 of the *Plant Protection Act* before the day on which subsection 115(2) of this Act comes into force shall be heard by the Assessor, within the meaning of section 3 of that Act on the day on which subsection 115(2) of this Act comes into force, unless the Assessor, within the meaning of section 3 of that Act, had, before that day, commenced to hear it, in which case it will continue to be heard by that Assessor.

133. Les appels interjetés en vertu de l'article 40 de la *Loi sur la protection des végétaux* avant la date d'entrée en vigueur du paragraphe 115(2) de la présente loi sont poursuivis devant l'évaluateur, au sens de l'article 3 de la *Loi sur la protection des végétaux* à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 115(2) de la présente loi, à moins que l'évaluateur, au sens de l'article 3 de la *Loi sur la protection des végétaux*, avant cette date, n'ait commencé l'audition de l'affaire; dans ce cas, ce dernier doit poursuivre l'affaire.

Disposition
transitoire :
appels

PART 10

PARTIE 10

PLANT BREEDERS' RIGHTS ACT

LOI SUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

1990, c. 20;
1994, c. 38;
1995, c. 1;
1997, c. 6

1990, ch. 20;
1994, ch. 38;
1995, ch. 1;
1997, ch. 6

134. (1) The definition "protective direction" in subsection 2(1) of the *Plant Breeders' Rights Act* is repealed.

134. (1) La définition de « certificat temporaire », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur la protection des obtentions végétales*, est abrogée.

(2) The definitions "agreement country", "breeder", "country of the Union", "infringement" and "plant breeder's rights" in subsection 2(1) of the Act are replaced by the following:

(2) Les définitions de « certificat d'obtention », « État de l'Union », « obtenteur », « pays signataire » et « violation », au paragraphe 2(1) de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :

"agreement
country"
« pays
signataire »

"agreement country" means any country, or any of the following entities, that is designated by the Commissioner as an agreement country with a view to the fulfilment of a bilateral agreement concerning the rights of plant breeders made between Canada and that country or entity, namely,

« certificat d'obtention » Le certificat conférant à son titulaire les droits énumérés à l'article 5 ou aux articles 5.1 à 5.3, selon le cas.

« certificat
d'obtention »
"plant
breeder's
rights"

(a) any colony, protectorate or territory subject to the authority of another country or under its suzerainty, or

« État de l'Union » S'entend :
a) sous réserve de sa désignation à ce titre par le directeur en vue de l'exécution de la convention créant l'Union pour la protection des obtentions végétales à laquelle le Canada a adhéré, de l'une ou l'autre des entités suivantes :

« État de
l'Union »
"country of
the Union"

(b) any territory over which another country exercises a mandate or trusteeship;

40

“breeder”
« obtenteur »

“breeder”, in respect of a plant variety, means
(a) if a person acting within the scope of the person’s duties as an officer, servant or employee of another person originates, or discovers and develops, the plant variety, that other person, and
(b) a person not acting as described in paragraph (a) who originates, or discovers and develops, a plant variety;

(i) un pays,
(ii) une organisation intergouvernementale internationale,
(iii) une colonie, un protectorat ou un territoire placé sous l’autorité ou la souveraineté d’un autre pays,
(iv) un territoire placé sous mandat ou tutelle d’un autre pays;

“country of the Union”
« État de l’Union »

“country of the Union” means
(a) any of the following that is designated by the Commissioner as a country of the Union with a view to the fulfilment of a convention constituting a Union for protecting new varieties of plants that includes Canada among its members, namely,

b) d’un membre de l’Organisation mondiale du commerce au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi de mise en oeuvre de l’Accord sur l’Organisation mondiale du commerce.*

- (i) any country,
 - (ii) any international intergovernmental organization,
 - (iii) any colony, protectorate or territory subject to the authority of another country or under its suzerainty, or
 - (iv) any territory over which another country exercises a mandate or trusteeship, or
- (b) a Member of the World Trade Organization, as defined in subsection 2(1) of the *World Trade Organization Agreement Implementation Act*;

« obtenteur » Toute personne qui, agissant pour son propre compte, ou dont un agent ou autre préposé dans l’exercice de ses fonctions, crée, ou découvre et met au point, une variété végétale.

« obtenteur »
“breeder”

« pays signataire » Sous réserve de sa désignation à ce titre par le directeur en vue de l’exécution d’un accord bilatéral sur la protection des obtentions végétales conclu entre lui et le Canada, s’entend de tout pays ou des entités suivantes :

« pays signataire »
“agreement country”

- a) une colonie, un protectorat ou un territoire placé sous l’autorité ou la souveraineté d’un autre pays;
- b) un territoire placé sous mandat ou tutelle d’un autre pays.

“infringement”
« violation »

“infringement”, in relation to plant breeder’s rights, means the doing, without authority under this Act, of anything that the holder of those rights has the exclusive right to do under section 5, or under sections 5.1 to 5.3, as the case may be;

« violation » Le fait d’exercer, sans y être autorisé sous le régime de la présente loi, l’un des droits exclusifs conférés par l’article 5 ou les articles 5.1 à 5.3, selon le cas, au titulaire d’un certificat d’obtention.

« violation »
“infringement”

“plant breeder’s rights”
« certificat d’obtention »

“plant breeder’s rights” means the rights referred to in section 5, or in sections 5.1 to 5.3, as the case may be;

(3) Subsection 2(2) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 2(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Application of Act to agreement countries

(2) Despite anything in this Act, an agreement country may be designated by the Commissioner for all or any of the provisions of this Act or the regulations in so far as those provisions have reference, express or implied, to the agreement country.

(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la désignation par le directeur comme pays signataire peut se faire pour l'application de tout ou partie de cette loi ou de ses règlements, dans la mesure où le pays en cause y est expressément ou implicitement visé.

Application totale ou partielle de la loi : pays signataire

Deemed citizenship, etc.

(3) For the purpose of this Act, a person is deemed to be a citizen of or resident in, or in the case of a corporation to have a registered office in, a country of the Union that is an international intergovernmental organization if the person is a citizen of, or resident in or has a registered office in, any member country of the organization.

(3) Pour l'application de la présente loi, une personne est réputée être un citoyen ou résident d'un État de l'Union qui est une organisation intergouvernementale internationale, ou dans le cas d'une personne morale y avoir son établissement, si elle est un citoyen ou résident d'un pays membre de cette organisation ou, dans le cas d'une personne morale, a son établissement dans un tel pays.

Statut du demandeur

135. (1) The portion of subsection 5(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

135. (1) Le passage du paragraphe 5(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Nature of plant breeder's rights

5. (1) Subject to this Act, the holder of the plant breeder's rights respecting a plant variety granted before the day on which section 5.1 comes into force has the exclusive right

5. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, dans le cas où le certificat d'obtention a été délivré avant la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1, le titulaire a, à l'égard de la variété végétale qui en fait l'objet, ci-après appelée « variété protégée », les droits exclusifs suivants :

Droits du titulaire

(2) Paragraph 5(1)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) L'alinéa 5(1)(b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) de faire du matériel de multiplication de la variété protégée l'emploi répété nécessaire à la production commerciale d'une autre variété végétale;

b) de faire du matériel de multiplication de la variété protégée l'emploi répété nécessaire à la production commerciale d'une autre variété végétale;

136. The Act is amended by adding the following after section 5:

136. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5 de ce qui suit :

Nature of plant breeder's rights

5.1 (1) Subject to this Act, the holder of the plant breeder's rights respecting a plant variety granted on or after the day on which this section comes into force has the exclusive right to

5.1 (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, dans le cas où le certificat d'obtention a été délivré à la date d'entrée en vigueur du présent article ou par la suite, le titulaire a, à l'égard de la variété végétale qui en fait l'objet, ci-après appelée « variété protégée », les droits exclusifs suivants :

Droits du titulaire

(a) sell, and produce in Canada for the purpose of selling, propagating material, as such, of the plant variety;

a) produire au Canada, en vue de la vente, du matériel de multiplication de la variété protégée, en tant que tel, et le vendre;

(b) make repeated use of propagating material of the plant variety in order to produce commercially another plant variety if the repetition is necessary for that purpose;

b) faire du matériel de multiplication de la variété protégée l'emploi répété nécessaire

	<p>(c) condition propagating material of the plant variety for the purpose of propagating the plant variety;</p> <p>(d) export or import propagating material of the plant variety; 5</p> <p>(e) stock propagating material of the plant variety for the purpose of doing any act described in paragraphs (a) to (d); and</p> <p>(f) authorize, conditionally or unconditionally, the doing of any act described in 10 paragraphs (a) to (e).</p>	<p>à la production commerciale d'une autre variété végétale;</p> <p>c) conditionner le matériel de multiplication de la variété protégée aux fins de sa reproduction; 5</p> <p>d) exporter ou importer le matériel de multiplication de la variété protégée;</p> <p>e) stocker le matériel de multiplication de la variété protégée en vue d'exercer les droits exclusifs énoncés aux alinéas a) à d); 10</p> <p>f) accorder, avec ou sans condition, l'autorisation d'exercer les droits exclusifs énoncés aux alinéas a) à e).</p>	
<p>Royalty</p>	<p>(2) Without limiting the generality of paragraph (1)(f) and without prejudice to any rights or privileges of the Crown, where authority is conferred subject to conditions 15 under that paragraph, whether or not the holder of the plant breeder's rights is Her Majesty in right of Canada or a province, the conditions may include a requirement to pay royalty to the holder. 20</p>	<p>(2) Il demeure entendu que, sans préjudice des droits ou privilèges de la Couronne, toute 15 autorisation accordée au titre de l'alinéa (1)f) peut comporter l'obligation de payer des redevances au titulaire même si celui-ci est Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.</p>	<p>Redevances</p>
<p>Rights in relation to harvested materials</p>	<p>5.2 Subject to subsection 5.1(2) and the other provisions of this Act, the holder of the plant breeder's rights respecting a plant variety granted on or after the day on which section 5.1 comes into force has the exclusive 25 right to do any of the acts described in any of paragraphs 5.1(1)(a) to (f) in respect of any harvested material, including entire plants or parts of plants, that is obtained through the unauthorized use of propagating material of 30 the plant variety, unless the holder had reasonable opportunity to exercise his or her rights under section 5.1 in relation to the propagating material and failed to do so before claiming rights under this section. 35</p>	<p>5.2 Sous réserve du paragraphe 5.1(2) et des 20 autres dispositions de la présente loi, dans le cas où le certificat d'obtention a été délivré à la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 ou par la suite, le titulaire a, à l'égard du produit de la récolte — plants entiers ou parties de 25 ceux-ci — obtenu par l'utilisation non autorisée de matériel de multiplication de la variété protégée, les droits exclusifs visés aux alinéas 5.1(1)a) à f), sauf si, avant de revendiquer ses droits en vertu du présent article, il a eu 30 l'occasion d'exercer au préalable ses droits en vertu de l'article 5.1 à l'égard du matériel de multiplication et a omis de le faire.</p>	<p>Droits relatifs au produit de la récolte</p>
<p>Rights in relation to other varieties</p>	<p>5.3 (1) Subject to subsection 5.1(2) and the other provisions of this Act, the holder of the plant breeder's rights respecting a plant variety granted on or after the day on which section 5.1 comes into force has the exclusive 40 right to do any of the acts described in any of paragraphs 5.1(1)(a) to (f) in respect of</p> <p>(a) any other plant variety that is essentially derived from the plant variety if the plant</p>	<p>5.3 (1) Sous réserve du paragraphe 5.1(2) et des autres dispositions de la présente loi, dans 35 le cas où le certificat d'obtention a été délivré à la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 ou par la suite, le titulaire a, à l'égard des variétés végétales suivantes, les droits exclusifs visés aux alinéas 5.1(1)a) à f) :</p> <p>a) les variétés végétales essentiellement dérivées de la variété protégée, pour autant 40</p>	<p>Droits relatifs aux variétés dérivées</p>

Meaning of
"essentially
derived"

variety is not itself essentially derived from another plant variety;

(b) any other plant variety that is not clearly distinguishable from the plant variety; and

(c) any other plant variety whose production requires the repeated use of the plant variety.

(2) For the purpose of paragraph (1)(a), a plant variety is essentially derived from another plant variety (in this subsection referred to as the "initial variety") if

(a) it is predominantly derived from the initial variety or from a plant variety that is itself predominantly derived from the initial variety and it retains the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety;

(b) it is clearly distinguishable from the initial variety; and

(c) it conforms to the initial variety in the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety, except for the differences that result from its derivation from the initial variety.

Acts not
subject to
rights

5.4 The rights referred to in sections 5.1 to 5.3 do not extend to

(a) acts done privately and for non-commercial purposes;

(b) acts done for experimental purposes;

(c) acts done for the purpose of breeding other plant varieties, other than varieties referred to in paragraph 5.3(1)(a) or (b), including acts described in paragraphs 5.1(1)(a) to (f) done in the course of breeding other plant varieties; and

(d) the use of harvested material of the plant variety grown by a farmer on the farmer's holdings for subsequent reproduction by the farmer of the plant variety on those holdings.

que celle-ci ne soit pas elle-même une telle variété;

b) celles qui ne se distinguent pas nettement de la variété protégée;

c) celles dont la production nécessite l'emploi répété de la variété protégée.

(2) Pour l'application de l'alinéa (1)a), une variété végétale est essentiellement dérivée d'une autre variété végétale, appelée « variété initiale » au présent paragraphe, si les conditions suivantes sont réunies :

a) elle est principalement dérivée de la variété initiale, ou d'une variété végétale qui est elle-même principalement dérivée de la variété initiale, tout en conservant les expressions des caractères essentiels qui résultent du génotype de la variété initiale ou de la combinaison de génotypes de cette variété;

b) elle se distingue nettement de la variété initiale;

c) sauf en ce qui concerne les différences résultant de la dérivation, elle est conforme à la variété initiale dans l'expression des caractères essentiels qui résultent du génotype ou de la combinaison de génotypes de la variété initiale.

5.4 Les droits visés aux articles 5.1 à 5.3 ne s'appliquent pas aux actes accomplis :

a) pour un usage privé et dans un but non commercial;

b) à des fins expérimentales;

c) aux fins de création de nouvelles variétés végétales, tels les actes visés aux alinéas 5.1(1)a) à f), à l'exclusion des variétés visées aux alinéas 5.3(1)a) ou b);

d) à l'égard du produit de la récolte obtenu sur sa propre exploitation par un agriculteur qui l'utilise sur cette exploitation uniquement aux fins de multiplication de la variété végétale.

Définition de
« variété
végétale
essentielle-
ment
dérivée »

Exclusions

Acts not subject to rights

5.5 (1) The plant breeder's rights respecting a plant variety (in this section referred to as the "protected variety") granted on or after the day on which section 5.1 comes into force do not extend to acts in relation to material of the protected variety or material of a variety referred to in paragraph 5.3(1)(a), (b) or (c) in relation to the protected variety, or to material derived from any of those materials, if the material is sold in Canada by the breeder or by another person with the breeder's consent unless the acts involve further propagation of the plant variety or an export of material of any of those varieties that enables their propagation and the export is to a country that does not protect varieties of the plant genus or species to which the exported variety belongs and the exported material is not for final consumption purposes.

5.5 (1) Dans le cas où le certificat d'obtention a été délivré à la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 ou par la suite, le titulaire n'a pas de droits exclusifs à l'égard du matériel d'une variété protégée ou d'une des variétés visées au paragraphe 5.3(1) ou encore du matériel dérivé de ce matériel qu'il a vendu au Canada ou qui y a été vendu avec son consentement, sauf dans le cas où le matériel en question sert à la reproduction de ces variétés ou fait l'objet d'une exportation ailleurs que vers un pays qui ne protège pas les variétés du genre végétal ou de l'espèce végétale dont la variété végétale concernée fait partie et où il n'est pas destiné uniquement à la consommation.

Exclusions

Meaning of "material"

(2) For the purpose of subsection (1), "material", in relation to a plant variety, means

- (a) propagating material of any kind; and
(b) harvested material, including entire plants and parts of plants.

(2) Dans le paragraphe (1), « matériel » s'entend du matériel de multiplication d'une variété protégée ou du produit de la récolte, plants entiers ou parties de ceux-ci.

Définition de « matériel »

137. Subsection 6(1) of the Act is replaced by the following:

137. Le paragraphe 6(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Term of plant breeder's rights

6. (1) The term of the grant of plant breeder's rights shall, subject to earlier termination under this Act, be a period of, in the case of those granted before the day on which section 5.1 comes into force, eighteen years and, in the case of those granted on or after the day on which that section comes into force, twenty-five years, commencing on the day on which the certificate of registration is issued.

6. (1) La période de validité d'un certificat d'obtention est de dix-huit ans dans le cas où le certificat d'obtention a été délivré avant la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 et de vingt-cinq ans dans le cas où il a été délivré à la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 ou par la suite; il peut toutefois y être mis fin plus tôt en conformité avec la présente loi. Elle se calcule à compter du jour de la remise du certificat d'obtention.

Période de validité

138. (1) The portion of subsection 7(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

138. (1) Le passage du paragraphe 7(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Entitlement to apply for plant breeder's rights

7. (1) Subject to section 8 and regulations made under paragraph 75(1)(j.1), a breeder of a new variety or a legal representative of the breeder may make an application to the Commissioner for the grant of plant breeder's rights respecting that variety if

7. (1) Sont recevables, sous réserve de l'article 8 et des règlements pris en vertu de l'alinéa 75(1)(j.1), les demandes de certificat d'obtention présentées par tout obtenteur, ou représentant légal de celui-ci, qui :

Recevabilité des demandes de certificat d'obtention

(2) Paragraphs 7(1)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

(b) in any other case, neither the breeder nor a legal representative of the breeder sold or concurred in the sale of that variety in Canada at any time before one year before the effective date of the application; and

(c) subject to any prescribed exemptions, neither the breeder nor a legal representative of the breeder sold or concurred in the sale of that variety outside Canada

(i) at any time before four years before the effective date of the application, if the variety is other than a woody plant, or

(ii) at any time before six years before the effective date of the application, if the variety is a woody plant.

139. Subsection 10(1) of the Act is replaced by the following:

10. (1) Subject to subsections (2) and 11(1), the effective date of an application is the date specified by the Commissioner as being the date on which the application was accepted for consideration under this Act and, in the case of two or more applications respecting a new variety the breeders of which bred it independently of each other, priority shall be given to the application with the earliest effective date.

140. Subsection 11(3) of the Act is replaced by the following:

(3) An application given priority under subsection (1) shall be supported by the required material furnished under this Act and the regulations before the expiration of the prescribed period, not exceeding two years, after the last day of the twelve months within which the application is submitted in accordance with paragraph (1)(a).

141. The Act is amended by adding the following after section 16:

16.1 (1) If, after the grant of the plant breeder's rights in respect of a variety, the Commissioner considers the plant variety's denomination unsuitable for any reasonable cause or has reasonable grounds to believe that the prior rights of another person are

(2) Les alinéas 7(1)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

b) dans tout autre cas, n'a pas, plus d'un an avant la date effective de la demande, vendu l'obtention ou consenti à sa vente au Canada;

c) sous réserve de toute exemption réglementaire, n'a pas, dans le cas d'une plante ligneuse, plus de six ans — et dans les autres cas, plus de quatre ans — avant la date effective de la demande, vendu l'obtention ou consenti à sa vente à l'extérieur du Canada.

139. Le paragraphe 10(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

10. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 11(1), la date effective des demandes est celle précisée par le directeur comme étant la date à laquelle la demande a été acceptée pour examen sous le régime de la présente loi; lorsqu'une même obtention végétale, mise au point séparément par plusieurs obtenteurs, fait l'objet de plusieurs demandes, la priorité va à la demande acceptée pour examen la première.

140. Le paragraphe 11(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le requérant prioritaire bénéficie d'un délai réglementaire d'au plus deux ans après l'expiration du délai visé à l'alinéa (1)a) pour fournir les documents et le matériel requis par la présente loi et ses règlements pour le dépôt de la demande.

141. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 16, de ce qui suit :

16.1 (1) Si, après avoir accordé le certificat d'obtention, il a des motifs valables de croire que l'utilisation de la dénomination n'est pas acceptable ou des motifs raisonnables de croire qu'elle porte atteinte aux droits d'une autre personne, le directeur peut

Priority and dating of application

Supporting application given priority

Direction to change denomination

Date effective et priorité des demandes

Complément à la demande de rang prioritaire

Changement de dénomination

prejudiced by its use, the Commissioner may direct the holder to change the denomination, subject to the Commissioner's approval of the new denomination.

exiger du titulaire qu'il change sa dénomination et soumette la nouvelle dénomination à son agrément.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply in respect of plant breeder's rights granted before the day on which section 5.1 comes into force.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas dans le cas où le certificat d'obtention a été délivré avant la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1.

Exception

142. The heading before section 19 and sections 19 to 21 of the Act are replaced by the following:

142. L'intertitre précédant l'article 19 et les articles 19 à 21 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

PROVISIONAL PROTECTION

PROTECTION PROVISOIRE

Provisional protection

19. (1) Subject to subsection (3), an applicant for the grant of plant breeder's rights in respect of a plant variety has, as of the effective date of the application set out in a notice sent by the Commissioner, the same rights under this Act in respect of the plant variety that the applicant would have under sections 5.1 to 5.3 if plant breeder's rights respecting the plant variety were granted to the applicant.

19. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le demandeur d'un certificat d'obtention a, à l'égard de la variété végétale qui fait l'objet de sa demande — et ce à partir de la date effective précisée dans un avis envoyé par le directeur — les droits visés aux articles 5.1 à 5.3 comme si le certificat d'obtention lui était accordé.

Protection provisoire

Termination of rights

(2) The rights granted under this section cease if the application is withdrawn by the applicant or rejected or refused or deemed to have been abandoned under section 26, except that if the application is reinstated, the rights are deemed never to have been terminated.

(2) Ces droits s'éteignent si la demande est rejetée ou encore si le demandeur est réputé s'être désisté conformément à l'article 26 ou retire sa demande; toutefois, dans les cas où la demande est réactivée, ses droits sont réputés ne pas s'être éteints.

Extinction des droits

Enforcement of rights

(3) If the applicant is granted plant breeder's rights in respect of the plant variety, the applicant is entitled, in respect of the period between the date set out in the notice referred to in subsection (1) and the date on which the plant breeder's rights are granted, to equitable remuneration from any person who has been notified in writing by the applicant of the acceptance of the application under this Act and who, in that period, carried out acts requiring the authorization of the applicant.

(3) Si le certificat d'obtention est accordé au demandeur, ce dernier a alors droit, relativement à la période qui commence à la date précisée dans l'avis visé au paragraphe (1) et qui se termine à la date de l'octroi du certificat d'obtention, à une rémunération équitable de la part de toute personne qui, après avoir été avisée par écrit par le demandeur de l'acceptation pour examen de sa demande, a accompli, à l'égard de la variété végétale visée, des actes nécessitant son autorisation.

Exécution des droits

143. Subsection 27(2) of the Act is replaced by the following:

143. Le paragraphe 27(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Refusal

(2) The Commissioner shall refuse an application if the Commissioner is not satisfied, after consideration of the application and evaluation of results, as described in subsection (1).

(2) Le directeur rejette la demande s'il n'en vient pas aux conclusions énoncées au paragraphe (1).

Rejet

144. Section 29 of the Act is repealed.

144. L'article 29 de la même loi est abrogé.

145. Subsection 32(1) of the Act is replaced by the following:

145. Le paragraphe 32(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Grant of compulsory licences

32. (1) Subject to this section and the regulations, the Commissioner shall, on application by any person, if the Commissioner considers that it is appropriate to do so, confer on the person in the form of a compulsory licence rights to do any thing that the holder might authorize another person to do under paragraph 5(1)(d) or 5.1(1)(f), as the case may be.

32. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et des règlements et s'il l'estime indiqué, le directeur délivre sur demande une licence — sous forme de licence obligatoire — pour l'exercice de tout ou partie des droits qui peut être autorisé par un titulaire en application de l'alinéa 5(1)d) ou de l'alinéa 5.1(1)f).

Licence obligatoire

146. Section 34 of the Act is replaced by the following:

146. L'article 34 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Annulment of grant

34. (1) The Commissioner may, before the end of the term fixed by subsection 6(1) for a grant of plant breeder's rights made before the day on which section 5.1 comes into force, annul the grant if the Commissioner is satisfied that the requirements specified in paragraph 4(2)(a) or the conditions specified in subsection 7(1) were not fulfilled.

34.(1) Dans le cas où le certificat d'obtention a été délivré avant la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1, le directeur peut l'annuler avant l'expiration de la période de validité prévue au paragraphe 6(1) s'il est convaincu que la variété n'est pas conforme à la condition énoncée à l'alinéa 4(2)a) ou que les critères énoncés au paragraphe 7(1) n'ont pas été respectés.

Pouvoir d'annulation

Annulment of grant

(2) The Commissioner may, before the end of the term fixed by subsection 6(1) for a grant of plant breeder's rights made on or after the day on which section 5.1 comes into force, annul the grant if the Commissioner is satisfied that the requirements specified in subsection 4(2) or the conditions specified in subsection 7(1) were not fulfilled or the holder was not entitled to the grant.

(2) Dans le cas où le certificat d'obtention a été délivré à la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 ou par la suite, le directeur peut l'annuler avant l'expiration de la période de validité prévue au paragraphe 6(1) s'il est convaincu que la variété n'est pas conforme aux conditions énoncées au paragraphe 4(2), que les critères énoncés au paragraphe 7(1) n'ont pas été respectés ou que le titulaire n'avait pas droit au certificat.

Pouvoir d'annulation

147. (1) Paragraph 35(1)(c) of the Act is replaced by the following:

147. (1) L'alinéa 35(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) their holder has failed to comply with a direction under section 16.1 to change the denomination of the plant variety to which the rights relate;

c) n'a pas changé la dénomination de la variété protégée comme le lui avait demandé le directeur en vertu de l'article 16.1;

(2) Subsection 35(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (e):

(2) Le paragraphe 35(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa e), de ce qui suit :

(f) the plant variety to which the rights relate is no longer stable in its essential characteristics in that after repeated reproduction or propagation or, if the holder has

f) a des droits exclusifs à l'égard d'une variété végétale qui n'est plus stable dans ses caractères essentiels, c'est-à-dire qui ne reste pas conforme à sa description après des reproductions ou des multiplications

defined a particular cycle of reproduction or multiplication, at the end of each cycle, it no longer remains true to its description; or
 (g) the plant variety to which the rights relate is no longer, having regard to the particular features of its sexual reproduction or vegetative propagation, a sufficiently homogeneous variety.

successives ou, dans le cas où le titulaire a défini un cycle particulier de reproduction ou de multiplication, à la fin de chaque cycle;

g) a des droits exclusifs sur une variété végétale qui n'est plus suffisamment homogène, eu égard aux particularités que présente sa reproduction sexuée ou sa multiplication végétative.

(3) Section 35 is amended by adding the following after subsection (2):

(3) L'article 35 de la même loi est modifié 10 par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Exception

(3) Paragraphs (1)(f) and (g) do not apply in respect of a plant variety in respect of which plant breeder's rights were granted before the day on which section 5.1 comes into force.

(3) Les alinéas (1)f) et g) ne s'appliquent pas dans le cas d'une variété végétale pour laquelle un certificat d'obtention a été délivré 15 avant la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1.

Exception

148. The portion of subsection 45(1) of 15 the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

148. Le passage du paragraphe 45(1) de 20 la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Holder may be required to take proceedings

45. (1) A person authorized or licensed to exercise plant breeder's rights under any of sections 5 to 5.3 may, subject to any agree- 20 ment between the holder of the rights and that person,

45. (1) Toute personne autorisée à exercer les droits prévus aux articles 5 à 5.3 ainsi que le détenteur d'une licence visant l'exercice de certains de ces droits peuvent, sous réserve d'un accord en ce sens avec le titulaire : 25

Recours

149. Paragraph 50(1)(b) of the Act is replaced by the following:

149. L'alinéa 50(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(b) determining whether or not annulment 25 of the grant of plant breeder's rights is required by section 13;

b) la nécessité d'annuler, au titre de l'article 13, un certificat d'obtention;

150. Subsection 51(1) of the Act is re- placed by the following:

150. Le paragraphe 51(1) de la même loi 30 est remplacé par ce qui suit :

Transmission of documents to Federal Court

51. (1) If an appeal or other proceeding has 30 been instituted in the Federal Court under any provision of this Act, the Commissioner shall, at the request of any party to the proceedings and on payment of the prescribed fee, transmit to the Court all records and documents on file 35 in the Plant Breeders' Rights Office that relate to the matters in question in the proceedings.

51. (1) En cas de saisine de la Cour fédérale en application de la présente loi, le directeur lui transmet, sur demande d'une partie et sur acquittement des taxes réglementaires, les 35 dossiers et documents afférents déposés au Bureau.

Transmission des documents à la Cour fédérale

1997, c. 6, s. 78

151. Subsection 56(4) of the Act is re- placed by the following:

151. Le paragraphe 56(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Duties and powers of Commissioner

(4) Subject to section 58, 40
 (a) the Commissioner may designate coun- tries and entities for the purposes of the

(4) Sous réserve de l'article 58, le directeur 40 peut désigner les pays ou entités pour l'appli- cation des définitions de « État de l'Union » et de « pays signataire » au paragraphe 2(1); il

1997, ch. 6, art. 78

Pouvoirs et fonctions du directeur

definitions “agreement country” and “country of the Union” in subsection 2(1);

(b) the Commissioner shall receive all applications, fees, papers, documents and materials submitted for plant breeders’ rights;

(c) the Commissioner may do all things necessary for the granting of plant breeders’ rights and for the exercise of all other powers conferred, and the discharge of all other duties imposed, on the Commissioner under this Act; and

(d) the Commissioner has the charge and custody of the register, books, records, papers and other things belonging to the Plant Breeders’ Rights Office.

152. Paragraph 63(h) of the Act is replaced by the following:

(h) the prescribed particulars of each application for the grant of plant breeder’s rights and of any abandonment or withdrawal of the application; and

153. (1) Subsection 67(2) of the Act is replaced by the following:

(2) The register, the index and any documents referred to in subsection (1) that are prescribed for the purposes of this subsection or that may properly, in the opinion of the Commissioner, be open for inspection by the public, shall be open for inspection, on payment of the prescribed fees, during business hours at the Plant Breeders’ Rights Office and the Commissioner shall, on request and on payment of the prescribed fee, provide any person with a copy of, or certificate with regard to, an entry in the register or index or with a copy of any of those documents.

(2) Subsection 67(4) of the Act is repealed.

154. (1) Paragraphs 70(1)(c) and (d) of the Act are repealed.

(2) Paragraph 70(3)(b) of the Act is replaced by the following:

(b) a notice of every annulment under section 34 or revocation under section 35.

reçoit les demandes de certificat d’obtention ainsi que les taxes, documents ou pièces y afférents et prend les mesures voulues pour la délivrance du certificat et l’exercice des attributions que lui confèrent la présente loi et ses règlements. Il a la garde du registre, des autres documents et du matériel appartenant au Bureau.

152. L’alinéa 63(h) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

h) les détails réglementaires devant figurer au registre relativement à chaque demande de certificat d’obtention, ainsi qu’à son abandon ou retrait éventuel;

153. (1) Le paragraphe 67(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Sur paiement des taxes réglementaires, le registre, le répertoire et les documents visés au paragraphe (1) qui sont réglementaires ou que le directeur estime pouvoir mettre à la disposition du public peuvent être consultés au Bureau pendant les heures ouvrables. Le directeur remet à tout intéressé, à sa demande et sur paiement des taxes réglementaires, des copies des documents ou des extraits du registre ou du répertoire.

(2) Le paragraphe 67(4) de la même loi est abrogé.

154. (1) Les alinéas 70(1)(c) et d) de la même loi sont abrogés.

(2) Le paragraphe 70(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) Le directeur fait en outre publier dans la *Gazette du Canada* tous renseignements qu’il juge utile de porter à la connaissance du public et les avis de toute annulation ou révocation effectuée en application des articles 34 ou 35.

Inspection by public, copies and certificates

Consultation

Autre publication

155. (1) Paragraph 75(1)(a) of the English version of the Act is replaced by the following:

(a) determining the charges that a person may be required to pay in respect of services provided in the execution of any functions by or under the authority of the Commissioner;

(2) Paragraphs 75(1)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

(c) defining the meanings of the words and expressions “commercially acceptable”, “description”, “designation”, “identifiable characteristics”, “recently prescribed category”, “representations”, “reasonably priced”, “to condition propagating material”, “widely distributed” and “woody plant” for the purposes of this Act;

(d) respecting the publication in the *Trade Marks Journal* of prescribed particulars respecting proposals, approvals and changes of denominations under sections 14 and 16.1;

(d.1) requiring the advisory committee’s advice as a prerequisite for the execution of any functions by the Minister or the Commissioner;

(3) Paragraph 75(1)(f) of the Act is replaced by the following:

(f) giving effect to the terms of an agreement with an agreement country, and, despite anything in this Act, qualifying or curtailing any rights, protection or other benefits under this Act to any extent conducive to reciprocity between Canada and that agreement country;

(4) Subsection 75(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (j):

(j.1) prescribing classes of sales that are deemed not to constitute a sale for the purposes of subsection 7(1);

156. Section 76 of the Act and the heading before it are replaced by the following:

155. (1) L’alinéa 75(1)a de la version anglaise de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) determining the charges that a person may be required to pay in respect of services provided in the execution of any functions by or under the authority of the Commissioner;

(2) Les alinéas 75(1)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) définir, pour l’application de la présente loi, les expressions « commercialement acceptable », « conditionnement aux fins de reproduction », « description », « désignation », « caractère identifiable », « catégorie établie depuis peu par règlement », « distribution à grande échelle », « plante ligneuse », « prix raisonnable » et « observations »;

d) régir la publication, dans le *Journal des marques de commerce*, de renseignements relatifs aux propositions, approbations ou changements de dénomination;

d.1) exiger la recommandation préalable du comité consultatif pour l’exercice de fonctions du ministre ou du directeur;

(3) L’alinéa 75(1)f) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

f) mettre à exécution une convention ou un accord conclu avec un pays signataire et, par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, apporter aux droits ou avantages prévus par la présente loi toute modification, même restrictive, de nature à favoriser la réciprocité entre ce pays et le Canada;

(4) Le paragraphe 75(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa j), de ce qui suit :

j.1) préciser les catégories de vente qui sont réputées ne pas être des ventes pour l’application du paragraphe 7(1);

156. L’article 76 de la même loi et l’intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

CANADA FOOD SAFETY AND INSPECTION ACT

LOI SUR LA SALUBRITÉ ET L'INSPECTION DES
ALIMENTS AU CANADA

Canada Food Safety and Inspection Act unaffected

76. (1) Nothing provided or granted by or under this Act shall be construed as conferring authority for any seed to be sold, imported, exported or advertised contrary to the *Canada Food Safety and Inspection Act* or its regulations or for any name, mark or label to be applied in connection with any seed contrary to that Act or its regulations.

76. (1) La présente loi n'a pas pour effet de déroger à la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada* ou ses règlements en ce qui concerne le pouvoir :

Restrictions découlant de la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada*

- a) de vendre, d'importer ou d'exporter une semence, ou d'en faire la publicité;
- b) d'utiliser, pour une semence, un nom, une marque ou une étiquette.

Definition of "seed"

(2) In subsection (1), "seed" has the meaning assigned to that word by subsection 2(1) of the *Canada Food Safety and Inspection Act*.

(2) Au paragraphe (1), « semence » s'entend au sens de l'article 2 de la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada*.

Définition de « semence »

Transitional — protective directions

157. Every grant of a protective direction under section 19 of the *Plant Breeders' Rights Act*, as that section read immediately before the day on which section 142 comes into force, continues in force after that day and every provision of that Act relating to protective directions that was in force before that day continues to apply in respect of the grant.

157. Le certificat temporaire accordé en vertu de l'article 19 de la *Loi sur la protection des obtentions végétales*, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 142, demeure en vigueur après cette date et les dispositions de cette loi relatives à ce certificat en vigueur avant cette date continuent de s'y appliquer.

Disposition transitoire : certificat temporaire

PART 11

PARTIE 11

REPEALS, CONSEQUENTIAL
AMENDMENTS, TRANSITIONAL
PROVISIONS AND COMING INTO
FORCEABROGATIONS, MODIFICATIONS
CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS
TRANSITOIRES ET ENTRÉE EN
VIGUEUR*Repeals**Abrogations*

Repeal of R.S., c. 20 (4th Supp.)

158. The *Canada Agricultural Products Act* is repealed.

158. La *Loi sur les produits agricoles au Canada* est abrogée.

Abrogation de L.R., ch. 20 (4^e suppl.)

Repeal of R.S., c. F-9

159. The *Feeds Act* is repealed.

159. La *Loi relative aux aliments du bétail* est abrogée.

Abrogation de L.R., ch. F-9

Repeal of R.S., c. F-10

160. The *Fertilizers Act* is repealed.

160. La *Loi sur les engrais* est abrogée.

Abrogation de L.R., ch. F-10

Repeal of R.S., c. F-12

161. The *Fish Inspection Act* is repealed.

161. La *Loi sur l'inspection du poisson* est abrogée.

Abrogation de L.R., ch. F-12

Repeal of R.S., c. 25 (1st Supp.)

162. The *Meat Inspection Act* is repealed.

162. La *Loi sur l'inspection des viandes* est abrogée.

Abrogation de L.R., ch. 25, (1^{er} suppl.)

Repeal of R.S., c. S-8

163. The *Seeds Act* is repealed.

163. La *Loi sur les semences* est abrogée.

Abrogation de L.R., ch. S-8

Consequential Amendments

Modifications corrélatives

R.S., c. C-24

Canadian Wheat Board Act

Loi sur la Commission canadienne du blé

L.R., ch. C-24

164. Subparagraph 46(b.1)(iii) of the Canadian Wheat Board Act is replaced by the following:

164. Le sous-alinéa 46b.1)(iii) de la Loi sur la Commission canadienne du blé est remplacé par ce qui suit :

(iii) that the wheat be accompanied by a certificate issued under section 35 of the *Canada Food Safety and Inspection Act*, if the wheat is imported for seed use;

(iii) un certificat délivré sous le régime de l'article 35 de la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada* accompagne le blé destiné à l'ensemencement;

R.S., c. C-34

Competition Act

Loi sur la concurrence

L.R., ch. C-34

1999, c. 2, s. 4

165. Subsection 7(1) of the Competition Act is replaced by the following:

165. Le paragraphe 7(1) de la Loi sur la concurrence est remplacé par ce qui suit :

Commissioner of Competition

7. (1) The Governor in Council may appoint an officer to be known as the Commissioner of Competition, who shall be responsible for the administration and enforcement of this Act, the *Consumer Packaging and Labelling Act*, the *Precious Metals Marking Act* and the *Textile Labelling Act*.

7. (1) Le commissaire de la concurrence est nommé par le gouverneur en conseil; il est chargé d'assurer et de contrôler l'application de la présente loi, de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*, de la *Loi sur le poinçonnage des métaux précieux* et de la *Loi sur l'étiquetage des textiles*.

Commissaire de la concurrence

R.S., c. C-38

Consumer Packaging and Labelling Act

Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation

L.R., ch. C-38

1997, c. 6, s. 40; 1999, c. 2, s. 44(1)

166. (1) The definitions "inspector" and "Minister" in subsection 2(1) of the Consumer Packaging and Labelling Act are replaced by the following:

166. (1) Les définitions de « inspecteur » et « ministre », au paragraphe 2(1) de la Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation, sont respectivement remplacées par ce qui suit :

"inspector" « inspecteur »

"inspector" means any person designated as an inspector for the enforcement of this Act under the *Department of Industry Act*;

« inspecteur » Personne désignée à ce titre conformément à la *Loi sur le ministère de l'Industrie* pour contrôler l'application de la présente loi.

« inspecteur » "inspector"

"Minister" « ministre »

"Minister" means the Minister of Industry;

« ministre » Le ministre de l'Industrie.

« ministre » "Minister"

1999, c. 2, s. 44(2)

(2) Subsection 2(2) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 2(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Functions of Commissioner

(2) The functions of the Minister of Industry in relation to the administration of this Act, except subsection 11(1), and in relation to the enforcement of this Act may be exercised by the Commissioner on behalf of that Minister.

(2) L'application de la présente loi, à l'exception du paragraphe 11(1), et le contrôle d'application de cette loi peuvent être assurés par le commissaire pour le compte du ministre de l'Industrie.

Attributions du commissaire

167. Subsection 3(2) of the Act is replaced by the following:

167. Le paragraphe 3(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Exemption	(2) This Act does not apply to any product that is a device or drug within the meaning of the <i>Health Products Safety Act</i> or food within the meaning of the <i>Canada Food Safety and Inspection Act</i> .	(2) Les produits qui sont un instrument ou une drogue au sens de la <i>Loi sur la salubrité des produits de santé</i> ou un aliment au sens de la <i>Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada</i> sont soustraits à l'application de la présente loi.	Exemption
	168. Section 8 of the Act is repealed.	168. L'article 8 de la même loi est abrogé.	
1997, c. 6, s. 41	169. The portion of paragraph 15(4)(c) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:	169. Le passage de l'alinéa 15(4)c) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit :	1997, ch. 6, art. 41
	(c) after the expiration of sixty days after the 10 day of seizure unless, before that time,	c) à l'expiration d'un délai de soixante jours à compter de la date de la saisie, à moins qu'auparavant :	
1997, c. 6, s. 43	170. (1) The portion of subsection 20(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	170. (1) Le passage du paragraphe 20(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	1997, ch. 6, art. 43
Contraven- tions of sections 4 to 9	20. (1) Every dealer who contravenes any of 15 sections 4 to 9 is guilty of an offence and liable	20. (1) Tout fournisseur qui contrevient à l'un des articles 4 à 9 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :	Contraven- tions aux art. 4 à 9
1997, c. 6, s. 43	(2) The portion of subsection 20(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:	(2) Le passage du paragraphe 20(2) de la 20 même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :	1997, ch. 6, art. 43
Contraven- tion of other provisions or regulations	(2) Every person who contravenes any 20 provision of this Act, other than any of sections 4 to 9, or any regulation made under paragraph 18(1)(d), (e) or (h), is guilty of an offence and liable	(2) Quiconque contrevient aux autres dispositions de la présente loi ou à celles des règlements pris en vertu des alinéas 18(1)d), 25 e) ou h) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :	Autres contraventions
1997, c. 6, s. 43	(3) Subsection 20(2.1) of the Act is re- 25 pealed.	(3) Le paragraphe 20(2.1) de la même loi est abrogé.	1997, ch. 6, art. 43
1997, c. 6, s. 44(1)	171. Subsections 21(2.1) and (2.2) of the Act are repealed.	171. Les paragraphes 21(2.1) et (2.2) de la 30 même loi sont abrogés.	1997, ch. 6, par. 44(1)
1992, c. 47	Contraventions Act	Loi sur les contraventions	1992, ch. 47
	172. Item 7 of the schedule to the Con- traventions Act and the heading before it are 30 repealed.	172. L'article 7 de l'annexe de la Loi sur les contraventions et l'intertitre le précédant sont abrogés.	
	173. Item 12 of the schedule to the Act and the heading before it are repealed.	173. L'article 12 de l'annexe de la même 35 loi et l'intertitre le précédant sont abrogés.	

R.S., c. E-14

Excise Act

Loi sur l'accise

L.R., ch. E-14

174. Section 155 of the Excise Act is replaced by the following:

174. L'article 155 de la Loi sur l'accise est remplacé par ce qui suit :

Labels on bottles

155. Subject to the *Trade-marks Act* and the *Canada Food Safety and Inspection Act*, no person shall attach to any bottle, flask or other package of spirits any label, stamp or other device containing any statement or information other than the name of the spirits and the name of the bottler and the bottler's place of residence, unless the form and the wording have first been approved by the Minister.

155. Sous réserve de la *Loi sur les marques de commerce* et de la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada*, nul ne peut appliquer sur une bouteille, un flacon ou un autre colis d'eau-de-vie, une étiquette, estampille ou autre marque contenant quelque énoncé ou indication autre que le nom de l'eau-de-vie, le nom de l'embouteilleur et le lieu de sa résidence, à moins que sa forme et son énoncé n'aient d'abord été agréés par le ministre.

Étiquettes sur les bouteilles

R.S., c. F-7

Federal Court Act

Loi sur la Cour fédérale

L.R., ch. F-7

1990, c. 8, s. 8

175. Paragraphs 28(1)(a) and (b) of the Federal Court Act are replaced by the following:

175. Les alinéas 28(1)a) et b) de la Loi sur la Cour fédérale sont remplacés par ce qui suit :

1990, ch. 8, art. 8

(a) the Board of Arbitration continued by subsection 54(1) of the *Canada Food Safety and Inspection Act*;

a) le Conseil d'arbitrage prorogé par le paragraphe 54(1) de la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada*;

(b) the Review Tribunal continued by section 27 of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*;

b) la Commission de révision prorogée par l'article 27 de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*;

R.S., c. F-27

Food and Drugs Act

Loi sur les aliments et drogues

L.R. ch. F-27

176. The long title of the Food and Drugs Act is replaced by the following:

176. Le titre intégral de la Loi sur les aliments et drogues est remplacé par ce qui suit :

An Act respecting drugs, cosmetics and therapeutic devices

Loi concernant les drogues, cosmétiques et instruments thérapeutiques

177. Section 1 of the Act is replaced by the following:

177. L'article 1 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Short title

1. This Act may be cited as the *Health Products Safety Act*.

1. *Loi sur la salubrité des produits de santé.*

Titre abrégé

1993, c. 34, s. 71(2)(F)

178. The definitions "package" and "unsanitary conditions" in section 2 of the Act are replaced by the following:

178. Les définitions de « conditions non hygiéniques » et « emballage », à l'article 2 de la même loi, sont remplacées par ce qui suit :

1993, ch. 34, par. 71(2) (F)

"package" « emballage »

"package" includes any thing in which any drug, cosmetic or device is wholly or partly contained, placed or packed;

« conditions non hygiéniques » Conditions ou circonstances de nature à contaminer des drogues ou cosmétiques par le contact de choses malpropres, ou à les rendre nuisibles à la santé.

« conditions non hygiéniques » "unsanitary conditions"

"unsanitary conditions" « conditions non hygiéniques »

"unsanitary conditions" means any conditions or circumstances that might contaminate with dirt or filth, or render injurious to health, a drug or cosmetic.

R.S., c. 27
(3rd Supp.),
s. 1

179. The heading before section 4 and sections 4 to 7 of the Act are repealed.

180. Paragraph 23(2)(a) of the Act is replaced by the following:

(a) any drug, cosmetic or device;

181. (1) Paragraphs 30(1)(a) to (f) of the Act are replaced by the following:

(a) declaring that any drug or class of drugs is adulterated if any prescribed substance or class of substances is present in the drug or drugs or has been added to the drug or drugs or extracted or omitted from the drug or drugs;

(b) respecting

(i) the labelling and packaging and the offering, exposing and advertising for sale of drugs, cosmetics and devices,

(ii) the size, dimensions, fill and other specifications of packages of drugs, cosmetics and devices,

(iii) the sale or the conditions of sale of any drug, cosmetic or device, and

(iv) the use of any substance as an ingredient in any drug, cosmetic or device,

to prevent the purchaser or consumer of any of those things from being deceived or misled in respect of their design, construction, performance, intended use, quantity, character, value, composition, merit or safety, or to prevent injury to the health of the purchaser or consumer;

(c) prescribing standards of composition, strength, potency, purity, quality or other property of any drug, cosmetic or device;

(d) respecting the importation of drugs, cosmetics and devices in order to ensure compliance with this Act and the regulations;

(e) respecting the method of manufacture, preparation, preserving, packing, storing and testing of any drug, cosmetic or device

« emballage » Notamment récipient, emballage ou autre conditionnement contenant, en tout ou en partie, une drogue, un cosmétique ou un instrument.

« emballage »
“package”

179. L'intertitre précédant l'article 4 et les articles 4 à 7 de la même loi sont abrogés.

180. L'alinéa 23(2)(a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

a) les drogues, cosmétiques ou instruments;

181. (1) Les alinéas 30(1)(a) à (f) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) déclarer qu'une drogue, ou une catégorie de drogues, est falsifiée si une substance ou catégorie de substances prévue par règlement s'y trouve, y a été ajoutée ou en a été extraite, ou en est absente;

b) régir, afin d'empêcher que l'acheteur ou le consommateur d'un article ne soit trompé sur sa conception, sa fabrication, son efficacité, l'usage auquel il est destiné, son nombre, sa nature, sa valeur, sa composition, ses avantages ou sa sûreté ou de prévenir des risques pour la santé de ces personnes, les questions suivantes :

(i) l'étiquetage et l'emballage ainsi que l'offre, la mise à l'étalage et la publicité, pour la vente de drogues, de cosmétiques et d'instruments,

(ii) le volume, les dimensions, le remplissage et d'autres spécifications pour l'emballage des drogues, cosmétiques et instruments,

(iii) la vente ou les conditions de vente de tout cosmétique, drogue ou instrument,

(iv) l'emploi de toute substance comme ingrédient entrant dans la fabrication d'une drogue, d'un cosmétique ou d'un instrument;

c) établir des normes de composition, de force, d'activité, de pureté, de qualité ou d'autres propriétés d'une drogue, d'un cosmétique ou d'un instrument;

d) régir l'importation de drogues, de cosmétiques et d'instruments, afin d'assurer le respect de la présente loi et de ses règlements;

L.R., ch. 27,
(3^e supp.),
art. 1

in the interest of, or for the prevention of injury to, the health of the purchaser or consumer;

(f) requiring persons who sell drugs, cosmetics or devices to maintain the books and records that the Governor in Council considers necessary for the proper enforcement and administration of this Act and the regulations;

(2) Paragraph 30(1)(j) of the Act is 10 replaced by the following:

(j) exempting any drug, cosmetic or device from all or any of the provisions of this Act and prescribing the conditions of the exemption; 15

(3) Paragraph 30(1)(l) of the Act is 15 replaced by the following:

(l) providing for the analysis of drugs or cosmetics other than for the purposes of this Act and prescribing a tariff of fees to be paid 20 for that analysis;

182. Section 31.1 of the Act is repealed.

183. Section 32 of the Act is replaced by 25 the following:

32. A prosecution for a summary conviction 25 offence under this Act may be instituted at any time within two years after the time the subject-matter of the prosecution becomes known to the Minister.

184. Subsection 36(4) of the Act is re- 30 placed by the following:

(4) Where a person is prosecuted under this Part for having manufactured an adulterated drug for sale, and it is established that the person had in his or her possession or on his or 35 her premises any substance the addition of which to that drug has been declared by regulation to cause its adulteration, the onus of proving that the drug was not adulterated by the addition of that substance lies on the 40 accused.

e) prévoir le mode de fabrication, de préparation, de conservation, d'emballage, d'emmagasiner et d'examen de tout cosmétique, drogue ou instrument, dans l'intérêt de la santé de l'acheteur ou du consommateur de l'article ou afin de prévenir tout 5 risque pour la santé de ces personnes;

f) enjoindre aux personnes qui vendent des drogues, des cosmétiques ou des instruments de tenir les livres et registres qu'il 10 juge nécessaires pour l'application et l'administration judiciaires de la présente loi et de ses règlements;

(2) L'alinéa 30(1)(j) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit :

j) exempter une drogue, un cosmétique ou un instrument de l'application, en tout ou en partie, de la présente loi et fixer les conditions de l'exemption; 15

(3) L'alinéa 30(1)(l) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit :

l) prévoir l'analyse de drogues ou de cosmétiques autrement que pour l'application de la présente loi ainsi que le tarif des droits à payer pour ces analyses; 25

182. L'article 31.1 de la même loi est 25 abrogé.

183. L'article 32 de la même loi est 30 remplacé par ce qui suit :

32. Les poursuites visant une infraction à la 30 présente loi ou aux règlements punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de celle-ci. 35

184. Le paragraphe 36(4) de la même loi 35 est remplacé par ce qui suit :

(4) Dans les poursuites pour infraction à la présente partie pour fabrication, en vue de la 40 vente, d'une drogue falsifiée, s'il est établi que la personne poursuivie avait en sa possession ou dans ses locaux une substance dont l'addition à la drogue est déclarée, par règlement, causer la falsification, l'accusé doit prouver que la drogue n'a pas été falsifiée par 45 l'addition de cette substance.

1997, c. 6, s. 66(1)

1997, c. 6, s. 66(1)

Limitation period

Where accused had adulterating substances

1997, ch. 6, par. 66(1)

1997, ch. 6, par. 66(1)

Prescription

Possession de substances adultérantes

1993, c. 34,
s. 73Conditions
under which
exports
exempt

185. Subsection 37(1) of the Act is replaced by the following:

37. (1) This Act does not apply to any packaged drug, cosmetic or device, not manufactured for consumption in Canada and not sold for consumption in Canada, if the package is marked in distinct overprinting with the word “Export” or “Exportation” and a certificate that the package and its contents do not contravene any known requirement of the law of the country to which it is or is about to be consigned has been issued in respect of the package and its contents in prescribed form and manner.

185. Le paragraphe 37(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

37. (1) La présente loi ne s’applique pas aux drogues, cosmétiques ou instruments emballés qui sont fabriqués et vendus pour consommation à l’extérieur du pays si l’emballage porte clairement imprimé le mot « Exportation » ou « Export » et qu’il y a eu délivrance d’un certificat réglementaire attestant que l’emballage et son contenu n’enfreignent aucune règle de droit connue du pays auquel il est expédié ou destiné.

1993, ch. 34,
art. 73

Exemption

New Terminology

Replacement
of “*Food and
Drugs Act*”
with “*Health
Products
Safety Act*”

186. The following provisions are amended by replacing the expression “*Food and Drugs Act*” with the expression “*Health Products Safety Act*”:

(a) section 58 of the *Controlled Drugs and Substances Act*; 20

(b) the definition “instrument for illicit drug use” in section 462.1 and subsection 729(2) of the *Criminal Code*;

(c) section 5 of the *Department of Health Act*; 25

(d) sections 1, 1.1 and 1.2 of Part VIII of Schedule III and paragraphs 2(a) to (c) of Part I of Schedule VI to the *Excise Tax Act*;

(e) the definition “analyst” in section 2 of 30 the *Hazardous Products Act*;

(f) paragraph 6(1)(n) of the *Pest Control Products Act*;

(g) paragraph 3(1)(a) of the *Pesticide Residue Compensation Act*; and 35

(h) subsection 51(3) of the *Trade-marks Act*.

187. Every reference to “*Food and Drugs Act*” in any Act not mentioned in section 186 and in any regulation, order or other instrument issued, made or established in

Replacement
of “*Food and
Drugs Act*”
with “*Health
Products
Safety Act*”

Nouvelle terminologie

186. Dans les passages suivants des lois ci-après, « *Loi sur les aliments et drogues* » est remplacé par « *Loi sur la salubrité des produits de santé* » :

a) l’article 58 de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*;

b) la définition de « instrument pour utilisation de drogues illicites » à l’article 462.1 et le paragraphe 729(2) du *Code criminel*;

c) l’article 5 de la *Loi sur le ministère de la Santé*;

d) les articles 1, 1.1 et 1.2 de la partie VIII de l’annexe III et les alinéas 2(a) à c) de la partie I de l’annexe VI de la *Loi sur la taxe d’accise*;

e) la définition de « analyste » à l’article 2 de la *Loi sur les produits dangereux*; 30

f) l’alinéa 6(1)(n) de la *Loi sur les produits antiparasitaires*;

g) l’alinéa 3(1)(a) de la *Loi sur l’indemnisation des dommages causés par des pesticides*; 35

h) le paragraphe 51(3) de la *Loi sur les marques de commerce*.

187. Sauf indication contraire du contexte, « *Loi sur les aliments et drogues* » est remplacé par « *Loi sur la salubrité des produits de santé* » dans les lois fédérales qui

Remplace-
ment de « *Loi
sur les
aliments et
drogues* » par
« *Loi sur la
salubrité des
produits de
santé* »Remplace-
ment de « *Loi
sur les
aliments et
drogues* » par
« *Loi sur la
salubrité des
produits de
santé* »

the exercise of a power conferred by or under any Act of Parliament is replaced by a reference to “*Health Products Safety Act*”, unless the context requires otherwise.

ne figurent pas à l’article 186 et les règlements, décrets ou autres textes pris dans l’exercice d’un pouvoir conféré sous le régime d’une loi fédérale.

R.S., c. G-10

Canada Grain Act

Loi sur les grains du Canada

L.R., ch. G-10

1994, c. 45, s. 1(3)

188. The definition “contaminated” in section 2 of the *Canada Grain Act* is replaced by the following:

188. La définition de « contaminé », à l’article 2 de la *Loi sur les grains du Canada*, est remplacée par ce qui suit :

“contaminated”
« contaminé »

“contaminated” means, in respect of grain, containing any substance in sufficient quantity that the grain is unfit for consumption by persons and animals;

« contaminé » État des grains qui contiennent une substance en quantité telle qu’ils sont impropres à la consommation humaine et animale.

« contaminé »
“contaminated”

R.S., c. 37 (4th Supp.), s. 12

189. Section 28 of the Act is replaced by the following:

189. L’article 28 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 37 (4^e suppl.), art. 12

Grain of variety not registered

28. Notwithstanding paragraph 27(4)(b), where grain of any kind is of a variety produced from seed of a variety that is not registered under the *Canada Food Safety and Inspection Act* for sale in or importation into Canada, no person shall, except with the permission of the Commission, assign to that grain a grade that is higher than the lowest grade established by regulation for that kind of grain.

28. Nonobstant l’alinéa 27(4)b), il est interdit, sauf autorisation de la Commission, d’attribuer à un grain provenant d’une variété de semence non enregistrée sous le régime de la *Loi sur la salubrité et l’inspection des aliments au Canada* pour vente ou importation au Canada un grade supérieur au niveau le plus bas établi par règlement pour ce type de grain.

Variété non enregistrée

1998, c. 22

An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme

1998, ch. 22

190. The heading before section 26 and sections 26 to 28 of *An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* and to repeal the *Grain Futures Act* are repealed.

190. L’intertitre précédant l’article 26 et les articles 26 à 28 de la *Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme* sont abrogés.

R.S., c. H-3

Hazardous Products Act

Loi sur les produits dangereux

L.R., ch. H-3

R.S., c. 24 (3rd Supp.), s. 1

191. Paragraph 3(1)(b) of the *Hazardous Products Act* is replaced by the following:

191. L’alinéa 3(1)b) de la *Loi sur les produits dangereux* est remplacé par ce qui suit :

L.R., ch. 24 (3^e suppl.), art. 1

(b) cosmetic, device or drug within the meaning of the *Health Products Safety Act*;

b) de cosmétiques, d’instruments ou de drogues, au sens de la *Loi sur la salubrité des produits de santé*;

(b.1) food within the meaning of the *Canada Food Safety and Inspection Act*;

b.1) d’aliments au sens de la *Loi sur la salubrité et l’inspection des aliments au Canada*;

R.S., c. 24
(3rd Supp.),
s. 1

192. Paragraph 12(b) of the Act is replaced by the following:

(b) cosmetic, device or drug within the meaning of the Health Products Safety Act;

(b.1) food within the meaning of the Canada Food Safety and Inspection Act;

192. L'alinéa 12b) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) de cosmétiques, d'instruments ou de drogues, au sens de la Loi sur la salubrité des produits de santé;

b.1) d'aliments au sens de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada;

L.R., ch. 24
(3^e supp.),
art. 1

R.S., c. P-9

Pest Control Products Act

Loi sur les produits antiparasitaires

L.R., ch. P-9

1995, c. 40,
s. 72

193. The definition "Tribunal" in section 2 of the Pest Control Products Act is replaced by the following:

"Tribunal" means the Review Tribunal continued by section 27 of the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act;

193. La définition de « Commission », à l'article 2 de la Loi sur les produits antiparasitaires, est remplacée par ce qui suit :

« Commission » La Commission de révision prorogée par l'article 27 de la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire.

1995, ch. 40,
art. 72

"Tribunal"
« Commission »

« Commission »
"Tribunal"

194. The Act is amended by adding the following after section 2:

2.1 A feed or fertilizer registered under the Canada Food Safety and Inspection Act that contains a control product is deemed to be a control product that is registered under this Act, in the prescribed circumstances and subject to prescribed conditions.

194. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :

2.1 Les aliments pour animaux de ferme ou les engrais enregistrés en application de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada et qui contiennent un produit antiparasitaire sont, dans les circonstances et sous réserve des conditions prévues par règlement, réputés être des produits antiparasitaires agréés aux termes de la présente loi.

Registered
feed or
fertilizers

Enregistre-
ment des
engrais

195. Subsection 6(1) of the Act is amended by adding the following after paragraph (d):

(d.1) prescribing circumstances and conditions for the purpose of section 2.1;

195. Le paragraphe 6(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), de ce qui suit :

d.1) prévoir les circonstances et les conditions pour l'application de l'article 2.1;

1997, c. 13

Tobacco Act

Loi sur le tabac

1997, ch. 13

196. The definition "tobacco product" in section 2 of the Tobacco Act is replaced by the following:

"tobacco product" means a product composed in whole or in part of tobacco, including tobacco leaves and any extract of tobacco leaves. It includes cigarette papers, tubes and filters but does not include any food within the meaning of the Canada Food Safety and Inspection Act that contains nicotine or any drug or device to which the Health Products Safety Act applies that contains nicotine.

196. La définition de « produit du tabac », à l'article 2 de la Loi sur le tabac, est remplacée par ce qui suit :

« produit du tabac » Produit fabriqué à partir du tabac, y compris des feuilles et des extraits de celles-ci; y sont assimilés les tubes, papiers et filtres à cigarette. Sont toutefois exclus de la présente définition les aliments, au sens de la Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada, qui contiennent de la nicotine, et les drogues et instruments en contenant qui sont régis par la Loi sur la salubrité des produits de santé.

"tobacco
product"
« produit du
tabac »

« produit du
tabac »
"tobacco
product"

Transitional Provisions

Dispositions transitoires

Regulations remain in force

197. (1) Regulations relating to food made under the *Food and Drugs Act* or the *Consumer Packaging and Labelling Act* and regulations made under any of the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Fish Inspection Act*, the *Meat Inspection Act* and the *Seeds Act* remain in force and, subject to subsection (2), are deemed to have been made under this Act, in so far as they are not inconsistent with this Act, until they are repealed or others made in their place.

197. (1) Les règlements d'application des lois suivantes : la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur l'inspection du poisson*, la *Loi sur l'inspection des viandes* et la *Loi sur les semences*, et, en ce qui a trait aux aliments, les règlements d'application de la *Loi sur les aliments et drogues* et la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*, demeurent en vigueur et, sous réserve du paragraphe (2), sont réputés avoir été pris en application de la *Loi sur la salubrité et l'inspection des aliments au Canada*, dans la mesure de leur compatibilité avec celle-ci, jusqu'à leur abrogation ou remplacement.

Ancien règlement

Regulations remain in force

(2) Regulations and portions of regulations referred to in subsection (1) that relate to the enforcement of any Act referred to in subsection 11(1) of the *Canadian Food Inspection Agency Act* or to any matter referred to in section 66 of that Act are deemed to have been made under that Act.

(2) Tout ou partie des règlements visés au paragraphe (1) et relatifs à des questions ayant trait au contrôle d'application d'une des lois visées au paragraphe 11(1) de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* ou à une des questions visées par l'article 66 de cette loi sont réputés avoir été pris en vertu de cet article.

Pouvoir de prendre des règlements

Existing licences and registrations

198. Licences and registrations under the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Fish Inspection Act*, the *Meat Inspection Act* and the *Seeds Act* remain in force according to their terms and conditions for the remainder of the period during which they would have been in force had those Acts not been repealed.

198. Les agréments ou enregistrements visés par les lois suivantes : la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur l'inspection du poisson*, la *Loi sur l'inspection des viandes* et la *Loi sur les semences* demeurent en vigueur jusqu'à la fin de la période pour laquelle ils avaient été prévus, et ce comme si ces lois n'avaient pas été abrogées.

Agréments et enregistrements existants

Issuance of new licences and registrations

199. (1) Until a day or days to be fixed by order of the Governor in Council in respect of any or all of paragraphs (a) to (g),

199. (1) Jusqu'à la date ou aux dates à fixer à l'égard des alinéas a) à g) par décret du gouverneur en conseil :

Délivrance de nouveaux agréments

(a) persons may be licensed under regulations made under the *Canada Agricultural Products Act*, the *Fish Inspection Act* and the *Meat Inspection Act* that remain in force under section 197;

a) il est possible de devenir titulaire de licence ou d'autre agrément, selon le cas, en application des règlements pris en vertu de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, de la *Loi sur l'inspection du poisson* et de la *Loi sur l'inspection des viandes*;

(b) establishments, as defined in subsection 2(1), may be registered under regulations made under the *Canada Agricultural Products Act*, the *Meat Inspection Act*

b) les établissements, au sens du paragraphe 2(1), peuvent être enregistrés ou

and the *Fish Inspection Act* that remain in force under section 197;

(c) activities and operations regulated by this Act may be licensed, registered or accredited under regulations made under the *Canada Agricultural Products Act* that remain in force under section 197;

(d) labels, as defined in subsection 2(1), may be registered under regulations made under the *Canada Agricultural Products Act* and the *Meat Inspection Act* that remain in force under section 197;

(e) feeds, as defined in subsection 2(1), may be registered under regulations made under the *Feeds Act* that remain in force under section 197;

(f) fertilizers and supplements, as defined in subsection 2(1), may be registered under regulations made under the *Fertilizers Act* that remain in force under section 197; and

(g) varieties of seeds, as defined in subsection 2(1), may be registered under regulations made under the *Seeds Act* that remain in force under section 197.

agréés en application des règlements pris en vertu de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, de la *Loi sur l'inspection du poisson* et de la *Loi sur l'inspection des viandes* qui demeurent en vigueur en vertu de l'article 197;

c) les activités régies par la présente loi peuvent être agréées en application des règlements pris en vertu de la *Loi sur les produits agricoles au Canada* qui demeurent en vigueur en vertu de l'article 197;

d) les étiquettes, au sens du paragraphe 2(1), peuvent être enregistrées en application des règlements pris en vertu de la *Loi sur les produits agricoles au Canada* et de la *Loi sur l'inspection des viandes* qui demeurent en vigueur en vertu de l'article 197;

e) les aliments pour animaux de ferme, au sens du paragraphe 2(1), peuvent être enregistrés en application des règlements pris en vertu de la *Loi relative aux aliments du bétail* qui demeurent en vigueur en vertu de l'article 197;

f) les engrais et les suppléments, au sens du paragraphe 2(1), peuvent être enregistrés en application des règlements pris en vertu de la *Loi sur les engrais* qui demeurent en vigueur en vertu de l'article 197;

g) les variétés de semences, au sens du paragraphe 2(1), peuvent être enregistrées en application des règlements pris en vertu de la *Loi sur les semences* qui demeurent en vigueur en vertu de l'article 197.

(2) Applications for licences or registration under the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Fish Inspection Act*, the *Meat Inspection Act* or the *Seeds Act* that were made before the repeal of those Acts may be dealt with in accordance with subsection (1).

(2) Les demandes d'agrément — de licences ou d'enregistrement, selon le cas — faites sous le régime des lois suivantes : la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur l'inspection du poisson*, la *Loi sur l'inspection des viandes* et la *Loi sur les semences*, avant leur abrogation respective, sont traitées en conformité avec le paragraphe (1).

Pending applications

Demandes

Deeming —
licences

200. Licences that remain in force under section 198 or that are issued under section 199 are deemed to be licences issued under this Act.

200. Les licences ou autres agréments en vigueur en vertu de l'article 198 ou qui ont été délivrés en vertu de l'article 199 sont réputés avoir été délivrés en vertu de la présente loi.

Agréments
réputés en
vigueurDeeming —
registrations

201. Registrations, other than registrations of labels, feeds, fertilizers, supplements and varieties of seeds, as those terms are defined in subsection 2(1), that remain in force under section 198 or that are made under section 199 are deemed to be licences issued under this Act.

201. Sauf en ce qui a trait aux enregistrements d'étiquettes, d'aliments pour animaux de ferme, d'engrais, de suppléments et de variétés de semences au sens du paragraphe 2(1), les enregistrements qui restent en vigueur en vertu de l'article 198 ou qui ont été agréés en vertu de l'article 199 sont réputés être des licences délivrées en vertu de la présente loi.

Enregistre-
ments réputés
en vigueur

Regulations

202. The Governor in Council may make regulations that the Governor in Council considers necessary to give effect to sections 197 to 201, including regulations

202. Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements qu'il estime nécessaires à l'application des articles 197 à 201, notamment des règlements :

Règlements

- (a) deeming the deemed licences referred to in section 200 to be of a prescribed class of licence issued under this Act; and
(b) providing for any other transitional matter.

- a) assimilant les licences ou autres agréments visés à l'article 200 à une catégorie de licence délivrée en vertu de la présente loi;
b) concernant des mesures transitoires.

Coming into Force

Entrée en vigueur

Coming into
force

203. This Act or any of its provisions, or any provision of an Act enacted or amended by this Act, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

203. La présente loi, ou telle de ses dispositions ou des dispositions édictées par elle, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en
vigueurAuthority to
substitute
actual date

204. On or after the day on which section 5.1 of the *Plant Breeders' Rights Act*, as enacted by section 136, comes into force, the Governor in Council may, by order, amend that Act by replacing references to the day on which section 5.1 of that Act comes into force with references to the actual date on which that section came into force.

204. Le gouverneur en conseil peut par décret, à la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 de la *Loi sur la protection des obtentions végétales* — édicté par l'article 136 — ou par la suite, modifier cette loi en remplaçant les renvois à la date d'entrée en vigueur de l'article 5.1 par un renvoi à la date même de l'entrée en vigueur de cet article.

Pouvoir de
remplacer des
renvois

EXPLANATORY NOTES

Canadian Food Inspection Agency Act

Clause 70: New.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments

Article 70. — Nouveau

Clause 71: Subsection 4(2) reads as follows:

(2) The Minister may delegate to any person any power, duty or function conferred on the Minister under this Act or any Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11, except the power to make regulations and the power to delegate under this subsection.

Clause 72: Section 11 reads as follows:

11. (1) The Agency is responsible for the administration and enforcement of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act*, *Canada Agricultural Products Act*, *Feeds Act*, *Fertilizers Act*, *Fish Inspection Act*, *Health of Animals Act*, *Meat Inspection Act*, *Plant Breeders' Rights Act*, *Plant Protection Act* and *Seeds Act*.

(2) The Agency is responsible for the enforcement of the *Consumer Packaging and Labelling Act* as it relates to food, as that term is defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*.

(3) The Agency is responsible for

- (a) the enforcement of the *Food and Drugs Act* as it relates to food, as defined in section 2 of that Act; and
- (b) the administration of the provisions of the *Food and Drugs Act* as they relate to food, as defined in section 2 of that Act, except those provisions that relate to public health, safety or nutrition.

(4) The Minister of Health is responsible for establishing policies and standards relating to the safety and nutritional quality of food sold in Canada and assessing the effectiveness of the Agency's activities related to food safety.

Clause 73: The heading before section 12 reads as follows:

HUMAN RESOURCES

Clause 74: Subsection 13(4) is new. Subsection 13(3) reads as follows:

(3) The President may designate any person or class of persons as inspectors, analysts, graders, veterinary inspectors or other officers for the enforcement or administration of any Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11, in respect of any matter referred to in the designation.

Article 71. — Texte du paragraphe 4(2) :

(2) Le ministre peut déléguer à toute personne les attributions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi ou de toute autre loi ou disposition dont l'Agence est chargée d'assurer ou de contrôler l'application aux termes de l'article 11, sauf le pouvoir de prendre des règlements et le pouvoir de délégation prévu au présent paragraphe.

Article 72. — Texte de l'article 11 :

11. (1) L'Agence est chargée d'assurer et de contrôler l'application des lois suivantes : la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, la *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur l'inspection du poisson*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur l'inspection des viandes*, la *Loi sur la protection des obtentions végétales*, la *Loi sur la protection des végétaux* et la *Loi sur les semences*.

(2) L'Agence est chargée de contrôler l'application de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation* en ce qui a trait aux aliments, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*.

(3) L'Agence est chargée :

- a) de contrôler l'application de la *Loi sur les aliments et drogues* en ce qui a trait aux aliments, au sens de l'article 2 de cette loi;
- b) d'assurer l'application des dispositions de cette loi en ce qui a trait aux aliments, sauf si celles-ci portent sur la santé publique, la salubrité ou la nutrition.

(4) Le ministre de la Santé est chargé de l'élaboration des politiques et des normes relatives à la salubrité et à la valeur nutritive des aliments vendus au Canada et de l'évaluation de l'efficacité des activités de l'Agence relativement à la salubrité des aliments.

Article 73. — Texte de l'intertitre précédant l'article 12 :

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Article 74. — Le paragraphe 13(4) est nouveau. Texte du paragraphe 13(3) :

(3) Le président peut, aux fins qu'il précise, désigner, individuellement ou par catégorie, les inspecteurs — vétérinaires ou non —, analystes, classificateurs ou autres agents d'exécution pour l'application ou le contrôle d'application des lois ou dispositions dont l'Agence est chargée aux termes de l'article 11.

Clause 75: New.

Article 75. — Nouveau.

Clause 76: New.

Article 76. — Nouveau.

Clause 77: Sections 18.1 and 18.2 are new. Sections 17 and 18 reads as follows:

17. The Agency may license, sell or otherwise make available any patent, copyright, industrial design, trade-mark or other similar property right that is vested in Her Majesty in right of Canada under any Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11.

18. The Agency may apply to a judge of a court of competent jurisdiction for an interim injunction enjoining any person from contravening an Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11, whether or not a prosecution has been instituted in respect of that contravention.

Article 77. — Les articles 18.1 et 18.2 sont nouveaux. Texte des articles 17 et 18 :

17. L'Agence peut rendre disponibles, notamment par vente ou attribution de licence, les brevets, droits d'auteur, dessins industriels, marques de commerce ou titres de propriété analogues dévolus à Sa Majesté du chef du Canada sous le régime des lois ou dispositions dont elle est chargée d'assurer ou de contrôler l'application aux termes de l'article 11.

18. L'Agence peut demander à un juge d'une juridiction compétente une ordonnance provisoire interdisant toute contravention à une loi ou disposition dont elle est chargée d'assurer ou de contrôler l'application aux termes de l'article 11 — que des poursuites aient été engagées ou non sous le régime de celle-ci.

Clause 78: Subsection 19(1) reads as follows:

19. (1) Where the Minister believes on reasonable grounds that a product regulated under an Act or provision that the Agency enforces or administers by virtue of section 11 poses a risk to public, animal or plant health, the Minister may, by notice served on any person selling, marketing or distributing the product, order that the product be recalled or sent to a place designated by the Minister.

Clause 79: New.

Article 78. — Texte du paragraphe 19(1) :

19. (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'un produit régi par une loi ou disposition dont l'Agence est chargée d'assurer ou de contrôler l'application aux termes de l'article 11 présente un risque pour la santé publique ou celle des animaux ou des végétaux, le ministre peut, par avis signifié à la personne qui vend, met en marché ou distribue ce produit, en ordonner le rappel ou son envoi à l'endroit qu'il désigne.

Article 79. — Nouveau.

Clause 80: The long title reads as follows:

An Act to establish a system of administrative monetary penalties for the enforcement of the Canada Agricultural Products Act, the Farm Debt Mediation Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Pest Control Products Act, the Plant Protection Act and the Seeds Act

Clause 81: The definitions “agri-food Act” and “Tribunal” in section 2 reads as follows:

“agri-food Act” means the *Canada Agricultural Products Act*, the *Farm Debt Mediation Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Pest Control Products Act*, the *Plant Protection Act* or the *Seeds Act*;

“Tribunal” means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the *Canada Agricultural Products Act*.

Clause 82: New.

Clause 83: New.

Article 80. — Texte du titre intégral :

Loi établissant un régime de sanctions administratives pécuniaires pour l’application de la Loi sur les produits agricoles au Canada, de la Loi sur la médiation en matière d’endettement agricole, de la Loi relative aux aliments du bétail, de la Loi sur les engrais, de la Loi sur la santé des animaux, de la Loi sur l’inspection des viandes, de la Loi sur les produits antiparasitaires, de la Loi sur la protection des végétaux et de la Loi sur les semences

Article 81. — Texte des définitions de « Commission » et de « loi agroalimentaire » à l’article 2 :

« Commission » La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*.

« loi agroalimentaire » La *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi sur la médiation en matière d’endettement agricole*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur l’inspection des viandes*, la *Loi sur les produits antiparasitaires*, la *Loi sur la protection des végétaux* ou la *Loi sur les semences*.

Article 82. — Nouveau.

Article 83. — Nouveau.

Clause 84: (1) New. The relevant portion of subsection 15(1) reads as follows:

15. (1) The following amounts constitute debts due to Her Majesty in right of Canada that may be recovered as such in the Federal Court:

(2) Subsection 15(3) reads as follows:

(3) A debt referred to in subsection (1) is final and not subject to review or to be restrained, prohibited, removed, set aside or otherwise dealt with except to the extent and in the manner provided by sections 9 to 14 of this Act and subsection 12(2) of the *Canada Agricultural Products Act*.

Clause 85: New.

Article 84, (1). — Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 15(1):

15. (1) Constitue une créance de Sa Majesté du chef du Canada, dont le recouvrement peut être poursuivi à ce titre devant la Cour fédérale :

(2). — Texte du paragraphe 15(3) :

(3) La créance est définitive et n'est susceptible de contestation ou de révision que dans la mesure et selon les modalités prévues aux articles 9 à 14 de la présente loi et au paragraphe 12(2) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*.

Article 85. — Nouveau.

Health of Animals Act

Clause 90: (1) The definitions “justice” and “peace officer” in subsection 2(1) read as follows:

“justice” means a justice as defined in section 2 of the *Criminal Code*;

“peace officer” means a peace officer as defined in section 2 of the *Criminal Code*;

(2) The definitions “animal deadyard” and “rendering plant” in subsection 2(1) read as follows:

“animal deadyard” means a place where animal carcasses, animal by-products or disabled or diseased animals are brought when they are not to be prepared for human consumption;

“rendering plant” means a place

(a) where animal by-products are prepared or treated for use in, or converted into, fertilizers, animal food, fats or oils, other than fats or oils used for human consumption,

(b) where a substance resulting from a process mentioned in paragraph (a) is stored, packed or marked, or

(c) from which a substance resulting from a process mentioned in paragraph (a) is shipped;

(3) The definitions “analyst”, “animal”, “Assessor”, “inspector”, “officer”, “Tribunal” and “veterinary inspector” in subsection 2(1) read as follows:

“analyst” means a person designated as an analyst pursuant to section 32;

“animal” includes an embryo and a fertilized egg or ovum;

“Assessor” means the Assessor or any Deputy Assessor appointed under Part II of the *Pesticide Residue Compensation Act*;

“inspector” means a person designated as an inspector pursuant to section 32;

“officer” means a person designated as an officer pursuant to section 32, but does not include an analyst;

“Tribunal” means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the *Canada Agricultural Products Act*;

“veterinary inspector” means a veterinarian designated as an inspector pursuant to section 32;

Loi sur la santé des animaux

Article 90, (1). — Texte des définitions de « agent de la paix » et « juge de paix » au paragraphe 2(1) :

« agent de la paix » S’entend au sens de l’article 2 du *Code criminel*.

« juge de paix » S’entend au sens de l’article 2 du *Code criminel*.

(2). — Texte des définitions de « atelier d’équarrissage » et « usine de traitement » au paragraphe 2(1) :

« atelier d’équarrissage » Lieu où sont transportés soit des sous-produits animaux, soit les animaux infirmes, malades ou morts, non destinés à la consommation humaine.

« usine de traitement » Lieu où s’effectuent les opérations suivantes :

a) soit la transformation de sous-produits animaux en engrais ou aliments pour animaux ou en graisses ou huiles non destinées à la consommation humaine ou bien leur préparation ou traitement à de telles fins;

b) soit le stockage, l’emballage ou le marquage des substances résultant de l’une des opérations visées à l’alinéa a);

c) soit l’expédition de ces substances.

(3). — Texte des définitions de « agent d’exécution », « analyste », « animal », « Commission », « évaluateur », « inspecteur » et « vétérinaire-inspecteur » au paragraphe 2(1) :

« agent d’exécution » Personne désignée à ce titre en application de l’article 32, à l’exception des analystes.

« analyste » Personne désignée à ce titre en application de l’article 32.

« animal » Sont assimilés aux animaux les embryons ainsi que les oeufs et ovules fécondés.

« Commission » La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*.

« évaluateur » L’évaluateur ou tout évaluateur adjoint nommé sous le régime de la partie II de la *Loi sur l’indemnisation des dommages causés par des pesticides*.

« inspecteur » Personne désignée à ce titre en application de l’article 32.

« vétérinaire-inspecteur » Personne désignée à ce titre en application de l’article 32.

(4) and (5) New.

(4) et (5). — Nouveau.

(6) The relevant portion of subsection 2(3) reads as follows:

(3) Toxic substances may be prescribed

...

(b) by reference to substances specified in any published document, as amended from time to time.

(6). — Texte du paragraphe 2(3) :

(3) La désignation des substances toxiques peut se faire en fonction de la quantité ou concentration de certains de leurs composants; en outre, il peut être précisé, dans les règlements ministériels incorporant par renvoi des listes de substances toxiques, qu'elles sont incorporées avec leurs modifications successives.

Clause 91: Subsection 16(1.1) is new. Subsection 16(1) reads as follows:

16. (1) Where a person imports into Canada any animal, animal product, animal byproduct, animal food or veterinary biologic, or any other thing used in respect of animals or contaminated by a disease or toxic substance, the person shall, either before or at the time of importation, present the animal, animal product, animal by-product, animal food, veterinary biologic or other thing to an inspector, officer or customs officer who may inspect it or detain it until it has been inspected or otherwise dealt with by an inspector or officer.

Clause 92: New.

Article 91. — Le paragraphe 16(1.1) est nouveau. Texte du paragraphe 16(1) :

16. (1) L'importateur d'animaux, de produits ou sous-produits de ceux-ci, d'aliments pour animaux ou de produits vétérinaires biologiques, ainsi que de toute autre chose soit se rapportant aux animaux, soit contaminée par une maladie ou une substance toxique, les présente, au plus tard à l'importation, à un inspecteur, à un agent d'exécution ou à un agent des douanes qui peut les examiner lui-même ou les retenir jusqu'à ce que l'inspecteur ou l'agent d'exécution s'en charge.

Article 92. — Nouveau.

Clause 93: Subsection 18(4) reads as follows:

(4) Where the animal or thing is not removed from Canada as required under this section, it shall, notwithstanding section 45, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.

Clause 94: Subsection 19(3) reads as follows:

(3) A copy of the certificate referred to in paragraph (1)(b) shall be delivered to

- (a) the master or agent of the vessel or the pilot in command or operator of the aircraft; and
- (b) the chief officer of customs of the port or airport from which the vessel or aircraft is to depart.

Clause 95: Section 29 reads as follows:

29. The Minister may operate, provide or approve any diagnostic, research, laboratory or other services or facilities required for the purposes of this Act or any regulations.

Clause 96: Section 32 reads as follows:

Article 93. — Texte du paragraphe 18(4) :

(4) En cas d'inexécution de l'ordre, l'animal ou la chose visés sont, malgré l'article 45, confisqués au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Article 94. — Texte du paragraphe 19(3) :

(3) Copie du certificat est remise soit au capitaine ou mandataire du navire, soit au pilote ou à l'exploitant de l'aéronef, selon le cas, ainsi qu'au préposé en chef des douanes du port ou de l'aéroport qu'il s'apprête à quitter.

Article 95. — Texte de l'article 29 :

29. Le ministre peut fournir, exploiter ou approuver les services ou installations de diagnostic, de recherche, de laboratoire ou autres qui sont nécessaires pour l'application de la présente loi ou des règlements.

Article 96. — Texte de l'article 32 :

32. (1) The President of the Canadian Food Inspection Agency may designate under section 13 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* analysts, inspectors, veterinary inspectors and officers for the purposes of this Act.

(2) Inspectors, officers and veterinary inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector, officer or veterinary inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the designation.

Clause 97: Sections 35 and 36 read as follows:

35. (1) No person shall obstruct or hinder or make any false or misleading statement either orally or in writing to an analyst, inspector or officer who is performing duties or functions under this Act or the regulations.

(2) The owner or the person in charge of a place entered by an inspector or officer under section 38 and every person found in the place shall

(a) give the inspector or officer all reasonable assistance in the owner's or person's power to enable the inspector or officer to perform duties and functions under this Act or the regulations; and

(b) furnish the inspector or officer with such information relevant to the administration of this Act or the regulations as the inspector or officer may reasonably require.

(3) A peace officer shall provide such assistance as an inspector or officer may request for the purpose of enforcing this Act or the regulations.

36. For the purpose of ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector or officer may exercise the power of arrest conferred on a peace officer under subsection 495(2) of the *Criminal Code* if the requirements of that subsection are complied with and, where the power is exercised, the inspector or officer is entitled to the benefit of subsection 495(3) of that Act.

Clause 98: The heading before section 38 and sections 38 to 47 read as follows:

Inspection

38. (1) For the purpose of detecting diseases or toxic substances or ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector or officer may

(a) subject to section 39, at any reasonable time, enter and inspect any place, or stop any conveyance, in which the inspector or officer believes on reasonable grounds there is any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply;

(b) open any receptacle, baggage, package, cage or other thing that the inspector or officer believes on reasonable grounds contains any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply;

(c) require any person to present any animal or thing for inspection in such manner and under such conditions as the inspector considers necessary to carry out the inspection;

32. (1) Les inspecteurs — vétérinaires ou non —, analystes ou agents d'exécution chargés de l'application de la présente loi sont désignés par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

(2) Chaque inspecteur — vétérinaire ou non — et agent d'exécution reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

Article 97. — Texte des articles 35 et 36 :

35. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur, de l'analyste ou de l'agent d'exécution dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées par la présente loi ou les règlements ou de lui faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.

(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en application de l'article 38, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur ou à l'agent d'exécution toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir les renseignements qui concernent l'application de la présente loi ou des règlements et dont il peut valablement exiger la communication.

(3) L'agent de la paix prête à l'inspecteur ou à l'agent d'exécution, sur demande, l'assistance nécessaire à l'application de la présente loi ou des règlements.

36. Dans le but de faire observer la présente loi et les règlements, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut exercer les pouvoirs d'arrestation conférés à un agent de la paix par le paragraphe 495(2) du *Code criminel*, sous réserve que les conditions d'application de celui-ci soient réunies, auquel cas il peut se prévaloir du paragraphe 495(3) de cette loi.

Article 98. — Texte de l'intertitre précédant l'article 38 et des articles 38 à 47 :

Inspection

38. (1) Afin de vérifier l'existence de maladie ou de produit toxique ou d'assurer l'observation de la présente loi et des règlements, l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut :

a) sous réserve de l'article 39, procéder, à toute heure convenable, à la visite de tout lieu — et à cette fin, à l'immobilisation d'un véhicule — où se trouvent, à son avis, des animaux ou des choses visés par cette loi ou ces règlements;

b) ouvrir tout contenant — bagages, récipient, emballage, cage ou autre — qui, à son avis, contient de telles choses;

c) exiger la présentation, pour examen, de tout animal ou de toute chose selon les modalités et aux conditions qu'il précise;

d) examiner tout animal ou toute chose visés par la présente loi ou les règlements et procéder sur ceux-ci à des prélèvements;

(d) examine any animal or thing in respect of which this Act or the regulations apply and take samples of it;

(e) require any person to produce for inspection or copying, in whole or in part, any record or document that the inspector or officer believes on reasonable grounds contains any information relevant to the administration of this Act or the regulations; and

(f) conduct any tests or analyses or take any measurements.

(2) In carrying out an inspection at any place under this section, an inspector or officer may

(a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;

(b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and take the print-out or other output for examination or copying; and

(c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record or other document.

39. (1) An inspector or officer may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant of the dwelling-place or under the authority of a warrant.

(2) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that

(a) the conditions for entry described in section 38 exist in relation to a dwelling-place,

(b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act or the regulations, and

(c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector or officer named in the warrant to enter the dwelling-place, subject to any conditions that may be specified in the warrant.

(3) The inspector or officer who executes a warrant shall not use force unless the inspector or officer is accompanied by a peace officer and the use of force is specifically authorized in the warrant.

40. Where an inspector or officer believes on reasonable grounds that a violation, or an offence under this Act, has been committed, the inspector or officer may seize and detain any animal or thing

(a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds the violation or offence was committed; or

(b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of a violation, or of an offence under this Act.

e) exiger la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout registre ou autre document renfermant, à son avis, des renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements;

f) faire des tests et des analyses et prendre des mesures.

L'avis de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution doit être fondé sur des motifs raisonnables.

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, lors de sa visite :

a) faire usage de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour vérifier les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;

b) à partir de ces données, reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;

c) faire usage du matériel de reproduction du lieu.

39. (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut procéder à la visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut délivrer un mandat signé de sa main autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur ou l'agent d'exécution qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation si lui-même est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

a) les circonstances prévues à l'article 38 existent;

b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements;

c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

(3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

40. L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut saisir et retenir tout animal ou toute chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'ils ont servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou qu'ils serviront à la prouver.

Search

41. (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place any animal or thing

(a) by means of or in relation to which a violation, or an offence under this Act, has been committed or is suspected of having been committed, or

(b) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence in respect of the commission of a violation, or an offence under this Act,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing an inspector or officer to enter and search the place for the animal or thing and, subject to any conditions that may be specified in the warrant, to seize and detain it.

(2) The inspector or officer who executes a warrant may exercise the powers described in section 38 and may seize and detain, in addition to any animal or thing mentioned in the warrant, any animal or thing

(a) by means of or in relation to which the inspector or officer believes on reasonable grounds a violation, or an offence under this Act, has been committed; or

(b) that the inspector or officer believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of a violation, or an offence under this Act.

(3) A warrant shall be executed by day unless the justice authorizes its execution by night.

(4) An inspector or officer may exercise any of the powers mentioned in subsections (1) and (2) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant.

Disposition of Animals and Things Seized

42. An inspector or officer who seizes and detains an animal or thing under this Act shall, as soon as is practicable, advise its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure of the reason for the seizure.

43. (1) An inspector or officer who seizes and detains an animal or thing under this Act, or any person designated by the inspector or officer, may

(a) store it at the place where it was seized or remove it to any other place for storage; or

(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of the seizure to remove it to any other place and to store it.

(2) A requirement under paragraph (1)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing or by sending a notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which and the manner in which the animal or thing is to be removed and stored.

(3) An inspector or officer who seizes and detains an animal or a perishable thing under this Act may dispose of it and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.

44. Except as authorized in writing by an inspector or officer, no person shall remove, alter or interfere in any way with an animal or thing seized and detained under this Act.

Perquisitions

41. (1) S'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu, d'animaux ou de choses qui ont ou auraient servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'ils serviront à la prouver, le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, délivrer un mandat signé de sa main autorisant l'inspecteur ou l'agent d'exécution à y perquisitionner et, sous réserve des conditions éventuellement fixées, à les saisir et les retenir.

(2) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, dans l'exécution du mandat, exercer les pouvoirs prévus à l'article 38 et saisir et retenir tout animal ou toute chose non mentionné dans le mandat s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou qu'il servira à la prouver.

(3) Le mandat ne peut, sauf autorisation spéciale du juge de paix, être exécuté de nuit.

(4) L'inspecteur ou l'agent d'exécution peut exercer sans mandat les pouvoirs prévus aux paragraphes (1) et (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Mesures consécutives à la saisie

42. Dans les meilleurs délais, l'inspecteur ou l'agent d'exécution porte à la connaissance du propriétaire des biens — animaux ou choses — visés ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, les motifs de la saisie.

43. (1) L'inspecteur ou l'agent d'exécution — ou la personne qu'il désigne — peut soit entreposer les biens saisis sur le lieu même de la saisie, soit les transférer dans un autre lieu ou ordonner à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins de le faire.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

(3) L'inspecteur ou l'agent d'exécution qui les a saisis peut prendre toute mesure de disposition — notamment de destruction — à l'égard des biens retenus qui sont périssables; le produit de l'aliénation est versé au receveur général.

44. Il est interdit, sans l'autorisation écrite de l'inspecteur ou de l'agent d'exécution, de modifier, de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation des biens saisis et retenus.

45. (1) An animal or thing seized and detained under this Act, or any proceeds realized from its disposition, shall not be detained after

(a) a determination by an inspector or officer that the animal or thing is in conformity with the provisions of this Act and the regulations, or

(b) the expiration of one hundred and eighty days after the day of seizure, or such longer period as may be prescribed,

unless before that time proceedings are instituted in relation to the animal or thing, in which case it, or the proceeds from its disposition, may be detained until the proceedings are finally concluded.

(2) Where proceedings are instituted in accordance with subsection (1) in respect of the animal or thing and it has not been disposed of or forfeited under this Act, the owner of the animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure may apply

(a) in the case of a violation, to the Tribunal, or

(b) in the case of an offence, to the court before which the proceedings are being held,

for an order that it be returned.

(3) The Tribunal or court, as the case may be, may order that the animal or thing be returned to the applicant, subject to such conditions as the Tribunal or court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required, where the Tribunal or court is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the animal or thing and that it is not, or is not suspected of being, affected or contaminated by a disease or toxic substance.

46. (1) Where the Tribunal decides that a person has committed a violation, or a person is convicted of an offence under this Act, the Tribunal or the convicting court, as the case may be, may, on its own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any penalty or punishment imposed, order that any animal or thing by means of or in relation to which the violation or offence was committed, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.

(2) Where the owner of an animal or thing seized and detained under this Act consents to its forfeiture, it is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada and shall be disposed of as the Minister may direct.

47. (1) Where proceedings mentioned in subsection 45(1) are instituted within the time provided in that subsection and, at the final conclusion of those proceedings, the Tribunal, in the case of a violation, or the court, in the case of an offence, orders the forfeiture of an animal or thing that was seized and detained, it shall be disposed of as the Minister may direct.

(2) Where the Tribunal or court, as the case may be, does not order the forfeiture of an animal or thing, it or any proceeds realized from its disposition shall be returned to the owner of the animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure.

45. (1) Sauf en cas de poursuite où elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire, la rétention des biens saisis — ou du produit de leur aliénation — prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur ou l'agent d'exécution, de leur conformité avec la présente loi et les règlements, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie ou du délai plus long fixé par règlement.

(2) La restitution des biens saisis peut être demandée, selon qu'il s'agit d'une violation ou d'une infraction, à la Commission ou au tribunal saisi de l'affaire par leur propriétaire ou par la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, s'ils n'ont pas été détruits ou confisqués ou s'il n'en a pas encore été disposé.

(3) La juridiction peut faire droit à la demande, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer la conservation des biens dans un but ultérieur, si elle est convaincue que, d'une part, il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention des biens et, d'autre part, ceux-ci ne sont pas contaminés par une maladie ou une substance toxique ni soupçonnés de l'être.

46. (1) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité pour infraction, la Commission ou le tribunal peut, d'office ou sur demande, ordonner, en sus de la sanction ou de la peine infligée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada des biens ayant servi ou donné lieu à la violation ou à l'infraction, ou du produit de leur aliénation.

(2) La confiscation des biens saisis et retenus peut aussi s'effectuer sur consentement de leur propriétaire. Il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

47. (1) Dans le cas où, à l'issue de poursuites intentées dans les délais prévus au paragraphe 45(1), la Commission ou le tribunal, selon qu'il s'agit d'une violation ou d'une infraction, ordonne la confiscation des biens saisis et retenus, il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

(2) À défaut d'ordonnance de confiscation, les biens sont restitués à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins ou le produit de leur aliénation lui est remis.

(3) Where the Tribunal decides that the owner of an animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure has committed a violation, or the owner of an animal or thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is convicted of an offence under this Act, and a penalty or fine, as the case may be, is imposed,

(a) the animal or thing may be detained until the penalty or fine is paid;

(b) the animal or thing may be sold under execution in satisfaction of the penalty or fine; or

(c) any proceeds realized from its disposition under paragraph (b) or section 43 may be applied in payment of the penalty or fine.

Clause 99: Subsections 51(3) and (4) read as follows:

(3) The value mentioned in paragraph (2)(a) shall not exceed any maximum amount established with respect to the animal by or under the regulations.

(4) In addition to the amount calculated under subsection (2), compensation may include such costs related to the disposal of the animal as are permitted by the regulations.

Clause 100: New. The relevant portion of subsection 54(1) reads as follows:

54. (1) Compensation may be withheld in whole or in part where, in the opinion of the Minister,

Clause 101: The relevant portion of section 55 reads as follows:

55. The Minister may make regulations

...

(b) establishing maximum amounts, or the manner of calculating maximum amounts, for the purpose of subsection 51(3) or section 52; and

(c) permitting compensation for any costs related to the disposal of animals and things and for determining the amounts of the compensable costs, including prescribing maximum amounts.

Clause 102: Subsection 58(2) reads as follows:

(2) The Assessor is entitled to be paid such travel allowances as are payable for the attendances of a judge of the Federal Court under the *Judges Act*.

Clause 103: Subsections 59(2) and (3) read as follows:

(2) Subject to any rules made under subsection (1), all rules respecting the conduct of appeals and the procedure for bringing appeals to the Assessor made under section 18 of the *Pesticide Residue Compensation Act* that are in force at the time this section comes into force shall, to the extent that they are not inconsistent with sections 56 to 58, apply in respect of appeals brought under section 56.

(3) The functions of the registrar of appeals and any other person necessary to carry out the purposes of sections 56 to 58 shall be carried out by the persons who carry out similar functions under Part II of the *Pesticide Residue Compensation Act*.

(3) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité pour infraction de leur propriétaire ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins :

a) la rétention des biens peut être prolongée jusqu'au paiement du montant de la sanction ou de l'amende infligée;

b) les biens peuvent être aliénés par adjudication forcée;

c) le produit de l'aliénation prévue à l'alinéa b) ou à l'article 43 peut être affecté au paiement de la sanction ou de l'amende.

Article 99. — Texte des paragraphes 51(3) et (4) :

(3) La valeur marchande ne peut dépasser le maximum réglementaire correspondant à l'animal en cause.

(4) L'indemnisation s'étend en outre, lorsque les règlements le prévoient, aux frais de disposition, y compris de destruction.

Article 100. — Texte du paragraphe 54(1) :

54. (1) L'indemnité peut être retenue, même en partie, si, de l'avis du ministre, les animaux ou les choses visés par celle-ci soit ont servi ou donné lieu à une violation ou à une infraction à la présente loi par leur propriétaire ou la personne en ayant la possession, la responsabilité ou la charge des soins, soit étaient contaminés par une maladie ou une substance toxique lors de leur importation au Canada, soit encore sont des substances toxiques, des vecteurs ou des agents causant des maladies.

Article 101. — Texte des passages introductif et visés de l'article 55 :

55. Le ministre peut, par règlement :

...

b) fixer les plafonds des valeurs marchandes des animaux ou des choses ou leur mode de calcul;

c) autoriser l'indemnisation pour frais de disposition — notamment par destruction — d'animaux ou de choses et fixer soit le montant de celle-ci ainsi que le plafond, soit le mode de leur détermination.

Article 102. — Texte du paragraphe 58(2) :

(2) L'évaluateur reçoit les indemnités de déplacement prévues aux termes de la *Loi sur les juges* pour les vacances des juges de la Cour fédérale.

Article 103. — Texte des paragraphes 59(2) et (3) :

(2) Sous réserve du paragraphe (1), les règles en matière de formation et de procédure d'appel édictées sous le régime de l'article 18 de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides* s'appliquent aux appels formés sous le régime de l'article 56, dans la mesure où elles sont compatibles avec les articles 56 à 58 de la présente loi et en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent article.

(3) Les fonctions de greffier des appels et du personnel nécessaire à l'application des articles 56 à 58 de la présente loi sont exercées par les titulaires de fonctions équivalentes dans le cadre de la partie II de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides*.

Clause 104: The heading before section 60 reads as follows:

FEES, CHARGES AND COSTS

60. (1) Her Majesty, and any person who has entered into an agreement with the Minister under section 34, may recover from any person referred to in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty or the other person, as the case may be, in relation to anything required or authorized under this Act or the regulations, including, without restricting the generality of the foregoing,

(a) the inspection, treatment, segregation, quarantine, testing or analysis of a place, animal or thing, as the case may be, or the identification, storage, removal, disposal or return of an animal or thing, required or authorized under this Act or the regulations; and

(b) the forfeiture, disposal, seizure or detention of an animal or thing under this Act or the regulations.

(2) The fees, charges and costs are recoverable jointly and severally from the owner or occupier of the place or the owner of the animal or thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, segregation, detention, forfeiture, quarantine, testing, analysis, identification, storage, removal, return or disposal or, in the case of an animal or thing seized under this Act, immediately before its seizure.

Clause 106: (1) and (2) Section 61 reads as follows:

61. (1) Her Majesty may recover from any person mentioned in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty in relation to taking any measures under section 27 in respect of a control area.

(2) The fees, charges and costs are recoverable from any persons who through their fault or negligence, or that of others for whom in law they are responsible, caused or contributed to the causation of the existence or spread of the disease or toxic substance in respect of which the control area was declared.

Clause 107: Section 62 reads as follows:

62. Her Majesty may recover from any person who requests a service or the issue, renewal or amendment of a licence, permit, approval, certificate or other document under this Act or the regulations any prescribed fee or charge and any costs incurred by Her Majesty in relation to rendering the service or issuing, renewing or amending the document.

Clause 108: Section 63 reads as follows:

63. Any fees, charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.

Clause 109: (1) to (3) Paragraph 64(1)(a.1) is new. The relevant portion of subsection 64(1) reads as follows:

Article 104. — Texte de l'intertitre précédant l'article 60 :

REDEVANCES ET AUTRES FRAIS

60. (1) Sa Majesté ou toute personne ayant conclu avec le ministre un accord en application de l'article 34 peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais exposés par elle et liés aux mesures prises sous le régime de la présente loi et des règlements, notamment l'inspection, le traitement, l'isolation ou la mise en quarantaine, selon le cas, de lieux, d'animaux ou de choses, — ainsi que les tests ou analyses afférents — au titre de la présente loi ou des règlements, ou encore l'identification, le renvoi, l'entreposage, le transfert, la saisie, la confiscation, la rétention ou la destruction, au même titre, de ces animaux ou choses.

(2) Sont alors débiteurs solidaires de ces frais le propriétaire ou l'occupant du lieu, ou le propriétaire des animaux ou des choses et la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins avant les mesures en cause.

Article 106, (1) et (2). — Texte de l'article 61 :

61. (1) Sa Majesté peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais liés aux mesures prises sous le régime de l'article 27.

(2) Sont alors débiteurs de ces frais soit les personnes qui sont à l'origine de la présence ou de la propagation de la maladie ou du produit toxique en cause ou qui y ont contribué, par leur faute ou leur négligence, soit celles qui sont légalement responsables de telles personnes.

Article 107. — Texte de l'article 62 :

62. Sa Majesté peut recouvrer des intéressés les redevances réglementaires et autres frais liés aux services fournis à leur demande sous le régime de la présente loi ou des règlements, notamment en ce qui touche à la délivrance, au renouvellement ou à la modification de documents.

Article 108. — Texte de l'article 63 :

63. Les frais non acquittés dans le cadre de la présente loi ou des règlements peuvent être recouverts à titre de créance de Sa Majesté.

Article 109, (1) à (3). — L'alinéa 64(1)a.1) est nouveau. Texte des passages introductif et visés du paragraphe du paragraphe 64(1) :

64. (1) The Governor in Council may make regulations for the purpose of protecting human and animal health through the control or elimination of diseases and toxic substances and generally for carrying out the purposes and provisions of this Act, including regulations

...

(u) regulating the construction, operation and maintenance of animal deadyards, rendering plants and animal food factories;

(v) regulating the importation, preparation, manufacturing, preserving, packaging, labelling, storing, distribution, sale, conditions of sale and advertising for sale of products of animal deadyards, rendering plants and animal food factories;

...

(z.2) governing the collection of information and statistics, the publication of studies and the conduct of surveys on any matter related to this Act or the regulations;

(z.3) requiring records to be kept respecting activities in respect of which this Act or the regulations apply;

(z.4) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fees or charges, required for carrying out the purposes and provisions of this Act or the regulations; and

Clause 110: New.

Clause 111: The relevant portion of section 66 reads as follows:

66. Every person who fails to comply with a notice delivered to the person under section 18, 25, 27, 37, 43 or 48 or the regulations is guilty of

Clause 112: Sections 74.1 to 74.7 are new. Sections 68 to 74 read as follows:

68. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and, in the absence of any evidence to the contrary, is proof of the matter asserted in it.

69. The Governor in Council may make regulations designating the contravention of any provision of this Act or the regulations as an offence with respect to which, notwithstanding the provisions of the *Criminal Code*,

(a) an inspector or officer may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the prescribed form, affixing the inspector's or officer's signature thereto and delivering the ticket to the person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed, or

64. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre des mesures visant à protéger la santé des personnes et des animaux par la lutte contre les maladies et les substances toxiques ou leur élimination, ainsi que toute autre mesure d'application de la présente loi et, notamment :

...

u) régir la construction, l'exploitation et l'entretien des ateliers d'équarrissage et des usines de traitement ou d'aliments pour animaux;

v) régir l'importation, la préparation, la fabrication, la conservation, le conditionnement, le stockage, la distribution, la vente — y compris les conditions de celle-ci et la publicité afférente — des produits de ces ateliers et usines;

...

z.2) régir la collecte de données — statistiques et autres —, la publication d'études et la réalisation d'enquêtes ou de sondages concernant toute question liée à la présente loi ou aux règlements;

z.3) exiger la tenue de registres relatifs aux activités régies par la présente loi ou les règlements;

z.4) fixer tous droits et redevances exigibles dans le cadre de la présente loi et des règlements, ou leur mode de détermination;

Article 110. — Nouveau.

Article 111. — Texte du passage visé de l'article 66 :

66. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a été signifié au titre des articles 18, 25, 27, 37, 43 ou 48 ou des règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Article 112. — Les articles 74.1 à 74.7 sont nouveaux. Texte des articles 68 à 74 :

68. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

(2) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont parvenus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

69. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer, parmi les infractions à la présente loi ou aux règlements, celles, par dérogation au *Code criminel* :

a) pour lesquelles l'inspecteur ou l'agent d'exécution peut, lors de leur prétendue perpétration, remplir et signer, pour valoir dénonciation et citation, le formulaire réglementaire de contravention et le remettre au prévenu;

(b) the summons may be served on an accused by mailing the summons to the accused at the accused's latest known address,

and any regulations made under this section shall establish a procedure for voluntarily entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence.

70. Where a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings.

71. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to or acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

72. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that

(a) the offence was committed without the knowledge or consent of the accused; and

(b) the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

73. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where

(a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;

(b) the accused was apprehended; or

(c) the accused happens to be, or is carrying on business.

EVIDENCE

74. (1) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or an analyst, inspector or officer, purporting to have been signed by the Minister or the analyst, inspector or officer, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

(2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record or other document that is made by the Minister or an analyst, inspector or officer under this Act or the regulations and that appears to have been certified under the signature of the Minister or the analyst, inspector or officer as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

b) qui peuvent faire l'objet d'une citation signifiée au prévenu par la poste, à sa dernière adresse connue.

Le règlement d'application du présent article fixe pour chaque infraction, d'une part, la procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquitter l'amende prévue et, d'autre part, le montant de l'amende.

70. Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même tribunal en matière civile.

71. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

72. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

73. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

PREUVE

74. (1) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction, la déclaration, le certificat, le rapport ou tout autre document censé signé par le ministre, l'inspecteur, l'analyste ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis en vertu de la présente loi ou des règlements et censée certifiée conforme par le ministre, l'inspecteur, l'analyste ou l'agent d'exécution est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

(3) Any document referred to in subsection (1) or (2) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been issued on the date that it bears.

(4) No declaration, certificate, report, copy, extract or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial, served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy or extract.

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent.

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.

Plant Protection Act

Clause 115: (1) The definitions “justice” and “peace officer” in section 3 read as follows:

“justice” means a justice as defined in section 2 of the *Criminal Code*;

“peace officer” means a peace officer as defined in section 2 of the *Criminal Code*;

(2) The definitions “Assessor”, “inspector” and “Tribunal” in section 3 read as follows:

“Assessor” means the Assessor or any Deputy Assessor appointed under Part II of the *Pesticide Residue Compensation Act*;

“inspector” means a person designated as an inspector pursuant to section 21;

“Tribunal” means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the *Canada Agricultural Products Act*;

Loi sur la protection des végétaux

Article 115, (1). — Texte des définitions de « agent de la paix » et « juge de paix » à l’article 3 :

« agent de la paix » S’entend au sens du *Code criminel*.

« juge de paix » S’entend au sens du *Code criminel*.

(2). — Texte des définitions de « Commission », « évaluateur » et « inspecteur » à l’article 3 :

« Commission » La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*.

« évaluateur » L’évaluateur ou tout évaluateur adjoint nommé sous le régime de la partie II de la *Loi sur l’indemnisation des dommages causés par des pesticides*.

« inspecteur » Personne désignée à ce titre en application de l’article 21.

(3) New.

(3). — Nouveau.

Clause 116: New.

Article 116. — Nouveau.

Clause 117: Subsection 8(3) reads as follows:

(3) Where a thing is not removed from Canada as required under this section, it shall, notwithstanding section 32, be forfeited to Her Majesty in right of Canada and may be disposed of as the Minister may direct.

Clause 118: Section 21 reads as follows:

21. (1) The President of the Canadian Food Inspection Agency may designate inspectors under section 13 of the *Canadian Food Inspection Agency Act* for the purposes of this Act.

(2) Inspectors shall be given certificates in a form established by the President of the Canadian Food Inspection Agency attesting to their designation and, on entering any place under this Act, an inspector shall show the certificate to the person in charge of the place if the person requests proof of the inspector's designation.

Clause 119: Section 23 reads as follows:

23. (1) No person shall obstruct or hinder or make any false or misleading statement either orally or in writing to an inspector who is performing duties or functions under this Act or the regulations.

(2) The owner or the person in charge of a place entered by an inspector under section 25 and every person found in the place shall

(a) give the inspector all reasonable assistance in the owner's or person's power to enable the inspector to perform duties and functions under this Act or the regulations; and

(b) furnish the inspector with such information relevant to the administration of this Act or the regulations as the inspector may reasonably require.

(3) A peace officer shall provide such assistance as an inspector may request for the purpose of enforcing this Act or the regulations.

Clause 120: The heading before section 25 and sections 25 to 34 read as follows:

Article 117. — Texte du paragraphe 8(3) :

(3) En cas d'inexécution de l'ordre, la chose visée est, malgré l'article 32, confisquée au profit de Sa Majesté du chef du Canada et il peut en être disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

Article 118. — Texte de l'article 21 :

21. (1) Les inspecteurs chargés de l'application de la présente loi sont désignés par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments conformément à l'article 13 de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*.

(2) Chaque inspecteur reçoit un certificat établi en la forme fixée par le président de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite.

Article 119. — Texte de l'article 23 :

23. (1) Il est interdit d'entraver l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions qui lui sont conférées sous le régime de la présente loi ou des règlements ou de lui faire, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse.

(2) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité en application de l'article 25, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir les renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements et dont il peut valablement exiger la communication.

(3) L'agent de la paix prête à l'inspecteur, sur demande de celui-ci, l'assistance nécessaire à l'application de la présente loi ou des règlements.

Article 120. — Texte de l'intertitre précédant l'article 25 et des articles 25 à 34 :

Inspection

25. (1) For the purpose of detecting pests or ensuring compliance with this Act and the regulations, an inspector may

- (a) subject to section 26, at any reasonable time, enter and inspect any place, or stop any conveyance, in which the inspector believes on reasonable grounds there is any thing in respect of which this Act or the regulations apply;
- (b) open any receptacle, baggage, package, cage or other thing that the inspector believes on reasonable grounds contains any thing in respect of which this Act or the regulations apply;
- (c) examine any thing in respect of which this Act or the regulations apply and take samples of it;
- (d) require any person to produce for inspection or copying, in whole or in part, any record or other document that the inspector believes on reasonable grounds contains any information relevant to the administration of this Act or the regulations; and
- (e) conduct any tests or analyses or take any measurements.

(2) In carrying out an inspection at any place under this section, an inspector may

- (a) use or cause to be used any data processing system at the place to examine any data contained in or available to the system;
- (b) reproduce any record or cause it to be reproduced from the data in the form of a print-out or other intelligible output and take the print-out or other output for examination or copying; and
- (c) use or cause to be used any copying equipment at the place to make copies of any record or other document.

26. (1) An inspector may not enter a dwelling-place except with the consent of the occupant of the dwelling-place or under the authority of a warrant.

(2) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that

- (a) the conditions for entry described in section 25 exist in relation to a dwelling-place,
- (b) entry to the dwelling-place is necessary for any purpose relating to the administration of this Act or the regulations, and
- (c) entry to the dwelling-place has been refused or there are reasonable grounds to believe that entry will be refused,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector named in the warrant to enter the dwelling-place, subject to any conditions that may be specified in the warrant.

(3) The inspector who executes a warrant shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force is specifically authorized in the warrant.

27. Where an inspector believes on reasonable grounds that a violation, or an offence under this Act, has been committed, the inspector may seize and detain any thing

Inspection

25. (1) Afin de vérifier l'existence de parasites ou d'assurer l'observation de la présente loi et des règlements, l'inspecteur peut :

- a) sous réserve de l'article 26, procéder, à toute heure convenable, à la visite de tout lieu — et à cette fin, à l'immobilisation d'un véhicule — où se trouvent, à son avis, des choses visées par la présente loi ou les règlements;
- b) ouvrir tout contenant — bagages, récipient, cage, emballage ou autre — qui, à son avis, contient de telles choses;
- c) examiner celles-ci et procéder sur elles à des prélèvements;
- d) exiger la communication, pour examen ou reproduction totale ou partielle, de tout document renfermant, à son avis, des renseignements utiles à l'application de la présente loi ou des règlements;
- e) faire des tests et des analyses et prendre des mesures.

L'avis de l'inspecteur doit être fondé sur des motifs raisonnables.

(2) L'inspecteur peut, lors de sa visite :

- a) faire usage de tout système informatique se trouvant dans le lieu pour vérifier les données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;
- b) à partir de ces données, reproduire le document sous forme d'imprimé ou toute autre forme intelligible qu'il peut emporter pour examen ou reproduction;
- c) faire usage du matériel de reproduction du lieu.

26. (1) Dans le cas d'un local d'habitation, l'inspecteur ne peut procéder à la visite sans l'autorisation de l'occupant que s'il est muni d'un mandat.

(2) Sur demande *ex parte*, le juge de paix peut signer un mandat autorisant, sous réserve des conditions éventuellement fixées, l'inspecteur qui y est nommé à procéder à la visite d'un local d'habitation si lui-même est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, que sont réunis les éléments suivants :

- a) les circonstances prévues à l'article 25 existent;
- b) la visite est nécessaire pour l'application de la présente loi ou des règlements;
- c) un refus a été opposé à la visite ou il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas.

(3) L'inspecteur ne peut recourir à la force dans l'exécution du mandat que si celui-ci en autorise expressément l'usage et que si lui-même est accompagné d'un agent de la paix.

27. L'inspecteur peut saisir et retenir toute chose s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou qu'elle servira à la prouver.

(a) by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds the violation or offence was committed; or

(b) that the inspector believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of a violation, or an offence under this Act.

Search

28. (1) Where on *ex parte* application a justice is satisfied by information on oath that there are reasonable grounds to believe that there is in any place any thing

(a) by means of or in relation to which a violation, or an offence under this Act, has been committed or is suspected of having been committed, or

(b) that there are reasonable grounds to believe will afford evidence in respect of the commission of a violation or an offence under this Act,

the justice may at any time sign and issue a warrant authorizing the inspector named in the warrant to enter and search the place for the thing and, subject to any conditions that may be specified in the warrant, to seize and detain it.

(2) The inspector who executes a warrant may exercise the powers described in section 25 and may seize and detain, in addition to any thing mentioned in the warrant, any other thing

(a) by means of or in relation to which the inspector believes on reasonable grounds a violation, or an offence under this Act, has been committed; or

(b) that the inspector believes on reasonable grounds will afford evidence in respect of the commission of a violation, or an offence under this Act.

(3) A warrant shall be executed by day unless the justice authorizes its execution by night.

(4) An inspector may exercise any of the powers referred to in subsections (1) and (2) without a warrant if the conditions for obtaining a warrant exist but, by reason of exigent circumstances, it would not be practical to obtain a warrant.

Disposition of Seized Things

29. An inspector who seizes and detains a thing under this Act shall, as soon as is practicable, advise the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure of the reason for the seizure.

30. (1) An inspector who seizes and detains a thing under this Act, or any person designated by the inspector, may

(a) store, treat, quarantine or dispose of the thing at the place where it was seized or move it to any other place for storage, treatment, quarantine or disposition; or

(b) require its owner or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure to store, treat, quarantine or dispose of it or move it to any other place and store, treat, quarantine or dispose of it.

Perquisitions

28. (1) S'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation sous serment, qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la présence, dans un lieu, de choses qui ont ou auraient servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou dont il y a des motifs raisonnables de croire qu'elles serviront à la prouver, le juge de paix peut, sur demande *ex parte*, signer un mandat autorisant l'inspecteur qui y est nommé à perquisitionner le lieu et, sous réserve des conditions éventuellement fixées, à saisir et retenir les choses en question.

(2) L'inspecteur peut, dans l'exécution du mandat, exercer les pouvoirs prévus à l'article 25 et saisir et retenir toute chose non mentionnée dans le mandat s'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle a servi ou donné lieu à une infraction à la présente loi ou à une violation ou qu'elle servira à la prouver.

(3) Le mandat ne peut, sauf autorisation spéciale du juge de paix, être exécuté de nuit.

(4) L'inspecteur peut exercer sans mandat les pouvoirs prévus aux paragraphes (1) et (2) lorsque l'urgence de la situation rend difficilement réalisable l'obtention du mandat, sous réserve que les conditions de délivrance de celui-ci soient réunies.

Mesures consécutives à la saisie

29. Dans les meilleurs délais, l'inspecteur porte à la connaissance du propriétaire des choses visées ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins les motifs de la saisie.

30. (1) L'inspecteur — ou la personne qu'il désigne — peut soit entreposer la chose saisie sur le lieu même de la saisie, soit la transférer dans un autre lieu et l'y entreposer, et, à l'un ou l'autre de ces lieux, la traiter, la mettre en quarantaine ou prendre à son égard toute mesure de disposition, notamment de destruction; il peut en outre ordonner à son propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins de le faire.

(2) A requirement under paragraph (1)(b) shall be communicated by personal delivery of a notice to the owner or person having the possession, care or control of the thing or by sending the notice to the owner or person, and the notice may specify the period within which or the manner in which the thing is to be moved, stored, treated, quarantined or disposed of.

(3) An inspector who seizes and detains a thing under this Act may dispose of it and any proceeds realized from its disposition shall be paid to the Receiver General.

31. Except as authorized in writing by an inspector, no person shall remove, alter or interfere in any way with a thing that is seized and detained under this Act.

32. (1) A thing that is seized and detained under this Act, or any proceeds realized from its disposition, shall not be detained after

(a) a determination by an inspector that the thing is in conformity with the provisions of this Act and the regulations, or

(b) the expiration of one hundred and eighty days after the day of seizure, or such longer period as may be prescribed,

unless before that time proceedings are instituted in relation to the thing, in which case it, or the proceeds from its disposition, may be detained until the proceedings are finally concluded.

(2) Where proceedings are instituted in accordance with subsection (1) in respect of the thing and it has not been disposed of, confiscated or forfeited under this Act or the regulations, the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure may apply

(a) in the case of a violation, to the Tribunal, or

(b) in the case of an offence, to the court before which the proceedings are being held,

for an order that it be returned.

(3) The Tribunal or court, as the case may be, may order that the thing be returned to the applicant, subject to such conditions as the Tribunal or court may impose to ensure that it is preserved for any purpose for which it may subsequently be required, where the Tribunal or court is satisfied that sufficient evidence exists or may reasonably be obtained without detaining the thing and that it is not a pest, is not infested with a pest and does not constitute a biological obstacle to the control of a pest.

33. (1) Where the Tribunal decides that a person has committed a violation, or a person is convicted of an offence under this Act, the Tribunal or the convicting court, as the case may be, may, on its own motion or at the request of any party to the proceedings, in addition to any penalty or punishment imposed, order that any thing by means of or in relation to which the violation or offence was committed, or any proceeds realized from its disposition, be forfeited to Her Majesty in right of Canada.

(2) Where the owner of a thing that is seized and detained under this Act consents to its forfeiture, it is thereupon forfeited to Her Majesty in right of Canada and shall be disposed of as the Minister may direct.

(2) L'ordre est signifié au propriétaire ou à la personne concernée, soit à personne, soit par envoi postal ou autre, sous forme d'avis en précisant éventuellement le délai ou les modalités d'exécution.

(3) Le cas échéant, le produit de l'aliénation des choses saisies, effectuée par l'inspecteur ou par la personne qu'il désigne, est versé au receveur général.

31. Il est interdit, sans l'autorisation écrite de l'inspecteur, de modifier, de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation des choses saisies et retenues.

32. (1) Sauf en cas de poursuite où elle peut se prolonger jusqu'à l'issue définitive de l'affaire, la rétention des choses saisies — ou du produit de leur aliénation — prend fin soit après la constatation, par l'inspecteur, de leur conformité avec la présente loi et les règlements, soit à l'expiration d'un délai de cent quatre-vingts jours à compter de la date de la saisie ou du délai supérieur fixé par règlement.

(2) La restitution des choses saisies peut être demandée, selon qu'il s'agit d'une poursuite pour violation ou pour infraction, à la Commission ou au tribunal saisi de l'affaire par leur propriétaire ou la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins si elles n'ont pas été détruites ou confisquées ou s'il n'en a pas encore été disposé.

(3) La juridiction peut faire droit à la demande, sous réserve des conditions jugées utiles pour assurer la conservation des choses dans un but ultérieur, si elle est convaincue que, d'une part, il existe ou peut être obtenu suffisamment d'éléments de preuve pour rendre inutile la rétention des choses et, d'autre part, celles-ci ne sont pas des parasites, ne sont pas parasitées et ne constituent pas un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire.

33. (1) La Commission, sur détermination de responsabilité pour violation, ou le tribunal, sur déclaration de culpabilité pour infraction, peut, d'office ou sur demande, ordonner, en sus de la sanction ou de la peine infligée, la confiscation au profit de Sa Majesté du chef du Canada des choses ayant servi ou donné lieu à la violation ou à l'infraction, ou du produit de leur aliénation.

(2) La confiscation des choses saisies et retenues peut aussi s'effectuer sur consentement de leur propriétaire. Il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

34. (1) Where proceedings mentioned in subsection 32(1) are instituted within the time provided in that subsection and, at the final conclusion of those proceedings, the Tribunal, in the case of a violation, or the court, in the case of an offence, orders the forfeiture of the thing that was seized and detained, it shall be disposed of as the Minister may direct.

(2) Where the Tribunal or court, as the case may be, does not order the forfeiture of a thing, it or any proceeds realized from its disposition shall be returned to the owner of the thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure.

(3) Where the Tribunal decides that the owner of a thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure has committed a violation, or the owner of a thing or the person having the possession, care or control of it at the time of its seizure is convicted of an offence under this Act, and a penalty or fine, as the case may be, is imposed,

- (a) the thing may be detained until the penalty or fine is paid;
- (b) the thing may be sold under execution in satisfaction of the penalty or fine; or
- (c) any proceeds realized from its disposition under paragraph (b) or subsection 30(3) may be applied in payment of the penalty or fine.

Clause 121: Section 37 and the heading before it read as follows:

SAMPLES

37. (1) A sample taken under this Act or the regulations may be disposed of in such manner as the Minister considers appropriate.

(2) Her Majesty is not liable for any costs, loss or damage resulting from the taking or disposition of a sample under this Act or the regulations.

Clause 122: Subsection 42(2) reads as follows:

(2) The Assessor is entitled to be paid such travel allowances as are payable for the attendances of a judge of the Federal Court under the *Judges Act*.

Clause 123: Subsections 43(2) and (3) read as follows:

(2) Subject to any rules made under subsection (1), all rules respecting the conduct of appeals and the procedure for bringing appeals to the Assessor made under section 18 of the *Pesticide Residue Compensation Act* that are in force at the time this section comes into force shall, to the extent that they are not inconsistent with sections 40 to 42, apply in respect of appeals brought under section 40.

(3) The functions of the registrar of appeals and any other person necessary to carry out the purposes of sections 40 to 42 shall be carried out by the persons who carry out similar functions under Part II of the *Pesticide Residue Compensation Act*.

Clause 124: The heading before section 44 reads as follows:

FEES, CHARGES AND COSTS

Clause 125: (1) and (2) Section 44 reads as follows:

34. (1) Dans le cas où, à l'issue de poursuites intentées dans les délais prévus au paragraphe 32(1), la Commission ou le tribunal, selon qu'il s'agit d'une violation ou d'une infraction, ordonne la confiscation des choses saisies et retenues, il en est disposé — notamment par destruction — conformément aux instructions du ministre.

(2) À défaut d'ordonnance de confiscation, les choses sont restituées à leur propriétaire ou à la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins, ou le produit de leur aliénation lui est remis.

(3) En cas de détermination de responsabilité pour violation ou de déclaration de culpabilité de leur propriétaire ou de la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins :

- a) la rétention des choses peut être prolongée jusqu'au paiement du montant de la sanction ou de l'amende infligée;
- b) les choses peuvent être aliénées par adjudication forcée;
- c) le produit de l'aliénation prévue à l'alinéa b) ou au paragraphe 30(3) peut être affecté au paiement de la sanction ou de l'amende.

Article 121. — Texte de l'article 37 et de l'intertitre le précédant :

PRÉLÈVEMENTS

37. (1) Il peut être disposé des prélèvements effectués au titre de la présente loi ou des règlements de la façon que le ministre juge indiquée.

(2) Sa Majesté n'est pas tenue des pertes, dommages ou frais liés à ces prélèvements.

Article 122. — Texte du paragraphe 42(2) :

(2) L'évaluateur reçoit les indemnités de déplacement prévues aux termes de la *Loi sur les juges* pour les vacances des juges de la Cour fédérale.

Article 123. — Texte des paragraphes 43(2) et (3) :

(2) Sous réserve du paragraphe (1), les règles en matière de formation et de procédure d'appel édictées sous le régime de l'article 18 de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides* s'appliquent aux appels formés sous le régime de l'article 40 de la présente loi, dans la mesure où elles sont compatibles avec les articles 40 à 42 de la présente loi et en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent article.

(3) Les fonctions de greffier des appels et du personnel nécessaire à l'application des articles 40 à 42 de la présente loi sont exercées par les titulaires de fonctions équivalentes dans le cadre de la partie II de la *Loi sur l'indemnisation des dommages causés par des pesticides*.

Article 124. — Texte de l'intertitre précédant l'article 44 :

REDEVANCES ET AUTRES FRAIS

Article 125, (1) et (2). — Texte de l'article 44 :

44. (1) Her Majesty may recover from any person referred to in subsection (2) any prescribed fees or charges and any costs incurred by Her Majesty in relation to anything required or authorized under this Act or the regulations, including, without limiting the generality of the foregoing,

(a) the inspection, treatment, testing or analysis of a place or thing, or the quarantine, storage, removal, disposal or return of a thing, required or authorized under this Act or the regulations; and

(b) the seizure, confiscation, forfeiture, detention or disposal of a thing under this Act or the regulations.

(2) The fees, charges and costs are recoverable jointly and severally from the owner or occupier of the place or owner of the thing and from the person having the possession, care or control of it immediately before its inspection, treatment, testing, analysis, quarantine, storage, removal, return or disposal or, in the case of a thing seized, confiscated, forfeited, detained or disposed of under this Act or the regulations, immediately before its seizure, confiscation, forfeiture, detention or disposal.

Clause 126: Section 45 reads as follows:

45. Her Majesty may recover from any person who requests a service or the issue, renewal or amendment of a permit, certificate or other document under this Act or the regulations any prescribed fee or charge and any costs incurred by Her Majesty in relation to rendering the service or issuing, renewing or amending the document.

Clause 127: Section 46 reads as follows:

46. Any fees, charges or costs that are recoverable by Her Majesty under this Act or the regulations may be recovered as a debt due to Her Majesty.

Clause 128: (1) to (3) The relevant portion of section 47 reads as follows:

47. The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and prescribing anything that is to be prescribed under this Act, including regulations

...

(e) designating places of entry where things may be presented for inspection and admittance into Canada;

...

(m) respecting the detention or disposition of things seized, forfeited or confiscated under this Act;

...

(r) requiring documents to be furnished to or by inspectors; and

(s) prescribing any fees or charges, or the manner of calculating any fees or charges, required for carrying out the purposes and provisions of this Act or the regulations.

44. (1) Sa Majesté peut recouvrer les redevances réglementaires et autres frais liés à l'inspection ou au traitement de lieux ou de choses — ainsi qu'aux tests ou analyses afférents — effectués sous le régime de la présente loi ou des règlements, et à toutes autres mesures — notamment mise en quarantaine, renvoi, disposition, entreposage, transfert, saisie, confiscation, rétention ou destruction des choses — prises sous ce même régime.

(2) Sont alors débiteurs solidaires de ces frais le propriétaire ou l'occupant du lieu ou le propriétaire des choses et la dernière personne à en avoir eu la possession, la responsabilité ou la charge des soins avant les mesures en cause.

Article 126. — Texte de l'article 45 :

45. Sa Majesté peut recouvrer des intéressés les redevances réglementaires et autres frais liés aux services fournis à leur demande sous le régime de la présente loi ou des règlements, notamment en ce qui touche à la délivrance, au renouvellement ou à la modification de documents.

Article 127. — Texte de l'article 46 :

46. Les frais non acquittés dans le cadre de la présente loi ou des règlements peuvent être recouverts à titre de créance de Sa Majesté.

Article 128, (1) à (3). — Texte des passages introductif et visés de l'article 47 :

47. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre toute mesure d'application de la présente loi et, notamment :

...

e) désigner les lieux où les choses peuvent être présentées à l'inspection et introduites au Canada;

...

m) régir la rétention, la destruction ou toute autre forme de disposition des choses saisies ou confisquées en application de la présente loi;

...

r) prévoir la communication de documents aux inspecteurs ou par ceux-ci;

s) fixer tous droits et redevances exigibles dans le cadre de la présente loi ou des règlements, ou les modalités de leur calcul.

Clause 129: New.

Clause 130: The relevant portion of section 49 reads as follows:

49. Every person who fails to comply with a notice communicated to the person under section 6, 8, 24, 30 or 36 or the regulations is guilty of

Clause 131: Sections 57.1 to 57.7 are new. Sections 51 to 57 read as follows:

51. (1) Proceedings by way of summary conviction in respect of an offence under this Act may be instituted at any time within, but not later than, two years after the time when the Minister became aware of the subject-matter of the proceedings.

(2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the subject-matter of any proceedings, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matter asserted in it.

52. The Governor in Council may make regulations designating the contravention of any provision of this Act or the regulations as an offence with respect to which, notwithstanding the provisions of the *Criminal Code*,

(a) an inspector may lay an information and issue and serve a summons by completing a ticket in the prescribed form, affixing the inspector's signature thereto and delivering the ticket to the person alleged to have committed the offence specified therein at the time the offence is alleged to have been committed, or

(b) the summons may be served on an accused by mailing the summons to the accused at the accused's latest known address,

and any regulations made under this section shall establish a procedure for voluntarily entering a plea of guilty and paying a fine in respect of each offence to which the regulations relate and shall prescribe the amount of the fine to be paid in respect of each offence.

53. Where a person is convicted of an offence under this Act and a fine that is imposed as punishment is not paid when required, the prosecutor may, by filing the conviction, enter as a judgment the amount of the fine and costs, if any, in the superior court of the province in which the trial was held, and the judgment is enforceable against the convicted person in the same manner as if it were a judgment obtained by Her Majesty in right of Canada against the person in that court in civil proceedings.

54. Where a corporation commits an offence under this Act, any officer, director or agent of the corporation who directed, authorized, assented to or acquiesced or participated in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Article 129. — Nouveau.

Article 130. — Texte du passage visé de l'article 49 :

49. Quiconque contrevient à l'avis qui lui a été signifié au titre des articles 6, 8, 24, 30 ou 36 ou des règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

Article 131. — Les articles 57.1 à 57.7 sont nouveaux. Texte des articles 51 à 57 :

51. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

(2) Le document censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont parvenus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

52. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer, parmi les infractions à la présente loi ou aux règlements, celles, par dérogation au *Code criminel* :

a) pour lesquelles l'inspecteur peut, lors de leur prétendue perpétration, remplir et signer, pour valoir dénonciation et citation, le formulaire réglementaire de contravention et le remettre au prévenu;

b) qui peuvent faire l'objet d'une citation signifiée au prévenu par la poste, à sa dernière adresse connue.

Le règlement d'application du présent article fixe pour chaque infraction, d'une part, la procédure permettant au prévenu de plaider coupable et d'acquitter l'amende prévue et, d'autre part, le montant de l'amende.

53. Faute de paiement, dans le délai fixé, de l'amende infligée pour infraction à la présente loi, le poursuivant peut, par dépôt de la déclaration de culpabilité auprès de la juridiction supérieure de la province où le procès a eu lieu, faire tenir pour jugement de ce tribunal le montant de l'amende et des frais éventuels; le jugement est dès lors exécutoire contre l'intéressé comme s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui au profit de Sa Majesté du chef du Canada par le même tribunal en matière civile.

54. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

55. In any prosecution for an offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the accused, whether or not the employee or agent is identified or has been prosecuted for the offence, unless the accused establishes that

- (a) the offence was committed without the knowledge or consent of the accused; and
- (b) the accused exercised all due diligence to prevent the commission of the offence.

56. A prosecution for an offence under this Act may be instituted, heard and determined in the place where

- (a) the offence was committed or the subject-matter of the prosecution arose;
- (b) the accused was apprehended; or
- (c) the accused happens to be, or is carrying on business.

EVIDENCE

57. (1) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a declaration, certificate, report or other document of the Minister or an inspector, purporting to have been signed by the Minister or the inspector, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, is proof of the matters asserted in it.

(2) In any proceedings for a violation, or for an offence under this Act, a copy of or an extract from any record or other document that is made by the Minister or an inspector under this Act or the regulations and that appears to have been certified under the signature of the Minister or the inspector as a true copy or extract is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it and, in the absence of evidence to the contrary, has the same probative force as the original would have if it were proved in the ordinary way.

(3) Any document referred to in subsection (1) or (2) shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to have been issued on the date that it bears.

(4) No declaration, certificate, report, copy, extract or other document referred to in this section shall be received in evidence unless the party intending to produce it has, before the trial, served on the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a duplicate of the declaration, certificate, report, copy, extract or other document.

55. Dans les poursuites pour infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un agent ou un mandataire de l'accusé, que cet agent ou mandataire ait été ou non identifié ou poursuivi. L'accusé peut se disculper en prouvant que la perpétration a eu lieu à son insu ou sans son consentement et qu'il avait pris les mesures nécessaires pour l'empêcher.

56. La poursuite d'une infraction à la présente loi peut être intentée, et l'affaire entendue et jugée, soit au lieu de la perpétration, soit au lieu où a pris naissance l'élément constitutif, soit encore au lieu où l'accusé a été appréhendé, se trouve ou exerce ses activités.

PREUVE

57. (1) Dans les poursuites pour violation ou pour infraction, les documents — déclarations, certificats, rapports ou autres — censés signés par le ministre ou l'inspecteur sont admissibles en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, ils font foi de leur contenu.

(2) De même, la reproduction totale ou partielle des documents établis par le ministre ou l'inspecteur en vertu de la présente loi ou des règlements et censée certifiée conforme par le ministre ou l'inspecteur est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la certification ou la qualité officielle du certificateur; sauf preuve contraire, elle a la force probante d'un original dont l'authenticité serait prouvée de la manière habituelle.

(3) Sauf preuve contraire, les documents visés au présent article sont censés avoir été établis à la date qu'ils portent.

(4) Les documents visés au présent article ne sont admis en preuve que si la partie qui a l'intention de les produire contre une autre donne à celle-ci un préavis suffisant, en y joignant une copie de ceux-ci.

Plant Breeders' Rights Act

Clause 134: (1) The definition “protective direction” in subsection 2(1) reads as follows:

“protective direction” means a protective direction under section 19;

(2) The definitions “agreement country”, “breeder”, “country of the Union”, “infringement” and “plant breeders’ rights” in subsection 2(1) read as follows:

“agreement country” means

- (a) any country,
- (b) any colony, protectorate or territory subject to the authority of another country or under its suzerainty, or
- (c) any territory over which another country exercises a mandate or trusteeship,

that is prescribed as an agreement country with a view to the fulfilment of a bilateral agreement concerning the rights of plant breeders made between Canada and that country;

“breeder”, in respect of a plant variety, means

- (a) where any person acting within the scope of the person’s duties as an officer, servant or employee of another person originates or discovers the plant variety, that other person, and
- (b) where any person not acting as described in paragraph (a) originates or discovers the plant variety, that person;

“country of the Union” means

- (a) any country,
- (b) any colony, protectorate or territory subject to the authority of another country or under its suzerainty, or

Loi sur la protection des obtentions végétales

Article 134, (1). — Texte de la définition de « certificat temporaire » au paragraphe 2(1) :

« certificat temporaire » Le certificat temporaire visé à l’article 19.

(2). — Texte des définitions de « certificat d’obtention », « État de l’Union », « obtenteur », « pays signataire » et « violation » au paragraphe 2(1) :

« certificat d’obtention » Le certificat conférant à son titulaire les droits énumérés au paragraphe 5(1).

« État de l’Union » Sous réserve de sa désignation à ce titre par règlement en vue de l’exécution de la convention créant l’Union pour la protection des obtentions végétales à laquelle le Canada a adhéré, s’entend de tout pays, d’une colonie, d’un protectorat ou d’un territoire placé sous l’autorité ou la souveraineté d’un autre pays, ou d’un territoire placé sous mandat ou tutelle d’un autre pays.

« obtenteur » Toute personne qui, agissant pour son propre compte, ou dont un agent ou autre préposé dans l’exercice de ses fonctions, crée ou découvre une variété végétale.

« pays signataire » Sous réserve de sa désignation à ce titre par règlement en vue de l’exécution d’un accord bilatéral sur la protection des obtentions végétales conclu entre lui et le Canada, s’entend de tout pays ou des autres entités visées à la définition de « État de l’Union ».

« violation » Le fait d’exercer, sans y être autorisé sous le régime de la présente loi, l’un des droits exclusifs conférés par le paragraphe 5(1) au titulaire d’un certificat d’obtention.

(c) any territory over which another country exercises a mandate or trusteeship,

that is prescribed as a country of the Union with a view to the fulfilment of a convention constituting a Union for protecting new varieties of plants that includes Canada among its members;

“infringement”, in relation to plant breeder’s rights, means the doing, without authority under this Act, of anything that the holder of those rights has the exclusive right to do as provided in subsection 5(1);

“plant breeder’s rights” means the rights referred to in subsection 5(1);

(3) Subsection 2(3) is new. Subsection 2(2) reads as follows:

(2) Notwithstanding anything in this Act, a country of the Union or an agreement country may be prescribed for all or any of the provisions of this Act or the regulations in so far as those provisions have reference, express or implied, to such a country.

(3). — Texte du paragraphe 2(2) :

(2) Par dérogation aux autres dispositions de la présente loi, la désignation réglementaire comme État de l’Union ou pays signataire peut se faire pour l’application de tout ou partie de cette loi ou de ses règlements, dans la mesure où le pays en cause y est expressément ou implicitement visé.

Clause 135: (1) and (2) The relevant portion of subsection 5(1) reads as follows:

5. (1) Subject to this Act, the holder of the plant breeder's rights respecting a plant variety has the exclusive right

...

(b) to make repeated use of propagating material of the plant variety in order to produce commercially another plant variety if the repetition is necessary for that purpose;

Article 135, (1) et (2). — Textes des passages visés du paragraphe 5(1) :

5. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, le titulaire a le droit exclusif :

...

b) de faire du matériel de multiplication de la variété l'emploi répété nécessaire à la production commerciale d'une autre variété végétale;

Clause 136: New.

Article 136. — Nouveau.

Clause 137: Subsection 6(1) reads as follows:

6. (1) The term of the grant of plant breeder's rights shall, subject to earlier termination pursuant to this Act, be a period of eighteen years, commencing on the day the certificate of registration is issued under paragraph 27(3)(b).

Clause 138: (1) and (2) The relevant portion of subsection 7(1) reads as follows:

7. (1) Subject to section 8, a breeder of a new variety or a legal representative of the breeder may make an application to the Commissioner for the grant of plant breeder's rights respecting that variety if

...

(b) in any other case, neither the breeder nor a legal representative of the breeder sold or concurred in the sale of that variety in Canada before the effective date of the application; and

(c) subject to any prescribed exemptions, neither the breeder nor a legal representative of the breeder sold or concurred in the sale of that variety outside Canada before the commencement of such period prior to the date described in paragraph (a) as is prescribed for the purposes of this paragraph.

Article 137. — Texte du paragraphe 6(1) :

6. (1) La période de validité d'un certificat d'obtention est de dix-huit ans; il peut toutefois y être mis fin plus tôt en conformité avec la présente loi. Elle se calcule à compter du jour de la remise du certificat d'obtention.

Article 138, (1) et (2). — Texte des passages visés du paragraphe 7(1) :

7. (1) Sont recevables, sous réserve de l'article 8, les demandes de certificat d'obtention présentées par tout obtenteur, ou représentant légal de celui-ci, qui :

...

b) dans tout autre cas, n'a pas, avant la date effective de la demande, vendu l'obtention ou consenti à sa vente au Canada;

c) sous réserve de toute exemption réglementaire, n'a pas, avant le début de la période mentionnée à l'alinéa a) mais fixée par règlement pour l'application du présent alinéa, vendu l'obtention ou consenti à sa vente à l'étranger.

Clause 139: Subsection 10(1) reads as follows:

10. (1) Subject to subsections (2) and 11(1), the effective date of an application is the date on which the application is received by the Commissioner and, in the case of receipt by the Commissioner of two or more applications respecting a new variety the breeders of which bred it independently of each other, priority shall be given to the application first received by the Commissioner.

Clause 140: Subsection 11(3) reads as follows:

(3) An application given priority under subsection (1) shall be supported by the required material furnished pursuant to this Act and the regulations before the expiration of the prescribed period, not exceeding four years, after the last day of the twelve months within which the application is submitted in accordance with paragraph (1)(a).

Clause 141: New.

Article 139. — Texte du paragraphe 10(1) :

10. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 11(1), la date effective des demandes est celle de leur réception par le directeur; lorsqu'une même obtention végétale, mise au point séparément par plusieurs obtenteurs, fait l'objet de plusieurs demandes, la priorité va à la première reçue par le directeur.

Article 140. — Texte du paragraphe 11(3) :

(3) Le requérant prioritaire bénéficie d'un délai réglementaire d'au plus quatre ans après l'expiration du délai visé à l'alinéa (1)a) pour fournir les documents et le matériel requis par la présente loi et ses règlements pour le dépôt de la demande.

Article 141. — Nouveau.

Clause 142: The heading before section 19 and sections 19 to 21 read as follows:

PROTECTIVE DIRECTIONS

19. (1) An application for the grant of plant breeder's rights may include an application, accompanied by the fee prescribed in respect thereof, to the Commissioner for a protective direction respecting the plant variety in relation to which the application is made.

(2) Every person applying for a protective direction in accordance with subsection (1) shall undertake not to sell during the subsistence thereof propagating material of the plant variety unless the sale is made in good faith for purposes of scientific research, is part of a transaction involving the sale of the plant breeder's rights or consists of the sale of propagating material for the purpose of accumulating stock for subsequent resale to that person.

(3) Subject to subsection (4), where the undertaking required by subsection (2) is given, the Commissioner shall grant a protective direction to the person giving the undertaking and anything done while the protective direction is in force that, if the plant breeder's rights respecting the plant variety were granted, would constitute an infringement of those rights is actionable pursuant to this section as if it were such an infringement.

(4) Where the Commissioner has reason to suspect that a person whose application for the grant of plant breeder's rights includes an application for a protective direction is not entitled in accordance with section 7 or 8 to make the application for that grant, the Commissioner shall refuse to grant the protective direction.

(5) The Commissioner shall not refuse to grant a protective direction to a person without first giving the person notice of the objections to it and of the grounds for those objections as well as a reasonable opportunity to make representations with respect thereto.

20. (1) The Commissioner may withdraw a protective direction if the person to whom it was granted so requests and, notwithstanding the absence of any such request, the Commissioner shall withdraw a protective direction if the Commissioner is satisfied that

(a) the person to whom it was granted has given an undertaking, whether or not for consideration, not to institute proceedings pursuant to section 19; or

(b) a breach of the undertaking given by the person pursuant to subsection 19(2) has occurred.

(2) Section 36 applies, with such modifications as the circumstances require, in respect of the withdrawal of a protective direction as that section applies in respect of the revocation of plant breeder's rights.

Article 142. — Texte de l'intertitre précédant l'article 19 et des articles 19 à 21 :

CERTIFICAT TEMPORAIRE

19. (1) Peut être annexée à la demande de certificat d'obtention une demande de certificat temporaire pour la variété en cause; y est joint le montant de la taxe réglementaire applicable.

(2) Toute demande de certificat temporaire comporte l'engagement de ne pas vendre, pendant la période de validité du certificat, le matériel de multiplication de la variété végétale, sauf si la vente est faite soit de bonne foi aux fins de recherche scientifique, soit dans le but de constituer un stock pour revente ultérieure au demandeur en cause ou s'il s'agit d'une transaction touchant la vente des droits reconnus par le certificat d'obtention correspondant.

(3) Le directeur délivre le certificat temporaire, une fois pris l'engagement visé au paragraphe (2). Pendant la période de validité du certificat, tout acte constituant une violation des droits protégés par celui-ci équivaut à une violation des droits qui auraient été protégés par le certificat d'obtention correspondant et est passible de poursuites en vertu du présent article.

(4) Le directeur ne délivre cependant pas le certificat temporaire s'il a des motifs de croire que le demandeur n'est pas habilité à présenter une demande aux termes des articles 7 ou 8.

(5) Le paragraphe 17(2) s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, à la demande de certificat temporaire.

20. (1) Le directeur retire le certificat temporaire à la demande du bénéficiaire, ou s'il est convaincu que ce dernier s'est engagé, à titre gratuit ou onéreux, à ne pas intenter de poursuites fondées sur l'article 19 ou n'a pas respecté l'engagement pris en application du paragraphe 19(2).

(2) L'article 36 s'applique, compte tenu des adaptations de circonstance, au retrait d'un certificat temporaire.

21. As soon as an application for the grant of plant breeder's rights that includes an application for a protective direction is disposed of, whether by grant or refusal to grant those rights or otherwise, the protective direction lapses if it is in force at the time of that disposal.

Clause 143: Subsection 27(2) reads as follows:

(2) Where the Commissioner

(a) is not satisfied, after consideration of an application and evaluation of results, as described in subsection (1), or

(b) has, pursuant to paragraph 20(1)(b), withdrawn a protective direction and finds no reason considered by the Commissioner to be sufficient for nevertheless granting the plant breeder's rights to the applicant to whom the protective direction was granted,

the Commissioner shall refuse the application.

Clause 144: Section 29 reads as follows:

29. The grant of the plant breeder's rights respecting a plant variety is subject to any conditions related to its category that are prescribed for the purpose of requiring the holder of those rights to authorize, pursuant to paragraph 5(1)(d), the doing of an act described in paragraphs 5(1)(a) to (c).

Clause 145: Subsection 32(1) reads as follows:

32. (1) Subject to this section and the regulations, the Commissioner shall, on application by any person, where the Commissioner considers that it is appropriate to do so, confer on the person in the form of a compulsory licence rights to do any thing that the holder might authorize another person to do pursuant to paragraph 5(1)(d).

Clause 146: Section 34 reads as follows:

34. The Commissioner may, prior to the end of the term fixed by subsection 6(1) for a grant of plant breeder's rights, annul the grant if the Commissioner is satisfied that the requirements specified in paragraph 4(2)(a) or the conditions specified in subsection 7(1) were not fulfilled.

Clause 147: (1) and (2) Paragraphs 35(1)(f) and (g) are new. The relevant portion of subsection 35(1) reads as follows:

35. (1) The Commissioner may, prior to the end of the term fixed by subsection 6(1) for a grant of any plant breeder's rights, revoke the rights if the Commissioner is satisfied that

...

(c) the applicant for the grant of those rights committed a breach of an undertaking given by the applicant under subsection 19(2);

21. Le certificat temporaire expire au plus tard à la délivrance, ou au refus de délivrance, du certificat d'obtention correspondant.

Article 143. — Texte du paragraphe 27(2) :

(2) Le directeur rejette la demande si, selon le cas :

a) il n'en vient pas aux conclusions énoncées au paragraphe (1);

b) il a déjà retiré le certificat temporaire, pour non-respect de l'engagement pris en application du paragraphe 19(2), et ne voit aucune raison justifiant la délivrance du certificat d'obtention.

Article 144. — Texte de l'article 29 :

29. La délivrance du certificat d'obtention est assujettie aux conditions réglementaires, applicables à la catégorie en cause, qui obligent le titulaire à autoriser, en application de l'alinéa 5(1)d), tout acte mentionné aux alinéas 5(1)a) à c).

Article 145. — Texte du paragraphe 32(1) :

32. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et des règlements et s'il l'estime indiqué, le directeur délivre obligatoirement sur demande une licence pour l'exercice de tout ou partie des droits visés à l'alinéa 5(1)d).

Article 146. — Texte de l'article 34 :

34. Le directeur peut annuler la délivrance de tout certificat d'obtention avant l'expiration de la période de validité prévue au paragraphe 6(1) s'il est convaincu que la variété n'est pas conforme à l'exigence énoncée à l'alinéa 4(2)a) ou que les critères énoncés au paragraphe 7(1) n'ont pas été respectés.

Article 147, (1) et (2). — Les alinéas 35(1)f) et g) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 35(1) :

35. (1) Le directeur peut révoquer un certificat d'obtention avant son expiration normale s'il est convaincu que, selon le cas, son titulaire :

...

c) n'a pas respecté l'engagement qu'il a contracté aux termes du paragraphe 19(2) en tant que requérant;

(3) New.

Clause 148: The relevant portion of subsection 45(1) reads as follows:

45. (1) A person authorized pursuant to paragraph 5(1)(d) or licensed to exercise plant breeder's rights may, subject to any agreement between the holder of the rights and that person,

Clause 149: The relevant portion of subsection 50(1) reads as follows:

50. (1) An appeal lies to the Federal Court from a decision on review under any regulations made pursuant to paragraph 75(1)(m) or from a decision of the Commissioner, other than a decision subject to review under any such regulations, where the decision on review is given in respect of, or the Commissioner's decision is, a decision

...

(b) determining whether or not

- (i) annulment of the grant of plant breeder's rights is required by section 13,
- (ii) the grant of a protective direction is to be refused, or
- (iii) any condition described in paragraph 20(1)(a) or (b) is fulfilled;

Clause 150: Subsection 51(1) reads as follows:

51. (1) Subject to subsection 67(4), where any appeal or other proceedings have been instituted in the Federal Court under any provision of this Act, the Commissioner shall, at the request of any party to the proceedings and on payment of the prescribed fee, transmit to the Court all records and documents on file in the Plant Breeders' Rights Office that relate to the matters in question in the proceedings.

Clause 151: Subsection 56(4) reads as follows:

(3). — Nouveau.

Article 148. — Texte du passage visé du paragraphe 45(1) :

45. (1) Toute personne autorisée à exercer les droits prévus à l'alinéa 5(1)d) ainsi que le détenteur d'une licence visant l'exercice de certains de ces droits peuvent, sous réserve d'un accord en ce sens avec le titulaire :

Article 149. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 50(1) :

50. (1) Appel peut être interjeté auprès de la Cour fédérale de la décision rendue au titre de l'examen réglementaire prévu par l'alinéa 75(1)m) ainsi que des décisions du directeur non assujetties à un tel examen et portant sur :

...

b) une des questions suivantes :

- (i) la nécessité d'annuler, au titre de l'article 13, un certificat d'obtention,
- (ii) le refus d'octroyer un certificat temporaire,
- (iii) le retrait du certificat d'obtention au titre du paragraphe 20(1);

Article 150. — Texte du paragraphe 51(1) :

51. (1) Sous réserve du paragraphe 67(4), en cas de saisine de la Cour fédérale en application de la présente loi, le directeur lui transmet, sur demande d'une partie et sur acquittement des taxes réglementaires, les dossiers et documents afférents déposés au Bureau.

Article 151. — Texte du paragraphe 56(4) :

(4) Subject to section 58, the Commissioner shall receive all applications, fees, papers, documents and materials submitted for plant breeders' rights, shall do all things necessary for the granting of plant breeders' rights and for the exercise of all other powers conferred, and the discharge of all other duties imposed, on the Commissioner by or pursuant to this Act or the regulations and shall have the charge and custody of the register, books, records, papers and other things belonging to the Plant Breeders' Rights Office.

Clause 152: The relevant portion of section 63 reads as follows:

63. The Commissioner shall keep a register of plant breeders' rights and, subject to the payment of any fee or charge required by or under this Act to be paid in the case of any entry in the register, the Commissioner shall enter in it

...

(h) the prescribed particulars of each application for the grant of plant breeder's rights and of any abandonment or withdrawal of the application and, where a protective direction is granted, a statement to that effect; and

Clause 153: (1) Subsection 67(2) reads as follows:

(2) Subject to subsection (4),

(a) the register,

(b) the index, and

(c) any documents referred to in subsection (1) that are prescribed for the purposes of this subsection or that may properly, in the opinion of the Commissioner, be open for inspection by the public,

shall be open for inspection, on payment of the prescribed fees, during business hours at the Plant Breeders' Rights Office and the Commissioner shall, on request and on payment of the prescribed fee, furnish any person with a copy of, or certificate with regard to, an entry in the register or index or with a copy of any such document.

(2) Subsection 67(4) reads as follows:

(4) An application for plant breeder's rights and any document or instrument that accompanies it shall not, except with the consent of the applicant or by order of a court for the purposes of proceedings before it, be published by the Commissioner or be open to public inspection at any time before particulars of the application are published in the *Canada Gazette* pursuant to section 70.

Clause 154: (1) The relevant portion of subsection 70(1) read as follows:

(4) Sous réserve de l'article 58, le directeur reçoit les demandes de certificat d'obtention ainsi que les taxes, documents ou pièces y afférents et prend les mesures voulues pour la délivrance du certificat et l'exercice des attributions que lui confèrent la présente loi et ses règlements. Il a la garde du registre, des autres documents et du matériel appartenant au Bureau.

Article 152. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe l'article 63 :

63. Le directeur tient un registre des certificats d'obtention dans lequel il consigne, sous réserve du paiement des taxes et droits d'inscription prévus par la présente loi, les renseignements suivants :

...

h) les détails réglementaires devant figurer au registre relativement à chaque demande de certificat d'obtention, ainsi qu'à son abandon ou retrait éventuel, et, le cas échéant, la mention du fait qu'un certificat temporaire a été délivré;

Article 153, (1). — Texte du paragraphe 67(2) :

(2) Sous réserve du paragraphe (4) et sur paiement des taxes réglementaires, les documents suivants peuvent être consultés au Bureau pendant les heures ouvrables :

a) le registre;

b) le répertoire;

c) parmi les documents visés au paragraphe (1), ceux qui sont réglementaires et ceux que le directeur estime pouvoir mettre à la disposition du public.

Le directeur remet à tout intéressé, à sa demande et sur paiement des taxes réglementaires, des copies des documents ou des extraits du registre ou du répertoire.

(2). — Texte du paragraphe 67(4) :

(4) Le directeur ne peut publier les demandes de certificat d'obtention ou les documents et éléments afférents, ni en permettre la consultation publique, avant la publication prévue à l'article 70, sauf avec le consentement du requérant ou sur ordonnance rendue par un tribunal dans le cadre d'une affaire dont il est saisi.

Article 154, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 70(1) :

70. (1) The Commissioner shall cause to be published in the *Canada Gazette* such particulars of the following as are prescribed:

...

- (c) every application for a protective direction;
- (d) every grant or withdrawal of a protective direction;

(2) The relevant portion of subsection 70(3) reads as follows:

(3) In addition to the matters referred to in subsection (1), the Commissioner shall cause to be published in the *Canada Gazette*

...

- (b) a notice of every refusal to grant a protective direction and of every annulment under section 34 or revocation under section 35.

Clause 155: (1) to (4) Paragraphs 75(1)(d.1) and (j.1) are new. The relevant portion of subsection 75(1) reads as follows:

75. (1) The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Act and, without limiting the generality of the foregoing, may make regulations

- (a) determining the nature of any charges that a person may be required to pay in respect of any services provided in the execution of any functions by or under the authority of the Commissioner;

...

- (c) defining the meanings of the words and expressions “commercially acceptable”, “description”, “designation”, “identifiable characteristics”, “recently prescribed category”, “representations”, “reasonably priced” and “widely distributed” for the purposes of this Act;

(d) requiring

- (i) the publication in the *Trade Marks Journal* of prescribed particulars respecting proposals, approvals and changes of denominations pursuant to section 14, and
- (ii) notwithstanding anything in subsection 73(1), the advisory committee’s advice as a prerequisite for the execution of any functions by the Minister or the Commissioner;

...

(f) giving effect to the terms of

- (i) any convention with a view to the fulfilment of which any country is prescribed as a country of the Union, and
- (ii) any agreement with a view to the fulfilment of which any country is prescribed as an agreement country,

and, notwithstanding anything in this Act, qualifying or curtailing any rights, protection or other benefits under this Act to any extent conducive to reciprocity between Canada and any such country;

Clause 156: Section 76 and the heading before it read as follows:

70. (1) Le directeur fait publier dans la *Gazette du Canada* les renseignements réglementaires suivants :

...

- c) ceux qui concernent les demandes de certificat temporaire;
- d) ceux qui concernent la délivrance ou le retrait de tels certificats;

(2). — Texte du paragraphe 70(3) :

(3) Le directeur fait en outre publier dans la *Gazette du Canada* tous renseignements qu’il juge utile de porter à la connaissance du public et les avis de tout refus de délivrer un certificat temporaire et de toute annulation, ou révocation effectuée en application des articles 34 ou 35.

Article 155, (1) à (4). — Les alinéas 75(1)d.1) et j.1) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 75(1) :

75. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l’application de la présente loi et, notamment :

- a) fixer les taxes ou droits exigibles pour les services fournis par le directeur ou son délégué;

...

- c) définir, pour l’application de la présente loi, les expressions « commercialement acceptable », « description », « désignation », « caractère identifiable », « catégorie établie depuis peu par règlement », « distribution à grande échelle », « prix raisonnable » et « observations »;

d) exiger la publication, dans le *Journal des marques de commerce*, de renseignements relatifs aux propositions, approbations ou changements de dénomination et, par dérogation au paragraphe 73(1), la recommandation préalable du comité consultatif pour l’exercice de fonctions du ministre ou du directeur;

...

- f) mettre à exécution une convention ou un accord dans le but de favoriser la reconnaissance réglementaire d’un pays comme État de l’Union ou comme pays signataire et, par dérogation aux autres dispositions de la présente loi toute modification, même restrictive, de nature à favoriser la réciprocité entre ce pays et le Canada;

Article 156. — Texte de l’article 76 et de l’intertitre le précédant :

SEEDS ACT

76. (1) Nothing provided or granted by or under this Act shall be construed as conferring authority for

(a) any seed to be sold, imported, exported or advertised, or

(b) any name, mark or label to be applied in connection with any seed,

contrary to the *Seeds Act* or any regulations thereunder.

(2) In subsection (1), “seed” has the meaning assigned to that expression by section 2 of the *Seeds Act*.

LOI SUR LES SEMENCES

76. (1) La présente loi n’a pas pour effet de déroger à la *Loi sur les semences* ou ses règlements en ce qui concerne le pouvoir :

a) de vendre, d’importer ou d’exporter une semence, ou d’en faire la publicité;

b) d’utiliser, pour une semence, un nom, une marque ou une étiquette.

(2) Au paragraphe (1), « semence » s’entend au sens de l’article 2 de la *Loi sur les semences*.

Canadian Wheat Board Act

Clause 164: The relevant portion of section 46 reads as follows:

46. The Governor in Council may make regulations

...

(b.1) to permit the importation into Canada of wheat or wheat products that are entitled to the United States Tariff in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the *Customs Tariff* and that are owned by a person other than the Board subject, if the Governor in Council considers it appropriate, to any of the following requirements, namely,

...

(iii) that the wheat be accompanied by a certificate issued under section 4.1 of the *Seeds Act*, if the wheat is imported for seed use;

Competition Act

Clause 165: Subsection 7(1) reads as follows:

7. (1) The Governor in Council may appoint an officer to be known as the Commissioner of Competition, who shall be responsible for

(a) the administration and enforcement of this Act;

(b) the administration of the *Consumer Packaging and Labelling Act*;

(c) the enforcement of the *Consumer Packaging and Labelling Act* except as it relates to food, as that term is defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*; and

(d) the administration and enforcement of the *Precious Metals Marking Act* and the *Textile Labelling Act*.

Consumer Packaging and Labelling Act

Clause 166: (1) The definitions “inspector” and “Minister” in subsection 2(1) read as follows:

“inspector” means any person designated as an inspector

(a) for the enforcement of this Act under the *Department of Industry Act*, or

(b) for the enforcement of this Act as it relates to food, as defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*, under the *Canadian Food Inspection Agency Act*;

“Minister” means the Minister of Industry and, for the enforcement of this Act as it relates to food, as defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*, means the Minister of Agriculture and Agri-Food;

(2) Subsection 2(2) reads as follows:

(2) The functions of the Minister of Industry in relation to the administration of this Act except subsection 11(1), and in relation to the enforcement of this Act except as it relates to food, as that term is defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*, may be exercised by the Commissioner on behalf of that Minister.

Clause 167: Subsection 3(2) reads as follows:

Loi sur la Commission canadienne du blé

Article 164. — Texte des passages introductifs et visé de l’alinéa 46b.1) :

46. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

...

b.1) permettre l’importation de blé et de produits du blé bénéficiant du tarif des États-Unis de la liste des dispositions tarifaires de l’annexe du Tarif des douanes et possédés par une personne autre que la Commission, sous réserve de l’une ou l’autre des conditions suivantes, à son appréciation :

...

(iii) un certificat délivré sous le régime de l’article 4.1 de la Loi sur les semences accompagne le blé destiné à l’ensemencement;

Loi sur la concurrence

Article 165. — Texte du paragraphe 7(1) :

7. (1) Le commissaire de la concurrence est nommé par le gouverneur en conseil; il est chargé :

a) d’assurer et de contrôler l’application de la présente loi;

b) d’assurer l’application de la *Loi sur l’emballage et l’étiquetage des produits de consommation*;

c) de contrôler l’application de la *Loi sur l’emballage et l’étiquetage des produits de consommation*, sauf en ce qui a trait aux aliments, au sens de l’article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*;

d) d’assurer et de contrôler l’application de la *Loi sur le poinçonnage des métaux précieux* et de la *Loi sur l’étiquetage des textiles*.

Loi sur l’emballage et l’étiquetage des produits de consommation

Article 166, (1). — Texte des définitions de « inspecteur » et « ministre » au paragraphe 2(1) :

« inspecteur » Personne désignée à ce titre conformément soit à la *Loi sur le ministère de l’Industrie* pour contrôler l’application de la présente loi, soit à la *Loi sur l’Agence canadienne d’inspection des aliments* pour contrôler l’application de la présente loi en ce qui a trait aux aliments.

« ministre » Le ministre de l’Industrie et, pour le contrôle d’application de la présente loi à l’égard des aliments, au sens de l’article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*, le ministre de l’Agriculture et de l’Agroalimentaire.

(2). — Texte du paragraphe 2(2) :

(2) L’application de la présente loi, à l’exception du paragraphe 11(1), et le contrôle d’application de cette loi, à l’exception de ce qui a trait aux aliments, au sens de l’article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*, peuvent être assurés par le commissaire pour le compte du ministre de l’Industrie.

Article 167. — Texte du paragraphe 3(2) :

(2) This Act does not apply to any product that is a device or drug within the meaning of the *Food and Drugs Act*.

Clause 168: Section 8 reads as follows:

8. No dealer shall apply to any edible or potable prepackaged product a label that contains any representation with respect to the number of servings contained in the container of the prepackaged product unless that label contains a declaration of net quantity of each serving in the form and manner prescribed and in terms of either

(a) numerical count, or

(b) a unit of measurement set out in Schedule I to the *Weights and Measures Act*,

as may be prescribed.

Clause 169: The relevant portion of subsection 15(4) reads as follows:

(4) Any product or other thing seized pursuant to subsection (1) shall not be detained

...

(c) after the expiration of sixty days after the day of seizure, or if the seizure is in respect of a contravention of the Act as it relates to food as defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*, one hundred and eighty days after the day of seizure, unless, before that time,

Clause 170: (1) The relevant portion of subsection 20(1) reads as follows:

20. (1) Subject to subsection (2.1), every dealer who contravenes any of sections 4 to 9 is guilty of an offence and liable

(2) The relevant portion of subsection 20(2) reads as follows:

(2) Subject to subsection (2.1), every person who contravenes any provision of this Act, other than any of sections 4 to 9, or any regulation made under paragraph 18(1)(d), (e) or (h), is guilty of an offence and liable

(3) Subsections 20(2.1) and (2.2) read as follows:

(2.1) Every person who contravenes a provision referred to in subsection (1) or (2) as that provision relates to food, as defined in section 2 of the *Food and Drugs Act*, is guilty of an offence and liable

(a) on summary conviction, to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or

(b) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding two years or to both.

(2.2) A document purporting to have been issued by the Minister, certifying the day on which the subject-matter of any proceedings became known to the Minister, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and is evidence of the matters asserted in it.

(2) Les produits qui sont un instrument ou une drogue au sens de la *Loi sur les aliments et drogues* sont soustraits à l'application de la présente loi.

Article 168. — Texte de l'article 8 :

8. L'étiquetage apposé par le fournisseur sur un produit préemballé comestible ou potable ne peut donner de l'information sur le nombre de portions que renferme le contenant sans obligatoirement stipuler la quantité nette de chaque portion suivant les modalités et prescriptions réglementaires :

a) soit numériquement;

b) soit en une unité de mesure figurant à l'annexe I de la *Loi sur les poids et mesures*.

Article 169. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 15(4) :

(4) La rétention des produits ou autres articles saisis en application du paragraphe (1) prend fin :

...

c) à l'expiration d'un délai soit de soixante jours à compter de la date de la saisie, soit, dans le cas où celle-ci a été effectuée relativement à une infraction ayant trait à des aliments au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues*, de cent quatre-vingts jours à compter de cette date, à moins qu'auparavant :

Article 170, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 20(1) :

20. (1) Sous réserve du paragraphe (2.1), tout fournisseur qui contrevient à l'un des articles 4 à 9 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

(2). — Texte du passage visé du paragraphe 20(2) :

(2) Sous réserve du paragraphe (2.1), quiconque contrevient aux autres dispositions de la présente loi ou à celles des règlements d'application des alinéas 18(1)d), e) ou h) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

(3). — Texte du paragraphe 20(2.1) :

(2.1) Quiconque contrevient à une disposition visée aux paragraphes (1) ou (2) à l'égard d'aliments au sens de l'article 2 de la *Loi sur les aliments et drogues* commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

a) par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;

b) par mise en accusation, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines.

Clause 171: Subsection 21(2.1) reads as follows:

(2.1) Any proceedings by way of summary conviction for an offence referred to in subsection 20(2.1) may be instituted within two years after the time when the subject-matter of the proceedings becomes known to the Minister.

Contraventions Act

Clause 172: Item 7 of the schedule and the heading before it read as follows:

Health of Animals Act

7. Section 69 is repealed.

Clause 173: Item 12 of the schedule and the heading before it read as follows:

Plant Protection Act

12. Section 52 is repealed.

Excise Act

Clause 174: Section 155 reads as follows:

155. Subject to the *Trade-marks Act* and the *Food and Drugs Act*, no person shall attach to any bottle, flask or other package of spirits any label, stamp or other device containing any statement or information other than the name of the spirits and the name of the bottler and his place of residence, unless the form and wording thereof have first been approved by the Minister.

Federal Court Act

Clause 175: The relevant portion of subsection 28(1) reads as follows:

28. (1) The Court of Appeal has jurisdiction to hear and determine applications for judicial review made in respect of any of the following federal boards, commissions or other tribunals:

(a) the Board of Arbitration established by the *Canada Agricultural Products Act*;

(b) the Review Tribunal established by the *Canada Agricultural Products Act*;

Food and Drugs Act

Clause 176: The long title reads as follows:

An Act respecting food, drugs, cosmetics and therapeutic devices

Clause 177: Section 1 reads as follows:

1. This Act may be cited as the *Food and Drugs Act*.

Article 171. — Texte des paragraphes 21(2.1) et (2.2) :

(2.1) Les poursuites par procédure sommaire prévues au paragraphe 20(2.1) se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre a eu connaissance des éléments constitutifs de l'infraction.

(2.2) Le certificat censé délivré par le ministre et attestant la date à laquelle ces éléments sont venus à sa connaissance est admis en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Loi sur les contraventions

Article 172. — Texte de l'article 7 de l'annexe et de l'intertitre le précédant :

Loi sur la santé des animaux

7. L'article 69 est abrogé.

Article 173. — Texte de l'article 12 de l'annexe et de l'intertitre le précédant :

Loi sur la protection des végétaux

12. L'article 52 est abrogé.

Loi sur l'accise

Article 174. — Texte de l'article 155 :

155. Sous réserve de la *Loi sur les marques de commerce* et de la *Loi sur les aliments et drogues*, nul ne peut appliquer sur une bouteille, un flacon ou un autre colis d'eau-de-vie, une étiquette, estampille ou autre marque contenant quelque énoncé ou indication autre que le nom de l'eau-de-vie, le nom de l'embouteilleur et le lieu de sa résidence, à moins que sa forme et son énoncé n'aient d'abord été agréés par le ministre.

Loi sur la Cour fédérale

Article 175. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 28(1) :

28. (1) La Cour d'appel a compétence pour connaître des demandes de contrôle judiciaire visant les offices fédéraux suivants :

a) le conseil d'arbitrage constitué par la *Loi sur les produits agricoles au Canada*;

b) la commission de révision constituée par cette loi;

Loi sur les aliments et drogues

Article 176. — Texte du titre intégral :

Loi concernant les aliments, drogues, cosmétiques et instruments thérapeutiques

Article 177. — Texte de l'article 1 :

1. *Loi sur les aliments et drogues.*

Clause 178: The definitions “package” and “unsanitary conditions” in section 2 read as follows:

“package” includes any thing in which any food, drug, cosmetic or device is wholly or partly contained, placed or packed;

“unsanitary conditions” means such conditions or circumstances as might contaminate with dirt or filth, or render injurious to health, a food, drug or cosmetic.

Clause 179: The heading before section 4 and sections 4 to 7 read as follows:

Food

4. No person shall sell an article of food that

- (a) has in or on it any poisonous or harmful substance;
- (b) is unfit for human consumption;
- (c) consists in whole or in part of any filthy, putrid, disgusting, rotten, decomposed or diseased animal or vegetable substance;
- (d) is adulterated; or
- (e) was manufactured, prepared, preserved, packaged or stored under unsanitary conditions.

5. (1) No person shall label, package, treat, process, sell or advertise any food in a manner that is false, misleading or deceptive or is likely to create an erroneous impression regarding its character, value, quantity, composition, merit or safety.

(2) An article of food that is not labelled or packaged as required by, or is labelled or packaged contrary to, the regulations shall be deemed to be labelled or packaged contrary to subsection (1).

6. (1) Where a standard for a food has been prescribed, no person shall

- (a) import into Canada,
- (b) send, convey or receive for conveyance from one province to another, or
- (c) have in possession for the purpose of sending or conveying from one province to another

any article that is intended for sale and that is likely to be mistaken for that food unless the article complies with the prescribed standard.

(2) Paragraphs (1)(b) and (c) do not apply to an operator of a conveyance that is used to carry an article or to a carrier of an article whose sole concern, in respect of the article, is the conveyance of the article unless the operator or carrier could, with reasonable diligence, have ascertained that the conveying or receiving for conveyance of the article or the possession of the article for the purpose of conveyance would be in contravention of subsection (1).

Article 178. — Texte des définitions de « conditions non hygiéniques » et « emballage » à l’article 2 :

« conditions non hygiéniques » Conditions ou circonstances de nature à contaminer des aliments, drogues ou cosmétiques par le contact de choses malpropres, ou à les rendre nuisibles à la santé.

« emballage » Notamment récipient, emballage ou autre conditionnement contenant, en tout ou en partie, un aliment, une drogue, un cosmétique ou un instrument.

Article 179. — Texte de l’intertitre précédant l’article 4 et des articles 4 à 7 :

Aliments

4. Il est interdit de vendre un aliment qui, selon le cas :

- a) contient une substance toxique ou délétère, ou en est recouvert;
- b) est impropre à la consommation humaine;
- c) est composé, en tout ou en partie, d’une substance malpropre, putride, dégoûtante, pourrie, décomposée ou provenant d’animaux malades ou de végétaux malsains;
- d) est falsifié;
- e) a été fabriqué, préparé, conservé, emballé ou emmagasiné dans des conditions non hygiéniques.

5. (1) Il est interdit d’étiqueter, d’emballer, de traiter, de préparer ou de vendre un aliment — ou d’en faire la publicité — de manière fausse, trompeuse ou mensongère ou susceptible de créer une fausse impression quant à sa nature, sa valeur, sa quantité, sa composition, ses avantages ou sa sûreté.

(2) L’aliment qui n’est pas étiqueté ou emballé ainsi que l’exigent les règlements ou dont l’étiquetage ou l’emballage n’est pas conforme aux règlements est réputé contrevenir au paragraphe (1).

6. (1) En cas d’établissement — par règlement — d’une norme à l’égard d’un aliment et de non-conformité à celle-ci d’un article destiné à la vente et susceptible d’être confondu avec cet aliment, sont interdites, relativement à cet article, les opérations suivantes :

- a) son importation;
- b) son expédition, son transport ou son acceptation en vue de son transport interprovincial;
- c) sa possession en vue de son expédition ou de son transport interprovincial.

(2) Les alinéas (1)(b) et (c) ne s’appliquent ni à celui qui exploite un moyen de transport servant au transport d’un aliment, ni à un transporteur dont le seul lien avec l’aliment est son transport, à moins que ces personnes n’aient pu, en supposant un effort raisonnable de leur part, se rendre compte du fait que le transport de cet aliment, que l’acceptation de cet aliment pour en faire le transport ou encore que la possession de cet aliment dans le but d’en effectuer le transport constituerait une contravention au paragraphe (1).

(3) Where a standard for a food has been prescribed, no person shall label, package, sell or advertise any article that

- (a) has been imported into Canada,
- (b) has been sent or conveyed from one province to another, or
- (c) is intended to be sent or conveyed from one province to another

in such a manner that it is likely to be mistaken for that food unless the article complies with the prescribed standard.

6.1 (1) The Governor in Council may, by regulation, identify a standard prescribed for a food, or any portion of the standard, as being necessary to prevent injury to the health of the consumer or purchaser of the food.

(2) Where a standard or any portion of a standard prescribed for a food is identified by the Governor in Council pursuant to subsection (1), no person shall label, package, sell or advertise any article in such a manner that it is likely to be mistaken for that food unless the article complies with the standard or portion of a standard so identified.

7. No person shall manufacture, prepare, preserve, package or store for sale any food under unsanitary conditions.

Clause 180: The relevant portion of subsection 23(2) reads as follows:

(2) In subsection (1), “article to which this Act or the regulations apply” includes

- (a) any food, drug, cosmetic or device;

Clause 181: (1) to (3) The relevant portion of subsection 30(1) reads as follows:

30. (1) The Governor in Council may make regulations for carrying the purposes and provisions of this Act into effect, and, in particular, but without restricting the generality of the foregoing, may make regulations

(a) declaring that any food or drug or class of food or drugs is adulterated if any prescribed substance or class of substances is present therein or has been added thereto or extracted or omitted therefrom;

(b) respecting

- (i) the labelling and packaging and the offering, exposing and advertising for sale of food, drugs, cosmetics and devices,
- (ii) the size, dimensions, fill and other specifications of packages of food, drugs, cosmetics and devices,
- (iii) the sale or the conditions of sale of any food, drug, cosmetic or device, and

(3) En cas d'établissement d'une norme réglementaire à l'égard d'un aliment, il est interdit d'étiqueter, d'emballer ou de vendre un aliment — ou d'en faire la publicité — de manière qu'il puisse être confondu avec l'aliment visé par la norme, à moins qu'il ne soit conforme à celle-ci, s'il entre dans l'une ou l'autre des catégories suivantes :

- a) il a été importé;
- b) il a été expédié ou transporté d'une province à une autre;
- c) il est destiné à être expédié ou transporté d'une province à une autre.

6.1 (1) En cas d'établissement d'une norme réglementaire à l'égard d'un aliment, le gouverneur en conseil peut, par règlement, spécifier que cette norme ou un élément particulier de celle-ci est nécessaire à la prévention d'un préjudice à la santé des consommateurs ou acheteurs de cet aliment.

(2) Dans les cas où, en application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil spécifie soit une norme réglementaire à l'égard d'un aliment, soit un élément d'une telle norme, il est interdit d'étiqueter, d'emballer ou de vendre un aliment — ou d'en faire la publicité — de telle manière qu'il puisse être confondu avec l'aliment visé par la norme, à moins qu'il ne soit conforme à cette norme ou cet élément.

7. Il est interdit de fabriquer, de préparer, de conserver, d'emballer ou d'emmagasiner pour la vente des aliments dans des conditions non hygiéniques.

Article 180. — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 23(2) :

(2) Pour l'application du paragraphe (1), sont compris parmi les articles visés par la présente loi ou ses règlements :

- a) les aliments, drogues, cosmétiques ou instruments;

Article 181, (1) à (3). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 30(1) :

30. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prendre les mesures nécessaires à l'application de la présente loi et, notamment :

a) déclarer qu'un aliment ou une drogue, ou une catégorie d'aliments ou de drogues, est falsifié si une substance ou catégorie de substances prévue par règlement s'y trouve, y a été ajoutée ou en a été extraite, ou en est absente;

b) régir, afin d'empêcher que l'acheteur ou le consommateur d'un article ne soit trompé sur sa conception, sa fabrication, son efficacité, l'usage auquel il est destiné, son nombre, sa nature, sa valeur, sa composition, ses avantages ou sa sûreté ou de prévenir des risques pour la santé de ces personnes, les questions suivantes :

- (i) l'étiquetage et l'emballage ainsi que l'offre, la mise à l'étalage et la publicité, pour la vente, d'aliments, de drogues, de cosmétiques et d'instruments,

- (iv) the use of any substance as an ingredient in any food, drug, cosmetic or device,
- to prevent the purchaser or consumer thereof from being deceived or misled in respect of the design, construction, performance, intended use, quantity, character, value, composition, merit or safety thereof, or to prevent injury to the health of the purchaser or consumer;
- (c) prescribing standards of composition, strength, potency, purity, quality or other property of any article of food, drug, cosmetic or device;
- (d) respecting the importation of foods, drugs, cosmetics and devices in order to ensure compliance with this Act and the regulations;
- (e) respecting the method of manufacture, preparation, preserving, packing, storing and testing of any food, drug, cosmetic or device in the interest of, or for the prevention of injury to, the health of the purchaser or consumer;
- (f) requiring persons who sell food, drugs, cosmetics or devices to maintain such books and records as the Governor in Council considers necessary for the proper enforcement and administration of this Act and the regulations;
- ...
- (j) exempting any food, drug, cosmetic or device from all or any of the provisions of this Act and prescribing the conditions of the exemption;
- ...
- (l) providing for the analysis of food, drugs or cosmetics other than for the purposes of this Act and prescribing a tariff of fees to be paid for that analysis;

Clause 182: Section 31.1 reads as follows:

31.1 Every person who contravenes any provision of this Act or the regulations, as it relates to food, is guilty of an offence and liable

- (a) on summary conviction, to a fine not exceeding \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months or to both; or
- (b) on conviction by indictment, to a fine not exceeding \$250,000 or to imprisonment for a term not exceeding three years or to both.

Clause 183: Section 32 reads as follows:

32. (1) A prosecution for a summary conviction offence under this Act may be instituted at any time within two years after the time the subject-matter of the prosecution becomes known to the Minister or, in the case of a contravention of a provision of the Act that relates to food, to the Minister of Agriculture and Agri-Food.

- (ii) le volume, les dimensions, le remplissage et d'autres spécifications pour l'emballage des aliments, drogues, cosmétiques et instruments,
- (iii) la vente ou les conditions de vente, de tout aliment, drogue, cosmétique ou instrument,
- (iv) l'emploi de toute substance comme ingrédient entrant dans la fabrication d'un aliment, d'une drogue, d'un cosmétique ou d'un instrument;
- c) établir des normes de composition, de force, d'activité, de pureté, de qualité ou d'autres propriétés d'un aliment, d'une drogue, d'un cosmétique ou d'un instrument;
- d) régir l'importation d'aliments, de drogues, de cosmétiques et d'instruments, afin d'assurer le respect de la présente loi et de ses règlements;
- e) prévoir le mode de fabrication, de préparation, de conservation, d'emballage, d'emmagasinage et d'examen de tout aliment, drogue, cosmétique ou instrument, dans l'intérêt de la santé de l'acheteur ou du consommateur de l'article ou afin de prévenir tout risque pour la santé de ces personnes;
- f) enjoindre aux personnes qui vendent des aliments, des drogues, des cosmétiques ou des instruments de tenir les livres et registres qu'il juge nécessaires pour l'application et l'administration judiciaires de la présente loi et de ses règlements;
- ...
- j) exempter un aliment, une drogue, un cosmétique ou un instrument de l'application, en tout ou en partie, de la présente loi et fixer les conditions de l'exemption;
- ...
- l) prévoir l'analyse d'aliments, de drogues ou de cosmétiques autrement que pour l'application de la présente loi ainsi que le tarif des droits à payer pour ces analyses;

Article 182. — Texte de l'article 31.1 :

31.1 Quiconque contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements d'application de la présente partie à l'égard d'aliments commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

- a) par procédure sommaire, une amende maximale de 50 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines;
- b) par mise en accusation, une amende maximale de 250 000 \$ et un emprisonnement maximal de trois ans, ou l'une de ces peines.

Article 183. — Texte de l'article 32 :

32. (1) Les poursuites visant une infraction à la présente loi ou aux règlements punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire se prescrivent par deux ans à compter de la date à laquelle le ministre ou, dans le cas où l'infraction a trait à des aliments, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a eu connaissance des éléments constitutifs de celle-ci.

(2) A document purporting to have been issued by the Minister referred to in subsection (1), certifying the day on which the subject-matter of any prosecution became known to the Minister, is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the document and is evidence of the matters asserted in it.

Clause 184: Subsection 36(4) reads as follows:

(4) Where a person is prosecuted under this Part for having manufactured an adulterated food or drug for sale, and it is established that the person had in his possession or on his premises any substance the addition of which to that food or drug has been declared by regulation to cause the adulteration of the food or drug, the onus of proving that the food or drug was not adulterated by the addition of that substance lies on the accused.

Clause 185: Subsection 37(1) reads as follows:

37. (1) This Act does not apply to any packaged food, drug, cosmetic or device, not manufactured for consumption in Canada and not sold for consumption in Canada, if the package is marked in distinct overprinting with the word “Export” or “Exportation” and a certificate that the package and its contents do not contravene any known requirement of the law of the country to which it is or is about to be consigned has been issued in respect of the package and its contents in prescribed form and manner.

Canada Grain Act

Clause 188: The definition “contaminated” in section 2 reads as follows:

“contaminated” means, in respect of grain, containing any substance in sufficient quantity that the grain is unfit for consumption by persons and animals or is adulterated within the meaning of the regulations made pursuant to paragraph 30(1)(a) of the *Food and Drugs Act*;

Clause 189: Section 28 reads as follows:

28. Notwithstanding paragraph 27(4)(b), where grain of any kind is of a variety produced from seed of a variety that is not registered under the *Seeds Act* for sale in or importation into Canada, no person shall, except with the permission of the Commission, assign to that grain a grade that is higher than the lowest grade established by regulation for that kind of grain.

An Act to amend the Canada Grain Act and the Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act and to repeal the Grain Futures Act

Clause 190: The heading before section 26 and sections 26 to 28 read as follows:

AGRICULTURE AND AGRI-FOOD ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES ACT

26. The long title of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* is replaced by the following:

(2) Le certificat censé délivré par le ministre visé au paragraphe (1) et attestant la date à laquelle ces éléments sont venus à sa connaissance est admis en preuve sans qu’il soit nécessaire de prouver l’authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire; sauf preuve contraire, il fait foi de son contenu.

Article 184. — Texte du paragraphe 36(4) :

(4) Dans les poursuites pour infraction à la présente partie pour fabrication, pour vente, d’un aliment ou d’une drogue falsifié, s’il est établi que la personne poursuivie avait en sa possession ou dans ses locaux une substance dont l’addition à l’aliment ou à la drogue est déclarée, par règlement, causer la falsification, l’accusé doit prouver que l’aliment ou la drogue n’a pas été falsifié par l’addition de cette substance.

Article 185. — Texte du paragraphe 37(1) :

37. (1) La présente loi ne s’applique pas aux aliments, drogues, cosmétiques ou instruments emballés qui sont fabriqués et vendus pour consommation à l’extérieur du pays si l’emballage porte clairement imprimé le mot « Exportation » ou « Export » et qu’il y a eu délivrance d’un certificat réglementaire attestant que l’emballage et son contenu n’enfreignent aucune règle de droit connue du pays auquel il est expédié ou destiné.

Loi sur les grains du Canada

Article 188. — Texte de la définition de « contaminé » à l’article 2 :

« contaminé » État des grains qui contiennent une substance en quantité telle qu’ils sont impropres à la consommation humaine et animale ou qui sont falsifiés au sens des règlements pris en vertu de l’alinéa 30(1)a) de la Loi sur les aliments et drogues.

Article 189. — Texte de l’article 28 :

28. Nonobstant l’alinéa 27(4)b), il est interdit, sauf autorisation de la Commission, d’attribuer à un grain provenant d’une variété de semence non enregistrée sous le régime de la Loi sur les semences pour vente ou importation au Canada un grade supérieur au niveau le plus bas établi par règlement pour ce type de grain.

Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et la Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire et abrogeant la Loi sur les marchés de grain à terme

Article 190. — Texte de l’intertitre précédant l’article 26 et des articles 26 à 28 :

LOI SUR LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES EN MATIÈRE D’AGRICULTURE ET D’AGROALIMENTAIRE

26. Le titre intégral de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d’agriculture et d’agroalimentaire* est remplacé par ce qui suit :

An Act to establish a system of administrative monetary penalties for the enforcement of the Canada Agriculture Products Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Canada Grain Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Pest Control Products Act, the Plant Protection Act and the Seeds Act

27. The definition “agri-food Act” in section 2 of the Act is replaced by the following:

“agri-food Act” means the *Canada Agricultural Products Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Canada Grain Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Pest Control Products Act*, the *Plant Protection Act* or the *Seeds Act*;

CONDITIONAL AMENDMENTS

28. (1) On the later of the coming into force of section 29 of the *Farm Debt Mediation Act*, chapter 21 of the Statutes of Canada, 1997, and the coming into force of section 26 of this Act, the long title of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* is replaced by the following:

An Act to establish a system of administrative monetary penalties for the enforcement of the Canada Agriculture Products Act, the Farm Debt Mediation Act, the Feeds Act, the Fertilizers Act, the Canada Grain Act, the Health of Animals Act, the Meat Inspection Act, the Pest Control Products Act, the Plant Protection Act and the Seeds Act

(2) On the later of the coming into force of section 30 of the *Farm Debt Mediation Act*, chapter 21 of the Statutes of Canada, 1997, and the coming into force of section 27 of this Act, the definition “agri-food Act” in section 2 of the *Agriculture and Agri-Food Administrative Monetary Penalties Act* is replaced by the following:

“agri-food Act” means the *Canada Agricultural Products Act*, the *Farm Debt Mediation Act*, the *Feeds Act*, the *Fertilizers Act*, the *Canada Grain Act*, the *Health of Animals Act*, the *Meat Inspection Act*, the *Pest Control Products Act*, the *Plant Protection Act* or the *Seeds Act*;

Hazardous Products Act

Clause 191: Paragraph 3(1)(b.1) is new. The relevant portion of subsection 3(1) reads as follows:

3. (1) This Part does not apply in respect of the advertising, sale or importation of any

...

(b) cosmetic, device, drug or food within the meaning of the *Food and Drugs Act*;

Clause 192: Paragraph 12(b.1) is new. The relevant portion of section 12 reads as follows:

Loi établissant un régime de sanctions administratives pécuniaires pour l'application de la Loi sur les produits agricoles au Canada, de la Loi relative aux aliments du bétail, de la Loi sur les engrais, de la Loi sur les grains du Canada, de la Loi sur la santé des animaux, de la Loi sur l'inspection des viandes, de la Loi sur les produits antiparasitaires, de la Loi sur la protection des végétaux et de la Loi sur les semences

27. La définition de « loi agroalimentaire », à l'article 2 de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« loi agroalimentaire » La *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur les grains du Canada*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur l'inspection des viandes*, la *Loi sur les produits antiparasitaires*, la *Loi sur la protection des végétaux* ou la *Loi sur les semences*.

MODIFICATIONS CONDITIONNELLES

28. (1) À l'entrée en vigueur de l'article 29 de la *Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole*, chapitre 21 des Lois du Canada (1997), ou à celle de l'article 26 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, le titre intégral de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire* est remplacé par ce qui suit :

Loi établissant un régime de sanctions administratives pécuniaires pour l'application de la Loi sur les produits agricoles au Canada, de la Loi sur la médiation en matière agricole, de la Loi relative aux aliments du bétail, de la Loi sur les engrais, de la Loi sur les grains du Canada, de la Loi sur la santé des animaux, de la Loi sur l'inspection des viandes, de la Loi sur les produits antiparasitaires, de la Loi sur la protection des végétaux et de la Loi sur les semences

(2) À l'entrée en vigueur de l'article 30 de la *Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole*, chapitre 21 des Lois du Canada (1997), ou à celle de l'article 27 de la présente loi, la dernière en date étant à retenir, la définition de « loi agroalimentaire », à l'article 2 de la *Loi sur les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire*, est remplacée par ce qui suit :

« loi agroalimentaire » La *Loi sur les produits agricoles au Canada*, la *Loi sur la médiation en matière d'endettement agricole*, la *Loi relative aux aliments du bétail*, la *Loi sur les engrais*, la *Loi sur les grains du Canada*, la *Loi sur la santé des animaux*, la *Loi sur l'inspection des viandes*, la *Loi sur les produits antiparasitaires*, la *Loi sur la protection des végétaux* ou la *Loi sur les semences*.

Loi sur les produits dangereux

Article 191. — L'alinéa 3(1)b.1) est nouveau. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 3(1) :

3. (1) Sont exclues de l'application de la présente partie la vente, l'importation ou la publicité :

...

b) de cosmétiques, d'instruments, de drogues ou d'aliments au sens de la *Loi sur les aliments et drogues*;

Article 192. — L'alinéa 12b.1) est nouveau. Texte des passages introductif et visé de l'article 12 :

12. This Part does not apply in respect of the sale or importation of any

...

(b) cosmetic, device, drug or food within the meaning of the *Food and Drugs Act*;

Pest Control Products Act

Clause 193: The definition “Tribunal” in section 2 reads as follows:

“Tribunal” means the Review Tribunal continued by subsection 4.1(1) of the *Canada Agricultural Products Act*;

Clause 194: New.

Clause 195: New. The relevant portion of subsection 6(1) reads as follows:

6. (1) The Governor in Council may make regulations

Tobacco Act

Clause 196: The definition “tobacco product” in section 2 reads as follows:

“tobacco product” means a product composed in whole or in part of tobacco, including tobacco leaves and any extract of tobacco leaves. It includes cigarette papers, tubes and filters but does not include any food, drug or device that contains nicotine to which the *Food and Drugs Act* applies.

12. Sont exclues de l’application de la présente partie la vente ou l’importation :

...

b) de cosmétiques, d’instruments, de drogues ou d’aliments, au sens de la *Loi sur les aliments et drogues*;

Loi sur les produits antiparasitaires

Article 193. — Texte de la définition de « Commission » à l’article 2 :

« Commission » La Commission de révision prorogée par le paragraphe 4.1(1) de la *Loi sur les produits agricoles au Canada*.

Article 194. — Nouveau.

Article 195. — Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 6(1) :

6. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

Loi sur le tabac

Article 196. — Texte de la définition de « produit du tabac » à l’article 2 :

« produit du tabac » Produit fabriqué à partir du tabac, y compris des feuilles et des extraits de celles-ci; y sont assimilés les tubes, papiers et filtres à cigarette. Sont toutefois exclus de la présente définition les aliments, drogues et instruments contenant de la nicotine régis par la *Loi sur les aliments et drogues*.

